# LE MONDE DIMANCHE



Directeur : André Laurens



Tel.: 246-72-23

# Les pays industrialisés et la crise

## **Onze millions** d'Américains sans emploi

A moins de quatre semaines des élections, le chômage aux Etats-Unis a franchi en septembre la barre fatidique des 10 %, atteignant 10.1 % de la population active — le plus fort taux enregistré depuis 1949. Ainsi le pays comptait, le mols dernier, 11,3 millions de personnes sans emploi (soit près d'un demi-millon de plus qu'en août), sans compter 1,6 million de travailleurs « découragés » et 6,6 millions de salariés contraints à des horaires réduits.

Cotte aggravation du chômage frappe surtout les sou-tiens de famille » : presque tous les uouveaux chômeurs sout des hommes de plus de vingt ans. Toutefois, cher les jeunes de seixe à dix-neuf ans lo taux a grimpé à près de 24 %. Les Noirs (20 %) et les Latino-Américains (15 %) sont plus touchés que les Blancs

Le chômage « à deux chif-fres » n'a pas été une sur-prise, compte tenn des nouvolles demandes d'allocations, L'opposition démocrate et les syndicats avaient d'ailleurs organisé à l'avance des discours, des conférences de presse et même des auditions de chômeurs au Congrès. Saus attendre la publication des statistiques, des manifestants s'étaient massés vendredi matin devant le département du travail aux cris de : « Merci Ron, tu nous a ramenes aux bons vieux jours de 1929 ».

Pour leur part, les démocrates n'ont pas de mots assez situation. « Le d'sastre a franchi un nouveau seuil », dit M. Charles Manatt, président de la commission nationale du parti. « C'est une tragédie ot une houte nationales », affirme do son côté le séna-teur Edward Kennedy. Les adversaires de M. Reagan rappellent avec dérision ce qu'af-firmali en novembre 1980 le candidat républicain à la présidence : «La récession c'est lorsquo votre voisin perd son emploi. La dépression e'est lorsque vous perdez le vôtre. Et lorsque Jimmy Carter perd le sien c'est la reprise éco-nomique ».

M. Reagan se méfie, sachant que le chémage a remplacé l'inflation cumme souci numero un do ses concitoyens. Il fait done beaucoup d'efforts pour so justifier, brodant sur le thème de l'héritage désas-treux laissé par deux décen-nies d'irresponsabilité démocrate, soulignant les succès de la lutte contre l'inflation qui permet uno baisse des taux d'intérêt — le taux d'escompte vient de revenir en-dessous de 10 %, — évoquant le débnt de la repriso économique, comme le prouverait la montée des cours à Wall Street. Toutes les conditions d'un re-démarrage sont réunles, af-firme de son côté le secrét 're rirme de son côté le secrét re au Trésor, M. Regan. En fait l'ampleur et la durée de la totale reprise dépendent en grande partie de la Réserve fédérale, dout on donte les milieux d'affaires, qu'elle ait réellement décidé de C.s-serrer sa politique monétaire.

En attendant, le chômage devient l'argument-clé de l'opposition pour les élections du 2 novembre. « Les républicains vont être punis affirme le président du parti démocrate. Personne n en donte, mais on s'interroge sur l'ampleur du phénomène. Il n'est pas sûr que le chômage, à lui seul, coûte beaucoup de sièges aux républicains pour les postes de gouverneurs, sensteurs ou représentants, car beaucoup de scrutins serout déterminés, comme d'habitude, par des thèmes locaux.

## • Le Japon adopte un plan de relance

Face à la crise économique internationale qui vient de se traduire par une aggravation du châmage américain, M. Mitterrand a souligné, le 8 octobre à Kinshasa, la responsabilité des Etats-Unis surtout à l'égard des difficultés des pays en développement.

Cependant, placé devant le relentissement plus fort que prévu de la croissance, le gouvernement japonais a adopté un programme de soutien de 2000 milliards de yens.

suèdoise, qui a été condamnéa eussi blen par la Norvège et le Finlande que par le Danemark, ouvre des ectives de guerre commerciale. Pour leur part, les Enste-Unia connaissent le plus fort taux de chômege qui e été enregistré depuis 1940, ce qui domine d'ores et déjà leur campagne électorale.

Le Japon, quant à lui, vient de prendre une série de mesures de soutien (51 milliards de francs) pour tenter de relancer une croissance qui s'est ralende au-delà de toute prévision. Outre-Atlantique, le taux

#### M. ANKET LE PORS INVITÉ DU GRAND JURY R.T.L.-« LE MONDE »

M. Antest to Pers, ministre délégué suprès du premier ministre, chargé de la fonction pablique et des réforme administratives, sera l'invité du Grao d'Juy E.T.L. - « le Monde» dimanche 19 octobre, de 15 h 15 h 15 h 35.

Le ministre répondra au cours de cette émission aux questions ces journalistes de la station

# met en cause les États-Unis

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

d'escompte a été ramené en des de la barre des 10 %, ravenant à 8,5 %. En novembre 1981, ce taux se situali à 14 %. (Lire page 16.)

Cependant, utilisant is tribune du neuvième sommet trenco-stricsin da Kinshasa, M. François Mittarrand e vivament critiqué, le 8 octobre, les Etats-Unia, responsables, selon lui, d'une grande part des difficultés du tiers-monde. Seion le président de la République les «mouvaments erratiques» du dellar, «sans corres pondre à quoi que ce soit sur le plan économique », placent la plupart des pays, surtout coux en déveloopement, dans une - cituetion into-

Le chef da l'Etat français e aussi reprochà aux Etats-Unis la réduction de leur side eu tiers-monde. De feçon générale, M. Mitterrand a dé-ploré les « antétements », la » timi-dité » et l'« absence d'imegination » des pays industrialisés à l'égard du développement. Assurant les pays stricains de l'aide politique et 600 nomique de la France, il a toutefois sjouté que s'prise dans la tourmente de la crise », celle-ci lie pouvait « à elle seule se substitue sux grands pays qui n'ent pas compris oi-om limité leur vue du monde sux rapporte de forces militaires ». La prèsident français a déclaré qu'il continuerait à lancer partout ses - appele trialisë . même . au risque da lasser .. (Lire page 3.)

# L'interdiction de Solidarité

## • Au sommet de Kinshasa, M. Mitterrand | Paris exprime sa « totale réprobation » après la décision de la Diète polonaise

## Washington envisage des mesures de rétorsion

Après l'adoption, vendredi 8 octobre, par la Diète polonaise du texte mettant Solidarité hors la loi, le porte-parole de la Maisou Blanche a indiqué que le président Beagan devait annoncer de noovelles - mesures - de rétorsion dont il u'a pas été précisé si elles viseraient seulement la Pologne ou aussi l'Union soviétique.

En France l'interdiction définitive de Solidarité suscite de nombreuses protestations, en particulier des organisations syndi-cales (à l'exception de la C.G.T.) qui ont appelé à des manifesta-tions à Paris, ce samedi et mardi procham. Dans une déclaration publice par le Quai d'Orsay, le gouvernement a, quand à lui, oxprime sa « grande inquietude » et marque sa « totale répro-bation » des mesures prises qui » font surgir un nouvel obstacle

dans le dialogue franco-polonais ... Lors du vote, dix députés se sont prononcés contre l'adoption do la loi et nouf se sont absteuus. Le général Jaruselski devait annoncer ce samedi un remaniement du gouvernement.

C'est chose falte. Il est près de vingt-et-uns heures vendredi 8 octobre, et la Diète vient d'entériner cette loi par laquelle— la citation est en vice-premier ministre M. Mieczyalaw Rakowski — e les syndicats qui n'étolent que suspendus en vertu de l'étot de siège cessent d'exister a. Aussi raide qu'à l'accontunée le chef de la junte militaire et premier secrétaire du parti applaudit, calmement, de ce banc du gouvernement où il siège sous es trolsième casquette, celle de premier ministre.

mier ministre. Le général Jaruselski applaudit,

#### Dans notre prochain unméro : Du Proche-Orient à la France

CES TERRORISTES VEHUS D'AILLEURS

PHILIPPE BOGGIO,

mais les députés ne lui répondent guère et quittent hâtivement les travées — comme penauds de n'avoir pas eu le courage de leurs dix collègues qui ent voté contre, ou au moins celui des neuf qui se sont abstenus; comme conscients que el Bolidarité peut avoir « cessé d'exister », ses dix millions de membres, eux, silancieux ou militants de la clandestinité, existent toujours.

tent tonjours.

tent tonjours.

Peni-être gussi pensent-ils à cet autre passage du même discours prunoncé jeudi à Lods par M. Rakowski : « Je n'exclus pas la possibilité qu'il y oit des gens chez qui les émotions prendront le dessus (...) et que la colère pourra pousser à des actes d'une portée incalculable », avait-il dit avant d'ajouter que « d'autres encore pont rentrer dans leur coquille, vont persister dans leur coquille, vont persister dans leur contination avec omertune et afficicion ». Oul, peut-être à est aveu mesurent-ils combien leur vote n'est pas celui de la nation dont ils devraient être les mandants, mais qu'importé! Ce ne sont pas ces députés qui comptent mais ce général, et lui est satisfait.

(Lire la suite page 2.)

# Le traitement des malades mentaux

La suppression des hôpitaux psychiatriques demanderait dix ans

Le congrès du Syndicat national des psychiatres des hôpitaux, réuni à Toulouse depuis le 6 octobre et jusqu'à samedi, a manifesté la volon-té des praticiens de la santé mentalo do modifier radicalement les couditions d'ac-cueil des malades, le cadre juridique dans lequel elles elnscrivent, donc de mettre en question la pièce mai-tresse du dispositif de soins actuel; l'hôpital psychiatri-

#### (De notre envoyée spéciale.)

s'ouvrait ee congrée, un document de travail qui donnera naissance à un rapport demandé par M. Jeck Raite, ministre de la santé, préconice le « dépérissement » de l'hôpitel psychiatrique. Mais ce même docu-ment estime qu'il faudrait dix ans pour taire disparattre ce dernior du ayatème français de santé mentale.

Plus de cent mille lits, plus de cent mille malades, solxante-douze milie - infirmiers et infirmières, une myriade de travalileurs sociaux et de médecias, l'un des patrimoines immobiliers les plus importants de França, et aussi l'un des secteurs de la médecine le plus délaissé depuis trois décemnles. Ainsi se présente la psychiatrie publique tran-calse, ses contradictions, ses diffi-cultés à s'inscrire dans des perspectives therapeutiques modernes.

(Lire la suite page 11.)

#### DE L'AFFAIRE LUCET AUX FAUSSES FACTURES

# Les « vendanges » de Marseille

Marseille. — La ville chuchote. Fausses factures et vraies ru-meurs. Marseille, avec une sorte d'amère délectation à justifier ainsi sa réputation, distille les accusations, murmure des noms, suggère une grande lessive en famille. Il n'est guère de jour où ne soit avancée l'identité d'un élu qui, d'un élu que...

Les grandes manoruvres, celles des élections municipales, out commencé ici par de petites manipulations. Elles ont débuté seille politique contribus ainsi à alimenter, par les renatives répétées d'inclusition de la presse et de l'opinion qui anticipent la progression d'une enquête judiciaire, passés, présente ou futurs, que

De notre envoyé spécial PIERRE GEORGES

ou la travestissent carrément. La guerre des clans, et d'abord celle patente au sein de la majorité municipale, ne s'embarrasse pas de détaits aussi insignifiants que le respect des faits, l'apport de preuves, la réputation des hom-mes.

7 PLACE VENDÔME

lever de rideau

chez

boutique les mult de Cartier

TEL 261 55 55

comme des corrompus et des affairistes.
Cette ambiance malsaine et dangereuse s'explique cepen-dant. Qui peut savoir vrai-ment où s'arrêters l'affaire Lu-cet desenue par une série de

ment où s'arrêtera l'affaire Lucet, devenue, par une série de
ricochets, l'affaire des fausses
factures? Les policiers? Ils sont
une vingtaine, tous les hommes
de la section économique et
financière do S.R.P.J. de Marceille, à démèler patiemment
l'écheveau ainsi découvert. Les
policiers se taisent. Les magistrats? Les deux juges d'instruction Mime Bernadette Augé, charelse du dessiter sur les direousgée du dossier sur les circons-tances de la mort de René Lucet, et Mile Marie-Chantal Coux, res-

(Lire la sutte page 10.)

# AU JOUR LE JOUR

Etat-patron

diront L'Elat pose sa lourde patte sur les secteurs-clés de l'éco-nomie. Il répente tout, survelle et contrôle tout. Il entrave la liberté d'entreprendre, décourage l'imposa-tion et tare excessivement. Sangsue de l'industrie, il prétend s'ingérer aussi dans les rapports sociaux. Il set par-

Sauf qu'il ne voulait pas se mêter de l'assurance-chômage. Après l'échec des népociations paritaires, il devra le faire et « prendre ses responsabilités ». A la demande des syndicats... et du CNPF.

BRUNO FRAPPAT.

# LE DÉFICIT DE L'ASSURANCE-CHOMAGE

#### M. Bérégovoy va recevoir les partenaires sociaux après la rupture des négociations

M. Pierre Bărégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, doit recevoir, au début de la semaine, les syndicate après la rupture des négociations, vendredi 8 octobre, sur l'essurence-chômege (UNEDIC). Les syndicats et le C.N.P.F. ont, en effet, fait eppel aux pouvoirs publics, F.O. réclament des négociations tripartites.

Les cinq centrales, qui ent présenté un projet d'économies, de majoration des cotisations et des aides de l'Etat, ont rejeté la responsabilité de cet échec sur le C.N.P.F., mais aussi sur le gouvernement. La C.G.T. et la C.F.D.T. ont, checune de leur côtà, appelé leurs syndicats à agir pour exiger que le patronat augmente sa participation linancière à l'UNEDIC.

Lire page 15 «Responsabilités patronales... et gouvern tales », par Jean-Pierre Dumont.

UN LIVRE DE LIONEL STOLÉRU

# Le front et l'arrière

Le Français moyen n'existe plus, Ou plutôt il y en s deux, el l'on veut bien grossir un peu le trait : ceiul qui vit sur le . front . économigus, dans l'industrie exposée à la concurrence et qui doit se battre ne seralt-se que pour conserver son empiol; ceiul qui vit « à l'arrière . dans le secteur abrité de le fonction publique ou des bran-ches qui n'ont pretiquement rien à eraindre des rigueurs de le conjoncture internationale. A partir de cette constatation, de plus en plus sen-aible à mesure que les chiffres du chomage augmentalent, et qui avait déjà été faite par M. Michel Albert, du temps où il était commissairs général au Plan, M. Lionel Stolens vient de brosser une fort intéressante fresque politique, économique et sociale où l'analyse pointue et les propositions se mélangant pour ouvrir un espace de débat d'un

Ce n'est plus, en effet, la coupure gauche droite que l'on nous prie de considérer — ette e fait couler, en effet, beaucoup d'encre jusqu'ici. — male • la France à deux vitesses », qui permet, seion notre auteur, de bien curieuses

Celle qui frappe le plus le lecteur est le fruit du rapprochement do deux cartes : celle de le France électorale (cantonales de mars 1982) et celle de la France économique où, en gros, la partie « exposée » du pays se situe au-dessus d'une ligne Brest - Nice . et le abrité - en dessous

PIERRE DROUIN.

(Live la sutte page 8.)

\* La France à deux vitenes, par Lionel Stoléra. Finnemarion. 3M pages, 70 france.

# Le syndicat a « cessé d'exister »

Durant onze mois - de sa nomination, en février 1981, comme chef du gouvernement à l'instauration de l'état de guerre—il a admirablement su manœuvrer. Il est soldat, chef d'une vrer. Il est soldat, chef d'une armée que le pays respectait comme héritière de ces soldats polonais qui chargeaieut à cheval en 1939 les panzers allemands. On veut croire alors qu'il est plus Polonais qu'homme d'un parti honni; qu'un pragmatisme et une rigueur militaires vont assouplir le carcan idéologique et imposer un minimum d'hounêteté dans la vie politique. La population lui accorde un crédit de confiance. Les dirigeants syndicaux tempèrent l'ardeur de

du mois de juliet, l'el reçu dans le nuit l'ordre de rejoindre im-médiatement mon unité (...).

· Dès le début, on nous e

averti : « Ne vous considérez pas

comme des réservistes, mais

hommes, pour le plopart des ouvriers, membres de Soliderité.

Dens ma compagnie, par exemple, sur quatre-vingt-dix per-

sonnes, il n'y en avait que deux

qui appartenaient eux syndicets

de branche (1). Au programme,

l'organisation des gardes, les règlements militaires et le lor-

mation politique. Je préfère ne

pas parier de tours de garde --

car cele relève du secret mili-

an revanche, qu'on essayait de

nous convaincre que Soliderité

commettait très fréquemment des

agressions. On nous affirmatt

même que les patrouilles mili-

taires ne revensient Jemeis sans dommages à l'unité. Nous ac-

cuellions cas mises en garde

- Les rires et les blagues

étaient d'ailleurs très tréquents

tait par quelqu'un de l'Université

de Varsovie, quelqu'un de mobilisé. Il a annoncé que son cours

porterait sur les causes de la

de Pologne, mais II n'e lamais

pu nous les exp!lquer, le maiheu

reux, car, pendant la première heure, nous avons demandé que

nos propres problèmes d'appro-

visionnement, à nous soldats, solent réglés. Pendant ls se-

ce qu'étalent, selon nous, les

ceuses de cette crisa. Finale-

ment, un collègue a est levé et a dit : - Et, surtout, ne vous

lmaginez pas que le vals tirer

sur les ouvriers même si on

m'en donne l'ordre. Je me re-

tourmerai et je vous casserel la gueule... Ne comptez pas aur

envoyê quelqu'un d'autre. Le su-

jet en devait être : - Da quoi nous e sauvé l'état de guerre ? .

Mais la jeuna sous-lieutenant qui

deveit nous expliquer cela a,

dès la début, mis les choses

au clair : . Vous êtes des ou-

vriers, vous savez mieux que moi

ce qui se passe. Et d'ailleurs

nous, autour d'une bouteille da

réservistes ! »

us lui avons expliqué

pendant les cours de tormette

par des rires (...).

qualque quatre cents

prépare à l'affrontement. Un geste à ce moment — nous sommes début novembre 1981 — sème la confusion souhaitable : une rencontre spectaculaire avec le primat et M. Welesa, et la promesse d'une « entente nationale ». Beaucoup y croieut, d'autres crient à la trahison de la direction syndicale. Le pouvoir emploie hientôt la force dans un conflit tout à fait secondaire, et la manœuvre aboutit : la rage et la peur s'emparent des gens; le syndical ne sait plus où il en est et la population le sait encore moins.

et une rigueur militaires vont assouplir le carcan idéologique et imposer un minimum d'hounnêteté dans la vie politique. La population lui accorde un crédit de conflance. Les dirigeants syndicaux tempèrent l'ardeur de leurs militants. Le gènéral Jaruzelski gagne un temps précieux que M. Kania. l'ancien premier secrétaire, emplole à reprendre en main le parti. En juillet, l'étape est franchie, très honorablement.

Aussitôt le ton du pouvoir moute, la pression se fait plus forte, les militants se raidissent tandis que la direction de Solidarité perd de son contrôle sur les événements et que le soldat, lui, se mue en nouveau premier secrétaire et commence à se moutre les événements et que le soldat, lui, se mue en nouveau premier secrétaire et commence à se moutre les événements et que le soldat, lui, se mue en nouveau premier secrétaire et commence à se moutre les événements et découvrir à la Pologne que son déciense, est » d'un type nouveau », qu'elle a «été créée et éduquée par le parti», et que ses cadres sont « fidèles aux idéaux du marxisme-léntitisme » et défendent » activement et avec abnéement les événements et que le soldat, lui, se mue en nouveau premier secrétaire et commence à se moutre préparé et qui fait mêrment préparé et qui fait découvrir à la Pologne que son dredi à l'agence Tass le général Mo l'czyk. vice-ministre de la défense, est » d'un type nouveau », qu'elle a «été créée et éduquée par le parti», et que ses cadres sont « fidèles aux idéaux du marxisme-léntitisme » et défendent » activement et avec abnéement » activement et avec déten découvrir à la Pologne que son

La première action de ca genre e été la bataille pour obtenir des chaussures de tennie et des

rasoirs. L'action - chaussures

de tennis », pour lequelle nous

evons menecé de na pas exé-

cuter les ordres, e été cou-

ronnée de succès au bout de

evons perdu le batallie des

rasoirs : on ne nous a donné

Une compagnie

d'affligés

. Dans le beteille pour

f'exemption de service, nous avons eu un peu plus de

prétexte, allait chez le con

chanco. Chacun, avec ou sans

dant pour se plaindre d'avoir été mobilisé à tort. Il arrivait

que toute une compagnie d'attil-

gés se retrouve devant sa porte. Au bout du compta, il e décidé

qu'une commission serait char-

gée d'établir qui pourrait porter plaints. A ce moment-iè, les cas

d'Insubordination se sont multi-

pilés pour obliger la commis-sion à cèder. Les réactions ont

été très diverses, mais on ne

noos punisseit pas. Peut-être était-ce parce que plusieurs

d'entre nous avaient des familles à cherge ou étaient des mage-

siniers qui avelent... laissé les

clés du magasin à le maison (...).

né one action - presse clandes-tine -. Nous n'avions à notre

dieposition que très peu d'exem-

plaires de cette presse (l'Hebdomadaire de guerre, Hebdoma

deire Mezowsze, A aulyre, Informations, la Voix da l'ouvrier

libre). La lutte pour en evolr des copies était achemée. A la fin, nous evons obtenu que la

presse clandestine puisse être

lue à haute voix dans le salle

de réunion, et tout la monde

dente, mais le commandement

ne réaglasait pas — peut-être parce qu'il n'en avait pas la

volonté. Dans una conversation

avec un simple soldat, le com-

mandant de l'unité e dit que si

les ouvriers renalent le coup

comme ils l'ont talt lusqu'è pré-

sent ils gagneraient, car « la

direction, chez nous, n'e pas le

moindre idée de ce qu'il faut

e été content.

» Pour le cours suivant, ils ont l'armée » était, bien sûr, évi-

- Nous avons également me-

quatre lours. En re

que des lames.

Témoignage d'un militant de Solidarité

sous les drapeaux Depuis l'instauration de l'état de guerre, de nombreux réservistes sont régulièrement eppelés à servir sous les drapeaux pour des périodes de durée variable. Beaucoup d'entre eux sont, dans le civil, membres de Solidarité, et les bulletins ciandestins du syndicat on ainsi pu commencer à publier des témolgrages sur l'atmosphère qui règne dans l'armée, el sur le déroulement de ces périodes. Le builletin de Gdansk felsait, par exemple, état, fin juillet, dans son numéro 7, du régime très dur auquel seralent soumis les réservistes dans cette règion et indiquait qu'on ne

les exercail Jamals au manlement des armes. L'Hebdomedaire de guerre, l'un des deux bulletins réguliers publiés à Varsovie, s, quant à lui, récemment publié un témoignage que nous roduisons ci-dessous et qui donne l'image d'un grand reléchement de le discipline dans certaines unités. Ce témolgrage est évidemment partiel et na peut autoriser à sucune généralisation.

- Je suis réserviste. Au début exemple, pour randre la vie

souhaiter. Dès l'an uouveau, le la phrase se poursuit ainsi : général Jaruzelski pourrait pro-céder à la restauration de l'ordre veur du renjorcement de la soli-ancien. Il ne le fait pas car il darité internationale des travailsouhaiter. Dès l'an nouveau, le général Jaruzelski pourrait procéder à la restauration de l'ordre ancien. Il ne le fait pas car il serait maladroit d'affoler le pays de haine; de risquer d'avoir besoin d'une « aide fraternelle »; d'acculer l'Eglise à une opposition totale et de provoquer enfin une crise encore plus sérieuse avec l'Ouest, auquel la Pologne doit 27 milliards de dollars. A Noël, le général Jaruzelski informe tout au contraire la nation, en lui présentant ses vœux que » personne ne veut réduire à néant les principes fondamentaux du renouveau » et que son but est « de rendre permanentes les réalisations socialistes jondamentales (...) y compris le maintien et l'amélioration des changements positifs apparus ces douze derniers mois »:

#### Bien joué

C'est à nouveau bien joué.
L'Eglise ne publie pas la déclaration virulente que ses évêques avaient rédigé dans un premier temps et, maigré les désillusions successives, croira longtemps à la possibilité d'un dialogue. Les dirigeants clandestins du syndicat, pas plus que la population, n'envisagent jamais vraiment que le pouvoir puisse aller jasqu'à la dissolution de Solidarité.

Bref. le générat Jaruzelski a

visagent jamais vrament que le pouvoir puisse aller jusqu'à la dissolution de Solidarité.

Bref, le général Jaruzelski a gagné dix mois. Le temps, en somme, d'habituer le monde à la fatslité d'une » normalisation», qui indignera mais n'étonnera pius, et d'arriver à ce vendredi qu'il applaudit evec la satisfaction du devoir accompil.

La journée s'ouvre sur un article de Zycie Warazuvy, le quotidien de la capitale, affirmant à ses lecteurs que la nouvelle loi donnera aux syndicats la possibilité « de représenter et de défendre véritablement le peuple ouvrier». En début d'après-midi, devent une Diète étroitement protégée, un policier, s'excusant de tant de contrôles, laisse échapper : « Vous savez, nous devons être très prudents car nous nous attendons à la venue de quelques groupes des usines», A 14 heures, le rapporteur, M. Berutowicz, morbe à la tribune et se félicite de ce que les remarques fattes per le Bureau international du travall (auquel le projet avait été soumis mardi) soient « peu importantes». « Cela confirme, estime -t-h, la justesse de la voit choiste pour régler la question de l'avenir du mouvement syndical en Pologne».

De ux heures plus tard, à

en Pologne ». Deux beures plus tard, à Genève, le directeur du BLT., M. Francis Blanchard, se déclare e très surpris» de ces propos et souligne avec une certaine un-tation que « les remarques les plus sévères » faites par l'orga-nisation internationale (sur la suppression des syndicats exis-tants) ont été tués. Petit scan-dale, mais la Suisse est lointaine et M. Berutowicz, entre-temps, a fait état d'autres remarques qui, allos ont été prises en compte. elles, ont été prises en compte. Ainsi par exemple, les employés des secteurs de l'énergie, de l'eau et du gaz ne seront plus privés du droit de grève, mais tenus seulement à un service minimum. Les employés des assurances gagnent, eux, ce droit que le pro-jet leur refusait initialement, et suffira désormais de cinquante personnes au lieu des cent pré-vues pour pouvoir fonder un

vues pour pouvoir fonder un syndicat.

Mieux encore, M. Berutowicz annouce que la loi ne donnera finalement pas pouvoir à la Diète de suspendre le droit de grève. Ce serait inutile, explique-t-ii, puisque la Constitution donne au Parlement la possibilité d'en faire autant par l'adoption, si nécessaire, d'une loi spécifique.

#### Une seule phrase

Pour l'essentiel, c'est à cela que se limiteront les amendements à un texte qui met Solidarité hors la loi d'une seule phrase : » Les enrepistrements de syndicats effectués avant le jour d'entrée en vigueur de cette loi perdent leur valeur juridique ». Tout est dit là, mais reste tout de même la perfection de secret en cruisure avonel de ce texte, son cynisme suquel pensait sans doute M. Blanchard en disant qu'il » contient plusieurs articles que ne démentiraient pas les sociétés ayant la meilleure tradition démocra-

tique ».

Trois exemples. Les syndicats, dit la loi, sont » autogérés » et » indépendants ». A première vuc donc, les accords de Gdansk sont parfattement respectés. L'emmi est qu'il est précisé : » indépen-dants des organes de l'administra-tion de l'Etat et de l'économie »; tion de l'Etat et de l'economie »;
qu'il n'est pas dit indépendant
du parti; et qu'il est écrit, en
revanche, qu'outre tous les piliers
du système, les syndicats reconnaissent « le rôle dirigeant du
POUP dans l'édification du socialisme (...) » — ce qui est très
différent de le formulation des

différent de la formulation des accords de Gdanas. 'a (...) reconnaissent le rôle dirigeant du POUP dans l'Etat ».

Second exemple : « Les syndicats ont le droit d'adhèrer aux organisations syndicales intérnationales. » Logiquement, cela implique ime totale liberté de choix. En réalité, pas du tout puisque

dante internationale des richad-leurs et de la propagation du progrès et de la justica sociale». Vu de Varsovie, il n'y a qu'une seule organisation qui prisse ré-pondre à ce critère : la Fédéra-tion syndicale mondilale, dont le sième est à Pranie.

seule organisation qui puisse répondre à ce critère : la Fédération syndicale monditale, dont le siège est à Prague.

Troisième exemple : le droit de grève. Il est reconnu mais ne l'est que « d'apprès les principes déterminés » dans le chapitre V de la loi. En clair, avant de pouvoir l'exercer — et sans parler de tous ceux qui en sont privés (le Monde du 8 octobre) — il fant avoir mis en place une « commission de concliation » ; dressé, si le différend pezaiste. le constat des désaccords ; l'avoir soumis à un tribunal spécial où les autorités sont majoritaires, qui peut faire appel à des « experts » ; et dont la décision a valeur exécutive, à moins qu'une des parties att préalablement réservé sa position. A l'aboutissement de cette procédure, il faut encore que la grève ne soit pas » politique » ; qu'elle ait été décidée par un voie secret et majoritaire et qu'elle ait fait l'objet d'un préavis d'une semaine. Au bout du compte, et entre autres restrictions, l'armée pourra encore l'interdire si elle porte atteinte aux besoins de la défense ou à la sécurité de l'Etat.

Les peines prévues en cas de violation de la loi peuvent aller jusqu'à cinq années d'emprisonnement. Les tribunaux pourront, c'est maintenant sûr, dissondre un syndicat ou l'obliger à changer de dirigeants. Le syndicalisme paysan est proscrit, Jusqu'à la fin de 1983, seuls pouront être créés des syndicats d'entreprises derna être unique jusqu'à la fin 1984. Les fédérations nationales par branche d'activités ne pourront se constituer qu'en 1984 et les confédérations, ou plutôt, en fait, la confédération unique, en 1985 seulement.

Dans le débat, deux voix vont se détacher, M. Osmancsyk, un

est en train de créer un syndicat unique, ce qui nous éloigne de la conception du pluralisme syndi-cal qui constituait un des acquis d'août 1980 (...) Solidarité est un d'août 1980 (...) Solutine est un symbole pour les Polonais. Nous Sommes appelés à prendre une décisions importante et porterons la responsabilité de ses consé-quences », conclut-il avant de dire qu'il pe voters pas uou plus le

projet.

Ce deuxième refus est déjà un événement : ZNAK est le seul des trois groupes catholiques reconnus par les autorités et qui entretienne des liens réels avec l'Eglise. Trois de ses dépotés sur etre des deux entres entre deux entres entr entretienne des liens réels avec l'Eglise. Trois de ses dépotés sur cinq (les deux autres sont absents) refusent leurs voix, et cela soune comme une rupture entre le pouvoir et cette partie de l'épiscopat qui croyait encore à la possibilité d'un compromis. L'un des derniers fils, ténus, qui reliaient le régime à la société s'est rompu. L'autre, le seul autre en fait, va blentôt se casser aussi avec le vote uégatif du professeur Jan Szczepanski. Ce sociologue » sans parti », est membre du Conseil d'Etat, la présidence collégiale de la République, au sein de iaquelle il a signé le décret d'instauration de l'état de guerre. Il est l'un des très rares intellectuels de re uo m qui u'avaient pas, jusqu'à maintenant, refusé son soutien au régime. Il avait même récemment accepté de présider un nouvel organisme, le Conseil so c'i al consultatif, censé devenir le lieu d'un dialogue politique. Aujoura d'hui, il dit » non », avec encore trois députés du parti démocratique (trois femmes) et M. Reiff, l'ancien président, demis après le 13 décembre, du groupe catholique Pax.

La loi est adoptée, mais jamais

13 décembre, du groupe catholique Pax.

La loi est adoptée, mais jamais l'isolement du pouvoir u'a semblé si grand. Le général Jaruzelski devait, selon toute vraisemblance, annoncer ce samedi son intention de lever prochainement l'état de guerre — beaucoup moins indispensable anjourd'hui —, et qui devrait être rempiacé par da pleins pouvoirs accordés au gouvernement. Après la dissolution de Soildarité, cette mesure est d'ores et déjà vidée na dissolution de Solidarité, cette mesure est d'ores et déjà vidée de signification. Vendredi, M. Moczulski, pré-sident de la K.P.N., l'un des deux

grands groupes d'opposition, a été condamné à sept ans de prison, deux de ses coloculpés à cinq ans et un troisième à deux ans avec sursis. Le prochain procès devrait être ceiui des diri-geants du K.O.R.

BERNARD GUETTA.

LES RÉACTIONS DANS LE MONDE

#### La Maison Blanche laisse prévoir de « nouvelles mesures » contre Varsovie

Le président Reagan, qui a qualifié d'unortible » le vote par la Diète polonaise du projet de loi sur la dissolution de Solidarité, devait aborder cette question ce samedi, au cours de son intervention hebdomadaire à la radio. Le purte-parole de la Malsou Blauche, M. Larry Speakes, a indiqué que le président américain annoncerait à cette occasiou de nouvelles » mesures», dont il u'a pas précisé la nature. Il a indiqué ce pe udaut que ces mesures de la distribution se chaptire vi de la control Encircie de tous ceur qui en sont privés (te Monde du 8 octobre) — il fant avoir mis en place une « commission de conciliation » ; dressé a le différend pessiste, le constat des désaccords : l'avoir soumis à un tribunal spécial où les autorités sont majoritaires, qui peut faire appel à des «car perte» ; et dont la décision a valeur exécutive à morts qu'une des parties ait préalablement réservé as position A l'aboutissement de cette procédure, il faut encore que la grève ne soit peut voir servé su positique » ; qu'elle ait fait l'objet d'un prévais d'une semaine. Al bout du compte, et entre autres restrictions, l'armée pourra encor l'interdire si elle porte atteinte aux besons de la défense on la sécurité de l'Etsat.

Les peines prévues en cas de violation de la loi peuveni alter insurà en quant au l'objet à des consons de la défense on la sécurité de l'Etsat.

Les peines prévues en cas de violation de la loi peuveni alter insurà en quant au l'objet à des insurant et en creir insurà en quant au l'objet à des insurant et et ristumaux pourront, c'est maintenant sir, dissondre un syndicat ou l'objet à changer payan est processific de la productation de la loi peuveni alter insurà en quant en contre de l'escants. Le syndicalisme payan est processific de syndicats d'entreprises cara et l'en present de dirigeants. Le syndicalisme payan est processific de l'en payant de dirigeants. Le syndicalisme payan est processific de l'en payant de dirigeants. Le syndicalisme payan est processific de l'en payant de dirigeants. Le syndicalisme payan est processific de l'en payant de dirigeants. Le syndicalisme payan est processific de l'en payant de dirigeants. Le syndicalisme payan est processific de l'en payant de dirigeants. Le syndicalisme payan est processific de l'en payant de dirigeants. Le syndicalisme payan est processific de l'en payant de dirigeants. Le syndicalisme payan est processific de l'en payant de l'en paya

Varsovie, qui « constitue un nou-vel obstacle à la reprise des rela-tions normales avec la Pologne».

# Indignations, manifestations

En France cufin, la dissolution de Solidarité a suscité de très nombreuses réactions dans les milieux politiques et syndicaux. Le comité de coordination Solidariose en France, la C.F.T.C., la C.G.C., la FEN, F.O. et la C.F.D.T. ont décidé d'organiser une manifestation à Paris pour projecter contra le supressi com protester contre « la nouveau coup brutal porté contre les libertés syndicales en Pologne par le régima de Jaruselski». Les représentants nationanx des

organisations syndicales particlorganisations syndicales particlperont à ce cortège qui se rendra
le mardi 12 octobre, à 18 heures,
du mêtro Duroc jusqu'aux abords
de l'am basaade de Pologne.
L'Union régionale parisienne de
la C.F.D.T. eppelle pour sa part
à une manifestation des ce
samedi 9 octobre à 17 heures
devant l'embassade de Pologne.
La Confédération des syndicats
libres (C.S.L.) appelle quant à elle
tous ses achierents et sympathisants à observer un arrêt de travail de 5 mirates le jeudi 14 octobre à 11 heures, en argue de
protestation.

vali de 5 minutes le jeudi 14 octobre à 11 heures, en aigne de
protestation.

L'UDF, avait condamné par
avance, dès vendredi, la décision
de la Diète polonaise et appelé
les Français à manifester leur
indignation a par tous les moyens
possibles, notamment des pétitions s. M. Brançois Inschaire
evait, eu nom des radicaux de
gauche, dénoncé cette mesure
a absolument controure à la déclaration universelle des droits de
l'homme s, et M. Charles Pasqua,
président du groupe R.P.R. au
Sénat, s'était inquiété » que la
France officielle se taise ».

Le comité de rédaction de Rencontres communistes hebdo s'est,
de son côté, élevé contre « le
silence et la passivité » du P.C.F.
à propos de la mise hors la loi
du syndicat polonais. « D'innombrables communistes dont nous
sommes, déclare-t-il dans un
communiqué, condamment eans
appel cette décision qui non seulement bajous les libertés élémentaires mais encore va contre la
liberté de tout un peuple ».

A Lille, nous indique notre
correspondant, le conseil régional
du Nord-Pas-de-Calais a consacré
un débat assez vif à la Pologne,
à l'initiative des conseillers socialistes qui arboraient le badge de
Solidarnosc. Les élus communistes
ont refusé de s'assocler à un vote
de solidarité avec le peuple polonais. Ils ont regretté que ce
débat a donne à la droite l'image nals. Ils ont regretté que ce débat « donne à la droite l'image de la division de la majorité ».

#### PARK EXPRIME SA « TOTALE" REPROBATION >

Après l'adoption de le nouvelle loi syndicale, le gouvernement e exprimé se « grande inquiétude . dens une déclaration publiée, samedi matin, par le mi-nistère des affaires extérieures porte-parole du ministère, conduira dans le pratique à la suppression de Solidarité et de deux des ecquis essentiels des ec-cords de Gdansk : le pluralisme syndical et la droit de grève. Le gouvernement français, qui a appelé à maintes occasions les autorités polonelees à lever l'état de siège, à libérer toutes les personnes arrêtées et à reprendre un dialogue veritable avec l'Eolise et evec Soliderité ne peut que marquer sa lotale réprobation des mesures décidées. Calles-ci à l'Avidence font surgir un nouvel obstacle dans le dialogue franco-poloneis. >

## A TRAVERS LE MONDE

#### **Arabie Sacudite**

A L'HODIATOLESIAM MOUS. SAVI KHOEINHA, response-ble des pèlerins iraniens à La Mecque, a été expulsé d'Arabie Saoudite vers l'Iran, vendredi 8 octobre, en même temps que soixante-neuf pèle-rins iraniens arrêtés à la suite d'une nouvelle manifestation jeudi à Médine. — (A.F.P.)

#### Egypte

M. ALI GRETTI, ancien ministre des finances de Nesser, est décédé au Caire, à l'âge de soixante-neuf ans, le 8 octobre. L'un des rares hommes politiques égyptiens à avoir osé démissionné du gouvernement à l'époque nassérienne, Ali Gretil était aussi le theoritien économique le plus communication de la com ricien économique le plus connu de Proche-Orient. Il est le père du metteur en scène de théâtre, vivant en France, Hassan El-Geretly.

#### Grande-Bretoane

ministre travailliste, prix Nobel de la paix, est mort vendredi s octobre, à son domicile iondonien, des suites d'une maladie. Il était âgé

de quatre-vingt-douze ans. — (A.F.P.).

1.17

27

[MF.P.].

[Né le 1º novembre 1889, Philip John Noci-Baker svatt, après
la première guerre mondiale, pris
une part active à la création
de la S.D.N. tout en poursuivant
es cardère sportive qui lui svalt,
notamment, valu une médellis
d'argent sux Jeux olympiques
de 1920. Après la seconde guerre
mondiale, il svalt, de même
participé sux travaux des Nations
unies. Elevé à la painie en 1977
après avoir été député travailliste jusqu'en 1970, lord NociBaker avait également été plusieurs fois ministre : aux sifaires
étrangèses, à l'air et à l'énergie.
Il n'avait jamais cessé de militer
pour la peix et la coopération
internationale, ce qui lui svalt
valu le prix Nobel en 1950.]

#### Nicaragua

LE PERE MIGUEL D'ES-COTO, ministre des affaires étrangères du Nicaragua, a déciaré, le jeudi 7 octobre, aux Nations unies qu'une invaain de son pays par des for-ces du Honduras « anait déjà été décidée » et pouvait être imminente. Il a attribué cette décisio u à l'administration decisio u a radiinistration américaine qui a-t-il dit a choisi le Nicaragua comme « lieu idéal pour une guerre par pays interposés ». Le Père d'Escoto a déclare qu'il avait en vain sollicité la semaine dernière un entretien avec le nouveau secrétaire d'Etat amé-ricain, M. George Shultz.— (A.F.P.).

vodka, nous parlons de la même chose que vous. . L'etmosphère faire e. est tout de suite devenue fami-(1) Syndicats créés en 1981 avec les éléments restant des syndicats officiels qui avalent prononcé leur dissolution (N.D.L.E.). lière, et d'allieurs un climat de solidarité a régné pendant tout Nous nous concertions, par

#### Grande-Bretagne

#### LA FIN DU CONGRÈS CONSERVATEUR DE BRIGHTON Mme Thatcher n'a fait aucune concession aux modérés et a exalté l'< esprit des Falkland >

De notre envoyé spécial

ses collèques chets d'État ou de voir dans les principaux pays occidésignée comme premier ministre, rassurée. La plupart ont dû quitter le pouvoir sous l'effet direct ou Indirect de le crise économique. Spratelle l'exception ?

Certes, les sondages lui sont onservateurs peuvent craindre que l'alliance entre les sociaux-démocrates et les libéraux ne leur prenne az da voix pour favoriser l'avéent d'un gouvernement travailquelques mois. Its pouvaient espérer que les prochaines élections auraient lieu dans un meilleur ellmat de reprise économique et de baisse du homage. Aujourd'hul, ils n'y crolent plus guère. Les « mous « qui, l'an-née dernière, avaient ébranlé quelque peu is position de Mma Thatcher, ont pratiquement renoncé à plaider pour une relance par les Investissements publics. Ils prechent main-

C'est peu dire qu'ils ne sont pas entendus par Mme Thatcher, qui tout infléchlesement de sa politique à une trahison des principes. Dans son discours de clôture au congrès de Brighton, vendredi 8 octobre, la premier ministre n'e fait aucune concession à ceux qui s'Inquiètent des conséquences écotorales de la crise. Puisque la situallon est difficile, et qu'il est peu probable qu'elle s'eméllore d'ici au renouvellement du Parlement, le parti conservateur doit faire campagne sur le thème de la rigueur et de la le message délivré par Mme Thatcher aux trols mille congressistes, qui

Le gouvernement conservateur se défend d'abord d'être à l'origine de tous les maux : « Les chômeurs d'eujourd'hui sont les victimes des cher en rejetant la responsabilité sur l' « héritage «. Celul des gouvernemants précédents, pour qui l'infla-tion était un remède. Celui des syndicats, qui par leura revendicadons excessives et leurs pratiques restrictives ont mie en denger les entre-prises. Celul du secteur nationalisé. enfin, eccusé d'avoir condensé tous nique. Mme Thatcher e voulu atta-

[en Grende-Bretagne même] qu'eucun gouvernement conservateur qui nous a précédés. « C'est pourquoi elle a donnà le priorité à la lutte contre voirs des syndicats — qui ont été les boucs émissaires de ce congrès, - à la privatisation des entreprises

#### La loi et l'ordre

encore le rôle de l'Etat dans la vie économique, sa part dans le revenu nationel, son importance dans la société. Meis il lui faut ne rien brusquer. Ausel le welfare state ne sera-t-il pee mis en cause, comme les conservateurs les plus durs le suggèrent. Mels « le l'Etat-providence, e dit Mme Thatther, 9 repose sur la respon Iltà individuelle «. A côté du service national de senté, qui assure pratiquement gratuits, on ancouragera le système d'assurances privées. On facilitera l'entrée dans les écoles privées pour que les parents puissent choisir «le disciveulent inculquer à leurs enfants, La loi et l'ordre, e ejouté Mme Thatcher, - ce n'est pas un slogan électoral, mais le fondement de le tradition britannique -.

Le premier ministre n'a eu aucun mal à soulever l'enthouslasme des délégués conservateurs, qui n'étalent pas réunie à Brighton pour discuter la politique du gouvernement, mals pour l'epplaudir. A la télévision (qui retransmettait les débats en direct). ils ont donné l'image d'un congrès pondéré et sérieux, qui contrastait avec les discussions parfole débri-dées des réunions travaillistes. Munis de la bonne parole, il leur faut maintenant convaincre les électeurs que le temps n'est pas aux proque le temps n'est pas aux promesses faliacieuses, mais à le poursuite de l'affort. Mme Thatcher — qui ne paraît pas douter de sa victoire — veut croire qu'una majorité se laissera entraîner par « l'esprit des Falkdand, l'esprit britannique dans ce qu'il e de meilleur ».

DAMES MENDET

DANIEL VERNET.

M. Keith Joseph, ministre britannique de l'éducation, a été pris à partie, vendredi 8 octobre, par quelque cinq cents manifestants de gauche réunis devant le bâtiment où se déroulait le hique. Mine Thatcher e voulu atta-quer la mai à sa racine : « Au cours de notre premier mandat, a-t-elle dit, nous avons déjà tait plus pour re-en visage. — (A.F.P.).

#### Suède

#### DANS CERTAINES CIRCONSTANCES

#### L'ordre de détruire le sous-marin immobilisé dans l'archipel de Stockholm pourrait être donné

De notre correspondant

Stockholm. - Le nouvean premier ministre social-démocrate suédois, M. Olof Palme, a déclare, le 8 octobre, que le gouvernement pourrait « dans certaines circonstancer o conner oux forces armées rances e donner eux forces armées l'autorisation d'attaquer et de détruire le sous-marin inconnu qui se cache dabs l'archipel de Stockholm. « La politique de neutralité. a-t-il ajouté, suppose une attitude de fermeté et de courage à l'égard de ceux qui ne respectent pas notre neutralité et les frontières de notre territoire.»

Pour sa part, le ministre de la

Pour sa part, le ministre de la défense, M. Andersson, e souligne que l'objectif des opérations en cours était toujours de Kurcer le submersible à remonter à la surface afin de déterminer son origine. Les spéculations cont nom-breuses sur la nationalité du mystérieux navire, mais officiel-lement, aucune puissance étranlement, ancune puissance etran-gère ou alliance militaire n'à été, insqu'à présent, mise en cause. On se contente de rappeler qu'une soixantaine de sous-marins sovié-tiques, dont certains sont munis de torpilles à tétes uucléaires, patrouillent en permanence dans

La marine a confirmé que le submersible avait fait une seconde submersible avait lait une séconde tentative de sortie en force dans l'eprès-midi du vendredi 8 octo-bre et qu'un deuxième sous-marin avait été repéré à l'extérieur du périmètre surveillé. Sa présence constitue pent-être une manœu-bre de divertes

Vers 4 heures du matin ce samedi 9 octobre, les militaires disposalent de nouvelles informations montrant que l'intrus se trouvait toujours dans le bras de mer de l'archipel. Il u'a apparemment pas été endommage par les grenades de semonce, qui sont tirées à présent à une dizaine de mètres seulement de la coque. Les experts sont étonnés par la capacité de résistance physique et psychologique de l'équipage, enfermé maintenant depuis nenfjours. De toute évidence, les officiers à bord ont une excellente comaissance des lieux et ce u'est donc peut-être pas la première fois que le sous-marin pénètre ainsi dans les eaux territoriales suédoises, près de la base navale de Musko.

ALAIN DEBOYE.

Le chanceller d'Allemagne fédérale, M. Kohl, a reçu jeudi 7 octobre le président du conseil des ministres de la République (soviétique) de Russie, M. Mi-kheil Solomentsev. Le chanceller a réaffirmé la volouté du gouvernement de Bonn de garantir e la pair dans la liberté » et a exprimé son inquiétude en ce qui concerne la situation en Afghanistan et les récents événements de Pologne, a indiqué M. Ruehl, porte-parole du gouvernement ouest-allemand. — (A.F.P.)

#### **AFRIQUE**

# LA CONFÉRENCE DE KINSHASA ET LA VISITE DE M. MITTERRAND AU CONGO

# La France répondra à toute demande de participation à la renaissance du Tchad

déclare le président de la République

De notre envoyé spécial

Kinshasa. — Lors de la neuvième conférence des chefs
d'Etat de France et d'Afrique à
Kinshasa, le chef d'une délégation africaine définissait, vendredi 3 octobre, l'objectif de la
rencontre : «Il ne s'agit pas de
metire un terme à la crise de
l'O.U.A. comme par un coup de
baquette magique mais plus simplement d'en jaire avancer le
règlement. » Dans les rangs de
la délégation, française, on parlait de « mettre au point une
iactique qui permette de sauver
l'Organisation ». Français et Africains s'o ut, d'autre part,
d'accord sur bien des questions,
de l'Afrique du Sud à la Namibie, du dialogue Nord-Sud aux
problèmes de sécurité. A propos
du Tebed la réméral Mobulia a problèmes de sècurité. A propos du Tchad, le général Mobutu a eu l'occasion de s'exprimer comme M. Mitterrand dans les discours prononcés, vendredi matin, au Palais du peuple. Thumanités.

Palais du peuple.

Quelle que soit l'ampleur des efforts déployés par les participants pour que « l'arbre ne cache pas la forêt », selon le souhait de beaucoup de délégations, c'est en fait le Tehad qui occupe la première place dans les préoccupations. M. Mitterrand a déclaré à ce

M. Mitterrand a déclaré à ce propos : «La France répondra surement à toute demande qui lui sera faite de participer à la renaissance du Tchad... Il ne lui appartient pas de décider à la place du peuple tchadien. » Dans la soirée. À l'issue d'un entretien en tête à tête qui e'est prolougé durant quarrante-chinq minutes avec M. Hissène Habré, président du Conseil d'Etat du Tchad, le président de la République devait saisir l'occasion, de vant quelques journalistes français, d'expliciter sa pensée : «Ce n'est pas à moi qu'il appartient de choisir les chefs d'Etat des pays africains... Nous ne vou-

tient de choisir les chefs d'Elat des pays africains... Nous ne voulons pas nous mêler des problèmes intérieurs... Je n'ai pas 
besoin de me réconcilier avec le 
Tchad... La France n'a qu'une 
parole ; elle s'adrèsse au Tchad... 
Nous avons un ambassadeur à 
N'Djamena et à ma connaissance, 
il n'en set iamais mesti.

# Une aide accrue au Zalre

un certain nombre de crédits prévus pour le Tchad vont faire l'objet d'un « règlement accéléré ». Vendredi matin, dans un dis-cours d'une heure dans lequel il

fit à plusieurs reprises chaleureusement ovationner le chef de
l'Etat français, le président Mobutu evait lui-même demandé à
la conférence de prendre diveuses
mesures d'urgence en faveur des
Tchadiens. Le chef de l'Etat sairois et, dans sa réponse, M. Francois Mitterrand ont plaidé en
faveur d'une restructuration des
relations économiques internationales, dénoncé la course aux
armements et la politique d'hégémonie des grandes puissances,
ainsi que la relance de la guerre
froide. Les deux hommes d'Etat
ont, chaoun à son tour, insisté sar
la menace que font peser sur la ont, chaude que font peser sur la paix le retard apporté à la déco-lonisation de la Namible et l'apar-thied sud-africain qualifié par le président sabois de « crime contre

Tandis que ce dernier dénon-cait ceux qui sont à l'origine de l'endettement extérieur des Etats d'Afrique, M. Mitterrand rapped'Afrique, M. Mitterrand rappe-lait quelques uns des grands prin-cipes de la politique française à l'égard du tiens-monde : « Auto-suffisance alimentaire, indépen-dance énergétique, industrialisa-tion adaptée, développement auto-centré, interdépendance entre le Nord et le Sud...» Pois il rappelait ses constants « appels à la cons-cience internationale et au bon sens », affirmant qu'il répétait « toujours le même discours au risque de laisser ». Raillant « les lois du marché»,

risque de laisser ».

Raillant « les lois du marché », vitupérant « le profit immédiat ».

M. Mitterrand demanda à ess auditeurs de préparer minutleusement les négociations dites de Lomé III sur l'association entre la Communauté économique européenne et les Etats d'Afrique, des Caraïtes et du Padifique (AC.P.).

A propos de sécurité. Il observa : A propos de sécurité, il observa : « Partout où s'éternise un conflit, c'est autant de liberté perdue pour-les paries en cause. » Pois il conclut : « La paix et la sécurité sont des conditions mêmes du développement »

De son sôté, dans sa pérorai-son, le général Mobutu aveit tracé un audacieux parallèle entre de Gaulle qui, en 1958 à Brezza-ville, se présenta en énancipa-teur politique de l'Afrique noire, et M. François Mitterrand qui; en 1982, à Kinshesa devrait être l'artisan de la décolonisation éco-nomique de cette même partie du monde. En saluant en la per-sonne du chef de l'Etat français a le garant de la sécurité de l'Afri-que », a le défenseur de ses inté-

que », a le déjenseur de ses inté-rêts économiques », il soulève une vague d'applaudissements. Jamais encune des huit confé-rences précédentes n'avait été l'occasion d'un accuell a us si méthodiquement organisé, d'un

#### Maroc

#### LA RENTRÉE PARLEMENTAIRE

#### Le roi Hassan II a rappelé la nécessité d'un consensus national notamment sur le Sahara

De notré correspondant

prononcé, vendredi 6 octobre, davent la Chambre des représentants maroceine, réunie au grand complet pour l'inauguration de se dernière tions législetives de 1963, un discours de conciliation. Le roi a appelà su dialogue et e rappelé le nécessité d'un consensus national, fondement, a-t-il dit, de le démocratie.

Parient ainsi, il a semblé s'adres-ser surtout eux treize députés socialistes qoi sont revenus perti-ciper à le dernière session parismentaire de 1982 (le Monde du

8 octobre). Les députés socielistes, qui ont voilu marquer sinal leur voionté de tourner le page, attendent, cepen-dant, des gestes en retour et, notam-ment, l'autorisation de faira repacongrès à le veille des prochaines

Etant donné que le pouvoir n'a pas, jusqu'ici, manifesté de façon ciaire ses intentions, le discours plutôt conciliant du roi peut passer pour un premier signe favorable. La démocratie, a dit le roi, est fondée sur un consensus. Le gouvarnement et le Parlement doivent reposer sur une assise populaire. La démocratie n'est pas seulement formalia et elle ne concerne pas seulement les affaires intérieures. • A ce propos, le roi e regretté que les partementaires marocains ne scient pas toujours assez attentifs

à la politique étrangère.

« Nous avons constaté de notre côté, e affirmé le roi, que notre politique étrangère répondait aux

Rabat. -- Le roi Hassan 11 a aspirations du peuple marocaln. Ce peuple n'e pas été surpris par nos décisions quand nous sommes allés à la conférence de Nairobi en 1981. Le souverain a rappelé que la délégation marocaine compteit des repré centants des différents partis. . L'acceptation du rétérendum (au

> Sahara) n'a surpris personne «, e répété le roi qui se justifiait visiblement ainsi contre les critiques formulées par la parti socialiste en 1961 at qui conduisirent à l'arrestation des dirigeants socialistes.
>
> «Notre position fore des deux conté-rences de Naixobl a toujours été la même. Rien ni personne ne pourre nous en taire changer, même si nous devione faire la guerre des siècies et des siècles. « Cette déclaration tut saluée par les premiers applau

Parlant ensulte de la conférenca au sommet da Fès, le rol a déclaré : « En acceptant d'être le porte-parole de le Ligue Arabe et de présider le sommet de Fès, j'ai, ià encore, eu conscience d'avoir satisfait les Marocains, de savais ce qu'ils res-

En conclusion, le souverain a distingué entre les choix inamovibles de la politique marocaine et les objectifs qui pouvaient être révisés tous les daux ou trois ans. Le Sahara, cause nationale, était évidemment un de cas choix inamovibles. «Le Sahara, s'est exclamé enfin le roi, c'est l'affaire de tous las Marocains. « Cette déclaration a été encore saluée per de viis applau-

ROLAND DELCOU

tel déploisment de fastes, d'un cérémontal aussi étudié : chants et danses, orchestres et corps de ballet, garde présidentielle au lourd bonnet d'ourson, vestes vertes et épaulettes rouges, slogans inlassablement répétés et rythmés, allées et verues permanentes d'aides de camp, d'officiers d'état-major de toutes armes, de militaires chamarés, de gardes du corps évoluant au milieu de Mercedes...

milieu de Mercedes...

D'ores et déjà, le sommet apparaît comme un incontestable succès pour M Mobutu. Hier au ban d'une partie de l'Afrique noire, mis en quarantaine par une fraction de la communauté internationale, le Zelre fait, grâce à l'habiteté diplomatique de son président, une éclatante remarée dans le concert des nations M. Mobutu a d'ailleurs confirmé que le gouvennement français, depuis mai 1981, ne e'attachait, en ce qui le concerne, qu'aux seuls rapports d'Etat à litat : c'aide que Paris nous accorde actuellement est beaucoup plus avantageuse sur le plan économique que celle que nous recevions à l'époque de M. Giscard d'Estaing 3, nous a indiqué l'un des proches collaborateurs du président saîrois, faisant à cette occasion le procès des « dépenses expessives a que constitue la réalisation, dans la capitale, de la Maison de la radio et du Centre du commerce international, deux bâtiments construits il y a plusieurs années avec l'aide de la France, et dont l'entretien s'est révélé rui-

neux « C'est ca, l'ancienne coopération...», nous dit-il. en insistant sur le fait que, actuel-lement, l'aide française ne ces-sait de s'accrottre et qu'elle était désormais destinée à des sec-teurs productifs.

PHILIPPE DECRAENE.

#### DIX-NEUF CHEFS D'ÉTAT

Dix-nenf chefs d'âtat étalent présents à Pouverture de la conférence; outre M. Mitter-rand, MM. Mobutu (Zaire), président de la conférence, Hou-phonët-Bolgny (Côte - Clvoire), Eyadema (Togo), Bongo (Gambie), Traoré (Mali), Javara (Gambie), Stevenc (Sierra-Leone), Keckou (Bénin), Habyarimana (Rwanda), Kountcha (Niger), Bezeze (Burundi). Origen), Begere (Burundi),
Abdallah (Comores), Sersou
Nguesso (Congo), Obiang
Nguessa (Guinéo-Équatoriale),
Zerbo (Haute-Volta), Diouf (Sénégal), Kolingba (Centrafri-que), Habré (Tchad).

Dix-sept autres gtats étaient représentés au niveau minis-tériel : Mozambique, Z e m b i e , Tanzanie, Seuden, Liberia, Egypte, Ile Maurice, Guinée-Bissau, Nigéria, Saychelles, Mau-ritanie, Maroe, Zimbabwe, Sao-Tomé et Principe, Angola, Tumi-

 $\mathcal{A}_{i_{-}}$ 

D'autre part, le Cap-Vert était représenté par un am-bassadeur et l'agence de coopé-ration culturelle et technique par son secrétaire général.

#### L'ÉTAPE DE BRAZZAVILLE

#### Les dirigeants congolais souhaitent rééquilibrer leurs échanges avec la France et développer la coopération militaire

Après le Burundi et le Rwanda, oubliés de la communauté inter-nationale bien que plus démunis que beaucoup d'autres, mais moins directement «intéressants», c'est dans un pays tenu en marge du cercle étroit de nos partenaires francophoues traditionnels que se rend, dimanche 10 et hindi 11 octobre. M. François Mitter-

Considéré par Paris comme « mal pensant » jusqu'en mai 1981 parce que ne manquant alors jamais d'affirmer sa ridélité à l'orthodoxie marxiste, le Congo est en quelque sorte reniré en grâce immédiatement après l'élec-

grâce immédiatement après l'élec-tion de M. Mitterrand.

Le marxisme « à la congolaise » se réduisant de plus en plus à de simples professions de foi ver-bale, on parie ouvertement ici de « printemps de Brazzaville » depuis de longs mois, tant le règime a progressivement aban-donné la « ligne dure ».

Sans rouvere ouvertement avec

Sans rompre ouvertement avec Moscou, les dirigeants de Brazza-ville entendent blen prendre

Mossou, les dirigeants de Brazaville en tendent blein prendre
leurs distances avec leur allié
soviétique. Cette attitude est dictée par un souci de non alignement réel, par une certaine lassitude à l'égard des partenaires
dont l'aide est à la fois insuffisante et inefficace, par un souci
évident de rechercher auprès des
pays occidentaux un concours
qui leur permette de mener leur
pays sur la voie du développement économique qu'autorisent
désormais les importantes retombées financières du récent boom
pétrolier.

Longtemps incapable de payer
par lui-même la solde mensuelle
de ses fonctionnaires, le Congo
qui était alors tributalre de
l'étranger pour assurer son équilibre hudgétaire est anjourd'hui
un pays beaucoup moins démuni.
Depuis 1980, le produit national
brut par tête d'habitant est
devenu l'un des plus élevés d'Afrique sod-sahartenne pnisqu'il
atteint Tio dollars. D'un autre
côté, en une décennie, la part du
pétrole dans les exportations
nationales est passée de 6 % à
90 %. Cette année, la production
pétrolière atteindra pratiquement
5 millions de tonnes et, dès l'an
dernier, les recettes pétrolières
ont couvert 75 % du budget de
l'Etat. Non seulement la dette
extérieure est en voie de consolidation, mais d'umportants investissements sont prévus dans tous
les domaines: agro-alimentaire, dation, mais d'uniporeaux inves-tissements sont prévus dans tous les domaines : agro-alimentaire, exploitations forestières, trans-formation des produits du sous-

sol, etc.
Depuis Pan dernier, la France, Depuis l'an demier, la France, qui occupe une place prépondérante dans l'exploitation pétrolière, est devenue importatrice de brut congolais. Elle est à la fois le premier fournisseur du Congo, dont elle couvre près de 50 % des importations, et son premier fournisseur d'aide (plus de la mottié de la valeur de toutes les aides étrangères). Un résquiibrage des relations commerciales entre les deux pays semble indispensable aux dirigeants congolais qui veulent, d'autre part, dévelop-

per leurs relations avec la France en matière de sécurité et de

Au voisinage d'Etats considérés comme particulièrement instables, notamment l'Angola qui, par l'en-clave de Cabinda, pénètre profondément à l'intérieur du territoire congolais et de la Républi-que de Centrafrique, les dirigeants de Brazzaville s'inquiètent de la situation politique intérieure qui prévaut an Congo où sont en compétition partisans du main-tien de l'axe Moscou-Brazzaville et rélateurs du renforcement des et relateurs du renforcement des rapports franco-congolais, pose des problèmes de sécurité au chef de l'Etat congolais et plusteurs de ses proches collaborateurs ne seralent en tout cas, pour leur part, pas fâchés de voir s'instau-rer une véritable coopération militaire entre Paris et Brazzaville.

#### **ASIE**

#### LE GÉNÉRAL PHOUM! MAINTIENT SON PROJET DE GOUVERNE-MENT ANTIVIETNAMIEN.

Bangkok. — Le général Phoumi Nosavan, ancien premier ministre et l'un des dirigeants de la droite lactienne, vient de nous pr lactienne, vient de nous préciser que le gouvernement de coalition antivietnamien dont îl avait annoncé la formation à la mi-acott à Bangkok, serait présenté à la presse quelque part à l'intérieur du pays le 23 octobre et non pas le 10 comme îl avait été initialement prévu (le Monde du 20 acott).

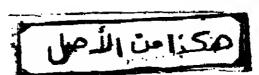
Plusieurs des vinet-huit mere-

acott).

Plusieurs des vingt-huit membres de ce cabinet avaient protesté contre ce qu'ils considéraient comme une utilisation abusive da leurs nons et avaient affirmé que la formation d'un tel gouvernement « ne faciliterait pas le combat des patriotes lactiens contre l'occupant vietnamien ».

De leur côté, les autorités thailandaises avaient fait savoir qu'elles n'avaient aucube confiance dans ce dirigeant de la drotte lactianne et qu'elles continuaient

laotianne et qu'elles continueient à reconnaître le gouvernement communiste de Vientiane comme



# **PROCHE-ORIENT**

# DIPLOMATIE

#### Liban

#### M. Weinberger est opposé à l'envoi de soldats américains dans le sud du pays

ticipation de troupes de son pays à une nouvelle force multinationale envoyée dans te sud du Liban. Cette région, contrôlés par l'armée israé-tienne et par ses «supplétifs— focaux, les miliciens chrétiens et chittes du commandant Haddad, échappe totalement, comme le nord nierme, à l'autorité centrale

Afin de régler le problème du Sud, M. Weinberger n'est pas opposé à une nouvette mission de lorces d'autres pays », à condition qu'elle soit de « courte durée ». En attendant, le plus urgent, aux yeux du ministre eméricain, est que l'armée tibanaise intègra «les armées et les étrangères occupantes au Liban. M. Weinberger les a estimées à entre 27 000 et 28 000 pour les Israéliens, et à « un très grand nombre

Au sujet de l'armée syrienne, des sources israéliennes - ont estimé. vendredi à Washington, qu'elle avait recu d'Union soviétique, au cours de l'été, « une centaine de chars, une

D'après la télévision israéllenne. Jérusalem a officiellement demanda le 8 octobre à Washington, une aida 1,9 millard de dollars au titre de l'assistance militaire. Ces sommes compter d'actobre 1983.

Quent à un éventuel Iraità de paix Ilbano - Israélien, M. Alan Ronberg, porte-parole adjoint do département d'Etat américain, a réaffirmé, vendredi, la position de Washington selon laquelle - il n'y e aucune ralson d'établir un lien direct entre le chef de l'epposition travailliste en pays. — (A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.).

Dans une déclaration fatte ven- lerael, M. Shimon Pérès, a déclaré dradi 8 octobre à la Voix da l'Amé- pour sa part, le même jour, qu'en rique, le secrétaire américain à la cas de règlement de paix « des imdéfense, M. Caspar Weinberger, a plantations julves en Cisjordanie affirmé qu'il était opposà à la par- peurraient passer sous souveraineté

#### Cent trente-deux arrestations à Bevrouth

selon la Voix du Liban (phalangiste), cent Irente-deux personnes, en majo-rité libenaises, onl été arrêtées le 8 octobre dans la partie quest de ambassadeurs de France, d'Italie et des Etata-Unis le Ilsla da ces personnes. Les - opérations de contrôle se poursuivalent samed 9 octobra à

A propos de la participation d'áléments irançais de la force multi-nationale à cas epérations, conduites au demeurant per l'armée fibanaise, le Qual d'Orsay a lait savoir, vendredl, - qu'aucuna démarche ou observation n'avait été adressée à le France par ses Interlocuteurs arabes . M. Walld Joumblatt, chal groupement, aujourd'hul remis en question, de partis progressistes et islamiques), actuellement à Paris, a déploré l'« excès de zèle » du contingent français à Beyrouth. - Si la Franca na vaut pas se laisser prendre au jeu américain, il lui faut couvrer pour rétablir un minimum d'équifibre entre les diverses compo santes politiques au Liban », e indi-qué, vendredi, à l'A.F.P., M. Journ-

Entin, le dirigeant sunnite de Beyrouth, M. Saeb 'Salam, a apporté. jeudl, au cours d'un entretien accorau quotidien erabe de Londres el-Chark el-Heoussat, l'appul de son courent à la proposition du Front libanele (à dominante chrétienne) d'établir des reletions diplemetiques entre le Uban et la Syrie, C'est, semble-t-il, la première fois qo'un notable musulmen Ilbaneis Important retrait des forces atrangères et un soutient cette vieille revendication de traità de paix libano-israélian . La la communauté chrétienne de son

#### **Israël**

#### Le tourisme connaît sa crise la plus grave denuis la création de l'Etat

De notre correspondant

Jérusalem. — Agents de voyages et hôteliers isracliems deux grandes sociétés. En ajoutenaleut déjà des propos alarmistes depuis de longues semaines. A présent, le ministére du tourisme reconnaît la gravité de la situation, annonçant même qu'il prévoit pour l'ensemble de l'année 1982 une baisse de 20 % vacances en Israel. A Eilat, ia grande s'ation balnéaire située du nombre des visiteurs étrangers — huit cent mille au leu du million enregistre l'an dernier, — et encore, cette statistique ne renfète-t-elle pas exactement l'ampleur de la crise (u'la plus grave depuis la crèction de l'Etata), rame. Traerebory, supprimait larael de son catalogue. Dans ces pleur de la crise (« la plus grave depuis la crèotion de l'Etat »), car, conséquence du boom des années précédentes, de nombreux années precedentes, de nomoreux hôtels ont été construits, notam-ment à Jerusalem, et, après avoir ouvert leure portes cette année, sont restes à meitie vides.

sont restès à meitle vides.

Même si l'on sait, en Israël,
que la récession dans le monde
entier, et notamment aux EtatsUnis et en Europe, devait réduire sensiblement le flot des
touristes — sans compter les
effets du lock-out de la compagnie aérienne El Al paralysée
depuis un mois (1), — on admet que la principale cause du
problème actuel, c'est la guerre
su Liban. La balsse était déjà problème actuel, c'est la guerre au Liban. La baisse était déjà remarquable dès les premiers jours de l'opération « Paix pour la Galilée » : elle s'est consi-dérablement accentuée après les massacres de Beyrouth. Durant les précédents conflits israelo-arabes, l'industrie touristique avait déjà connu des crises impor-tantes, mais alors, on pouvait tantes, mais alors, on pouvait penser que les touristes crai-gnaient pour leur sécurité du-rant leur séjour en Israél. Ce n'est lus le cas. C'est l'image du pays

Dans les milieux gouvernemen-caux de Jérusalem, on souligne que des pressions et des chantages ont été exercés par des mouvements palestiniens ou arabes auprès d'organisateurs de arnoes aupres d'organisateurs de voyages en Europe, et que des mensces ont été lancées, mais cela n'explique pas tout, tant s'en faut. Cette crise est particulièrement inquiétante car elle aug-mente nettement le coût de la guerre (le Monde daté 3-4 oc-tobre), le tourisme étant l'une des principales industries du pays e: surtout une très rentable source de devises étrangères indispen-sable pour limiter le déficit chro-

à Tel-Aviv a sunoncé que des représentants de Ford-Europe et de Renault ont annulé cette semaine des voyages de promo-tion à propos desquels on fon-dait de grands espoirs en Israël

Israel de son catalogue. Dans ces conditions, de nombreux hôtels israéliens d'apprétent à dimi-nuer le combre de leurs im-ployés.

Le ministre de tourisme,

M. Abrahm Sharir, a l'intention de réagir et vient de faire savoir qu'une importante campagne allait être iancée au cours des prochaines semaines à l'étranger, pour proposer notamment des séjours en Israël « à motifé priz ».

FRANCIS CORNU.

(1) La direction, après une grève des stewards, a ordouné, au début du mois de septembre, la fermeture illimitée de la compagnie, dont le sort était déjà manacé par la décision du gouvernement d'interdire les vois durant les sabbats et jours de fêtes religieuses.

● Les pertes du secteur hôte-lier à Beyrouth au cours des sept dernières années, c'est-à-dire sept dernières années, c'est-à-dire depuis l'éclatement de la guerre civile en 1975, s'élèvent à 1,2 milliard de livres, soit environ 250 millions de dollars, a affirmé jeudi 7 octobre le président du syndicat des hôteliers de Beyrouth, M. Nicolas Medawar. A l'issue de la réunion de la Fédération au cours de luquelle il a préconisé a la mise sur pied d'un conisé ela mise sur pied d'un grand chantier pour la recons-truction du secteur hôtelier » qui serait le plus moderne du Proche-Orient. Il a notamment suggéré pour y parvenir une « baisse des taux d'intérêt octroyés par les des tauz d'interet octroyes par les banques aux hôteliers (...), notam-ment pour les prêts accordés en 1975 », et l'octroi de a nouvelles facilités bancaires, à fuble taux d'intérêt, pour permettre la reconstruction des hôtels détruits et incendiés ». — (AFP.)

#### RECEVANT LE GÉNÉRAL ERSHAD CHEF DU GOUVERNEMENT DE DACCA

#### Mme Gandhi affirme qu'elle souhaite « un Bangladesh stable et solide »

De notre correspondant

New-Dehli. — La visite de deux jours en Inde que vient de faire le général Ershad, administrateur de la loi martiale et chef du gouvernement du Blangladesh, s'est déroulée dans une atmosphère qualifiée d'« extrêmement cordule» et a fortement contailure et a fait, et ainsi que l'avait souhaité le premier ministre indien, Mme Gandhi, ce sommet de précédent remontait à 1974, date de la visite à New-Delhi de Mujibur Rahmanl a constitué a le point de départ d'un nouveau chapitre » dans l'histoire des relations de deux voisins qui attelle affirmé, se doivent de « vivre en étroite coopération », « L'Inde, a mê me déclaré Mme Gandhi, souhaite un Bongladesh stable et solide. »

Nouveau chapitre dans la me-sure où il met peut-être un terme à des années d'incomprèhension et de méliance réciproques entre et de méliance réciproques entre un pays, l'Inde, qui se voyait régulièrement reprocher son atti-tude de « grand frère protec-teur » et une jeune nation, le Bangladesh, soumeuse de préser-ver jalousement son indépen-dance et son identité islamique, en adoptant, à l'occasion, un comportement jugé par New-'Delhi « systématiquement anti-indien ». indien s.

Delhi e systematiquement antiindien 2.

Le résultat le plus concret de
cette visite est le fait que l'on
coft parvenu à tracer le cadre
dans lequel devra s'inscrire un
réglement définitif du camplexe
problème posé par le partage des
eaux du Gange entre les deux
pays, à partir du barrage de
l'accord actuel, conclu en 1977,
et qui expire le 4 novembre,
n'avait pas permis de trouver
e une solution durable et satirjuisante », les deux parties, coulignant la nécessité de parvenir,
à un partage « équitable » des
eaux disponibles pendant la saison sèche (de janvier à mai), ont
dècidé que la commission mixte
compétente déterminerait dans
les dix-buit mois la « solution
optimale » que les deux gouvernements s'engagent à mettre
aussitôt en application.

Dans l'immédiat, le partage des
eaux au cours des deux grochaines saisons sèches sern effectué selon des modalités sensiblement analogues à celles appliquées
jusqu'à présent (1).

Pour le porte-parole inden, le
dispositif ainsi adopté traduit un
e progrès significatif ». Un quotidien indien estimait vendredi
qu'en ayant réassi à faire accepter que la solutien qu'il propose
(la construction, au Nèpal et en
Inde du Nord, de réservoirs où

#### M. ÉRIC HINTERMAN EST NOMMÉ SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT DE L'U.E.O.

M. Eric Hinterman a été nomme secrétaire général adjoint de l'Union de l'Europe occidentale et chef du secrétarist international du comité permanent des armements de cette organisation. Il remplacera le 1<sup>st</sup> novembre M. Alain Flantey, qui occupait ces fonctions depuis dix ans et qui rejoindra le Conseil d'Etat.

L'Union de l'Europe occidentale, qui groupe depuis 1955 les fondateurs de la Communauté européenne (Allemagne l'édérale, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas) et la Grande-Bretagne, est la seule organisation européenne compétente en matière de défense.

[M. Eric Hinterman cet agé de

matière de defense.

[M. Eric Hinterman est agé de quarante-cinq ans. Après avoir milité dans los rants de la S.F.LC. depuis 1958, puis du P.B., a quitté ce parti en 1975 pour s'opposer su programme commun avec le P.C. et a fondé le parti social démocrate. Après avoir annoocé sa candidature à la prindeque da la République en 1961, il l'a petitée et s'est prononcé pour M. François mitterrand dès le premier tour. Il a dissous le P.S.D. en mars 1982 et a rejoint la P.S.]

M. OSSI SUNELL EST NOMME ambassadeur de finlande A PARIS

M. Ossi Swell a été nomme vendredi 8 octobre, ambassadeur de Finlande à Paris à partir du l' janvier prochain. L'actuel ambassadeur finlandais, M. Aaruo Karhilo, a été récemment nomm

Moscoti.

Me le 10 janvier 1930. à Helsinki.
M. Sunell est un diplomate de
cerrière. Entré aux affaires étrangères en 1955. Il fut en poste à
paris, de 1939 à 1962; de 1964 à
1967, il fut consul à Cologue, et
de 1972 à 1973 ambassadeur einuitanément à Alger et à Tunis, il a
aussi occupé divers postes à l'administration centrale. Depuis mars
1979, il représentait son pays à
Citawa.]

#### A Moscou

#### Les relations avec la Chine ont été au centre des entretiens de M. Brejnev avec le chef de l'État vietnamien

Le communiqué conjoint publié le vendredi 8 octobre à Moscon à l'issue de la visite en U.R.S.S. du président vietnamien, M. Truong Chinh, critique implicitement le Chine, sans la nommer, en dénonserait stockée l'eau des tribu-taires du Gange) soit prise en considération le Bangladesh a considération le Bangladesh a empryué un point a. Il semble cependant, à en juger par l'in-sistance avec lequelle son porte-parole a prédisé qu'il n'était pas question d'impliquer le Népal dans cette affaire, que l'Inde expère iten, finalement, faire pré-valoir sa solution : le détourne-ment vers le Gange du surplus d'autres rivières. cant les « jorces hégémonistes et impérialistes » responsables de la tension persistante dans le Sud-est astatique. Soviétiques et Vietnamiens condamnent d'autre part le « remue-ménage » entrepenu autour de le condition » entirete. le cramue-ménages enfretenu autour de la coalition anti-vietnamienne du prince Sihanouk comme cune ingérence directe dans les affaires intérieures de la République populaire du Kampuchéa ». Toutéeis, indique l'AFP, le même communiqué recommande l'ouverture de pourpariers « bilatériux et mutillateraux entre le Laos le Victora le Kampuehén

Cautres rivières.

Outre l'ébauche d'un règlement de la question du parbage des eaux du Gange, la visite du général Ershad a été marquée par l'acceptation par l'Inde de louer à perpétuité su Bangladesh un mince corridor, Tin-Bigha, destiné à reller sou territoire à deux enclaves (Dahagram et Angarpota) situées au Bengale cocidental téraux et muitilatéraux entre le Laos, le Vistnam, le Kampuchéa et la Chine ». « L'U.R.S.S. et la République socialiste du Vietnam, y lit-on en outre sont persuadées qu'il existe octuellement des possibilités réelles de décelopper des relations de bon voisinage et de coopération muivellement avantageuse entre tous les Etais du continent ariatique ». dental.

Enfin, Il z été décidé de méer une commissiou mixte, an niveau ministériel, afin de développer la coopération économique et technique entre les deux pays, L'Inde a notamment accepté d'aider le Bangladesh à réquillèrer une balance commerciale fortement déficitaire, en y installant, par exemple, des usines dont le production serait exportée en Inde.

PATRICK FRANCES.

continent asiatique a.

L'auverture cette semaine à Pékin de conversations exploratoires
sur une éventuelle normalisation
des relations sino-soviàtiques n'est
pas directement évoquée dans le
communiqué final sur la visite da
M. Truong Chinh. Ce sujet n'en
a pas moins été au centre des
entretiens du chef de l'Etat vietnamien avec M. Breinev. Accueillant son hôte, celui-ci s'était à

PATRICK FRANCES.

(1) En 1977, Il avait été décidé que le Bangiadesh recevrait 62,5 % des seux Farakks.

LE DALAFLAMA SE DÉCLARE

CERTAIN DE RENTRER UN JOUR

AU TIBET

Poursuivant sa visite en France

nouveau prononcé le 5 octobre en faveur de « relations normales de bon noisinage » avec la Chine. « Nous nous efforçons d'appliquer conséquemment cette ligne, avait-il déclaré. Ce n'est pas facile étant donné le poids du passé. Mois, comme nous le pensons, c'est une chose réalisable.»

M. Trangue Chinh, pour se part, M: Truong Chinh, pour sa part, avait explicitement dénoncé dans sa réponse e les intrigues des expansionnistes et hégémonistes chinois qui sont entrés en collusion apec l'impérialisme américain s.

cains.
Selon l'agence Tass, les deux cheis d'Etat, « ont procédé à un échange d'informations sur les relations de FURSS, et du Vietnam avec la Chine», « Ils estiment, ajoute l'agence soviétaque, qu'il serait conforme aux intérêts de l'URSS, et du Vietnam, de la Chine, et à ceux de la consolidation de pair universelle, de conférer un caractère plus normal à ces rapports, naturellement sans porter présidice aux pays tiers. »

● Cinq cents fonctionnaires indonésiens spécialisés dans les domaines de l'hydraulique, de la géologie et des travaux gublics vont suivre des stages en France, aux termes de l'accord de coopération signé le vendredi 8 octobre, à Djakarta, par le ministre français du logement et de l'urbanisation, M. Roger Quillot. — (A.P.)

# **AMÉRIQUES**

#### SELON LE CONSEIL DES ÉGLISES CANADIENNES

#### Un grand nombre de réfugiés salvadoriens au Honduras ont été assassinés

Poursuivant sa visite en France, le dalai-lama a donné, vendredi 8 octobre, una conférence de presse à l'hôtel Crilion, an cours de laquelle il s'est dit certain de retourner un jour au Tibet e quand la situation sera praiment satisfaisante et les six millions de Tubétains praiment satisfaisante et les six millions de Tubétains praiment satisfaits ». Depuis 1979, la situation s'améliore, c'est une bonne nouvelle », a-t-il a jouté. Refusant de prendre parti eutre les religions, philosophies, idéologies et régimes politiques, le chef du bouddhisme tibétain estime que anous avons besoin les uns des autres pour survivre » et denne pour exemple de coopération le projet de guaduc euro-sibérien. «Les pens de l'Occident, dit-il, regusdent les communistes de l'Est comme s'ils élaient des diables, et les communistes considerent que si les communistes de nouvelle », a-t-il ajouité Refusant de prendre parti eutre les religions, philosophies, idéologies et régimes politiques, le chef du boudhiame tibétain estime que a nous avons besoin les uns des autres pour survivre » et donne pour exemple de coopération le projet de gazodue euro-sibérien.

«Les gens de l'Occident, dit-il, repurdent les communitées de l'Actions une communication renducement foux communitées de l'Actions unies pour les réfugies à Centève, le Conseil accuse le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugies (H.C.R.) de ne pas accorder la pect spirituel de sa mission. «Le delle qu'ont comme les camps palestiniens de Sabra et Chatilla des Exglises canadiernes, salon lequel «un grand nombre » de réfugies ont été assassinés au Planduras.

Dans une communication renduras et l'est présentée le lundi 11 octobre à une réunion de l'ONU sur les réfugies, à Centève, le Conseil accuse le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugies (H.C.R.) de ne pas accorder la liters de réfugiés salvadoriens au millères de refugiés salvadoriens au milles camps des camps de comparable à celle qu'ont comme les camps palestiniens de Sabra et Chatilla des Explises canadiernes, salon lequel « un grand nombre » de réfugiés ont été assassinés au présente le lundi 11 octobre à une réunion de l'ONU sur les comparable à celle qu'ont comme les camps des camps palestiniens de Sabra et Chatilla des Explises canadiernes, salon lequel « un grand nombre » de réfugiés ont été assassinés au présente le lundi 11 octobre à une réunion de l'ONU sur les comments de les camps palestiniens au Honduras est comparable à celle qu'ont comme les camps palestiniens de Sabra et Chatilla des Explis des Registres au comparable à celle qu'ont comme les camps palestiniens de Sabra et Chatilla des Explis des Registres au comparable à celle qu'ont comme co tiers de réfugiés salvadoriens au Honduras. «La terrible trapédie » des mas-

des êtres humains. Le dalai-lama a insisté sur l'aspect spirituel de sa mission. «Le grand danger de ceuz qui se disent croyents et qui prient pour le bien être de l'humanité, a-t-il encore déclare. c'est qu'is ne sont pas capables de mettre en pratique leurs idées envers leurs voissins et qu'is les combattent. C'est une extrème hypocrine. »

Samedi, le chef spirituel tibétain devait quitter Paris pour un voyage en province qui le conduira à Strasbourg. Toulouse et Digne. Il se rend ensuite en Allemagne fédérale, où il doit être requ comme en France, à sacres commis en septembre dans les camps palestiniens de Sabra at Chatila « souligne l'urgence de nos préoccupations », écrit le Consell, qui accuse « les militaires honduriens d'avoir participé activement à la répression contre les réfugiés et d'avoir contribué à miner l'autorité du H.C.R.». «Un grand nombre de réfugiés (au Honduras) ont été assassinés, et des milliers sont persecutés et terrorisés. Des travailleurs sociaux ont été actions être recu. comme en France, à titre privé. ont été victimes de menaces, de tortures et d'assassinats. Des Hon-

Le président Reagan a été accusé, pour la première feis, ce samedi 9 octobre, par l'agence Chine nouvelle, d'avoir violé l'esport du communiqué conjoint sino-américain du 17 août dernier, sux termes duquel les Etate-Unis s'engageaient à limiter leur side militaire à Taiwan. L'agence dénonce une déclaration récente de M. Beagan devant des candidats républicains aux prochaines élections au Congrès, dans laquelle le président américain avait affirmé que les fournitures militaires américaines à Tatwan ne cesseraient qu'au cas où interviendrait une solution pacifique pour la rattachement de l'île au • Le comité épiscopal France-Amérique latine a démenti catégariquement, vendredi 8 octobre, is présence parmi les guérilleros salvadoriens d'un prêtre français, le Père Bernard Boulang. Le Père Xavier de Maupéou, secrévaire nationes du comité episcopal France-Amérique latine, equalitie cette affirmation de « mensongère » et souligns que le Père Boulang « est rentré en France, dans son diocèse, depais le 21 juin 1982 a. Mgr Aparicio y Quintanilla, évêque de Sanvicente (est du Salvador), avait affirmé, le jeudi 7 octobre, qu'une trentaine de prêtres, dont un français, le Père Boulang, et, un beige avaient nallié la guérilla et combattalent aux oètés du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMI.N.). L'évêque avait condamné le raillement de ces prêtres à la amépour la rattachement de l'île au continent. — (A.P.P.)

M. Miguel de la Madrid, pré-sident élu du Mexique, qui doit prendre ses fonctions le 1 déprendre ses fonctions le 1<sup>st</sup> dé-cembre 1982 a rencontré M. Rea-gan le vendredi 8 octobre à San-Diego, en Californie. La crise financière qui frappe le Mexique a été évoquée mais M. Reagan n'a pas fait allusion à l'éven-tualité d'un effort supplémen-taire des Etals-Unis pour aider son principal voisin du sud.— (A.F.P., Reuber, UPI.)

◆ Le prince Norodom Stranouk et M. Son Sann, dirigeants de deur des lorces antivielmentemen deur des lorces antivietammennes du Cambodge, ont été recus, le vendredi 8 octobre, par le vice-président américain, M. Georges Bush, à qui lis out assuré, que le gouvernement de coalition qu'ils out formé evec les Kinners rouges « est là pour rester». Il a été confirmé, à la suite de cette entrevue, que les Etats-Unis n'avaient pas l'intention de fournir une assistance maisaire à la coalition tripartite cambodgienne, mais seulement de main-tenir leur aide humanitaire et leur sou tien diplomatic — (A.F.P.)

Washington (A.P.P.). — La situation des camps de réfugiés salvadoriens au Honduras est comparable à celle qu'ont comme les camps palestiniens de Sabra et Chatila à Begrouth, affirme le Consell des Egiises canadiemnes, salon lequel « un grand nombre » de réfugiés ont été assassinés au Honduras.

Dans une communication rendue publique vendredi 6 octobre à washington, et qui doit être présentée le lundi 11 octobre à une réunion de l'ONU sur les réfugiés, à Genève, le Consell accuse le Hauf-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés aux miles pour les réfugiés aux miles et de la protection à accur-

tance et de la protection à accorder aux réfugiés. La Commasion s'en prend éga-

La Commission s'en prend éga-lement sux centres de détention mis en pisce par les État's-Unis pour les « immigrants Illégaux » venus de Haiti et de Cuba, aux-quets le gouvernament américain denie le statut de réfugiés. Bolivie LE PRÉSIDENT SHLES ZUAZO

LANCE UNE SEVERE

9 1 \$ m

A.

MISE EN GARDE AUX MILITAIRES La Paz (Reuter, A.P., U.P.I.).

— M. Hernan Siles Zuaso, dirigeant de l'Union démocratique populaire (U.D.P.) étu président de la République par le Congrès bollivien, mardi dernier, est rentré à La Paz, vendredi 3 octobre, venant du Pérou, où il vivait en extl dépuis vingi-six mois. Prenant la parole devant une foule estimée à plusieurs milliers de personnes, le nouveau chef de l'Etat a promis de construire une « démocratie viable », et il averti les militaires qu'il ne tolèrerait « uncune ingérence de leur part ». uncune ingérence de leur part ».
« Nous n'accepterons, a-t-A dit, mouns condition de la part de dirigeants militaires qui ont sait l'honneur de leur institution. Nous allons inaugurer une nouvelle période de la révolution nationals. Plus formeir le seur nationale. Plus jamais le pou-voir des armes ne sera jratri-

Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN.).
L'évêque avait condamné le railement de ces prêtres à la guérilla exprès une rencontre avec 
de président du Salvador, 
M. Alvaro Magana, et avec 
des membres du haut commandement des forces armées, 
rencontre à laquelle assistait 
l'archevêque de San - Salvador.

Voir des armés ne sera fratricide. 3

M. Siles Zuazo, qui prend offi10 octobre, a également promis 
d'éliminer la corruption dans le 
pays et de négocier la lourde 
dette extérieure (estimée à près 
de 4 milliards de dollars) avec 
les organismes internationaux de 
financement.

#### « AVEC LES COMBATTANTS PALESTINIENS ET LIBANAIS »

Nous Soussignés, révoltés par le sort qui est fait au peuple palezinien, de nouveau coutraint à l'esode per les massacres, pretiquement abandonné de tous, exigeous:

1) Le retrait immédiat, total et inconditionnel des troupes
sienistes de tout le Liban.

2) Le vis sauve de tous les prisonniers paleziniens et fibanais,
la communication de leur liste sur organismes humanitaires (CruixRouge, Croissaut-Rouge...) et leur libération.

3) Le reconnaissance officielle et saus conditions de l'O.L.P.,
sanctionnée par l'utverture d'une ambassade et l'invitation de Yasser

Artist à l'Eyrée.

Correspondence - Signatures - Aide Ananciès - SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN » c/o M.T.I.: 46, rue de Montreuit, 75011 Paris, Cheques à l'ordre de Claudie SAINT-PATRICE iches, travis, badges, autocollants, pétitions disponi à la même adresse.



nt été au centi

netranies

1832330E3

# NGERIA

Ces pages ont été réalisées tement fédéral de l'information du Nigéria-

## POLITIQUE

ses vingt-deux ans d'indépendance. A plus d'un titre, cette démocratie, qui est la quatrième par la taille dans le monde d'anjourd'hui, a « atteint sa majorité ».

Depuis sa naissance en tant qu'Etat indépendant en 1960, elle a connu beau-coup des tensions que subissent les pays dont la superficie est importante, la popu-lation composite, et qui aspirent à un mode de vie démocratique. Comme aux Etats-Unis – démocratie dont la taille et la diversité sont comparables, – les rivalités régionales nées des différences économiques et ethniques ont engendré un mouvement sécessionniste, nue guerre civile et une instabllité périodique. Comme les Etats-Unis, le Nigéria a beautonne des contratificats de la contratification de la contration comp appris de ces expériences. Après une période d'indépendance équivalant au dixième de celle qu'ont connue les Etats-Unis, le Nigéria a mis en place des institu-tions politiques capables de réconcilier les intérêts de ses 80 millions d'habitants. Le Nigéria est probablement aujourd'hui le mieux à même, dans toute son histoire, d'affronter les difficultés propres à une

Les crises que le Nigéria a connues dans son passe ne font que demontrer les progrès realisés par ce pays. Son premier gouvernement, civil, confré au premier ministre Abubakar Tafawa Balewa, fut renversé en 1966 par l'armée nigériane mutinée, inquiète de l'instabilité croissante et de la violence attisées par les rivalités régionales. Le premier gouvernement militaire fut renverse six mois plus tard par un autre coup d'Etat. Le second gou-vernement militaire nigérian, conduit par le général Yakubu Gowon, dura nenf ans. Au cours de cette période, une guerre civile éclata, avec à l'origine la tentative de sécession de la région sud-est, appelée Biafra. Ce for un triste chapitre de l'his-toire nigériane : mais, lorsque les autorités fédérales l'emportèrent enfin, les haines soulevées par ortte guerre, de laçon sur-prenante, s'apaisèrent rapidement. Une amnistie générale fut proclamée et les vic-times rébabilitées. Gowon divisa les qua-tre régions du Nigéria en un ensemble de douze Etats, dans l'espoir de réduire les tensions régionales

.Un troisième gouvernement militaire s'empara ensuite du pouvoir par un coup d'Eint sanglant, en 1975. Le gouverne-ment Gowon de semblait, guère, en effet, Conduit par le général Murtala Muhammed, le nouvean gouvernement prévoyait un programme de quatre années qui amèun programme de quarre années qui ame-nerait à l'élection d'un gouvernement démocratique. Le général Muhammed fut tué lors d'un coup d'Etat manqué en 1976, mais il fut rapidement remplacé par le lieutenant-général Olusegun Obasanjo, qui partageait les idées démocratiques de son prédécesseur. Le général Obasanjo parvint à redonner au pays un gouverne-ment civil, avant de se retirer des affaires politiques en octobre 1979.

A la lumière de ce passé turbulent, on remarquera d'autant plus les secondes élections civiles d'affilée que le Nigéria connaîtra, au cours de Pété 1983. Après avoir subi trois coups d'Etat, une guerre civile, une longue période de régime mili-taire et l'assassinat de deux chefs d'Etat, le Nigéria semble avoir trouvé sa voie. Le pays connaît, depuis trois ans, la démocra-tie et la paix, et a l'intention de continuer dans ce même chemin. L'une des clés de la récente stabilité du pays est sa nouvelle Constitution. En 1976, le gouvernement militaire du général Obasanjo nommait un comité chargé de sa rédaction, engageant ce dernier à trouver une forme de Constitution mieux adaptée à la diversité de la constitution de la c ethnique et économique du Nigéria que la version modifiée du système parlemen-taire britannique adoptée par le pays après son indépendance. Le comité étudia la nature des hostilités apparues entre régions et groupes ethniques au Nigéria, à l'origine de tant de difficultés par le passé, et décida finalement de modeler la nouvelle Constitution sur celle des Etats-Unis d'Amérique.

Une Assemblée nationale fut créée. composée de deux Chambres. La Chambre hante, le Senat, comprend cinq légis-lateurs pour chacun des États, quelle que soit leur superficie. Cette disposition per-met ainsi d'écarter les craintes des plus petits d'entre cux, ceux du Sud notamment, que les États les plus vastes ne dominent le gouvernement. Les sièges à la Chambre des représentants sont en nombre proportionnel à la population, ce qui donne suffisamment de poids aux États les plus grands et à leurs intérêts. Le Sénat et la Chambre doivent sièger un minimum de cent quatre-vingt-un jours pour chaque année de leur mandat, qui est de quatre ans.

Le corps législatif de chaque État est la Chambre de l'Assemblée, qui comprend truis fois le total des sièges alloues à l'État pour la Chambre des représentants de l'Assemblée nationale. Comme sa contre-partie fédérale, l'Assemblée de l'État est dissoute à la fin de chaque mandat de quatre ans. Dans le cas où une loi promul-guée par l'Assemblée d'un État serait en contradiction avec la loi fédérale, la première est déclarée nulle.

Selon la nouvelle Constitution, le prési-dent est le chef de l'État, chef exécutif de la Pédération et commandant en chef des forces armées. Comme aux États-Unis, la présidence est limitée à deux mandats de quatre années. Afin de protéger le Nigéria du l'avoritisme d'un président à l'égard de l'une ou l'autre région, la Constitution requiert que les résultats de l'élection témoignent d'une pluralité des votes, mais totalisent également nn minimum de 25 % des voix dans les deux tiers des États.

Les architectes de la nouvelle Constitution de Nigéria espéraient ainsi que l'équilibre entre les régions serait mieux respecté qu'avec le vieux Parlement « style Westminster ». Ils ont également estimé que l'indépendance du président à l'égard des vicisaitudes au jour le jour de son parti politique contribuerait à la stabi-lité, et que les Nigérians se sentiraient davantage en sécurité le sachant mandaté pour quatre ans, quelles que soient les coalitions pouvant intervenir avec d'autres partis. Auparavant, en effet, des modifications d'allégeance avaient provoqué en un jour le renversement du gouver-

Tandis que la Constitution préparait le retour à l'autorité civile, le général Obasanjo créait dans le pays un plus grand nombre d'États dans l'espoir de briser les blocs ethnique. Les douze états de la Nation passèrent ainsi à dix-neuf, Une Comission électorale fédérale fut égale-ment créée, toujours dans le but d'un retour à la démocratie. Elle était composée d'un président et d'un membre nommé par chacun des dix-neuf États. Cette commission était chargée de l'orgamisation et de la surveillance des élections, de l'enregistrement des partis politiques, de l'appreciation de l'éligibilité des candidats, de la vérification des comptes des partis, etc. Point clé de la loi électorale régissant la commission : les partis politiques devaient faire la démonstration d'un soutien national, avant d'être autorisés à présenter des candidats.

En septembre 1978, le gouvernement militaire levait l'interdit sur les activités politiques, imposé depuis 1966. Plus de politiques vicent alors le jour, mais la plupart ne purent répondre aux stricts impératifs de repré-sentation nationale instaurés par la commission électorale fédérale. Les partis qui parvinrent à se faire reconnaître et enregistrer sont : le Grand Parti du peuple nigérian (G.N.P.P.), le Parti national du nigéria (N.P.P.), le Parti du peuple nigérian (N.P.P.), le Parti de rédemption du peuple (P.R.P.) et le Parti de l'nnité du Nigéria (U.P.N.).

Les élections de 1979 consacrèrent la victoire du N.P.N., avec une pluralité

totale des votes et 25 % des voix dans donze (soit les deux tiers) des États du pays, répondant ainsi aux conditious fixées par la Constitution. De plus, le fixées par la Constitution. De plus, le N.P.N. obtenait 167 sièges à la Chambre, 36 au Sénat et 7 gouvernements d'État. L'U.P.N., sous la conduite du vétéran Obafemi Awolowo, venait en second avec 110 sièges à la Chambre, 28 au Sénat et 5 gouvernements d'État. Le N.P.P., dirigé par un autre vétéran de la politique, le Dr. Nnamdi Azikiwe, se plaçait juste derrière, avec 77 sièges à la Chambre, 8 au Sénat et 3 souvernements d'État le Sénat et 3 gouvernements d'État. Le G.N.P.P. et le P.R.P. venaient les derniers, avec 44 sièges chacun à la Chambre, respectivement 8 et 7 sièges au Sénat et 2 gouvernements d'État chacun.

Fort de ces résultats et de la détermination avec laquelle le N.P.N. avait satisfait aux impératifs de la Constitution, le candidat de ce parti à la présidence. M. Alhaji Shehu Shagari, prit ses fonc-tions le 1º octobre 1979. Treize années de pouvoir militaire prenaient ainsi fin. Bien que le N.P.N. n'ait eu recours à aucun allié politique pour remporter ces élec-tions, ce parti décida cependant de conclure un accord avec le N.P.P., afin de donner au tout jeune gouvernement civil un mandat élargi.

Depuis les élections, la nouvelle Constitution comme le nouveau gouvernement ont eu à affronter un certain nombre de difficultés, mais l'un comme l'autre ont, sur le fond, fonctionné de l'açon efficace. L'une des épreuves les plus délicates qu'aient rencontrées ces deux institutions est apparue avec la question de la réparti-

Il s'agissait en effet de savoir à quoi le Nigéria allalt consacrer ses rentrées financières, le problème principal étant la répartition des revenus pétroliers entre le gouvernement fédéral et les États et gouvernements locaux. C'est là nne question à laquelle tous les gouvernements nigé-rians ont en à répondre, et les erreurs dans ce domaine ont sonvent conduit à un renforcement des tensions régionales.

Lorsque le président Shagari prit le pouvoir, il promit de réviser le système de la répartition et d'accroître la part des États, fixée à 25 % des revenus par les précédents gouvernements militaires. Cependant, les États réclamaient plus que le gouvernement fédéral n'acceptait d'accorder. Les affrontements qui s'ensuivirent se soldèrent par une rupture de la N.P.P. Sous l'ancien système parlementaire, une telle rupture aurait amené de nouvelles élections; mais la Constitution tint bon et le président Sbebu Shagari resta en place. Chacun, par la suite, estima la question

réglée lorsqu'un comité conjoint Chambre-Sénat donna raison au Sénat pour la loi de répartition. Il accordait 31,5 % du revenu aux États, ainsi que le désirait M. Shagari, et repoussait les pro-positions de la Chambre, soutenue par les

SOKOTO BORNO BAUCH Bauchi NIGER 64. PLATEAU GONGOLA BENOUE AGOSOGUN Oweni RIVER Limites d'État fédéral DE G<u>UINÉE-</u> Capitale d'État fédéral

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DU NIGÉRIA

États, qui accordait 40 % à ces derniers. Mais les partis d'opposition réagirent bientôt, demandant que la décision du comité soit soumise au vote de l'Assemblée plénière. La Cour suprême trancha finalement en faveur de l'opposition en octobre 1981, et, durant un certain temps, le Nigéria se retrouva sans aucune loi sur la répartition du revenu. Mais l'esprit de compromis l'emporta, et en décembre 1981 un nouveau texte fut approuvé qui fixait la part des États à 35 %, à michemin entre les desiderata des États et ceux du gouvernement fédéral.

Cet exemple complexe fait la preuve de l'efficacité des nouvelles institutions du Nigéria. La Cour suprême, la Constitu-tion et l'Assembleo nationale ont finalement fonctionné comme elles le devaient, parvenant à un résultat raisonnablement satisfaisant pour toutes les parties, évitant ainsi une grave crise politique.

Les solides fondations qu'a données au Nigéria sa récente stabilité politique ont non seulement procuré à la nation une fierté justifiée, mais également permis au pays de jouer nn rôle important sur la scène internationale. Avec le président Shagari, le Nigéria a fait un pas décisif coalition entre le N.P.N. au pouvoir et le dans la lutte contre l'apartheid, il est entré aux Nations unies et dans l'Organisation de l'unité africaine. Un Africain sur quatre étant nigérian, le rôle de porteparole que joue ce pays pour l'Afrique n'a rien de surprenant.

Le prochain test révélateur de l'efficacité de la Constitution et de la politique du gouvernement sera celui de la création d'un plus grand nombre d'États. Tous les partis sont d'accord sur ce point, à savoir que la subdivision du Nigéria en de nom-breux États contribuera à la stabilité. Il

existe néanmoins des divergences entre eux, quant aux États qui doivent être formés et quant à la date de formation. La Constitution impose des règles strictes à la création de nouveaux États. Les deux tiers des membres de la région concernée, au Sénat, à la Chambre et à la Chambre de l'Assemblée au niveau de l'État, doivent demander le changement ; la proposi-tion doit être approuvée par référendum dans la région en question et recueillir au moins les deux tiers de « oui » : le référen-dum doit être approuvé par la majorité simple de tous les États de la Fédération en même temps que par une majorité au Sénat et à la Chambre des réprésentants, et la proposition elle-même doit ensuite être appuyée par un vote des deux tiers à la fois du Senat et de la Chambre des représentants. Cette procédure demande beaucoup de temps, Mais l'expérience passée semble montrer que toute querelle née de la création de nouveaux États peut être résolue dans le cadre de la Constitu-

Autre test à venir pour les nouvelles institutions du Nigéria : l'élection de 1983. Déjà les divers partis politiques se prépa-rent à la bataille. Le N.P.N, a choisi pour candidat l'actuel président, M. Alhaji Shebu Shagari ; il lui reste encore à dési-gner celui qu'il présentera à la viceprésidence. Les autres partis politiques ne tarderont probablement pas à faire connaître à leur tour leurs candidats.

Quel que soit le vainqueur des élections de 1983, une chose est certaine: le Nigo-ria a beaucoup appris de son chaotique passé et les nouvelles institutions sont à même d'affronter les crises que pourrait réserver l'avenir, de manière suffisam-ment souple pour concilier les différences régionales au lieu de les exacerber.

# Portrait du président Shehu Shagari



geants politiques à contester l'élection présidentielle de 1978. Né dans le village de Shagari, dans l'Etat du Sokoto, en février 1925, Shehu Shagari commença sa carrière comme professeur de sciences en

Catte carrière s'átend sur une période de plus de quatorze années au cours desquelles il fut directeur d'una école primaire à Argungu, dans l'Etat du Sokoto, puis inspecteur pour toutes les écoles primaires de la province du même nom. En 1953, Alhaji Shehu Shagari fréquenta l'école normale da Bauchi, puis suivit une formation plus poussée au Royaume-Uni. C'est en 1945, alors qu'il étah ensei-

gnant, qua Shehu Shagen commença sa carrière politique en fondant le Conseil social da la jeunesse (Youth Social Councill, organisation qui prenait position sur les événements politiques. En 1952, il contesta les élections parlementaires fédérales et représenta le Sokoto (Etat de l'Ouest) à la Chambre des représentants. Il conserva son mendat jusqu'en 1958, data à laquella il devint secrétaire parlementaire d'Alhaii Tafawa Balewa, alors premier ministre du Nigéria.

Shehu Shagari fut réélu au Parlement fédéral en 1959 et immédiatement nommé premier ministre fédéral du développement économique. Depuis lors, et jusqu'au coup d'Etat de 1966, il a occupé plusieurs postes ministériels, parmi lesquels celui de l'éducation et celui des affaires intérieures. Le coup d'Etat de 1966 le renvoya à sa ferme at à ses 200 hectares de terres dans

le village de Shagari, ainsi qu'à son travail bénévole d'éducation. En deux ans, il créa cant dix écoles primaires at trois écoles

secondaires dans la province du Sokoto. A la fin de la guerre civile, en 1970, il reprit ses fonctions au gouvernement fédéral, cette fois en tant que commissaire pour le développement économique et la reconstruction, sous les ordres du général Gowon. Il quitta ce poste en 1971 pour celui de commissaira fédéral aux finances où il resta jusqu'en 1975 lorsque le général Gowon fut renversé par un nouveau coup d'Etat. Après deux années passées loin des affaires politiques, Alhaji Shehu Shagari fut élu à l'Assemblée constituante en 1977, avant de couronner sa carrièra par se victoire aux élections présidentielles

Lorsque débuta la campagne électorsie Shehu Shagan avait pour ambition personnelle de devenir sénateur. Ses collègues cependant le persuadàrent de se présenter comme candidat N.P.N. aux électiona.

Alhaji Shehu Shagari est un musulman convaincu, en mêma temps qu'un poèta distingué de langue haoussa. Parmi ses œuvres publiées, notons Wakar Nigeria, poème qui évoque l'histoire et la géographia du pays, at Shehu Usman Dan Folio, qui célèbre les idées et les idéaux de sa

Alhari Shahu Shagari, professeur, poète, fermiar, administrateur et homme politique, est peut-être le responsabla qui est resté le plus longtemps au gouvernement





Tout comme les traumatismes politiques du passé nigérian ont contribué à une maturation progressive du système de gouvernement, les crises économiques qu'a counaes la nation ont pen à peu forgé sa politique économique.

Parce que 90% des recettes des exportations nigérianes proviennent du pétrole, l'économie confronte les planificateurs à des problèmes particulièrement difficiles. Le moindre mouvement sur les marchés internationaux a des répercussions plus que proportionnelles sur l'économie da Nigéria. Une guerre au Proche-Orient avec la hausse des prix du pétrole qui l'accompagne, peut faire grimper ses recettes d'exportation de façon considérable. Une récession en Occident, comme celle d'aujourd'hui, peut freizer la demande et épuiser les réserves du commerce extérieur aigerian. Dans un envi-ronnement aussi imprevisible, les planificateurs économiques doivent être capables de voir loin et faire preuve de souplesse et de discipline. Les événements des deux années qui viennent de s'écouler illustrent à la fois les problèmes que présente l'économie et l'évolution progressive des politiques adaptées à ces problèmes.

Lorsque le Nigéria a esquissé son plan de développement pour la période 1981-1985, il a tablé sur une production pétrolière de plus de 2 millions de barils par jour (h.p.j.) avec des exportations de 1,9 million de b.p.j., vendus au prix de 36 dollars le baril. Cela semblait parfaitement raisonnable à une époque où la prooù le prix était de 40 dollars le baril. Même les critiques les plus sévères à l'égard de la politique nigériane reconnaissent que ces prévisions paraissaient sensées. Mais en 1981 il y eut pléthore sur les marchés internationaux, les économies occidentales frappées par la récession ayant rédult lear consommation de petrole. Dès le mois d'août, la production nigériane était tombée à 700 000 b.p.j. et. avant la fin de ce même mois, le Nigéria commençait à faire des concessions aux clients. Cette mesure eut l'effet désiré et, des le mois de décembre 1981, la production était remontée à 1,8 million de b.p.j., in prix de veate e

Le Royaume-Uni, vendant alors à bas prix un pétrole de qualité égale au brut nigerian, fit à nouveau chuter les ventes, et fin mars 1982 la production tombait à 630 000 b.p.j. Le pays fut réduit à un mois de converture pour ses achats, la note des importations dépassant depuis quelque temps de 500 millions de nairas par mois les recettes d'exportation. Le déficit réduisit les réserves extérieures du Nigéria, qui, de 5 767 600 nairas sin juin 1981, dépassaicot à peine, co mars 1982, ssaicut à poine, cu mars 1982, 1 200 000 nairas.

Une fois de plus le goavernement nigérian réagit. Bien que l'on ait parfois critiqué la manière confuse dont furent annoncces les mesures adaptées, presque partout l'az reconnaît que le gouverne ment a'avait guére le choix, et que le programme d'austérité convenait aux circoastances. - Le Nigeria a fait exactement ce qu'il avait à faire, com-mente uu banquier de Londres qui connaît bien le pays. Nous aurions pu souhaîter plus de clarté dans les déclarations, mais le programme adopté était parfaitement approprié et nécessaire. En fait, j'aurais eu quelque inquiétude si le Nigéria n'avait pas réagi par un programme de ce genre. - Un industriel fait écho à ces propos, lorsque, de son côté, il déclare :

« Nous sommes simplement surpris que le gouvernement n'ait pas agi plus tôt. Il met aujourd'hui en aruvre une politique que nous réclamons depuis longtemps.

Les mesures en question furent prises en deux temps : le 23 mars, le gouverne-ment suspenduit l'émission de nouvelles lettres de crédit et des formulaires « M ». essentiels à la mise co train de nouvelles commandes à l'importation; il annonçait parallèlement que les pièces détachées et les matières premières, jusque-là exemptées de l'inspection de préembarquement, subtraient désormais ce contrôle. (L'inspection de préembarquement permet de latter contre la surfacturation et la contrebande.)

Comme cela avait à l'époque été precisé, ces mesures avaient un caractère provisoire. Elles permettaient au gouvernement d'examiner la situation économique, avant de mettre sur pied un pro-gramme à plus long terme. Fin avril, ce programme fut annoncé. Sur le fond, le gouvernement supprimait tous les appon-tements privés et renforçait la surveillance des douanes, afin de mettre un terme à la contrebande : il réexaminait toutes les licences d'importation non utilisées; suspendait l'obtention des licences d'importation pour les véhicules, y compris les voitures particulières et les camions; arrêtait de façon permanente l'importation de poulets congeles et de

# L'ÉCONOMIE

certains types de batteries ; instituait une obligation de dépôts avant toute importa-tion, calculés suivant la priorité économique du produit ; il suspendait l'émission de licences d'importations pour les biens fabriqués au Nigéria; plaçait plusieurs produits, parmi lesquels les matériaux de construction et les biens de consommation, sous obligation de licence; augmen-tuit de 25 % le prix de l'essence; suspen-dait les garanties de prêt à venir du gouvernement fédéral aux Etats ayant empranté plus de 200 millions de nairas; relevait de deux points les taux d'intérêt : différait tous les projets du plan de déve-loppement « non encore mis en œuvre » ; augmentait de 5 à 10 % les barrières donanières, selon les produits : levait la suspension d'émission des lettres de crédit et des formulaires - M », en même temps qu'il accordait des prologgatians aux déteateurs des farmulaires anciens; annonçait que les chargements d'une valeur supérieure à 5 000 nairas seraient à l'avenir inspectés (la limite antérieure était de 10 000 nairas) : il plaçait enfin vingt-neuf nouveaux produits sous licence et resserrait les procédures pour les documeats d'importation, en particulier les

formulaires - M -. Ces mesures furent beaucoup critiquées dans la presse internationale, mais nombre d'experts impartiaux estiment aujourd'hui que le Nigéria a'a fait que ce qu'il devait faire. Dans une récente décla ration, le directeur du budget du Nigéria indiquait que, ea partie du fait des mesures d'austérité, la balance des paicments devrait faire apparaître un excédent d'ici la fin de 1983. A la réunion du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, au mois de septembre à Toronto, le ministre des finances, M. Victor Masi, a déclaré que, « dans certaines régions, les effets positifs des mesures d'austérité prises au mois d'avril s'étaient dejà manifestés ». M. Masi a ajouté que la note des importations est en baisse et que les recettes des douanes sont en hausse, ce qui démontre le succès des mesures anticontrehande.

Les banquiers londoniens approuvent. Et bien que les réserves des échanges extérieurs se soient maintenues fin mai à 740 millions de nairas, couvrant tout juste deux semaines d'importations d'avant les restrictions, ils estiment que la spirale vers le bas est enrayée, tandis que le niveau des importations devrait, selon toute attente, tomber de 1 200 millions de nairas par mois d'avant les restrictions au chiffre plus facilement contrôlable de 800 millions.

Autre aspect de la réaction du Nipéria à la chute de ses revenus pétroliers : son programme d'emprunts à l'étranger et de hausse des rentrées. Le fait que le gouver-nement ait agi de façon indépendante, mettant sur pied son propre programme sans mendier un appui extérieur, a encouragé banquiers et économistes. Le sévère contrôle, décidé en avril, des emprunts individuels souscrits par les Etats s'est révélé tout aussi rassurant. Bien que le Nigéria ait refusé de l'Arabie Saoudite l'offre d'un pret de l'iniliard de dollars avant le mois de juin, il a, pour maintenir ses réserves, obtenu plus de 740 millions de dollars en droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international

Au mois d'août, des accords ont été conclus à Loadres pour un total de 217 millions de dollars, afin d'aider au financement de projets d'approvisionne-ment en eau. Un prêt de 80 millions de dollars accordé par le Marché commun à la Compagnie pétrolière nationale nigé-riane (C.P.N.N.) est destiné au finance-ment d'une usine de polypropylène. Le gouvernement devrait égalemeat recher-cher un total de 2 milliards de nairas pour le financement de son nouveau chemin de fer. Tout indique que les banquiers sont disposés à prêter au Nigéria, malgré les difficultés économiques que connaît le pays. Son programme d'austérité a en effet impressionné, et l'on sait le soin qu'apporte ce pays au remboursemeat de

Le Nigeria a réagi à la crise pétrolière non seulement en réduisant les dépenses et en recherchant des fonds étrangers. mais en encourageant également la production de pétrole par de nouveaux movens. Le gouvernement a en particulier doublé la marge bénéficiaire du . brut en equité » (« equity crude ») des compa-gnies pétrolières (L' « equity crude » est la part de la productian que les compa-gnies pétrolières retieanent, selon leur participation dans les opérations conjointes avec la C.P.N.N.)

Avant même que la mesure ait été approuvée, la production pétrolière commençait à remonter. En juin, elle atteignait son niveau le plus haut depuis jan-vier, avec 1,65 million de b.p.j.. et bien que la productioa soit tombée à 1,32 mil-lion de b.p.j. en juillet, il semble que la production moyenne pour 1982 atteigne 1,3 million de b.p.j. Cela équivant au quota accordé par l'OPEP au Nigéria. La moyenne pour le premier semestre, même en comptabilisant les mauvais résultats de février et de mars, est de 1,33 million de b.p.j.

Certaines organisations ont poussé le Nigéria à ajouter une dévaluation à son programme de rétablissement, mais les autorités out écarté cette mesure. Le ministre des finances déclare, pour sa part, que les rumeurs selon lesquelles le naira aigérian pourrait être remplacé par une nouvelle monnuie sont, elles aussi, « absolument contraires à la vérité ». Des crises pétrolières de 1981 et 1982 que le Nigeria a commes, l'on peut tirer deux conclusions : la première est que le gouvernement est capable de réngir de façon décisive à des problèmes financiers ; la

seconde est que, plus tôt le pays diversiflera ses exportations, mieux cela vaudra. Le gouvernement du président Shagari

était, quant à lui, déjà convaincu de la nécessité de diversifier l'économie, et le plan de développement de 82 millions de nairas pour 1981-1985 fait de cet objectif une priorité. Voici, en bref, les principaux points de ce plan : INDUSTRIE

Le plan prévoit une croissance de l'industrie d'au moins 15 % par an, après la progression annuelle de 25 % cu 1979 et 1980. Afin d'nider l'industrie, l'investisse-ment direct du plan de développement sera consacré à la création d'industries de base, qui approvisionneront les fabricants. Les industries agricoles feront l'objet d'une attention toute particulière.

En plus du pétrole, le gouvernement projette d'accroître les réserves de gaz naturel du Nigéria. Le pays commencera regalement à dévelapper sa propre indus-trie pétrochimique, de façon à pouvoir couvrir ses propres besoins, plotôt que d'exporter du brut qui sera transformé ail-

AGRICULTURE

Le plan fait de l'agriculture la grande priorité, la détérioration de ce secteur ayant conduit à des importations de produits alimeataires dans des proportions inquiétantes. L'agriculture doit recevoir une part importante da budget, et le gou-vernement espère voir ainsi la production agricole passer de son taux de croissance de 1 % en 1981 à celui de 4 % pour la période du plan (pour plus de détails vois le chapitre réservé à l'agriculture). INFRASTRUCTURES

Le plan a alloué 2.4 milliards de nairas au développement de l'approvisionnement énergétique. Deux stations hydroélectriques doivent également être construites, en même temps qu'une usine thermique. Dans le domaine des transports, l'accent est davantage mis sur l'entretien que sur la construction nouvelle, à l'exception des régions rurales où les routes n'ont pas encore été construites. 2 milliards de nairas seront consacrés aux communications. Ils serviront à l'entretien et à l'amélioration du réseau déjà existant et à la mise en place de milliers de nouvelles lignes de téléphone et de télex. Le plan s'est clairement donné pour but l'élargis-sement de la base économique du Nigéria. En 1981, le gouvernement soulignait sa détermination à réduire la dépendance à l'égard du secteur pétrolier et à redonner une vie nouvelle à l'agriculture en faisant passer les entreprises de ce sectour de la liste II à la liste III du décret d'indigénisation. Ainsi se trouve réduit de 60 % à 40 % l'impératif de participation nigé-riane dans les entreprises agricules.

Les restrictions concernant les actions dans l'industrie des conteneurs métalliques, la production d'engrais et de ciment ont, de la même façon, été assouplies. D'autres activités, parmi lesquelles la

fabrication de bijoux, la réparation des montres, la confection de vetements et le traitement du riz, passèrent de la liste I, ne permettant aucune participation étrangère, à le liste II, antorisant une participa-tion étrangère de 40 %. L'assouphissement du plan d'indigénisation, en particulier pour ce qui touche à l'agriculture, devrait contribuer à stimuler les secteurs non pétroliers de l'économie nigériane et conduire à une croissance plus équilibrée pour l'avenir.

Le fait que le gouvernement Shagari soit conscient du rôle du secteur privé dans la mise en œuvre de la diversification économique a également été souligné par le ministère de l'industrie dans sa campagne de promotion de l'investissement. An cours de l'année 1980-1981, plus de trois mille investisseurs à la recherche d'une information se sont adressés az ministère. Ce dernier accueille, en outre, un certain nombre de missions commerciales, financées par leur propre gonvernement ou par des sociétés. Les entreprises américaines oes societas. Les entreprises americalies out montré un intérêt particulier, et, dans le cadre de l'effort nigérian de promotion des investissements américains, une attention spéciale a été accordée à l'application de l'accord de garantie des investissements conclu entre les gouvernements du Nigéria et des Etats-Unis en 1974. D

0.30

A ce jour, quatorze demandes d'appli-cation du système d'assurances contre les risques d'investissement ont été reçues ; huit ont été reteaues. Dans le même esprit, des accords ont été passés dans le but d'ouvrir aux Etats-Unis deux bureaux de liaison pour l'investissement. Aa cours de l'année dernière, le ministère de l'industrie a progressé dans cette même voie, avec la création d'une banque de données industrielles qui répondra aux besoins des investisseurs prospectant le marché nigérian. (Vair l'encadré pour la liste des régions à investissement prioritaire.)

D'une manière générale, donc, les événements de l'an passé montrent que le gouvernement du Nigéria apprécie le rôle de l'investissement étranger, apprend à lutter contre les hoquets économiques causés par la lourde dépendance du pays à l'égard de son pétrole et avance sur la voie du progrès en diversifiant la base de son économie, afin que le cœur du Nigéria ne batte plus an rythme du marché international du pétrole.

#### PRIORITÉS D'INVESTISSEMENT ET MESURES D'ENCOURAGEMENT

Le gouvernement a établi la liste suivante des secteurs prioritaires, qui seront « favo-risés » dans la répartition des encourage-

a) Industries agricales et agro-alimentaires: élevage et abattage du bétail ; industries laitières : arboricalture et produc-tion de jus de fruits ; plantation et traitement du riz ; complexes sucriers ; sylviculture et travail de bois; plantation et traitement du cacao, des arachides, do café et du coton.

b) Industries de matériaux de construc-tion : fabriques de ciment ; fabrication d'éléments de toiture (tous types) ; matériaux pour philonds; serrurerie; carrelago pour sols et mura; tapis et moquettes; linoléum; éléments plomberie ; tuyauterie ; robinetterie ; bai-ires ; bessins ; conduits, etc. ; bâtis de fenêtres, vitres et persiennes : peintures.

c) Ingénierie et matériel de transport : fabrication de pièces pour les usines d'assem-blage des véhicules : tôlerie et industries d'entretien des usines.

d) Industries chimiques et en particulier industries pharmaceutiques. Egalement chimie industrielle et produits issus de la

c) Instruments scientifiques et autres industries fabriquant un matériel éducatif; équipement de laboratoire scolaire et médical.

f) Fabrication d'équipement pour les télé-communications : clules et récepteurs télé-photiques, équipement intercom.

g) Industries électriques et électroniques (à distinguer du simple assemblage de compo-sants importés) : ventilateurs électriques, clisants importés): ventilateurs électriques, cli-matiseurs, réfrigérateurs et freuzers, ampoules électriques et tubes fluorescents; assenseurs et escalators; appareils électromémagers tela que fers à repasser et bouilloires, cuisimères électriques; postes de radio et télévision (à partir de composants fabriqués sur place); instruments de musique.

h) Equipement de la maison et ameuble-ment : chaises et canapés, tables, buffets et dessertes, contellerie, vaisselle et hattenie de

Les encouragements qui peuvent être accordés aux fabricants comprennent notam-- Le statat automatique d'utilisateur

agréé (par lequel certaines fournitures peu-vent être importées hors taxes). - Le starnt de pionnier (grâce auquel l'entreprise bénéficie d'une exemption fiscale de trois à cinq ans).

- L'amortissement accéléré de l'investissement en capital. - La protection contre les importations.

 La réduction de l'impôt indirect pour les augmentations importantes de valeur ajoutée Pour l'avenir, les industriels qui s'installeront dans des zones non encore aménagées auront la possibilité d'importer hors taxes leurs matières premières, et seront exemptés

des droits de régie à payer sur les produits des-tinés au merché de l'exportation. De plus, le gouvernement accueillera tont particulièrement les entreprises (que ce soit dans les secteurs prioritaires on non priori-

taires) qui : - otilisent les matières premières locales, - achètent des biens semi-finis à l'intérieur

du Nigéria plutêt qu'à l'extérieur, - ont des possibilités importantes de formation.

- transfèrent activement la commissance

de procédés techniques,

— utilisent beaucoup de main-d'ouvre,

- produisent pour l'expertation, - s'installent bors des régions tradition-

# LE NIGÉRIA PRODUIT

Tout a commencé le 29 janvier 1982, lorsque le président Shehu Shagari a appuyé sur le bouton qui a mis en route l'acièrie Delta à Ovwian-Aladja dans l'Etat de Bendel. Dès lors, le Nigéria rejoignait les nations predneurices d'acier et franchissait une étape importante sur le chemin de l'indépendance industrielle et technologique.

Depuis qu'il occupe des fonctions publiques, le président Shagari croit dans l'autonomie de l'éconamie aigériane. Ministre da développement économique durant la Première République, pais, plus tard, commissaire fédéral aux finances, il avait déjà mis en œuvre un plan concret pour la réalisatina de cette grande idée. Voilá pourquoi, quelques mois à peine après avoir prêté serment comme premier président exécutif de la Seconde République, il cotreprit on voyage à Ovwian-Aladja, afia de se readre compte de l'avancement des travaux sur le chantier de l'aciérie Delta.

A cette occasion, il fit cette déclaration bistorique : « Mon administration en est convaincue : le meilleur atout que ce projet donnera au Nigéria est le développe-ment rapide de copacités humaines et technologiques sans lesquelles nous ne parviendrons pas à une autonomie nationale. Je me réjouts de voir un jour les

Nigérians concevoir et construire des acièries et d'autres projets industriels. Du fait de sa détermination à réaliser l'épanouissement industriel du Nigéria, le président Shagari a fait de la production d'acier l'un des objectifs premiers de son administratian. Une détermination à laquelle s'ajoute la conviction que les industries doivent se disperser un peu par-tout dans la fédération.

#### L'histoire de l'exploitation de l'acier au Nigéria

La construction de l'aciérie Delta est la réalisation d'un vieux rêve pour le Nigéria, qui remonte aussi loin que 1958, dans la période qui précéda l'indépendance. C'est à cette époque que les planificateurs nationaux conçurent pour la première fois l'idée d'une importante aciérie sur le sol

Nombre de Nigérians étaient convaincus des avantages évidents d'un tel projet pour le développement indus-

triel et la maissance de la technologie. Les experts occidentaux cependant ne parta-geaicat pas cet avis. L'un des arguments décisifs était que l'heure a'était pas encore venue, le coût de la technologie étant prohibitif. De plus, le pays était considéré comme incapable de fourair la force de travail et la compétence nécessaires pour réussir l'implantation d'une

En dépit de ces décourageantes affirmations, des propositions furent enregistrées, les unes pour de petites unités de praductian d'une capacité de 100 000 tonnes par an, les autres pour des unités de capacité moyenne, pouvant aller jusqu'à 300 000 tonnes annuelles.

#### investigations géologiques

On savait déjà qu'existaient des gise-ments de minerai ferreux au Nigéria, dans les régions d'Udi, d'Eaugu et d'Agbaja, mais sans ea connaître ai l'importance ni la qualité. Il était clair, cependant, qu'une étude à l'échelle nationale s'imposait, afin de connaître toutes les possibilités d'extraction eu vue d'une production de fer et d'acier. Un accord de coopération technique et économique signé entre le Nigéria et l'Union soviéti que permit de réaliser ce relevé. Les experts soviétiques arrivèrent au Nigéria en 1967 et entreprirent une étude des

En novembre 1970, un nouvel accord était signé entre le gouvernement nigérian et Techno-Export, une société soviétique, réallumant la participation active du per-sonnel nigérian à l'étude géologique. Ainsi fut découvert le gisement de minerai fer-reux d'Itakpe dans l'État de Kwara. Le premier haut fourneau da Nigéria fut installé à Ajaokuta, tandis qu'était créée l'Administration pour le développement de l'acter nigérian (ADAN), chargée de toutes les questions relatives au fer et à

#### L'industrie de l'acier est née

La création de l'ADAN ea 1971 marqua le début de la production d'acier à une vaste échelle au Nigéria, loitialemeot, l'ADAN s'occupait avant tout de la realisation d'études géologiques partout

dans le pays. Elle entreprit ensuite la formation de la main-d'œnvre nigériane dans diverses aciéries en Inde et en Union soviétique. Des études furent également conduites sur la consommation passée et à venir des produits en acier au Nigéria, et sur le mélange de produits requis pour les produits d'acièries. L'étude montra, entre autres choses, que le Nigéria consomme-rait de l'acier brut dans la proportion de 3,5 millions de tonnes en 1980.

A cette même époque, le débat s'intensifia dans les cercles gouvernementaux sur le choix de la rechnologie. Les hants fourneaux présentaient les avantages évi-deats de rohustesse traditionnelle. La réduction directe à l'arc électrique fut tout d'abord considérée comme n'ayant pas depassé le stade expérimental. Mais avant qu'une décision définitive n'ait été prise, ce dernier procédé avait déjà fait ses preuves et fanctionnait avec succès dans le monde entier. La construction de deux acieries de ce type fut donc envisagée pour la période du plan 1975-1980. Cela venait s'ajouter au projet de haut faurneau d'Ajaokuta pour lequel un accord hien anterieur avait été passé entre le gouvernement du Nigéria et celui de l'Union soviétique.

Le travail de promotion projet pour les aciéries à réduction directe commença en 1975, et en octobre 1977 le contrat du complexe Delta, aajourd'hui appelé aciérie Aladja, était signé. Dans le même temps, le gouvernement décidait de soutenir la réalisation d'un second projet de même type, pour des raisons économiques et techniques. L'exécution du complexe Delta fut confide nu Consortium sidérur-gique A/Nigéria (C.A.A.), conglomérat formé d'industriels de l'acier et de fabricants de machines et d'équipement ouest-allemands et aurichiens. L'accord portait sur la construction d'une aciérie complète, comprenant four à chaux, unité de moulage, usine à réduction directe, atclier de fabrication électrique de l'acier, atelier de coulage, laminoir pour sections légères, et le tout devant correspondre à la capacité de fonte fixée par le contrat à 1 million de tonnes d'acier liquide par an.

Le consortium C.A.A. accepta également de prendre en charge la formation de la main-d'œuvre nigeriane pour toutes les opérations réalisées dans une aciéric, ainsi que l'administration et l'assistance

# LA RÉVOLUTION VERTE

Lorsque, en 1979, le gouvernement Shagari entrait en fonctions, la demande de produits alimentaires augmentait trois fois phis vite que la production. Les importations dans ce domaine s'étaient, depais 1964, multiplices par vingt. Les dépenses d'importation pour ces mêmes produits, qui représentaient moins du dittême du total des importations en 1971, étaient passées à plus de 20 % lorsque M. Saghari s'installa à son poste.

2.40字形 1.36分子 1.35分子

Le nouveau gouvernement étudia lon-guement ces chiffres, les juges sévère-ment, et en 1980 lança une campagne inédite, la « révolution verte ». La motivation était simple. Selon les termes mêmes employés au ministère de l'agriculture, - cette administration est convaincue qu'aucune nation ne peut être politique-ment indépendante, de façon essentielle, ment independance, de juicim essentielle, si elle doit trop compter sur l'extérieur pour ses approvisionnements en produits alimentaires de base et en matières premières industrielles. Nous croyons également que les efforts entrepris pour élever le riveau de vie des citopens de ce pays continueront d'être niés, si cès derniers. ontinueront d'être niés, si ces des consocrent une proportion croissante de leurs revenus à leur nouvriture .

De nombreux facteurs out contribué à l'apparition de la situation catastrophique de l'agriculture dont à hérité le président Shagari. Les premiers gouvernements après l'indépendance n'accordèrent que peu d'attention à ce secteur, et il n'existait en fait aucun ministère de l'agriculture lorsque le premier plan de développement national fut lancé en 1962. Vers la fin des années 60, la gnerre civile disloqua les régions rurales, et au cours de la décennie 70 l'énorme croissance, alimentée par me 70 l'énorme croissance, alimentée par l'apparition du pétrole, des secteurs de la construction, du commerce et des services dépouilla l'agriculture de sa force de tra-

Lorsqu'un gouvernement prenait conscience de l'importance de l'agriculture, les remèdes employés se révélaient parfois contraires à la production. Dans les années 70, le « programme accéléré pour la production alimentaire nationale » du général Gowon et l'opération « Nourrir la mation » du général Obesanjo, si elles anient de bonnes intentions, mettajent avaient de bonnes intentions, mettaient l'un et l'autre l'accent sur l'extension des terres cultivables et l'installation de grandes exploitations ultra-mécanisées qui forent souvent gérées de façon ineffi-

Les problèmes de productivité auxquels sont confrontés les paysans mgérians, qui contribuent à plus de 90 % de la production agricole totale, furent ignores. La où des méthodes nouvelles d'explonation furent introduites, elles le furent davantage pour des cultures de style colonial que pour la production de densées alimentaires. L'infrastructure rurale était sou-vent inadéquate, laissant les petits fer-miers sans routes, sans possibilités de ent en cau. stockage ou approvisionne

Avant la fin des amotes 70, ces programmes se révélèrent madaptés. Le Nigéria, alors, sans attendre l'arrivée au pouvoir de M. Shagari, fit preadre un tournant nouveau à son agriculture. En 1979, la Constitution plaçait ce secteur sous la responsabilité de chacun des trois

grands pôles de décision : ao niveau fédéral, au niveau des États et an nivean local. Le nouveau gouvernement fit ensuite de l'agriculture. l'une de ses priorités en accroissant le budget fédéral réservé à ce secteur, qu'il fit passer de 6 % à 15 % des dépenses de la nation. La « révolution verte » était lancée.

Après avoir étudié de près la difficile situation de l'agriculture, le gouverne-ment Shagari estima que, pour combler avant 1985 le fossé entre la demande et la production de produits alimentaires, les récoltes du Nigéria devraient progresser chaque année, non plus de 1 %, mais de 6,5 %, tandis que l'augmentation de la production de bétail devrait passer de 7,5 % à 11,25 %. Dans l'impossibilité d'obteuir de pareils résultats sur le court terme, le plan de développement Shagari pour 1981-1985 fixa à 4 % la croissance annelle à atteindre dans chacun de ces deux secteurs. Le plan lui-même reconstruire de 1981 lui-même reconstruire de deux secteurs. Le plan lui-même recon-naît que « ceci est considéré comme rrès ambilieux, étant données les contraintes financières, de main-d'œuvre, d'organisa-tion et d'infrastructure ».

La stratégie de la « révolution verte » est double. Elle encourage, en premier lieu, les initiatives privées pour la création de grandes exploitations, réduisant dans ce domaine le rôle du gouvernement par rapport aux expériences antérieures. Les mesures fiscales d'encouragement exismesures inscales d'encouragement exis-tantes, réservées mux investisseurs étran-gers, ont été étayées par un assomplisse-ment de la loi pour l'indigénisation des entreprises agricoles, abaissant la mise nigériane obligée de 60 % à 40 %. Les entreprises para-étatiques poursuivont leurs projets de grande envergure, mais leurs résultats économiques seront plus soigneusement contrôlés.

Second aspect, peut-être le plus important : la « révolution verte » cherche à améliorer la productivité des petits propriétaires, jusqu'ici ignorés. Cette aide aux paysans passera, pour l'essentiel, par les projets de développement agricole (P.D.A.). A l'origine introduits an Nigé-ria par la Banque mondiale, et mis en na par la Banque mondiale, et mis en cenvre sous la « révolution verte », par le biais d'un arrangement tripartite entre la Banque mondiale, le gouvernément fédéral et les États, les P.D.A. fournissent aux paysans, engrais, semences, équipement mécanique simple, mais également formation, facilités de crédit, routes, plans d'irrigation, etc. Lorsque M. Shagari arriva au nouvoir le Banque mondiale arriva au pouvoir, la Banque mondiale avait déjà expérimenté des projets pilotes dans sept États. La « révolution verte » se propose d'étendre ces expériences à tout le Nigéria. En outre, la « révolution verte » vise à l'amélioration de l'ensemble des services et des conditions touchant tous les petits propriétaires, y compris ceux qui ne bénéficient pas actuellement

Le programme de la « révolotion verte \* est appliqué depuis tout juste deux récokes. Il serait, en conséquence, irréaliste d'attendre des changements specta-culaires, étant donnés le soin à apporter à la mise eo place du plan et l'importante mobilisation des habitants que nécessite un projet de cette nature. Le gouverne-



Une pépinière de patmiers à hulle.

ment a néanmoins réalisé des progrès

Le programme P.D.A., en particulier, a été lancé avec succès. Deux nouveaux États en ont bénéficié, et l'aide s'est accrue dans les sept autres qui, déjà, étaient assistés. Les neuf projets de déveétaient assistés. Les neuf projets de développement agricole ont jusqu'ici coûté
1,1 milliard de nairas; ils touchent deux
millions de familles paysannes dans les
États du Plateau, de Benue, Kwara,
Niger, Bauchi, Kano, Oyo, Ondo et
Sokoto. De nouveaux projets sont en préparation pour un certain nombre d'autres
Etats, et des programmes moins intensifs,
les projets de développement accéléré des
régions, sont actuellement mis en place
dans les États de Borno et de Gongola.

Avec l'aide d'un prêt de 520 millions de

Avec l'aide d'un prêt de 520 millions de dollars de la Banque mondiale, 3 593 kilo-mètres de routes ont été construits, ainsi que 430 centres agronomiques. De plus, 140 barrages d'une capacité de 8 millions de mètres cubes, 95 puits et 215 sondages ont été réalisés. Ces efforts ont porté leurs fruits, et la croissance moyenne annuelle de la production est, avec les P.D.A., esti-mée à 6,8 %. Il y a également eu une amé-lioration sensible du revenu paysan dans les régions soumises à ce projet

L'aide à l'agriculture a aussi été accen-tuée dans toute la nation, avec notam-

- Un accroissement énorme des approvisionnemeots. La consommation d'engrais est passée de 80 000 tonnes en 1975 à plus de 1 million en 1980, pre-mière année de la « révolution verte ». D'autres fournitures vitales, telles que semences améliorées, herbicides et tracteurs, sont également anjourd'hui accessibles en grandes quantités ;

- La préparation d'une carte complète - La création de 32 coopératives agri-

coles et de 45 entrepôts de stockage; - L'ouverture dans tous les États de bureaux de la Banque nigériane pour l'agriculture et la coopération. Pour la seule année 1981, cette banque a accordé un total de prêts s'élevant à 78,97 millions de nairas pour 211 projets agricoles. En outre, 55 millions de nairas ont été mis à la disposition des fermiers par le biais d'oo nouveau plan, dans lequel soot impli-quées les autorités de la région des Rivières. Enfin, le plan de garanue de crêdit à l'agriculture a été renforce, et au cours des onze premiers mois de 1981 le

gouvernement a garanti la valeur de 3 millions de nairas de prêts privés pour

 La hausse générale des prix agricoles à la production. Les prix des arachides, par exemple, se sont accrus de 31 %, ceux du cacao de 8 %, en dépit de la baisse sur le marché international.

L'apparition des programmes intensifs P.D.A., jointe à l'amélioration générale des conditions de travail pour les petits propriétaires, s'est soldée par un accrois sement sensible de la production. Plus spécifiquement :

- Les efforts de réorganisation dans le domaine du cacao ont conduit à la plantation de plus de 95 781 hectares avant décembre 1981;

- Un programme similaire a été mis en place pour le palmier à buile, avec plus de 59 000 bectares cultivés. Denx mini-moulins ont été installés; vingt-quatre autres sont en chantier;

- Des plans de réorganisation pour l'arachide ont été mis en œnvre dans dix États. Les achats du bureau des arachides sont ainsi passés de presque rien à 80 000 tonnes en 1981 ;

- Le projet national pour la production de riz, lancé en mars 1981, a déjà permis de forme plus de sept mille fermiers et de défricber environ 66 000 hectares. En 1981, la production de riz atteignait 75 000 tonnes.

La production de bétail a également été l'objet d'attention, mais il est encore trop tôt pour quantifier les résultats :

 Vingt centres d'élevage ont été créés dans le Nord, afin d'aider les nomades, qui dominent encore l'industrie du bétail, à résoudre les problèmes d'alimentation, de maladies et de gestion ;

- Des projets de commercialisation de la viande de bœuf ont été mis en œuvre avec l'aide de la Banque mondiale dans sept États;

- Trois couveuses d'une capacité de production annuelle totale de 5,4 millions de poussins ont été mises en chantier :

- Les petits producteurs d'œufs ont, dans tous les États, été équipés de cages thermiques à des prix subvectionnés ; - Des contrats ont été passés pour la construction de deux usines alimentaires

et d'installations frigorifiques. La « révolution verte » a également mis l'accent sur la peche, le poisson consti-tuant plus de 40 % du total des protéioes animales de l'alimeotation des Nigérians,

alors que 70 % seulement de l'ensemble des approvisionnements est d'origine Voici ce qui a été réalisé à ce jour : Deux navires de pêche équipés sont

en construction et devraient être terminés cette année : - Vingt-deux des quarante-cinq bateaux de taille moyenne commandes afin d'améliorer l'outil de travail des pêcheurs ont été livrés ;

- Un équipement amélioré fourni aux pêcbeurs à moitié prix a permis aux utilisateurs d'accroître leur production de

- Des usines de transformation du poisson ont été construites dans quinze États et des camions et fourgons réfrigérés livrés à tous les États.

La vitesse alarmante à laquelle la forêt nigériane a été appauvrie a attiré l'attention du pouveroement

Ce dernier a iusqu'ici : - Préparé 11 039 000 jeunes plants à distribuer aux fermiers des régions arides, afin de constituer des ceintures antiéro-

- Planté 4 500 hectares dans les États les plus incultes ; Étendu plus au sud les plantations,

afin d'approvisionner les usines de pâte à papier.

Les organismes para-étatiques du Nigéria ont été loin d'être inactifs. La Compa-gnie nationale pour la production de blé a créé dans chaque État des fermes mécani-sées; la Société nationale pour la produc-tion des racines comestibles a mis en place de grandes fermes et des usines de transformation dans six États ; la Compagnie nationale pour in production du bétail a établi un vigoureux programme d'engraissement; et les divers bureaux de denrées soutiennent les projets de réorganisation de leurs récoltes respectives.

Aussi impressionnantes que puissent être ces réalisations, le gouvernement oigérian reconnaît volontiers que la « révolution verte » ne se fait pas sans dif-fieultés. Des maladies des plants et du bétail n'ont pas été traitées. De même, le ministère de l'agriculture rapporte que « beaucaup d'États malheureusement (...) n'ont pas encore sourni une partici-pation suffisante à la production agricole ». Les États ne consacrent que de 3 % à 5 % de leur budget à l'agriculture, alors que la part que réserve à ce secteur le gouvernement fédéral atteint 15 %.

Toutefois, en dépit de ces problèmes l'on pense que la plupart des objectifs de la - révolution verie » seront atteints dans les délais prévus. Cet optimisme se fonde sur les progrès déjà obtenus et la détermination politique du gouvernement fédéral concernant ce programme.



# NIGERIA

#### LE PROGRAMME **DE LOGEMENT DU GOUVERNEMENT** FÉDÉRAL

En 1979, le président Sbebu Shagari déclarait à la nation : - Etant donnée l'importance que nous attachons au loge-ment, nous allons créer un ministère du logement et de l'environnement. Etre confortablement logé est un droit pour tous les Nigérians. Il ne fait aucun doute que, pour y parvenir, il faudra construire, dans les villes comme dans les campagnes, des millions d'unités supplémentaires d'hébergement. -

Certains esprits eyniques restèrent sceptiques quant à la réalisation de ce rêve. Aujourd'hui cependant, voilà que les promesses sont tenues, avec le programme de logement qui est actuellement mis en œuvre par le gouvernement fédéral.

Ce programme propose des logements à bas prix pour les bas, les moyens et les hauts revenus dans des proportions, respectivement, de 60 %, 25 % et 15 %. Le gouvernement s'intéresse davantage à ceux dont le revenu annuel est soit égal soit inférieur à 5 000 nairas. Des terrains seront alloués à ceux dont le revenu est supérieur, et des prêts leur seront accordés afin de leur permettre de faire construire eux-mêmes leur maison.

Selon ce schéma, l'occupant est aussi le propriétaire de la maison. Une période de ringt-cinq ans lui est laissée pour rembourser, mais le prêt ne doit pas excéder le cinquième de son revenu.

La personne qui reçoit ainsi une maison passe un accord avec la Banque fédérale des bypothèques du Nigéria, à laquelle elle remboursera son prêt au taux d'intérêt de 6 %. Une mise initiale de 300 nairas est demandée pour un logement avec une chambre. Elle sera de I 000 nairas pour une maison avec trois chambres. Ces sommes sont déduites du montant du prêt.

On assiste à un mouvement de populations - de jeunes en particulier - qui quittent les régions rurales non industrialisées pour gagner les centres urbains qui offrent davantage de moyens de subsistance. Aussi a-t-on choisi les capitales des Etats et le quartier général des gouvernements locaux pour l'exécution de ces projets. D'autres facteurs sont pris en codération, notamment le développement commercial des villes, l'implantation des administrations et la densité de la popula-

Seuls les citoyens nigérians âgés de plus de dix-huit ans peuvent se porter candidats. Ces derniers doivent être originaires de l'Etat où se situe le logement, ou doi-

vent y résider depuis plus de trois ans. Priorité sera donnée aux personnes qui ne sont pas déjà propriétaires dans le pays. Aucune candidature ne sera exami-

née au-delà d'un revenu de 8 000 nairas. La répartition s'opère suivant les besoins, car la demande varie d'un Etat à l'autre et d'un gouvernement local à l'autre. Les capitales d'Etat disposent de 25 % et plus de l'ensemble des offres, car les demandes y sont plus nombreuses que dans toute autre ville de l'Erat. Le gouvernement local de chaque Etat compte approximativement le même nombre

au mieux la répartition. Certains gouvernements locaux cepen-dant, du fait de l'activité économique de leur région, de son industrialisation, de l'importance de ses administrations et autres établissements, offrent des possibilirés de logement plus nombreuses que

d'unités de logement, afin que soit assurée

d'autres. C'est aux travailleurs disposant de bas revenus que sont destinés les logements à une chambre. Au fur et à mesure que les revenus de l'occupant-propriétaire augmentent, celui-ci aura tout loisir d'agrandir son logement en ajoutant deux chambres. Mais il peut également, par le biais d'une coopérative ou de tout autre moyen personnel, s'étendre de la même manière. Ces logements sont équipés de cuisine,

débarras et saile d'eau. La maison'avec trois chambres est destinée aux travailleurs de revenus moyens. Elle comprend une salle à manger, un salon, une cuisine et une salle d'eau avec

Pour se porter candidat, il suffit de remplir un formulaire que l'on obtient au prix de 5 nairas pour les logements à une chambre, et de 10 nairas pour les maisons avec trois chambres. L'n comité donne des directives afin que soit préservé un maximum de justice. Il y a un comité par État. chacun étant placé sous la direction d'un assistant spécial du président ou d'une autre personne nommée par lui.

(Suite page 8.)

# DE L'ACIER

technique nécessaires durant les pre-mières années d'implantation de l'usine.

ODUIT

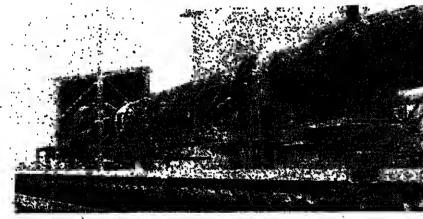
Pour la surveillance du projet et la supervision de la construction, un accord séparé fut passé avec la Société de conseil en métallurgie et ingénierie (Inde) en 1978. D'autres contrats touchant ce projet furent conclus avec notamment la Société Midland Ross aux Etats-Unis, pour la licence du procédé de réduction directe Midrex, et avec la Concast AG en Suisse, pour la licence du procédé de coulage Concast. Au débnt de 1979, tandis que les tra-

vaux de construction avançaient, le gouvernement demanda que la promotion et la planification d'une deuxième phase d'expansion de l'acièrie Delta soient immédiatement mises en œuvre, afin que le pays soit en mesure de produire de dès 1985. Toutes les études de potentialité, les travaux de conception et es pégociations furent terminés avant septembre 1979, mais les contrats ne purent être signés avant le changement de rouvernement et l'arrivée d'une équipe civile au pouvoir, en octobre de cette

Avec l'administration du président actuel, une nouvelle approche fut entre-prise des 1979. Des décisions furem prises pour parvenir à une exploitation rapide de l'industrie de l'acier au Nigéria, qui se vit doter d'un ministère propre : le départe-ment pour le développement de la sidérur-gie, dépendant du bureau exécutif du pré-

Les dispositions financières prises en fin de compte par le gouvernement pour l'achèvement du projet Delta furent de deux ordres, d'une part une participation au capital, de l'antre des prêts à long terme et des crédits extérieurs. Parmi les fonds extérieurs, notons : le pret d'un consortium européen, d'uo montant de 570 millions de deutschemarks ; le crédit garanti par Hermes pour les fournitures venues d'Allemagne de l'Ouest ; 2 milliard de dentschemarks ; le crédit garanti par O.K.B. pour les fournitures eo prove-nance d'Autriche : I milliard de schillings autrichiens. En outre, un crédit supplémentaire à l'exportation se montant à 200 millions de deutschemerks fut trouvé. afin d'achever de façon satisfaisaote la réalisation du projet et d'assurer sa mise en marche dans les meilleures conditions.

Le coût financier total de la mise eo œuvre de la phase I de l'aciérie Dulta et



Un élément des aciéries d'Aladja.

de l'infrastructure qui lui est indispensable ne dépasse pas 25 milliards de nairas. Ce chiffre inclut les coûts de construction d'une cité ouvrière, de liaisons routières, le dragage de la rivière, la construction de ports, d'immeubles administratifs, et autres infrastructures, l'embauche d'une main-d'œuvre locale et venue de l'étranger, l'assistance technique et les frais de consultation auprès du Mecon, le paiement des droits pour les procédés brevetés, ainsi que les coûts de construction. d'approvisionnement, d'installation et d'équipement d'une aciérie complète de l million de tonnes. La Compagnie des aciers Delta a démarré sons le nom de complexe sidérurgique Delta · jusqu'à ce qu'elle ait été soumise à la loi sur les sociétés (1968), le 14 novembre 1979, avec un capital de participation de 220 millions de nairas, entièrement attri-bué au gouvernement fédéral. L'usine se sime entre deux villages, celui d'Ovwian et celui d'Aladja, dans l'État de Bendel. Elle s'élève sur la rive sud de la rivière Warri, à quelque 6 kilomètres au sudquest de la ville industrielle de Warri, sur un site de 130 hectares environ.

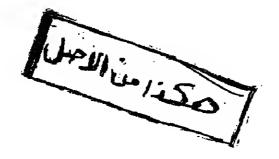
Le choix d'Ovwian-Aladja pour la construction de l'usine sidérurgique Delta est du à l'abondance de gaz naturel, impératif énergétique majeur à la fois pour l'utilisation du procédé de réduction directe Midrex adopté par l'usine, et pour la production d'électricité qui est actuellement fournie à la société par la station NEPA, près de Sapele. Son accès facile à

la mer a également été déterminant puisqu'il fait de cette réalisation une usine-port, comme la plupart des autres

unités sidérurgiques modernes du monde. Les hants fourneaux du complexe sidérurgique d'Ajaokuta, d'une capacité annuelle de 1,3 million de tounes, devraient entrer en fonction en 1983. Cette usine fabriquera de l'acier à partir du minerai ferreux et du charbon de coke extrait dans le pays même. Par le contrat passé avec la firme russe Tiajprmexport, celle-ci pourvoit aux besoins de l'aciérie durant les deux premières années de son fonctionnement. Elle assure également la formation à tous les niveaux des Nigérians en Union soviétique, afin que ces derniers puissent prendre en charge eux-mêmes le fonctionnement du complexe sidérurgique.

Un institut de formation aux métiers de la métallurgie a, par ailleurs, été créé à Onitsha en collaboration avec le gouvernement d'Allemagne de l'Ouest, afin de s'assurer que les Nigérians, grâce au savoir-faire teebnique, pourront, au moment voulu et eo nombre suffisant, prendre en main les usines d'Ajaokuta, lorsque les partenaires techniques parti-

Trois laminoirs sont actuellement construits à Oshoho, Katsina et Jos, afin d'utiliser les billettes des usines Delta et d'Ajaokuta. Les laminoirs produiroot initialement 210 000 tonnes d'acier par an, la production pouvant, par la suite, attein-dre jusqu'à 720 000 tonnes annuelles.



#### **LE PROGRAMME DE LOGEMENT DU GOUVERNEMENT** FÉDÉRAL

#### (Suite de la page 7.)

S'njoutant à ces logements, des villes nouvelles surgiront des terrains alloués à ceux qui penvent faire eux-mêmes construire leur maison et là où le gouver-nement élèvera directement des bâtiments qu'il vendra ensuite un public.

Asin que soient réalisés ces projets, le professionnels de l'immobilier ont été invités à participer au développement des capacités de logement dans les capitales d'État, autour du quartier général des gouvernements locaux et en d'autres endroits judicieusement choisis.

Le pivot de tout ce projet est le ministère du logement et de l'environ l'enfant de ce gouvernement. Ce ministère a, en dépit des problèmes qui l'assaillent, pu réaliser dans les États de la Fédération un certain nombre d'objectifs. S'il y a réussi, e'est grâce à la coopération et à la bonne volonté de tous les Nigérians et de leurs gouvernements locaux.

L'acquisition de terrains a posé des problèmes dans de nombreux États, mais elle est nécessaire pour l'exécution d'un programme de cette envergure, qui intéresse la nation tout entière. Le ministère a ainsi dû surmonter d'énormes difficultés. Il a dû se battre pour obtenir une coopération de la part de certains propriétaires et gou-vernements d'État. Mais il semblerait que cenx-ci adoptent aujourd'hui une attitude plus conciliante.

La deuxième phase du programme de logements à bas prix comprend la construction de mille maisons à deux chambres dans chaque État de la Fédération, y compris sur le territoire de la capitale fédérale. Cette phase cependant a été

suspendue en raixon de la situation économique actuelle. Tous les contrats ont été conclus (à l'exception de l'État de Bendel). Les entrepreneurs seront mobilisés pour les chantiers aussitôt que la situation économique s'améliorera. Le ministère a entrepris la construction de ces maisons à deux chambres en réponse aux critiques qui lui ont été faites à propos des logements à une chambre.

Le programme de construction du ministère ne se limite pas aux logements à bas prix : il inclut des plans de logements spéciaux, comme ceux des cités de l'acier que sont Ajaokuta et Aladja, et des villes satellites comme Abesan. A Ajaokuta, par exemple, nouvelle cité de l'acier, six cents maisons à deux chambres et quatre cents à trois chambres sont actuellement mises en route. Quarante-quatre entrepreneurs travaillent sur ce chantier où quatre-vingt-quatre maisons à deux chambres et quatre à trois chambres sont déjà achevées, et où respectivement deux cent trente-huit et cent cinquante d'entre elles le seront bientôt. Seules quatorze maisons à trois cham-bres restent encore à construire. La lenteur des travaux est due à la faible production des entrepreneurs et aux proolèmes financiers.

Dans cette nutre cité de l'acier qu'est Alakja, quatre mille huit cents maisons à deux chambres, cinq cent soixante-dix à trois chambres et trente à quatre chambres sont actuellement construites par, quarante-deux entrepreneurs. Sur ce chantier, soixante-six maisons à deux chambres sont presque achevées, tandis que mille neuf cent quarante-six à deux chambres, cinquante-huit à trois cham-bres et dix à quatre chambres sont encore à l'état de projet.

La troisième phase de la cité d'Ajaokuta prévoit la construction de maiso selon deux méthodes : le système préfabri-qué et la méthode traditionnelle. Les contrats ont été passés pour mille unités, et le projet est en voie de réalisation.

Ainsi constate-t-on que le président Shehn Shagari a tenu ses promesses électorales, attaquant sur quatre fronts le pro-blème du logement qui touche la nation. Il a, pour cela, agi avec l'aide du ministère logement et de l'environnement qui est le père du programme qui a été lance, et le pivot autour duquel celui-ci tourne; avec l'aide du Bureau du logement des fonctionnaires, organisme qui octroie des prêts pour l'acquisition de logements et de terrains aux fonctionnaires ; de l'Administration fédérale du logement, qui a fourni des logements à plus de soixante quinze mille personnes à Lagos, et de la Banque fédérale d'hypothèque du Nigéria, qui accorde des facilités de crédit à long terme aux établissements et aux partieuliers. Le programme a donné un abri à des milliers de personnes et continuera de le faire. Il a. de plus, encouragé les employeurs du secteur privé à créer des

logements pour leurs employés, et a fourni des prêts aux établissements et aux particuliers qui désiraient construire leur propre maison.

PUBLICITÉ

Si le bien-être de ses citoyens est le bat principal d'un gouvernement et si avoir un abri fait partie du bien-être, alors le programme de logement rendra cher aux masses ce gouvernement.

Voici les réalisations enregistrées par le ministère du logement à la fin du mois de mars 1982 pour ce qui concerne son programme de logements à bas prix :

#### ÉTAT D'ANAMBRA

Le ministère a passé accord avec soixante-quatorze entrepreneurs qui opèrent dans vingt-trois gouvern locaux de l'État. Sur les mille buit cent vingt logements à une chambre et les cent quatre-vingts maisons à trois chambres prévus, mille quarante des premiers et cent soixante-seize des secondes sont achevés et prêts à la vente. Cinq cent quatre-vingts logements à une chambre et quatre maisons à trois chambres sont encore en construction. Pour différentes raisous de retard on d'impossibilité d'acquisition de terrains, de problèmes non résolus d'indemnisation, du difficultés financières et d'abandon de chantiers, deux cents logements à une chambre res tent encore à construire. Le ministère a, ailleurs, entrepris la réalisation de locaux destinés au secrétariat dans la capitale d'État. Six entrepreneurs se chargeut du projet qui comprend douze maisons à deux chambres et six maisons à trois chambres qui sont près d'être ache-

#### ÉTAT DU BAUCHI

Il y a seize gouvernements locaux dans l'État, où cinquante-buit chantiers ont été mis en œuvre pour la construction de mille buit cents logements à une chambre. Sur le nombre, mille sept cent cinquante logements sont achevés et prêts à la vente, ainsi que deux cents maisons à trois chambres. Cinquante logements à une chambre restent encore à terminer, le retard étant dù à des problèmes d'indemnisation ou d'abandon du chantier par les entrepre-

Sur les dix-nenf unités prévues pour le logement da personnel d'encadrement, quatre maisons à quatre chambres et une maison à trois chambres seulement sont près d'être achevées.

ÉTAT DU BENDEL Le soul Etat qui se soit montré intransi-geant, u'accordant aueune concession pour l'exécution de cet important programme a été le Bendel. Le ministère a dû attendre jusqu'à près de deux ans avant que le gouvernement d'État ne libère des terrains. Il u'a pu construire que dans les limites réduites des sols appartenant au gouvernement fédéral. Résultat : sur les dix-neuf zones du gouvernement local au

Bendel, un seul chantier n fonctionné où ont été construits neul cent six logements à une chambre et cent soixante quatorze maisons à trois chambres. On espère que, le gouvernement du Bendel ayant accepté d'attribuer des terrains nu projet, le reste des deux mille unités de la phase I sera bientôt achevê.

#### ÉTAT DU BENUE

Dans cet État, les onnstructions se répartissent dans trois zones du gouverno-ment local. La presque totalité des trente maisons à trois chambres et des huit cents unités à une chambre out été terminées. Scule reste à réaliser l'unique maison de cinq chambres, pour terminer le plan de ement du personnel.

#### ETAT DU BORNO

Pour cet Etat, deux mille unités à une chambre étaient prévues; seules quatre-vingt-six unités d'entre elles restent à finir. De même, les dix-neuf unités de logement destinées au personnel d'enca-drement de l'État sont près d'être ache-

#### **ETAT DE CROSS-RIVER**

De nombreuses contraintes ont freiné la réalisation du programme dans cet État problèmes d'indemnisation, d'expertise et retard dans l'attribution des terrains. En conséquence, seules cinq cent trente-quatre unités à une chambre et soixantequatorze à trois chambres sont prêtes à l'achat. La construction des onze cent huit logements à une chambre et des cent seize maisons à trois chambres progresse, mais cent quatre-vingt-quatre des premiers et vingt des secondes n'ont pas encore été entrepris. Les dix-neuf unités destinées an rsonnel d'encadrement sont cependant près d'être achevées.

#### **ETAT DU GONGOLA**

L'ensemble des deux mille unités de logements, à l'exception de dix maisons à one chambre, sont prêtes à l'achat dans les dix-sept emplacements qu'elles occu-pent. De même, l'ensemble des dix-neuf logements pour le personnel d'encadrement sont près d'être achevés.

#### **ETAT D'IMO**

L'Etat dispose de vingt-deux empiacements. Sur les deux mille unités prévues, seules quatre cent vingt-six à une chambre et vingt-six à trois chambres n'ont pas été achevées. Le léger retard est attribuable à la lenteur des entrepreneurs.

#### **ÉTAT DE KADUNA**

L'État possède quarante-neuf emplace-ments. En tout, mille quarante-six unités à une chambre et cent dix-brit maisons à trois chambres sont prêtes à la vente, alors que sept cent quarante-quatre des premières et quatre-vingt-deux des secondes sont près d'être achevées. Dix maisons à une chambre seulement restent encore à construire. Ce retard est dit à la non-

disponibilité des terrains, à l'abandon des chantiers et à des retards dans la remise des terrains. Toutefois, les dix-neuf logements destinés un personnel d'encadrement sont en cours de réalisation.

#### **ETAT DE LAGOS**

Tout va bien à Lagos uil, à l'exception de cent dix unités à une chambre, tout est terminé et prêt à la vente dans les six emplacements accordes par l'Etat. De même, l'ensemble des logements à cinq chambres réservés au personnel d'encadrement est achevé et occupé.

#### ÉTAT DU NIGER

Sur les deux cents unités prévues, il n'y a plus à construire que seize maisons à trois chambres. Le reste est soit prêt à la vente, soit près d'être achevé. Les logements pour le personnel sont en cours de réalisation.

#### **ÉTAT D'OGUN**

L'État possède dix emplacements sur lesquels s'élèvent viugt ebantiers. Soixante-six entrepreneurs sont charges du projet. Huit cent trente maisons à une chambre et quatre-vingts à trois chambres sont terminées et prêtes à la vente. Huit cent dix autres à une chambre et cent vingt à trois chambres sont près d'être achevées, tandis qu'environ cent soixante unités à une chambre sont encore à l'état de projet. Ce retard est du principalement à la lenteur des entrepreneurs à Ogun. Toutefois, l'ensemble des quinze logements pour le personnel d'encadrement est en voie de réalisation.

#### LÉTAT D'ONDO

Il y a là, dans dix-sept emplacements du gouvernement local, deux mille unités de logement prises en charge par trentesix entrepreneurs. Ces derniers ont terminé et livré mille deux cent soixante-six maisons à une chambre et cent quatrevingt-trois à trois chambres. Tous les logements réservés au personnel d'encadrement sont près d'être achevés.

#### ETAT DYOYO

Il y a là vingt-six chantiers dans les vingt-quatre emplacements du gouvernement local de l'État. Les travaux sont réalisés par trente-six entrepreneurs qui ont achevé onze cent cinquante-cinq maisons à une chambre et cent trente à trois chambres. Quatre cent soixante-deux maisons à une chambre et vingt à trois chambres sont en voie de réalisation, tandis que cent quatre-vingt-deux des premières et cinquante des secondes restent encore à construire. Les progrès relativement lents des travaux sont imputables au problème d'attribution des terrains. Mais les dixneuf logements réservés au personnel d'encadrement sont près d'être terminés.

#### **ETAT DU PLATEAU**

. Il y a quatorze chantiers dans l'État, où onze cent vingt maisons à une chambre et soixante-huit à trois chambres out été achevées. Mais les dix-neuf logements réservés au personnel d'encadrement sont en construction.

#### **ÉTAT DES RIVIÈRES**

Les dix emplacements du gouvernement local que compte l'État sont divisés en quatorze chantiers de construction sous la conduite de trente-deux entrepreneurs. Un total de quatre cent trente maisons à une chambre et de dix-huit à trois chambres ont été livrées par les entrepreneurs. Neuf cent quatre-vingt-buit autres maisons à une chambre et cent quatrevingt-doux à trois chambres sont encore en cours de réalisation, alors que trois cent quatre-vingt-douze maisons à une chambre sont encore à construire. La lenteur des travaux est de la responsabilité des entrepreneurs. Certains contrats venant à terme, de nouveaux entrepreneurs seront nommés. Autre contrainte : la topographic de l'État. Toutefois, les dix-neuf logements réservés au personnel d'encadrement progressent, et huit des unités sont près d'être achevées; tandis que le reste est en cours de réalisation. **ÉTAT DU SOKOTO** 

. .

142

#### ll y a là dix-neuf chantiers pour deux mille unites. Les quarante-deux entrepreneurs unt déjà livré la presque totalité du projet, seuls cent soixante-dix logements à une chambre restant à terminer. L'ensemble des dix-neufs lugements réservés au personnel d'encadrement sont également près d'être achevés.

#### ABUJA, TERRITOIRE FÉDÉRAL DE LA CAPITALE

A Abuja, neuf unités à une chambre et quarante-buit à trois chambres ont été achevees. Six cent soixante unités à une chambre et cent trente-deux à trois chambres sont en cours de construction, tandis que cent soixant-dix des premières et vingt des secondes sont encore à l'état de projet.

Le ministère intervient par l'intermédiaire de neuf cent soixante et un entrepreneurs daus quotre cent quatrevingt-deux chantiers répartis sur les trois cent huit emplacements du gouvernement local que compte la Fédération. Au cours de la phase I du programme de logemen à bas prix trento-six mille cent quarante logements à une chambre et trois mille neuf cent quatre-vingt-dix maisons à trois chambres doivent êtres construits. Vingtsix mille deux cent vingt-six des premièrs (72,6 %) et deux mille buit cent quarante des secondes (71,2%) sont terminés et prêts à la vente. Sept mille sept cent dix (21,3 %) maisons avec une ebambre et mille quarante-quatre (26,2 %) à trois ehambres sont en construction, tandis que cent six (3.6%) maisons à trois chambres sont encore à réaliser.

Poor toute information complémentaire, veuillez contacter : Federal Department of Information 15, Awolowo Road

# **ABUJA**

Le déménagement de l'administration de la capitale fédérale, Lagos, pour

Abuja, a commencé le mois dernier. Le nouveau territoire de la capitale fé-dérale s'étend sur trois Etats contigns -Niger, Plateau et Kwara. L'idée de sa création est pour la première fois apparuc en août 1975, an sein du gouverne M. Gen Murtala Muhammed. Sept ans plus tard, les premiers bureaux du gouverment ont commencé à s'installer.

Tous les ministères et toutes les institutions devraient être transférés d'ici à 1986-1987. La nouvelle cité aura alors, pense-t-on, deux cent cinquante mille ha-bitants. On y ottend pour l'an 2000 une population de un million six cent mille rsonnes, mais le chiffre optimum à atcindre est estimé à trois millions.

Le montant tutal des dépenses pour la créatiou d'Abuja s'élevait, à la fin du mois de mai dernier, à 722 500 000 nairas. Six ministères se sont installés le mois dernier. défense, plan, finances, justice, intérieur ainsi que le ministère du territoire de la canitale fédérale et un certain nombre de services du bureau exécutif du président les seront, dans un second temps, suivis par les ministères de l'agriculture, de l'énergie et des mines, de l'éducation, du commerce, de la santé, du logement et de l'environnement.

En 1975, les problèmes trop complexes soulevés par Lagos comme capitale à la fois d'un Étai et de la nation, premier port maritime et principal centre industriel et commercial, devenaient insolubles. La fin de la guerre civile et le boom pétrolier du début des appées 70 avaient attiré dans cette ville un afflux sans précédent de poulation, et porté l'activité économique de la cité à un niveau tel que celle-ci semblait arrivée à saturation.

Des embouteillages permanents, un en-gorgement intolérable, une situation sanire au bord du chaos, des conditions de vie déplorables et un taux alarmant de criminalité obligèrent à chercher une solu-tion. Une commission fut réunie sous la haute autorité de M. le juge Akinola Aguda. Elle était composée d'éminentes personnalités nigérianes : le docteur Tai Solarin, Mgr. Pedro Martins, MM. Alhari Musa Isma, Owen Fiebar, le doctent O.K. Ogan.

Dans son rapport, remis quatre mois plus tard, cette commission des - sept sages - recommandait le transfert de la capitale fédérale de Lagos à Abuja vaste territoire vierge au cœur du Nigeria. Plusieurs facteurs firem pencher la baiance en faveur d'Abuja : sa situation centrale et son accès aise, les conditions climatiques saines de la région, sa faible densité de population, la possibilité d'une expansion future sur des terres disponibles et sa neutralité ethnique.

La commission expliquait, en effet, dans son rapport : « Nous sommes convaincus que pour forger l'unité de cette nation il faut une capitale qui sera celle de tous les Nigérians, où chacun aura la certitude qu'il pourra vivre en toute égalité avec tous les autres Nigé rians, et où aucun d'eux ne sera considéré, par la loi comme dans la vie de tous

les jours, comme un « étranger ». En suivant les recommandations de la commission, le gouvernement approuvait cette idée qu' « une capitale fédérale située ou centre du pays, dans une région offrant beaucoup d'espace et un accès facile pour tous, constituerait un atout pour la nation et aiderait à faire naître dans les esprits le sens d'unité natio-. Ainsi tout fut mis en œuyre pour que les mots deviennent réalité.

Du seul point de vue de la beauté du site, le territoire de la nouvelle capitale ne peut être surpassé. S'étendant sur 8 000 kilomètres carrés, sa surface est deux fois et demie celle de tout l'Etat de Lagos. Il offre une succession de contreforts rocheux aux formes variées, de col lines et de montagnes basses, une multi-tude de lacs, des ruisseaux et des vallées. Sa prairie aux ondulations donces, popotuée d'arbres aux lignes élégantes, confère nn paysage l'aspect d'un jardin bien entretenu. Sa diversité topographique et géologique est peu commune. Le gouvernemen est déterminé à garder à cette région son atout esthétique, grâce à un travail soigné de planification et de mise en valeur. Le grand rocher de Zuma qui marque l'en-trée du territoire, les collines de Zango-Kuku et de awari-Aso et les plaines vallonnées de Gwagwa comptent parmi les curiosités géographiques de la région.

L'objectif du plan Abuja était de donner au gouvernement un environn sain en même temps qu'agréable. La ville, construite en arc de cercle, s'ouvre en éventail, à partir de son centre qui abri-tera l'Assemblée nationale, les bureaux du suvernement, les institutions nationales et le centre commercial. Les quartiers d'habitation s'étendent dans deux directions et sont reliés à la cité par des voies rapides. Tout autour du centre-ville et des quartiers résidentiels s'élève un ensemble de collines. Certaines forment une frontière naturelle, donnant à la cité l'aspect improvisé de tant de centres urbains. S'étirant en plusieurs endroits de la capitale, des pares et espaces ouverts prennen nvantage des pentes et des vallées exis-

tantes creusées par les rivières. La construction de la ville est prévue en plusieurs phases. La première, qui regroupe les bureaux du gouvernement et les quartiers d'habitation, logera une po-pulation de deux cent mille à deux cent cinquante mille habitants.

Le quartier « prioritaire » est l'un des uatre quartiers d'habitation prévus pour la cité. Il entre dans la première tranche des travaux et devrait être rapidement terminé - d'où son nom. Il est situé au sud de la zone centrale. Vingt-cino mille unités de logements envirou y se vues. Quelque buit mille d'entre elles seront prises en charge par l'Administration pour le développement de la capitale fédé-rale, le reste l'étant par d'autres orga-nismes. Le deuxième quartier, de deux mille unités, qui sera également édifié durant la phase I des travaux, se situera au nord-ouest. Une population de trente mille soixante mille habitants est attendue

dans chacun de ces quartiers. Le gouvernement fédérai nouraité, su-frastructure – route, eau, électricité, bu-reaux et administrations, – mais déjà de nombreuses contributions se font jour, nant d'éntrepreneurs privés, de sociétés et autres organismes. Deux consortiums ont déjà construit deux hôtels einq étoiles de six cents lits chacun.

Abuja sera divisée en secteurs, quartiers et ilots. Un îlot logera quatre mille à sept mille personnes. Il sera équipé d'un marché, de commerces, d'une poste, d'un supermarché, d'ateliers, de parkings, de cliniques et d'écoles primaires.

Le quartier regroupera une population plus importante – entre trente mille et soixante mille personnes. Il faudra, par exemple, trois flots ou davantage pour former un quartier. Devant abriter une communauté plus vaste, il proposera, à cette dernière des équipements et des services plus nombreux que l'îlot. Une bibliothèque, des théâtres et des cinémas, un foyer et des édifices religieux seront mis à la disposition des résidents. Le secteur rassemble un plus grand nombre encore d'ha-bitants. Il est formé de trois quartiers et

L'idée est de rendre chaque unité nussi autonome que possible du point de vue des équipements. Ainsi, l'îlot et le quartier possèdent écoles primaires et mi uelles : le secteur mettra en plus à leur disposition une école secondaire et une école normale. Mais on y trouvera également des hôpitaux dispensant tous les soins médicaux et un commissariat de po-

Afin d'éviter l'arrivée d'un flux trop important de populations, comme cela s'est oduit dans d'antres villes migérianes, un certain nombre de cités satellites seront créées dans la région en même temps que in nouvelle capitale. Ces villes permettront de mieux répartir la population et les emplois à l'intérieur de cette zone, Gwagwalada est l'une de ces villes satellites; Abaji en est une autre.

A ce jour, 150 kilomètres de routes ont été réalisés. Des boulevards de ceinture pouvant totaliser jusqu'à dix voies sont en construction, donnant accès aux artères intérieures à deux voies.

Deux barrages - celui du Lower Usuma et celui du Jabi - alimenteront en cau les habitants de la nouvelle capitale. Le premier devrait entrer en fonctionne-ment fin 1983. Le second, de taille plus este, est déjà terminé et approvisionne le quartier prioritaire. Sa capacité est de 1,3 milliard de gallons, et il sera réservé aux deux premiers quartiers de la

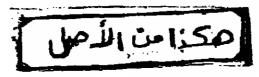
A 32 kilomètres du centre de la cité, se rouve l'aéroport international d'Abuja. Son aménagement se déroulera en trois phases. Il est placé sous l'autorité de l'administration nigériane des aéroports. Il aura des activités de fret qui permettront d'acheminer une partie des matériaux né-cessaires pour la construction de la cité. Une fois achevé, il pourra accueillir tous les avions, y compris les gros porteurs 747. Sa rotation sera d'environ un million de

agers par an. La première phase de construction de complexe présidentiel suit son cours. Cet ensemble pourra, lorsqu'il sera terminé. accueillir en plus de noure président, trois chefs d'État en visite. Le président et son equipe y trouveront toutes les installations

Une station électrique est déjà mise en service et reliée au réseau national. Les lignes de transmission pour l'électricité, les câbles de télécommunications, les canalisations d'eau, seront tous souterrains dans la nouvelle capitale. Il en sera de même pour les égouts. Ces dispositions devraient assurer la propreté et la salubrité de la

La création d'un territoire de la capitale fedérale, à partir des trois États du Niger, de Plateau et de Kwara, devait soulever une série de problèmes nou-veaux ; le plus délicat était celui du sort des habitants originaires de la région. Il fut, dans un premier temps, décidé que la population tout entière serait évacuée et réinstallée à l'extérieur du territoire, mais l'importance du coût pour la nation d'une opération de cette envergure - 1.5 milliard de nairas - fit abandonner cette so-

De plus, les implications suciuéconomiques du déracinement forcé d'une population judigène devaient être prises considération. Il fut donc décidé que seuls les occupants de l'emplacement choisi pour la ville même seraient évacués et relogés. Ceux des 20nes environnantes nuraient le choix entre rester sur le territoire et être réinstallés ailleurs. Une enquête menée quelque temps plus tard montra qu'une importanta majorité des résidents préférait rester sur place.



# politique

#### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SE RENDRA ET BARCELONNETTE

M. François Mitterrand rendra visite à l'armée de terre, ven-dredi 15 octobre, au camp de Canjuers (Var). Il y sera accueilli par M. Charles Hernu, ministre de la défense, et par le général d'armée Jeannou Lacase, chef d'état-major des armées.

d'état-major des armées.

A cette occasion, je général d'armée Jean Delaunay, che f d'état-major de l'armée de terre présentera: une manœuvie de moyens blindés et aéromobiles appuyés par des a vione de combat; un exercice des forces d'assistance rapide; une exposition statique de matériels de combat et de soulien; un tir de missile d'exercice Flutan simulant un projectile nucléaire.

Cetta tournée du président de

Cette journée du président de la République devrait illustrer la complémentarité des différentes composantes de l'armée de terre, ainsi que la complexité des maté-riels mis en œuvre.

Après un déjeuner pris avec les cadres et militaires du rang, le. chef de l'Eist se rendra, en fin d'après midi, à Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence) pour inaugurer une avenue Emile-Aubert, ancien sénateur S.F.I.O. aujourd'hui disparu.

LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

# LE 15 OCTOBRE A CANHERS • M. Delors : le blocage des prix est un de ceux qui auront le mieux réussi

# • M. Le Garrec : la procédure des contrats de solidarité a fait la preuve d'une très grande efficacité

Vendredi 8 octobre, l'Assemblée nationale, an cours de la du blocage sont « le degré d'exposéance consacrée aux questions orales sans débat, a notamment abordé les sujets suivants :

#### Sortie du blocage des prix et des salaires

Répondant à M. Cousté (app. R.P.R., Rhône) sur la sortie da plupari des grandes économies, blocage des prix et des salaires, et je comprends tout à fait ce sent des finances, rappelle que l'économie française était la seule parmi les grandes économies à ne pas encore avoir amorti le second choe pétrolier survenu durant le deuxième semestre de 1979 ». « Dans les autres grands de voir son niveau de vie et son pays industrialisés, explique-t-il, l'évolution de la balance des palements montre que cette crise à ét à digérée » mais que la hausse du dollar et des taux d'in-térêt prolonge la récession. Le contexte économique des mois à la crise due à un mécanisme financier:

« Le remier dit-il conviete en la l'inquiétude de la plupari des grandes économies, de la plupari des grandes économies, et ce comprends tout à fait ce sentiment. Nous sommes, en ejfet, entrés en juillet dernier dans le sixième semestre de la récession et cela n'est pas du seulement à la hausse du dollar et des taux d'intérêt. La France, qui ne peut vivre seule sous peine de voir son niveau de vie et som influence dans le mois qui viennent, on peut envi-sager trois scénarios en écartant celui d'une aggravation subite de la crise due à un mécanisme financier:

« Le remier des l'inquiétude de la plupari des grandes économies, et jeunent. Nous sommes, en ejfet, entrés en juillet dernier dans le sixième semestre de la récession et cela n'est pas du seulement à la hausse du dollar et des taux d'interest. La France, qui ne peut vivre seule sous peine de voir son niveau de vie et son influence dans le monde contestée, doit en trair compte. M. Delors indique que pour l'évolution de l'économie mondiale. dans les culteres de voir son niveau de vie et son influence dans le mois qui viennent, non peut envi-

sition à la concurrence étrangère, l'évolution passée des prix et le respect ou le non-respect des éventuels accords de régulation

« Dans l'industrie. poursuit-il, les accords de régulation sous-crits fixeront une norme moyenne — il n'est pas question de fixer cent quarante mille priz — et tiendront pour une durée l'imitée au terme de la durée limitée au terme de la-quelle la liberté entière des prix quelle la liberté entière des prix sera restaurée. Dans le secieur des services, où la liberation des prix a eu, da jait du jeu insuffisant de la concurrence, des effets nocifs. deux types d'accord pourront être conclus : simple ou de valeur reglementée, suivant que la projession est ou non capable de s'oatodiscipliner (...). L'année 1982 devrait être ... sauf mauvaise surprise ... la première depuis sept ons où le revenu agricole sera maintenu du jait de la maitrise des coûts de production. et de l'augmentation ... de l'ordre de 15 ... du prix à la production. C'est ce qui justifie la dérogation que nous avons consentie à ce que nous avons consentie à ce secteur de jaçon à respecter les engagements pris à Bruxelles».

la crise due à un mécanisme l'inancier:

a la premier, dit-il, consiste en une reprise technique aux Etats-Unis non suivie d'effet. Le deuxième est celui d'une croissunce lente se traduisant par des taux d'expansion très faibles. Le troisème verrait la récession s'approfondir, la reprise de la demands mondiale étant différée d'un on encore. La rance, qui, depuis an an, o connu une activité soutenne et a vu son taux de chômage croitre beaucoup moins vite qu'affleurs, devro donc se battre sur deux autres fronts: celui de l'inflation et celui du commerce extérieur, et d'autont plus résolument que le scénario qui se trouvera effectivement réalisé sera plus noir. >

Evoquant ensuite le blocage des prix, M. Delors inclique; a Le blocoge des prix ouquel nous ovons procèdé est l'un des plus étendus depuis la guerre et, grâce à lo discipline de tous les ogents économiques, l'un de ceux qui aaront le mieux réussis : 0.3 °, de hausse sur chacun des deux derniers mois. > Il sjoute que les secteur as jaçon o respecter tes engagements pris à Bruzelles sengagements pris à Bruzelles sengagements pris à Bruzelles sen matière de revenu, souligne le ministre de l'économie, a l'ejfort qui a été demandé à tous et pas seulement aux salaries, sera poursuivi. S'agissant de la Sécurité sociale, les jamilles et les personnes âgées contribueront dès cette année à l'ejfort général. La même contribution sero demandée en 1983 aux agriculteurs, aux entrepreneurs individuels et oux membres des projessions libérales. » Por la nt des salariés, M. Delors observe enfin: « Dès le 1s novembre, c'est la liberté contractuelle qui dominero. Toutojois, le gouvernement a le devoir impératif de fixer un cadre aux negociations. Il l'a jait en retirant trois éléments: la housse des salaires ne devra pas excèder 8 % en moyenne, tous avantages compris, en 1983; gel des salaires supérieurs à 250 000 francs; poursuite de l'effort de revalorisation du SMIC. »

EN VISITE A CAYENNE

#### M. Emmanuelli présente un nouveau plan de développement de la Guyane

De notre correspondant

Cayenne. — La Guyane avait tation de certaines subventions : déjà eu un plan de développement, plus connu sous le nom de coment, plus connu sous le nom de classement de l'axe Cayennement. Divier Stirn, alors secrétaire d'Etat aux DOM-TOM dans le gouvernement dirigé par M. Jacques Chirac. Ce grand projet n'a donné lieu qu'à de petites réali-cations. Deut-m profess multiple de l'axe Cayenne-saions de l'axe cayenn

d'Etat aux DOM-TOM dans le gouvernement dirigé par M. Jacques Chirac. Ce grand projet n'a donné lieu qu'à de petites réalisations. Peut-on espèrer qu'il en aille différemment avec le nouveau plan présenté leudi aprèsmidi 7 octobre, à Cayenne, par M. Henri Emmanuelli?

Ce nouveau projet de dévelopmement — l'appellera-t-on le plan rose? — a été élaboré à partir des conclusions d'une mission interministérielle menée en janvier dernier dans le département par M. Mathies, directeur des affaires économiques, sociales et culturelles du secrétariat d'Etat culturelles du secrétariat d'Etat aux DOM-TOM.

#### « Au prix d'une appréhension globale »

Par rapport su plan de 1975 qui était sectoriel di visait surtout à l'exploitation de l'agriculture et des forêts), le plan de M. Emma-nuelli, adopté le 22 juillet par un comité interministériel, souligne comité interministériel, souligne que a le développement de la Guyane ne pent se concevoir secieur par secteur » et que a c'est au prix d'une apprénen-sion globale des problèmes de développement que pourra s'épanouir ce département aux nom-breuses potentialités, que pourront être créés de nombreux emplois productijs et que pourra, enjin, diminuer le déficit de la balance commerciale 2

Ce nouveau projet comporte trois parties:
1) Le gonvernement veut conforter ce qui existe deil. L'effort de ter ce qui existe della L'elitari de l'Etat portera sur l'amont des productions; densifications des zones agricoles existantes, de manière à constituer de véri-tables polles agricoles le long du littoral; modification des aides de l'Etat en agriculture par railongement des prêts et augmen-

Cet effort ne negligera pas non plus Taval du secteur productif : réalisation accélèree des super-structures indispensables (pares structures indispensables (pares à bois aux ports, machine à glace pour la pêche artisanale); res-pensabilité croissante du secteur coopératif; préférence nationale davantage affirmée pour ce qui concerne les marchés publics en particulier.

2) Le gouvernement prend à son compte les mesures proposées par les élus et les professionnels locaux en matière de formation professionnelle : création d'une école des métiens de la forêt et du bois ; financement de la formation maritime à Cayenne ; continuation de la formation aux métiers du tourisme au-deià du métiers du tourisme, au-delà du C.A.P. (hôteller.e, restauration...); participation accrue du CNES aux formations en électronique; encadrement renforce dans tous les secteurs, soit par augmenta-tion des moyens disponibles, soit par intervention de nonveaux partenaires (Compagnons du tour de France).

3) Diverses mesures d'ordre général visent à une meilleure mique en Guyane. Elles coucer-nent notamment l'amélioration des réseaux routier, portuaire,

M. Emmanuelli a presenté les propositions du gouvernement aux élus locaux et aux dirigeants professionnels, an cours d'une réunion qui a duré plus de trois heures. « La Guyane a trop souvent souffert de perspectives gigantesques qui, passé le carac-tère merveilleux de l'annonce, n'ont laissé que de l'amertume »,

EDMOND FREDERIC.

## housse sur chacun des deux der-niers mois, » Il ajoute que les principaux critères qui eatreroat en ligne de compte pour la sortie Contrats de solidarité.

Répondant à M. Hage (P.C. Nord) sur le bilan des contrats de solidarité, M. Le Garrec ministre chargé de l'emploi, déclare : « La procédure des contrats de solidarité, largement décriés à l'origine par l'opposition, o fait la preuve d'une très grande efficacité. Le premier ministre avait annoncé que ces contrats permetraient de d is po ser de cent mille emplois en 1982 et cent d'tr mille en 1983. Or nous cent mue emplois en 1982 et cent dix mille en 1983. Or nous en sommes ò cent soixunte-quinze mille emplois potentiels environ. C'est dire que, à la fin de l'année, ce qui ovait été annoncé sera réalisé. Le dispositif oura donc été efficace.

a En outre, poursuit-il, il aura permis d'engager à l'intérieur de l'entreprise entre les dirigeants et les organisations syndicales une concertation qui n'avait jo-mais eu lieu, car elle o porté non pas sculement sur les problèmes traditionnels mais oussi sur l'or-ganisation du trapail et sur celle ganisation du travau et sur cette de l'entreprise. Un tel résultat n'apparaît pas dans les statis-tiques; mais il est prometteur pour l'avenir. » M. Le Garrec observe ensuite : «S'il est exact gu'à l'origine ce sont surtout les col-lectivités locales qui ont passé des contrats de solidarité, le re-

lais o été pris par les entreprises.
Actuellement, 80 % des emplois poientiels ont été dégogés par celles-ci. Mais il est trai que dans 95 % des cas il s'agit d'emplois libérés par des départs en préretraite et non pas par des réductions du temps de travail. Il est certain qu'il y a lu une difficulté, car il faut foire preuve d'une extrême prudence en ce qui concerne les préretraites. d'une extrème prudence en ce qui concerne les préretraites : les négociations qui ont lieu en ce moment sur l'UNEDIC le montreraient bien s'il en étoit besoin. Un projet pour rendre le dispositif plus incitatif, plus souple, mieux adapté aux P.M.E. sero soumis dans une quinzaine de jours au conseil des ministres. » M. Le Garrec souligne en îl n qu'en cas de départ en préretraite a l'emploi doit être conservé ». Il ajoute : «Des instructions ont été données aux au torités compétentes pour que cette règle soit strictement respectée. Un avantage important o été consenti avantage important o été consenti aux entreprises : il est natural que le partenaire économique assume ses responsabilités. A cet égard le nouveau d'is positif comportera des compléments. En particulier des clauses rigoureuses concerneront l'embouche des chômeurs de longue durée.

du pouvoir d'achat supplémentaire sera eccordé el l'inflation balase ei elle se situe au-dessous de 6 %. De même, pour oua les emprunteurs

M. Stoléru se prononca pour le retour au vote à la proportionnelle pour favoriser l' • alternance douce choses de l'eutre côté de le barde • programme •. Mais l'aisance courage de certaines posiliona ren-

(1) Le livre reprodoit co angere un tableau éloqueot da cumul de ces inégalités extrait de « l'Ex-

AU SÉNAT

#### Mme Dufoix annonce des mesures en faveur de l'enfance et des familles

séance du vendredi 8 octobre à l'examen de plusiaurs - questions orales » sur la politique familiale et sociale.

A M. Caillavet (non inscrit, Lot-et-Garonne), qui l'interro-geait au sujet du sort réserve à sa proposition de loi sur le remooursement de l'interruption volontaire de grossesse. M. Béré-govoy, ministre des affaires socia-les et de la solidarité nationale, a les et de la solidarité nationale, a actamment répondu que l'engagement de rembourser l'I.V.G. pris par le chef de l'Etat sern tenu. Le ministre a précisé : « Nous devrons déterminer la méthode qui donneru à cet acte le caractère particulier qu'il a du fait de l'origine de la décision : un acte médical normal du fait de l'origine de la décision : un acte médical normal
est décidé par le médecin, celui-ci
est décidé par la femme seule.
Les textes nécessaires seront examinés par le conseil des ministres
le plus tôt possible. >
Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat chargé de la famille,
a indiqué à M. André Bobi
(Union centriste, Moselle) que
la revalorisation des prestations
familiales se fers désormais deux

la revalorisation des prestations familiales se fera désormais deux fois par an an lieu d'une : le 1° janvier et le 1° juillet. Mme Dufoix a, d'autre part, annoncé qu'un projet de loi déposé lors de la prochaine session de printemps créera une allocation «au dernier enfant », réformera l'allocatioa - orphelin, et généralisera ea le simplifiant le système des prestations dans les DOM.

les DOM.

Mme Beaudeau (P.C., Vald'Oise) se préoccupait de l'accueil des jeunes enfants, notamment en crèche. « Cet accueil, a souligné Mme Dusoix, doit être aussi divers que le souhaitent les jomilles. » « Il y o actuellement en France, a - t - elle précisé. 2 400 000 enjants de moins de trois ans, dont 260 000 en école maternelle et 600 000 confiés o des assistontes maternelles; il y a en outre 100 000 places de crèche, Il s'en jaut de beaucoup, on che. Il s'en faut de beaucoup, on le voit, que les besoins soient coiverts! (...) En 1982, ont pu être ouvertes 10 000 places nou-

## Mme Pompidou à Europe 1

#### LA PROMESSE D'AUTRES SOUVENIRS

Mme Claude Pompidou ne Mme Claude Pompadou ne s'écoute pas parler. D'ailleurs elle n'aime pas les mots, elle le dit. Elle n'aime pas davanuage les étots d'âme. Et les réponses qu'elle a faites à Jean-Pierre Elkabbach, vendredi 8 octobre, à l'émission u Découvertes » sur Europe I. pendient notavelles imples venaient, naturelles, simples.
Elle o parlé du Centre Pom-pidou, de la Fondation qui porte son nom et de son mari - elle ne dit pas « Georges » ou « le président », mais « mon mari» — avec modestie, ovec simplicité et ovec beaucoup de franchise. « Il n'aurait pas fait un antre septennat, je ne voulais pas » a-t-elle assure. Elle a avoue qu'elle ne lit

jamais les journaux et qu'elle n'a pas la télévision, qu'elle ne connaît pas les noms de tous les ministres qui ont tra-vaille avec Georges Pompidou et enfin qu'elle s'est ennuyée à la présidence de la Répu-blique, « oul, beaucoap » ennuyée. De son mari, elle a voulu

rappeler qu'il « tensit tête » à de Gaulle, et surtout qu'en mai 1968 il avait « tenu le mai 1968 il avait «teou le pays à bout de bras ». Quont aux Mémoires posthumes de Georges Pompidou (1), dont la publication a provoqué ane polémique, il y ourait une suite (à partir d'autres notes), a-t-elle promis, car telle était la polonté de l'ancien pré-

(1) Pour rétablir une rérité. Éditions Flammarion.

Le Sénat a consacré sa telles de crèche; cela a coûté 110 millions. Ce n'est qu'un début, mais un début significatif : trois ou quatre fois plus que les années précèdentes. Les controts-crèches pourront être signés à partir de la fin de la présente onnée : vous pouvez dire aux élus locaux de s'y intéresser des mainte-

Mme Dufoix a terminé en demandant que l'on « réveille les solidarités de voisinage » et ea indiquant qu'elle a instituté une remunération de 26 francs parjour et par enfant pour aider au développement des « créches parentales ». — A.G.

Les relations entre le P.S. et le P.C.F.

#### «L'HUMANITÉ» : NOTRE OBJECTIF EST DE DONNER AU GOUVERNEMENT UNE PLUS LARGE ASSISE POPULAIRE.

Consacrant son éditorial aux relations en re le P.S. et le P.C.F., René Andrieu écrit notamment, dans l'Humanité du samedi 9 octobre : « Notre soutien global ou gouvernement — et nous ne l'avons pas marchandé — n'est pas vontradictoire avec notre opposition à certaines décisions qui vont à l'encontre des engagements pris. »

Le directeur adjoint du quoti-dien du P.CF rappelle les me-sures prises depuis juin 1981 et approuvées par les communistes, puis il écrit : «Ce qui est vrai aussi, c'est que, dans la dernière prises un certain prophys de periode, un certain nombre de decisions gouvernementales apparaissent comme outant de concessions faites à la pression de la droite et du patranot, »

René Andrieu conclut : « Notre objectif n'est pas d'affaiblir le gouvernement, mais de lui donner ou contraire une plus large assise populaire en lui permettont de tenir les engagements qu'il o pris. Si une partie de bras de jer est engagée, c'est contre la droile, s

#### MIIe LAGUILLER: LES TRAVAIL-LEURS DOIVENT SORTIR DE LEUR SILENCE.

Mile Arlette Laguiller, membre de la direction nationale de Lutte ouvrière (trotskiste), a déclaré, au cours d'un meeting organisé vendredi 8 octobre à Paris, que « Les graads portis de la gauche (...) se déconsidèrent et démoralisent les travoilleurs, en donnant la caution de la gauche donnant la caution de la pauche oux mesures onti-ouvrières s.
Mile Laguiller, estime que « les grands partis de la classe ouvrière, le P.S. et le P.C.F., ont trahi depuis longtemps les intérêts de la classe ouprière, comme ils ont trahi depuis longtemps les idéaux, qui ne figurent plus, maintenant, que dans leur nom. Aujourd'hui, a-t-elle déclare, ils font, jour mant des leur la figure des après jour, la démonstration qu'ils sont au pouvoir simplement, platement, pour servir les possedants et qu'ils ne peurent et ne veulent rien changer à la société, à ses injustices, à ses inégalités fondamentales n.

Mlle Laguiller a ensuite insisté sur la necessité, pour les travail-leurs, s de se jaire entendre pour la déjense de leurs intérêts », au moment où eles patrons, petits et grands, paysans, medecins et notaires manifestent dans lo rue». Les salaries doiveat « sortir de leur silence», a-t-elle dit, « Pour ne plus avoir l'air d'ac-quiescer et d'être les soutiens d'une politique, dont ils sont, justement, les premières et les prin-cipales victimes ».

# Le front et l'arrière

(Suite de la première page.)

. On pourrait croire que la France exposée, nous dit M. Lionel Stoleru, par essence ouvrière a voté pour François Mitterrand et la France abrités, par essence plus rurale, contra lui. [Or]... c'est exactement le contraire que l'on doit observer. Deux exceptions tranches : ta région du Nord, flef historique du

quée par les houttères : la Bretagne. dens l'opposition, bien qu' - abricatholicisma traditionnel. Une partia des Français auraient donc voté pour M. Mitterrand parce qu'il représentait la tranquillité (embauche de doux cent mills fonctionnaires, nationalisations, cinq cent mile personnes esperant zinsi zvoir une plus grande sécurité de l'emploi) et l'autre partie, plus ouvrière, aurait choisi M. Giscard d'Estaing plus capeble, selon les électaurs, de mener les combattants du front à la violoire économique.

Thèse eudacieuse à plus d'un titre. Si l'on regarde les résultats sidentielle, on constate qu'à y a, en effet, une essez grande hamogé- darités nouvelles : néité dans la France abritée où

M. Mitterrand a l'evantage, mais qu'elle est beeucoup moins nette dans la France exposée où M. Giscerd d'Estaing n'a, en gros, l'avan-tage que dans le moitié des cas

En outre, el l'on se réfère à la sensibilité de l'écoque. Il est difficile d'écrire que « François Milterrand e été élu par les partisans de la pause et non par ceux du changement », même ei, comme le dit ssez justement M. Stoléru, Freud a cette tendance. été plus présent que Marx dans le comportement des électeurs de

oes acceparer l'attention au point de faire pâir une série d'analyses et de suggestions qui font la richesse de ce livre. On ne répétera jemais assez, après M. Stoleru, que - ce sont les emplois les plus risqués qui sont souvent les plus mai payés (1) -.\_

Pour lutter contre la fracture mortelle du pays, M. Stoleru plaide pour - una Franca plus unia tout en étant velle politique économique qu'il

des salaires plus élevés parce qu'il n'y e pas de garantie d'emploi. Le SMIC de l'induetrie doit se situer à un niveeu plus haut que le SMIC des services. En clair, l'ouvrier du textile doit gagner plus que le gar-

dien de muaée. 2) Le partage du travail. Il existe une demando pour travadier moins et gegner moins (35 % des saleriés selon la COFREMCA). Favorisons

3) Le brassage social. • Oui osera · dire aux jeunes diplômés que leur diplôme est une dette anvers la ciété ? - t) faudreit encourager les échanges entre le secteur oublic (abrilé) et le secteur privé (exposé). Autres suggestione : il convient de développer l'économie informelle, même en • blanchissant • le travail noir, la vente des - produits standards = isans marques, vendus en vrac et é bas prix). Surtout pour gagner la bataille contre le hausse du coût de la via, il taut teire en moins uniforme a et pour une nou- sorte que chacun ait interêt à ce qua l'Infletion diminue. Pour ce faire, du descriente tour de l'élection pré- appelle « la relance sociale », et la politique des revenus doit prévoir qui donnera la priorité à trois eoli- qu'il n'y aure pas de hausse du pouvoir d'achat si l'infletion ne recule 1) La solidarité front-arrière. Il pas, mais que, en revanche, un point

ne profitent pas da l'infletion, les taux d'Intérêt à long terme resteront toujoure légérement supérieurs

el propose aux jeunas, qui ne savent plus pour quol s'enthouaissmer, trole thémes mobilisateurs : la culture l'aide aux pays pauvres, le science. On reprochera peut-être à l'auteur d'avoir voulu trop embrasser. Défaut commun à tous ceux qui, ayant taté du pouvoir puis regardent les rière, onl loujours en tête un cenevas du style, le sens de formules, le dent l'ouvrage attachant. Impossible en tout cas de la lire... en quatrième PIERRE DROUIN.

	COTISATIONS DÉDUCTIBLES DE VOS REVENUS
1	il vous suffit d'avoir passé 90 jours en A.EN. entre 1952 et 1962 pour béni
	e du Titro de Recompissonos de la Nation

entre 1952 et 1962 pour bénéficier :

**VOUS ÉTES ANCIEN MILITAIRE D'AFN** 

(ALGÉRIE - TUNISIE - MAROC)

**VOUS AVEZ DROIT À UNE RETRAITE** 

EXONÉRÉE D'IMPÔT

e d'une retraite mutualiste exactivée d'impôt avec participation de l'État de 25 % josqu'au 31/12/82, (cofsations déductibles de vas revenus).

N'ATTENDEZ PAS QU'IL SOIT TROP TARD! Ecrives dès aujourdiné à . Siè Natronale de Retroite Muhainite 46, sus copernic 75782 PARIS codor 16 - sél. 500.18.19

En insarivant vas nom et acresso à dessass					
NOM					
DATE DE NAISSANCE					
ADRESSE					
	Code Postal	*******************************			



# Les « vendanges » de Marseille

(Suite de la première page.)

Quant an procureur de la République à Marseille, M. Pierre Truehe, il affirme simplement sa détermination à alier jusqu'an bout. De ce magistrat venu de Lyon, il a été dit par nne facilité d'écriture qu'il serait un M. Brun derrière le vieux port, une sorte du huron affahle au nalais de justice.

Mais, quand M. Trucbe lui-même donne une autre définition de son rôle, celle - d'un magistrat citoyen en charge de l'intérêt général, comptable de la délinauance, défenseur de la société et des contribuables nu-delà de toutes considérations politiques », il ne dit pas sculement de solides mais nécessaires évidences. Il annonce la rigueur. Il affirme d'une autre manière ce que M. Gaston Defferre avait lancé lors des premières inculpations de fonctionnaires municipaux. Au - je sera sauvage - du maire de Marseille fit écho « les vendanges seront bonnes » du magistrat marseillais.

Le raccourci vient alors tout naturellement su cette affaire de fausses factures, les vendanges - sauvages de Marseille. Une grosse affaire. Un simple et très provisoire hilan suffit à le prouver : un mort, Rene Lucet, un ministre remercie, Mrs. Nicole Questiaux, deux magistrats du parquet déplaces, soixante-cinq per-sonnes inculpées à des degrés divers d'escroquerie ou complicité, faux, usage de faux, corruption.ete., des dizaines de millions de francs détournes au préjudice de la collecti-vité marseillaise et nationale. Ce n'est pas négligeable, tout de même, une affaire qui débouche sur l'inculpation, pour l'instant, de vingt-sept fonctionnaires et agents municipaux d'une ville qui en compte plus de dix mille, mais dont le maire est aussi ministre de l'intérieur. Et ce n'est pas rien de voir les policiers de la brigade financière enquêtet, en quelque sorte, chez leur patron. M. Defferre l'a voulu ainsi. Il a même favorisé le travail des policiers. Ainsi que l'affirme M. Truche: - Quand j'ai avise la mairie qu'una affaire alloit tomber sur eux tous les dossiers m'ont été ouverts. Il faut que cela soit bien clair, il n'y a eu aucune entrave à la marche de la justice ».

#### Je ne peux pas accepter la malhonnêteté »

Comment y en aurait-il eu, alors que M. Defferre déclarait le 3 iuillet : . Je peux accepter beaucoup de choses, mais pas la malhonnéteté. » A la gangrène, scion hui, un scui remède, l'amputation.

Comment y aurait-il eu des obstacles alors, justement, que cette gangrène allait surgir sur la place publi-

C'est peut-être l'aspect le plus surprenant de toute cette affaire. Comment un conflit dur, doctrinaire, manicheen si l'on veut même, entre un haut fonctionnaire - Rene Lucet - et son ministre de tutelle -M™ Ouestiaux ~ a échappé progressivement à tout contrôle au point, aujourd'hui, de faire apparaître comme tout à faire dérisoire l'obiet matériel du litige, ce fameux rapport de l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales) qui motiva le retrait d'agrément au directeur de la Caisse primaire des Bouchesdu-Rhône. Au point, aussi, de souligner l'indécence qu'il y ent, au-delà de la légitime émotion sur la mort d'un homme, à exploiter l'affaire sur le thème de l'injustice meurtriète, de la calomnie assassine.

En fait, tout s'est passé comme si les deux principaux acteurs d'un conflit qui les dépassa très vite, devaient en être les deux premières victimes. A oset, on dirait anjourd'hui que, politiquement, M= Nicole Questiaux ne savait pas ce qu'elle faisait vraiment en décl chant l'affaire Lucet. Cela ne lui fut pas pardonné. On dira aussi que Rene Lucet ne savait probahlement pas davantage ce qu'il risquait à venir ainsi prendre place dans le jeo marseillais à un moment cié, celui du renversement des alliances locales et du changement de pouvoir national. Et il en est mort. Comment? La justice, après s'être précipitée pour conclure au suicide sur une enquête bâclée, a décidé, cette fois, de prendre toutes les précautions. De ce fait, les conclusions de l'information ouverte ne seront probablement pas connues avant la fin de l'année. Ou'elles qu'elles soient. et rien n'indique qu'elles puissent contredire l'enquête précédente, ces conclusions n'auront plus le même retentissement. C'est que la victime n'est plus la même.

Du René Lucet, grand commis, organisateut remarquable, au René Lucet bénéficiant des largesses immobilières de M. Dominique Venturi, qui lui vendra 1,5 million une villa hypothèquée près de 2,4 millions de francs; du René Lucet, martyr dans sa lutte militante contre

« le fascisme rouge », au René Lucet recevant chaque mois, sur l'un de ses deux comptes bancaires, des sommes importantes (de 10 000 F à 20 000 F) ne correspondant à aucun revenn déclaré, il y a toute la marge qui sépare une affaire politique et polémique d'une enquête minutieuse de la brigade financière. Ou toute la différence qui peut exister entre

#### Eloge des principes

Le 4 mars 1982, M. André Bergeron, secrétaire général de Force ou-vrière, disait : « Il est mort victime d'une campagne de dénigrement et de calomnies, alors que son combat n'avait d'autre objectif que de garder la Sécurité sociale au service des seuls salariés » (le Monde du 5 mars). Le 24 septembre dernier, il affirmait: « Quand nous avons de-fendu Rene Lucet, nous avons défendu des principes (...) » (le Monde du 25 septembre). Notable différence que ce passage de l'éloge d'une victime à la seule défense des principes, C'est qu'entr temps le miroir s'est brisé et que, par sa mort, dans un héritage encombrant, René Lucet va proyoquer la rupture dans tout un édifice.

Il s'agit, bien sûr, de ces fameux marchés de gré a gré, point d'an-crage de toute l'enquête policière. On ne reviendra pas en détail ici sur des faits largement exposés. De véri-fication, de société en société, de comptabilité en comptabilité, les enquêteurs et le magistrat-instructeur vont, pour reprendre l'expression du procureur, grapiller puis frapper. Au centre d'un trafic presque industriel de fausses factures, un peu comme on fait de la fausse monnaie, un inspecteur des impôts de Nice Julien Zemout. En tête des utilisateurs de fausses factures, un caïd, Dominique Venturi, patron de la Compagnie générale d'entreprises du Midi (C.G.E.M.). En bout de chaîne, les « victimes » consentantes et rémunérées de ces fausses factures. En aval. enfin. les chefs de petites entreprises qui curent recours au service des multiples officines Zemout Quatre dossiers ont ainsi été ouverts par Mile Coux. Le tout ponetue d'une série de navettes entre la Caisse primaire centrale d'assurance-maladie, le centre hospitalier régional de Nice et, bien sûr, plus visitée, la mairie de Mar-

Pour autant que l'on puisse savoir. secret est bien gardé, ce n'est-là qu'une étape. Le spectre pourrait bien s'élargir, notamment par l'exploitation do « filon » Zemour vers d'autres villes de France, d'autres centres hospitaliers, notamment à Paris à Bordeaux et sur la Côte d'Azur.

Au demeurant, et dant l'état ac-

tuel de l'enquête, cette affaire de fausses factures étonne et inquiète. L'étonnement viendra d'abord d'un constat : des son arrivée à la tête de la Caisse des Bouches-du-Rhône. René Lucet avait multiplié les marchés de gré à gré. Multiplier est le mot exact, puisque, de l'exception, cette pratique est devenue la règle. Plus de la moitié des travaux effectués, ou prétendûment effectués, par des entreprises pour la C.P.C.A.M. des Bouches-du-Rhône, notamment l'aménagement de nombreux centres de prestations sociales, ont été ainsi adjugés. En deux ans, près de 30 millions de francs ont été engages de cette maniere. Si l'on sait que la procédure du marché de gre à grè impose, pour chaque opération, un plafond de 100 000 F, cela signifie que, pendant cette période, sous la direction de René Lucet, la taines de contrats directs avec des entreprises, pour des travaux souvent surévalués, parfois fictifs. A un tel niveau de fréquence, il est sur-prenant que, lors de l'enquête administrative ordonnée par Mª Ques-tiaux, les membres de l'I.G.A.S. n'aient pas découvert, ou évoqué ces pratiques. Surtout quand, dans le même temps, leur rapport faisait état, comme prenves à charge contre René Lucet, de dépassements de frais injustifiés pour les chauffeurs dans l'imputation d'indemnités de congés payés non pris, le tout représentant quelques milliers de francs. Cela significrait, alors, que le détail dans cette affaire a masque l'essentiel. Ou que le contrôle a posteriori des dépenses engagées par les directeurs de caisses régionales, sous leur responsabilité n'existe pas.

#### La succession

L'étonnement et l'inquiétude viendront d'un autre constat : non seulement la corruption, cette gangrène, serait un mal fort parragé à Marseille, mais il y serait aussi un mai presque ostensible. Car, à côté des mendiants de l'aubaine, par exemple ces employés de mairie compromis pour des sommes ridi-

eules, petites primes du silence, d'autres ont étale au grand jout un train de vie peu compatible avec leur salaire et leurs revenus connus. Cela fait des années. Comme s'il ne pouvait rien leur arriver, dans l'en-ehevêtrement des complicités et le maquis de protections. Cela conduit tout naturellement à s'interroger sur le rôle des élus socialistes. Certains savaient-ils ? Sont-ils impliques ? La question reste sans reponse.

Le nom d'un adjoint, député P.S., a été avancé par la rumeur, sous l'argument que celui-ci aurait favorisé une entreprise familiale dans l'attribution d'un marché. Interroge sur ce point précis, le procuteur de la République a repondu, il y a quelques jours, par un dément formel. La rumeur persiste.

En fait, tout se passe maintenant comme si, au sein du parti socialiste à Marseille, cette affaire Lucet, devenue l'affaire des fausses factures, apparaissait l'occasion d'en découdte enfin, de régler de vieux comptes. Ce serait la guerre entre la vielle garde - Mme Irma Rappuzzi, MM, Antoine Andrieux, Jean Mas, Charles-Emile Loo (1) - et les deux chefs de file de la nouvelle génération - un député, M. Philippe Sanmarco, et M. Michel Pezet, prosident du conseil régional, conseiller municipal et premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouchesdu-Rhône. Et ce serait, aussi, la

guerre eatre ces deax derniers hommes, aspirants à la succession.

Une guerre d'autant plus paradoxale que, justement, ce problème de la succession ne se pose pas in-médiatement, poisque M. Gaston Defferre sera candidat à la mairie de Marseille. Une guerre en tout cas très révélètriee du mouvement de fond qui s'opère au sein du parti socialiste pour un renversemet des alliances. Aprés trente ans de coalition entre le P.S., ue partie de la droite marseillaise et, à la croisée des chemins, un syndicat F.O. fort hétéroelite, pour faire barrage au parti communiste, la fédétation des Bouches-du-Rhône,, bien contrôlee par M. Pezet, s'engage maintenan à fond pour une alliance avec le P.C. Tout cela est plus facile à imaginer qu'à réaliset, face aux pesanteurs marseillaises, aux habitudes, an elientelisme, aux amities, à la puissance de la vieille garde et aux réticences d'un syndicat F.O. même diminué. Face aussi à la concurrence de M. Philippe Sanmarc. Face enfin á un maire qui ne dit mot et attend.

PIERRE GEORGES.

(1) M∞ Lappuzzi, sénateur, premier adjoint; M. Loo, membres de l'Assem-hice des Communautes européennes; M. Andrieux, sénateur P.S., adjoint au maire; M. Mas, député P.S., adjoint au

#### LE MEURTRE D'UN JEUNE ALGÉRIEN A BRON (RHONE)

#### Autodéfense et insécurité sur fond de campagne électorale

De notre correspondant régional

Lyon. - Ahmed Boutelja, un Algérien de vingt-cinq ans, est mort mardi 26 septembre à la cité Saint-Jean-de-Bron (Rhône), tué à coups de carabine 22 long rifle par un plâtrier-peintra de trente-cinq ans, M. Jean-Claude Lopez. Atteint par deux projectiles, le jeune homme est décédé avant son admission à l'hôpital. Son ami, M. Abdelkrim Messalti, vingt-trois ans, blessé seulement à l'omoplate, e eu plus de

A l'origine de ce dreme, une querelle entre jeunes, una bagarre escent, Jean-Yves, seize ans, va se plaindre à sa mère. Le compagnon de celle-ci, M. Lopez, intervient et menace une premiéra fois les jeunes gens avec un coupe-coupe, puis avec une carabine. « J'ai tiré en l'air », affirmara-t-il, bien que les policiers aient relevé des impacts de projectiles à hauteur d'homme... « Il a continue à tirer sur Ahmed blessé et à terre », affirment des témoins, tandis qu'une polé mique sur l'insécurité se développe à Bron sur fond de campagne élec-

Deux semaines après les faits, une centaine de jeunes du quartier se sont réunis dans un local pour souhaiter que e tout ca a'arrêta ». Ferjeunes gens, pour la plupart des fils d'immigréa, voulaient dire das chases simples ». Ils réclament une « justice normale » et une e instruction régulière ». Que l'on écoute e las témoignagas das gens concernés » par les faits, les parents et les amis de la victime. e li a tiré avec acharnement. Il ne peut pas plaider l'affolement. > Et de rappeler les menaces our auraient été proférées quelques mois auparavant par le meurtrier : c Un jour, je tuerai un

Marie-Louise, dix-neuf ans, avait fait des projets avec Ahmed. Elle ne comprend pas pourquoi on a pu ici ou là évoquer son passé (Ahmed venait de purger une courte paine de trois mois d'emprisonnement, ell apprenait à conduire, il s'était inscrit à l'A.N.P.E. On devait se marier des qu'il aurait trouvé du travail. » Marie-Louise est soula aujourd hui avec son enfant, leur enfant, qui a eu un mois il v a quelques jours.

Ce jour-là, la corps d'Ahmed a été accompagné à l'aéroport par ses pour l'Algérie.

Une marche silencieuse, c modèle de dignité et de responsabilité », aux yeux du préfet de police du Rhône.

« Une affaire comme ça nous dépasse un peu », reconnaît M. Serge Dermizin, commerçant, president de l'association Sécurité individuelle pour tous, de Bron. Cet homme sincère et mesuré dans ses propos assure que jamais son association n'a e antretanu au ancouraga le racisme », qu'elle s'est toujours opposée à la création de comités groupement des habitants de Bron, excédes par la délinquance quoti-dienne - déprédations, vols meis aussi agressions, - a pour but, selon M. Darmizin, de c réconforter les gens » et « de penser moins aux foubards qu'aux victimes ».

#### Un étu contre les voyous M. Vincent Guittard, tout nouveau

conseiller géneral (U.D.F.), s'est, pour sa part, forgé l'image d'un homme qui e s'occupe de la sécurita à Bron ». Il doit sa recente election avec 52 % des suffrages dans un fief socialiste à son profit d'homma dynamique, il espère bien, par l'effet de la e spirale de la victoire », emporter la siège du maira (P.S.), M. André Sousi. Aujourd'hui, M. Guittard e deplare tout incident de violence » : e J'ai toujours été contre les comités

d'autodéfense. J'ai souvent dit aux gens: e Je vous défends d'utiliser les armes. »

Mais M. Guittard ne répugne pas à faire des rondes, à passer en voiture la nuit, seul ou avec un ami, pour voir e si tout va bien ». Sa populanté n'est pas acceptée par tous. Il a été récemment pris à partie par quelques eunes au cours d'une partie de pétanque. Mais comme il e combat les vovous », il estime être là dans son e rôle d'élu ». De plus, s'il a des idées très précises sur les différentes communautés (c A force de donner raison à une minorité, on fait du recisme à rebrousse-poil. »), il paraît pousser très foin cette observation de ses concitoyens: c Vous savez lundi soir, à la réunion des jeunes, il n'v avait pas que des gens de Bron. Il y avait la des immigrés qu'on a rameutés de tous les secteurs. Je le sais parce que l'avais aussi mes gens

Pourtant, comme M. Darmizin, M. Guittard est conscient des dengers de contagion de la violence. Il a même pris l'initiative de stopper la diffusion d'un tract rédigé par des boulistes, appelant à soutenir M. Lopez, e un pere de famille en prison ». Ce tract démontre la permanence d'attitudes extrêmes. Or Bron n'a pas besoin de boute-feu. La réaction amédiate des jeunes après le drame (prise à partie violente du meurtrier et saccaga da son appartement) indiirement que les tentations d'autodéfense ne sont pas limitées aux seuls Francais.

M. André Sousi, le maire, garde son calme. Avec même le désir de minimiser à tout prix l'affaire Boutelia, qui e n'a aucune relation avec une agitation politicienne sur le thème de la sécurité ». Sur un plan plus général. Il peut s'apouver sur des statistiques qui montrent, surtout depuis cet été, un recui de la délinquance dans l'est lyonnais. Il est preoccupé par l'existence de deux pôles d'habitation dens sa commune (à Parilly et dans le quartier de Terraillonl à fort taux d'immigrés. Des immigrès e mai répartis » dans l'agglomération. Mais comme ses adversaires c*exagérent les faits* », il ne veut pas répondre à la polémique sur la c tarte à la crame » de l'insecurité et assure pouvoir présenter un bilan positif. e ici. à Bron, indique M. Sousi, avent le 10 mai 1981, il y avait neuf policiers. Ils sont aujourd'hui soixante-quatorze. >

Pendant la future campagne électorale, où la sécurité sera un des thèmes maieurs, aura-t-on oublié la

mont d'Ahmed ? Ses copains ne veulent pas, au cœur de la bataille politique, e continuer à servir de cible ». CLAUDE RÉGENT.

#### Faits et jugements

inculpation du mourtrier présumé d'une adolescente :

Jean-Marc Dallon, un chômeur âgé de trente-quatre ans, a été inenlpé, vendtedi 8 octobre, par M. Paul Burlaud, juge d'instruction an tribunal de Pau, du mentre d'une jeune fille âgée de quinze ans, Mireille Louis. La jeune fille, qui avait disparu le 1° octobre, avait été retrouvée morte à 15 kilomêtres an nord-œuest de Pau.

J.-M. Dallon l'avait rencontrée ilors qu'elle faisait de l'aoto-stop à la sortie de son collège d'Oloron-Sainte-Marie pour regagner le domi-cile de ses parents à Pau. Il avait tiré sur la jeune fille deux cartouches de fusil de chasse. Mais des témoins avaient relevé le numéro d'immatriculation de la voiture, numéro cor-respondant au véhicule de Jean-Mare Dallon, engagé à Blaye (Gironde) pour les vendanges. On a retrouvé dans sa voiture un fusil de chasse du calibre des cartouches tirées sur la jenne filie.

#### REPRÉSAILLES

Un homme de trente-deux ans qui avait molesté l'un des professeurs de son jeune frère, âgé de quatorze ans, a été condamné. la octobre, à six mois de prisbn, dont un ferme et à 2 000 F d'amende par le tribunal correctionnel de Colmer (Haut-Rhin).

Le 13 avril 1982, un professeur de mathématiques d'une classe préprofessionnelle du lycée de Sélestat (Bas-Phin) avait réorimandé un élève qui avait frappé l'un de ses camarades durant un cours. Peu apres, l'enseignant avait été rattrappé dans le rue et frappé à coups de poing par le frère de l'élève adroopesté. Il avait du être soigné pour une

fracture du nez. A l'audience, le représentant du ministère public s'était interroce sur l'opportunité de nommer, dans une classe réputée difficile, un mature auxiliaire sans expérience. Il avait également réclamé une sanction exemplaire, nour aider à la protection des enseignants.

#### Douaniers en colère dans le Nord-Pas-de-Calais

Lille. - Vendredi 8 octobre, à ille, une centaine de douaniers ont déposé leurs armes à la direction régionale des douanes. Répondant à un appel de l'intersvodicale C.F.D.T., C.G.T. et F.O., ils entende tentative d'homicide volontaire

dont fait l'objet l'un des leurs, M. Nuyttens, de la circonscription

d'Arras. En mars, alors qu'il était de garde sur le parking ao peage de l'aoto-route d'Arras, M. Nuyttens a tire sur la voiture d'un automobiliste qui refusait d'obtempérer à un ordre d'arrêt pour contrôle. Le conducteur fut légèrement blessé à la face. Selon les douaniers, M. Nuyttens a bien tiré vers les roues du véhicule et le chansseur n'a été touché que par ricochet. Sinon, selon eux, la blessure aurait été beancoup plus

grave. . . Les supérieurs de M. Nuyttens affirment que ce dermer a agi dans le cadre de ses prérogatives et soulignent qu'aucune sanction disciplinaire n'a d'ailleurs été prise à son encontre. L'inculpation n'a d'ailleurs été signifiée que très récem-ment. Selon les syndicats des donaniers, dans le Nord et le Pas-de-Calais. 80 % des cinq cents agents des douanes ont rendu leurs armes vendredi. - (Corresp.).

#### M. Bakhtiar débouté

La dix-septiéme chambre correctionnelle de Paris, presidée par M. Emile Cabié, a rendu, le 8 octobre, un jugement déboutant M. Chapour Bakhtiar, ancien premier ministre de l'Iran réfugié en France, de l'action en diffamation qu'il avait engagée après la diffusion par TF 1 le 1ª décembre, d'une interview de M. Djavad Alamir, journaliste iranien. Ce dernier annouçait la récente création en Europe, sous l'égide de M. Bakhtiar, de l'organisation de renseignements SAB par le général Hachemi, qui dirigeait sous le régne du Shah le huitième bureau

de la Savak (police secrète). De telles allegations, estime le tribunal, som effectivement diffamatoires. Mais il n'en a pas moin relaxé M. Djavad Alamir et M. Jacques Bouset, P.-D.G. de TF i an moment des faits, au bénéfice de la bonne foi. La tournaliste tranier a ca effet indiqué qu'il s'était appuyé sur des communiqués revetus de la si-gnature du général Hachemi, dont ce dernier a contesté l'authenticité sculement imit jours après l'emission en cause.

· Aprés un incendie criminel à Paris, nous avons reçu, au titre du droit de réposse de M. Albert Grambin, fils de Mª Grambin, decédée lors de cet incendie, le texte

survant: « Il n été indiqué à tort dans votre journal du 18 mai 1982 relatant l'inculpation de l'incendiaire de la Goutte-d'Or, 3, rue de Fleury, 75018 Paris, qu'un différend aurait opposé ce dernier à la victime concernant le partage du butin provenant de larcins. Cette affirmation est totalement inexacte.

#### SPORTS:

#### SPORTS ÉQUESTRES

#### Trente-deux cavaliers et quarante-cinq cavalières à la conquête des titres nationaux

La première épreuve comptant pour le Championnat de France de aut d'obstacles s'est disputée jeudi 7 octobre an grand parquet de Fon-tainebleau, ou, sous un ciel hideux, trente-deux cavaliers se sont lancés à la conquête du titre avec des chances inégales. Contre toute habitude, des chevaux obstinément oo refus renvoyèrent leurs cavaliers aux vestiaires, chargés de lourdes ar-doises. On vit même l'un de ces derniers, qui par parenthèse ne passe pas pour un sentimental à cheval, isser trente-sept points de pénalisation, chiffre rarement atteint dans une compétition de ce myeau.

C'est le Bordelais Pierre Durand, vingt-sept ans, qui a pris la tête du classement provisoire en compagnie du bai Jappeloup, sept ans, l'age où les chevaux vont au feu d'un cœur exemplaire, et n'y vont plus l'année suivante pour peu qu'on ait abusé de leurs vertus guerrières. Mais le cavalier de Jappeloup est un sage. Vi-vant des ruines d'autrus dans le civil comme syndic de faillites, il mène l'entraînement de ses montures avec une lucidité, une prudence à laquelle la fréquentation quotidienne de l'infortune n'est sans doute pas étrangère. A la deuxième place se pointe le Nnordiste Hnbert Thirouin, propriétaire d'une écurie somptueuse. A la troisième, l'Orléa-nais Patrick Caron sur l'affreux Eole IV, s'envolant sur tous les obstacles - comme un cerf aux abois franchissant des fourrés ...

Vendredi 8 octobre a vu les cavalières disputer le premier tour de leur championnat national. Quelle impression recueillit apres avoir suivi les prestations de quarantecinq concurrentes invitées à franchir quatorze obstacles dont une banquette et une rivière? Si nos sportives sont douées d'un tact équestre

remarquable, de beancoup d'énergie et de courage, un handicap majour les cantonne dans une relative médiocrité. Elles sont généralement in-capables d'intensifier l'action des jambes pour le bonne raison qu'elles n'en out pas. N'en possédant pas. elles se privent ainsi du seul moyen de persuasion qui permet de perer au plus pressé, notamment à l'obsta-cle où les aides inférieures jouent un rôle capital. Que de chevaux timides et hésitants remis sur le droit chemin grâce à l'intervention de jambes energiquement impulsives.

Cela ne don pas nous empecher l'accorder une mention spéciale à Mile Marie-Hélène Huttin, victorieuse de la première épreuve du championnat.

#### ROLAND MERLIN.

FOOTBALL. - La commission de discipline de l'Union européenne des associations de football (U.E.F.A.) à infligé, le 9 octobre à Zurich, des amandes à trois clubs français : 35 000 françs suisses [115 000 F] à l'A.S. Sains-Étienne à la suite des incidents survenus lors du match contre Tajabanya; 2000 francs suisses (6 600 F) à l'A.S. Monaco pour sa conduite incorrecte à Sofia, et 1 500 francs suisses 15 000 F) aux Girondins de Boraux pour jets de susées lors de la reacontre avec l'éna. Par ail-leurs, l'U.E.P.A. a sanctionné d'une amende de 1000 francs suisse le club albanais Nentori de Tirana, qui a déclaré forfait pour ne pos rencontrer, en mutièmes de finale de l'epreuve des clubs champions, le Dynamo de Kiev. L'Albanie et l'Union saviétique n'entretiennent plus de relations diplomatiques deputs 1950.

TOTAL OF THE COLUMN Continued to provide the same 121 to 1 经外租款 计二元字段 计二十二 TO BE SERVICE OF STREET

#### MÉDECINE

ments

Marine Telephone

#### Le traitement des malades mentaux

{Suite de la première page.}

manda », qui s'adresse à l'hôpital psychiatrique - où ont été adm pour la ecula année 1978, journé, en moyenne, cent jours - et repose sur le nombre de malades hospitalisés, par le biais des prix de ne prend pas en charge les traitements extra-hospitaliers perce qu'ils sont assimilés — pourquoi ? — à de la « prévention », ce qui provoque. on le constate, de constamentes in-

Octobre 1981 : le nouveeu ministre de la samé. M. Jack Ralite, prononce, à Rouen, un discours résolument moderniste (le : Monda du 14 octobre 1981), dans lequel il annonce l'abrogation da la foi de 1838. qui fonde les régimes d'internement et la structure asilaire, et annonce un développement radical de la politique da « sectorisation » . c'est-à-dire de le prise en charge des malades « hors les murs ». M. Relite annonce, dans le même discours, qu'il a

docteur Jean Demay (Bordeaux),.

Octobre 1982 : le congrès des psychiatres des hópitaux se réunit à Toulouse, dans un climat que le doc-. teur Jean Ayme, président du syndicat, qualifie de « désenchanté ». Un désenchantement qu'il faut mesurer à l'aune des espérances qu'avait fait naître l'arrivée au pouvoir d'une gauche traditionnellement « désalié-

En un an, disent les congressistes. réunis à Toulouse, nous avons été abreuvés da mots et de concepts que n'a accompagnés aucune réalisation, De la gauche, les psychiatres des services publics attendaient, à la fois. une revalorisation considérable des moyens therapeutiques dont ils disposent, une reconnaissance de leur spécificité au sein da la médecine. tout autant qu'un discours novateur. ils n'ont, jusqu'à présent, disent-ils, enregistré que des menaces sur leur statut (concurrence du secteur privé insufficamment compensée, risque d'assimilation à la fonction publique), des atteintes à la formation dispensée aux étudiants, des promes non tenues sur la protection du droit des malades mentaux.

Surtout, disent-ils, après le discours prononcé à Rouen, qui aveit soulevé de grandes espérances, « nous ne pouvons dissimuler notre tendance ne suit pas ». En d'autres termes, le régime de pénurie dans lequel se débat le prise en charge de la maladie mentale ne s'est en rien amélioré : les budgets hospitaliers et les enveloppes financières accordés par les départements aux activités extra-hospitalières sont demeurés dramatiquement insuffisants eu regard des besoins : « nous refusons. déclare le docteur Pierre Pennec (La Roche-sur-Yon), qu'on nous oppose l'argument de la pénurie : la psychiatrie souffre dans ce pays d'un retard

fût-ce en période de crise ». A ces critiques et a ces interrogations, le groupe de travail présidé par le docteur Demay pourra-t-il apporter des réponses apaisantes ? Dans quelques semaines, M. Jack Ralite rendra publiques ses conclusions et les propositions auxquelles il sera parvenu. D'ores et déià, les travaux du groupe ont permis d'élaborer un ent da travail intitulá c Une voie française pour une psychiatrie différente » qui permet de dégager des lignes de fond révélatrices d'une

tel qu'il est inacceptable que l'on en-

trave encore son développement.

#### Le « pourrissement programmé »

Dans ce rapport, les auteura écrivent d'emblée que « la démarche constatée devra être celle de la désaénation », ce qui suppose à la fois es modifications juridiques profondes et des changements fondamentaux dans la politique psychiatrique d'ensemble.

Le rapport souligne, des ses premières pages, qu'il importe de moditextes : l'article 64 du code pénal, la toi du 30 iuin 1838 sur l'internement et celle du 30 iuin 1975 sur le statut des handicapés.

L'article 64 du code pénal permet à la justice de déclarer « irresponsable » un malade mental, auteur d'un crime ou d'un délit ; au lieu d'interrompre la processus judiciaire habiruel, estime le rapport, il conviendrait de le « suspendre » et de confier è une commission ad hoc la définition de le responsabilité pénale du sujet. Les deux autres textes doivent être refondus, estiment les auteurs « dans un cadre juridique d'ensemble » qui permettrait, à la fois, de définir les conditions de traitement des malades privés de leur libre arbitre et le mode de prise en charge des handicapés atteints de troubles psychi-

Beaucoup plus détaillée est le partie du rapport qui traite de l'organisation d'ensemble de la psychiatrie. Alors que les « secteurs » sont définis à l'heure actuelle comme des centrées sur l'hôpital psychiatrique, il convient, estiment les rapporteurs, d'inverser complètement la démarche. Le secteur, écrivent-ils, doit être event tout une « unité géodémographique » reliée à une entité administrative « qui tienne compte des treditions et des courants d'échanges plus que des résultats d'un recensement », à savoir, una commune, un errondissement, un quartier. Ces secteurs doivent rece-

Dans cette perspective, écrivent les rapporteurs, l'asile traditionnel doit être « aboli ». Cette « masse énorme, institution largement dépassée, qui fonctionne pour son autoreproduction », absorbe à elle seule 80 % du budget de la santé mentale. Le problème de l'hôpital psychiatrique, ajoutent-ils, « est un point central da notre travail, car la crise de la psychiatrie y culmine ». Il est impossible « de contourner ce problème et de fermer les yeux », d'autant que l'asile « est toujours le théâtre essentiel de la folie » et le siège d'un e pourriseament parfois pro-

voir un statut juridique garantissant

leur autonomie.

Développant leurs critiques, les auteurs estiment que l'hôpital psy-chiatrique e fait l'objet d'un « envacloisonné », et qu'il diepoee d'équines médicales dramatiquement isolées et sous-équipées ».

Chaque lundi et mardi

Dans les annonces classées du Monde

One nouvelle Rubrique

DIRECTIONS

Aussi faut-il définir « une voie précise qui pose le problème en termes de dépérissement », mais qui sache prévoir une « tactique de transition ». Il importe, en effet, d'éviter notamment l'impesse où se trouve actuellement l'Italie, où une suppression aveugle des asiles aboutit à des abandons de malades et risque de vouer l'expérience à l'échec.

Il convient donc, estiment les rapporteurs, de reconvertir ces énormes infrastructures mais de proscrire e touta reconversion dans le domaine sanitaire ».

Il faut ebattre les murs d'enceinte, déverrouiller les pavillons fermés, supprimer le « pécule » qui rémunère le travail des malades, revoir le législation de ce travail, ouvrir l'hôpital vers l'extérieur. Il faut remplacer ile par un dispositif souple, éviter d'adopter un modèle stéréotypé, tenir compte de ce qui existe, et faire des « centres de santé mentale » ouverts vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les pivots du dispositif : lieux d'accueil permanent centres de soins ambulatoires et de formation des personnels. Ile disposeraient de quelques lits permettant d'héberger les malades l'espace d'une crise. Pour caux qui devront être hospi-

talisés pour de longues durées, il conviendra d'utiliser de petites unités (quinze à quarante lits), peut-être installées dans les enciens asiles, mais concues comme dee antennes hospitalières du secteur, alors que à l'heure actuelle la secteur, est l'entenne de l'hôpital. Cette transformation devra se faire progressivement; elle suppose l'abolition complète de la dualité des modes de prise en charge entre les ectivités hospitalières et extra-hospitalières, et l'abandon total du système des prix de journée. Ce sont les Directions départementales da l'action sanitaire et sociale (DASS) qui tetrouveraient la estion de l'ensemble, ce qui répond à leur « mission originelle »

Des modifications eusi radicales supposent une revalorisation du travail des infirmiars psychiatriques. Caux-ci ne doivent, en aucun ces, souligne la rapport, se sentir menacés dans leur emploi par de telles perspectives. Bien au contraire, celles-ci supposent que l'encadrement des malades par des infirmiers soit considérablement renforcé.

#### Le piège des mots

Une tella organisation suppose aussi que les activités de la psychiatrie publique s'intégrent à celles de la psychiatrie « de ville » privée. Cette diversité et ses evantages doivent être reconnus.

En conclusion, les euteurs estiment que en dix ens, les hôpitaux psychiatriques « lourds » pourraient avoir disparu, à la condition, bien entendu, que des dispositions transitoires aient été activement mises en peuvre, seule condition possible d'un « dépérissement des structures ségrégatives ».

Un tel programme, disent les psychiatres réunis à Toulouse, ne peut que rencontrer notre assentiment. « Le dépérissement de l'esita déclare le doctaur Jean Ayma, asr inscrit dans l'histoire. » Il conviendra néanmoins, soulignent les psychiatres des hôpitaux, de veiller scrupuleusement à la mise en ceuvre des mesures transitoires. En Italie, disait tristement l'un d'eux, « les malades menteux sont dens les gares... »

Il faut eussi, insistent-ils, éviter de tomber dans un leurre : « Une telle réforme, souligne le professeur Roger Misès (Paris), ne peut aucunement se concevoir dans la pénurie actuelle de personnel, déjà dramatique, at qui va s'aggraver en 1983. »

En d'autres termes, les psychiatres réunis à Toulouse, s'ils souscrivent eux principes d'ensemble réunis dans le document de travail élaboré par le commission de travail éleboré par la commission Demey, n'en sousestiment pas les difficultés. Nous ne voulons plus, disent-ils, tomber dens « la piege des mots, de l'idéologie, des concepts, nos habituels compagnons d'infortune, écrans da notre

CLAIRE BRISSET

#### d'une mission qui devra déboucher sur un rapport et sur des proposi-

Octobre 1980 : le ministre de le

sante, M. Jacques Barrot, rend public un rapport (le Monde du 3 octopre 1980) dans lequel sont exposés à le fois l'empleur de la « de-268 000 personnes qui y ont séles « appréciations », qui président à leur gestion : leur équilibre financier. journée, alors que tout démontre qu'il est préférable da soigner les pa-tients, autant que possible, « hors les murs ». Mais le Sécurité aociale

chargé un psychiatre des hôpiteux, le désillusion devant le constat que l'in-

#### SCIENCES

#### Le statut des chercheurs de l'INSERM

Le projet de réforme des statuts de l'Institut national de la santé et de la Le projet de retorme des statuis de l'assituit manoinn de in sante et de me recherche médicale (INSERM) configue de susciter une vive émotion au sein de la communanté scientifique nationale (le Monde des 8 et 9 octobre). La direction générale de l'INSERM vient, point sa part, de publier un communiqué dans lequel elle précise certains points sur la limitation à venir de la durée des mandats des directeurs d'unités de recherche. Nous publique ici le point de vue du professeur Jean-Churles Schwartz, directeur de l'unité de recherche sur la neurobiologie à l'hôpital Sainte-Anne de Paris.

Point de vue

#### Le seul critère devrait être celui de la réussite scientifique

par le professeur JEAN-CHARLES SCHWARTZ(\*)

N-communique de ministère heleina. Sechons donc faira de la recherche et de l'industrie nous a appris que la mesure de limitation de la durée des mandats des directeurs d'unités de recherche de l'INSERM voyait sa de deux éléments : la réussite (qui date d'application retardée de trois ans : elle prendra effet en 1986 au tionaux et internationaux) et le ieu de 1983. Dans l'immédiat, ce report va éviter de « décapiter » plusieurs unités de recherche qui non seulement n'ont pas déménté mais sont unanimement considérées, en France et à l'étranger, comme à la pointe da leur disciplina : citons celles des professeurs Étienne-Émile Beaulieu (hôpital-hospice de Bicêtre) at Michel Jouvet (université Claude-Bernard de Lyon), et du docteur Jacques Glowinski (Collège de France).

Misis, bien que reportée, cette mesure n'en est pas moins critiquable et

Il s'agit, en effet, de faire entrer un critère nouveau dans le choix d'un directeur d'équipe de recherche : celui de le durée du mandat exercé antérieurement. Nous sommes nombraux à penser que, à un moment où la nation décide de faire un effort particulier pour développer sa recherche scientifique, le seul critère qui devrait prévaloir est celui de la réussite scientifique. Celle-ci est essentiellement fondée sur la qualité des membres d'une équipe et sur le cohésion de cette dernière, dans taquelle le directeur d'unité peut jouer un rôle déterminant. A cet égard, il faut souligner le situation particulière de la recherchine biomédicale.

Contrairement à ce qui sa passe au C.N.R.S. et à l'Institut Pasteur, où l'on trouve de gros laboratoires ou ensembles de laboratoires, les unités de recherche INSERM représentant souvent des équipes movennes (d'une dizzine de chercheurs et tachniciens) où les rôles d'animateur sciantifique et d'edministrateur scientifique du directeur sont imbriqués, alors qu'il peut être souhaitaole de les dissocier pour les très gros laboratoires. Que ce rôle ne soit pes systématiquement tenu à vie par la même personne, comme cela a été trop souvent la cas jusqu'ici, j'an suis d'accord, mais il est extrêmement dangereux de limiter automatiquement la durée totale d'un mandat de direction : à terme, cala conduirait dans de nombreux cas à confier é quelqu'un, pour une durée de douze ans, le direction d'une équipe, quels que scient les résultats de cette direction en cours de mandat.

En fait, cette durée de douze ans est beaucoup trop longue pour les mauvais directeurs, mais peut se révéler insuffisante pour l'épanouissament d'un projet de recherche longue

peut être évaluée par des experts naus des membres de l'équipe. qui peut être recueilli de manièra objective par les commissions scientifi-

contiance à nos commissions scienti-

fiques pour juger périodiquement du

renouvellement des mandats et fixer

le terme d'une direction en fonction

(°) Directeur de l'unité de neurobio-logie de l'INSERM à l'hôpital Sainte-Anne (Paris).

#### DU CARBURANT HYDROGÈNE OBTENU A BON MARCHÉ A PARTIR DE L'EAU?

L'hydrogéne sera-t-il bientôt un concurrent pour les hydrocarbures ? C'est probable. Mais , il faudra encore attendre. Pourtant, des chercheurs de la Texas A. and M. University, a College Station (Texas) auraient mis au point un procédé de production de l'hydrogène particulièrement prometteur en « craquant » les molécules d'eau pour les séparer en leurs deux composants : l'hydrogène et l'oxygène.

La technique n'est pas nouvelte. Ce qui semble l'être, en revanche, c'est la procédé électrochimique utilisé et sur lequel les chercheurs texans sont assez discrets. On sait simplement que les électrodes utilisées au cours de l'expérience feraient appel au silicium et permettraient des rendements de production jamais atteints par les procédés classi-

Si les chercheurs de l'université texane font preuve d'un grand enthousiasme pour leur découverte, ils affichent en revanche une prudence de bon alci quant à ses perspectives commerciales. M. John Bockris, chef du centre de recherches dans lequel la nouvelle technique a êté mise au point, par MM. Szkiarczyk et Contractor, e déclaré en effet « au il espérait au il déboucherait sur un procédé commercialisable », mais qu'il leur fallait auparavant vérifier leurs résultats. Cinq à six ans d'études supplémentaires sereient nécessaires pour envisager la réalisation d'unités de production d'hydrogène de taille industrielle fondées sur ca procédé. -(A.F.P., U.P.I., Reuter.)

#### REMBOURSÉ PAR LA SÉCURITÉ SOCIALE

#### Le traitement chirurgical des transsexuels est pratiqué à l'Assistance publique de Paris

Un transsexuel (1) a-t-il droit au traitement chirurgical qu'il réclame ? Si oui, la collectivité doit-elle prendre en charge le financement da cette thérapeutique ? Une réunion organisée le 8 octobre à Paris par l'Association médicale francaise pour l'aide aux transsexuels (AMEFAT) (2) e permis d'apporter de nouveaux éléments de réponse à ces deux

Braton (hôpital Lariboisiàra, Pens a, en effet, révélé à cette occasion qu'une dizaine de transsexuels français ont pu, ces der-niers temps, benéficier, dens certains services hospitaliers de l'Assistance publique de Parie, d'une prise en charge médicochirurgicale. Cette demiere est remboursée par les ceisses de Sécurité sociale ; elle est assurée en accord et en liaison avec le conseil de l'ordre des médecins. D'eutre part, ce type d'intervention n'est iamais effectué dans les secteurs privés des services hospitaliers. Il ne s'agit donc plus, selon le professeur Breton « d'une thérapeutique clandes-

Le nombre des personnes qui, en France, sont véritablement concernées par le phénomène de la transsexualité est compris entre cinq cent et mille. Celles-ci étsient, juequ'à présent, contraintes d'aller à l'étranger (eu Maroc, en Grande-Bretsgne ou aux États-Unis, par exemple) pour y subir des interventions chirurgicales dans des conditions plus ou moins déplorables et pour des sommes importantes lentre 20 000 et BD 000 france), D'autra part, leur dossier n'était pas véritablement étudié. Or Jes spécialistes estiment que les véritebles cas da transsexualisme eont au total fort reres, ne concernant qu'une personne su dix, parmi celles qui demendent une modification chirurgicala de laurs organes génitaux axternes. Effectuees sur de mauvaises indications, ces interventions conduisent, en règle générale, au

Le dispositif qui se met en place aujourd'hui en France fait suite à un récent vœu émis par l'Académie nationale de médecine eprés une communication du professeur René Kúss (groupe hospitalier de la Prué-Selpétrière, Paris) (le Monde du 2 juillet). L'Académie estime en substance que, sous couvert d'une expertise médicale, on peut admettre

Le professeur agrégé Jacques une prise en cherge médico-

chirurgicale des transsexuele Les efforts accomplis dans ce domaine butent nienmoins sur un obstacle important : l'incohérence des décisions de justice concernant les demendes de modification d'état civil qui accominterventions chirurgiceles. Si certains tribunaux de grande instanca acceptent, d'autres, en revanche, refusent, Pour les animeteurs de l'AMEFAT, il n'est pas rere qu'eprès s'être vu opposer sexuels opérés, dramatiquement marginalisés, se suicident.

Faut-il des lors légiférer en la matière ? Une loi a récemment été adoptée en Italie lie Monde du 7 octobre 1981). En France. M. Henn Caillavet, sénateur du Lot-et-Garonne (gauche démocratique), a déposé une proposition de loi similaire. De l'avis général, y compris da ses euteurs, le texte de cette proposition doit être revu. Pourtent certains représentants du corps médical sont fortement opposés à ce qu'on légifare dans ce domaine. estimant au totel que l'action progressive qu'ils menent actuellement constitue a le moins mauvais des systèmes ».

#### JEAN-YVES NAU.

11) Le transsexuel est un individu - homme ou femme - ne presentant aucune ambiguité en ce qui concerne son sexe somatique ou gé nétique. En revanche, il est intimemeni persuadé d'appartenir au sexe opposé. Cette distorsion entre le somatique et le psychologique, qui trouve vraisemblablement son orifance, est à l'origine de vives soufconsiste, en particulier, à modifier l'apparence des organes génitaux externes pour les faire ressembler à ceux du sexe opposé. Ce phénomene est totalement différent de l'homosexualité, des états intersexuels, de certains états psychotiques ou du travestisme. (2) AMEFAT, 21, ruc des

Docteurs-Charcot, 422100 Saint-

## **APPEL AUX ANARCHISTES**

**POURQUOI LES ANARCHISTES DOIVENT SE** DÉSOLIDARISER, DANS LA CONJONCTURE ACTUELLE, DES ACTIVISTES DU GROUPE « ACTION DIRECTE ».

Depuis quelques années, une frange du mouvement anarchista s'enlise dans un combat singulier contre l'ÉTAT, avec des moyens qui discréditent l'ensemble du mouvement.

Ces moyens violents qui ont leur efficacité, ou qui sont, en tout cas, les seuls possibles face à une dictature comme le franquisme en Espagne, sont totalement inedaptés dens le régime démocratique où nous vivons. La démonstration en a été déjà faite en Allemagne, et le même échec se reproduit aujourd'hui en Italie. Allons-nous commettre ou leisser faire les mêmes erreurs en

Hormis la critique évidente des moyans employés, que dire des alliances passées - les Brigades rouges avec la Mefia en Italie - ou des objectifs choisis - les récents attentats de « type antisémite » en France, revendiqués récemment.

Il faut qua ces camaredes, prisonniers de leur cercle vicieux acceptent de dialoquer et de se remattre en question. Il faut qu'ils admettent que laurs analyses et leurs méthodee, à terme, renforcent l'État et sa répression contre tout le mouvement révolutionnaire, sans epporter aucun progrès.

Cet appel vise à inciter le mouvement liberteire à faire l'effort d'une analyse serieuse du repport de forces actuel, à agir sur le présent pour l'avenir, et à laisser au vestiaire, tant qu'elles ne seront pae inévitables, les stratégies du passé, qui n'ont été que rarement efficaces et sans jamais favoriser l'expansion de L'ANARCHISME.

Le refus du dialogue et d'un véritable débat qu'opposent ces camaradas, trop surs d'aux-mêmes, m'a contraint, après mure réflexion, à lancer cet appel. Il faut qu'ils sachent qu'ils ne peuvant compter, bien évidemment, sur aucun soutien populaira. que l'intelligensia commence à les rejeter, ce qui est nouveau. mais aussi que les militants libertaires cohérents ne leur apportaront plus aucune aide autre qu'un soutien humanitaire pour les emprisonnés (comme toujours), at ceci tant qu'ils n'auront pas revisé leurs positions actuelles.

Pour appuyer mon appel, j'invite les libertaires et tous ceux qui se sentent concernés par la menace contre la LIBERTÉ à découper cet encart, à y apporter leurs commentaires et à me l'envoyer à l'adressa suivante :

GILBERT ROTH, 6, rue de la Reine-Blancha, 75013 PARIS



#### SALLE PLEYEL .

#### Les soixante-dix ans d'Igor Markevitch

La salle Pleyel, comble, a chaleu-reusement fêté, le 8 actabre, le saixante-dixième anniversaire d'Igor Markevitch, qui fut toujaurs l'enfant prodige, l'enfant cheri de Paris, comme compositeur avant la guerre et comme chef d'orchestre après la taurmente. Bien des auditeurs étaient des fidèles de l'époque memorable au il dirigeait, dans cette même salle, les Cancerts

Pour ses retrouvailles avec ses compatriates - (1), dues - à Pres-tige de la musique -, Markevitch avait heureusement marié les deux aspects de san existence. S'il a cessé de composer en 1943, à trente et un ans, après des débuts fulgurants, il s'est repris d'intérêt ces derniers temps pour ses œuvres passées, dont Boosey and Hawkes a décide la pu-blication intégrale. Et nous avons pu ainsi découvrir son Laurent le Magnifique, concerta pour voix et orchestre écrit en 1940 à Florence sur quatre poèmes d'amour du cèlè-

Cest une partitian apulente au une grande voix (en l'occurrence le généreux saprano de Lvnn Strow) rivalise joyeusement avec un puis-sant archestre comme chez Strauss; beaucoup de belles idées ant quelque mal d se faire jaur, sauvent insaisissables à travers ces trames souples mais assez chargées. Pourtant, dans le traisième mouvement pour les cordes seules, un très pur lyrisme s'élève d'une polyphanie douce et contemplative aux encheverrement delicots ou choque voix chante comme une sleur dans un bouquet.

Chef d'orchestre, Markevitch a gardé cette incomparable technique d'une lisibilité et d'une précision parfaites, cette indépendance des bras, cette distinction des gestes, ces mains merveilleusement expressives, qui en ant fait un modèle (et un professeur célèbre). Son interpretation de la Symphonic pasto-rale, sans hate, pleine de bonne grace, robuste et amène, dans le sentiment meme de Beethoven, tëmolgnait de la prafonde maturité d'un hamme qui vient de consacrer des années de retraite à une édition encyclapédique des neuf sympho-

Le Prélude à l'après-midi d'un faunc de Cloude Debussy, dans un tempo un peu lent, prenait une al-lure meditative et grave, avec une orchestrotion trop détaillée peut-être pour une page d'une ligne aussi pure au taut se fond dans une vision extatique.

Et Markevitch menait au triomphe la deuxième suite de Bacchus et Atiane de Raussel, avec cette alliance transcendante de rigueur et d'exaltation qui la rend irrésistible, superbement exécutée comme tout le programme par l'Orchestre national de France, heureux d'être à pa-

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Ne à Kiev, Markevitch a en jusqu'en 1947 un statut d'apatride, puis devint Italien lors de son second ma-riage; mais français de cœur depuis tou-jours, il a souhaité l'être de plein droit, ce que le président de la République lui a accordé en août dernier.

(2) Editions Van de Velde, 12, rue Jacob, 75006 Paris.

## Stockhausen est de passage

sen est beaucaup plus comu du grand public à présent qu'il ne l'était il y a quinze ans, et cependant les occasions d'écouter sa musique ne sont pas devenues plus fréquentes. La vie musicale, dirait-on, ne s'en porte pas mal. En effet, quand le chat n'est pas là... Mais voici qu'il est de passage à Paris et, de nouveau, les souris tremblent. En deux semaines, un concert dans la série musique de chambre par les membres de l'Ensemble intercontemporain, puis, à la maison de la culture de la Seine-Saint-Denis, le li actabre, une exécutian de Mixtur, du Rêve de Lueiser (Klavierstück XIII) et d'Adieu, enfin quatre auditions de Sirius, les 16, 17, 18 et 21 octobre, dans l'Espace de prajection de l'IRCAM: voilà un sérieux sujet d'inquietude pour les petits rais qui faisaient des ronds de jambe sur l'avant-scène.

Paur le premier concert, an avait choisi des victimes discretes, deux compositeurs allemands peu connus en France : Manfred Trojahn (né en 1949) et Nikolaus A. Huber (nê en 1939). Ainsi au Klavierstück X. de Stockhausen, le plus impression-nant peut-être de la série par sa durée, sa vialence et les grandes trouées de résonances pianissimo qui en brisent le déroulement, succedait Objet trouvé, pour sitte et clavecin, un dua charmant que Manfred Trojahn composa il y a six ans quand il se contentait encore, ainsi qu'il l'avoue implicitement, d'utiliser un langage forgé par ses prédécesseurs. Cela commence par un dialague brillant et serré entre les deux instruments, puis les mélo-dies se fant plus envelappantes, dèbouchant sur un sola de slute suivi d'un final bien enlevé. C'est très ioli, mais, malgré le salent des interprètes. Sylvie Cherrier et Christlan Petrescu, cela reste assez insi-

Presente, pour trombane seul (Benny Sluchin), de Nikolaus A. Huber, se révèle d'emblée plus austère, puisque la première partie n'est faite que de variations d'atta-

LAPEROUSE 326-90-14 et 68-04 51, quai Grands-Augustins, 6°. F. dim.

AUB. DE RIQUEWIHR 770-62-39

LE SARLADAIS

2. r. de Vienne. 8:

12, rue Fg-Montmartre, 9.

522-23-62

F. sam. midi, dim.

Le nom de Karlhein: Stockhau- ques et d'intensités sur une seule note; ce procède reviendra d plusieurs reprises comme un refrain après des échappées mélodiques vers le jazz ou vers un chant antifasciste, mais l'Intérèt faiblit au moment au le parti pris semble èpuisé sans avoir danné beaucoup plus que ce qui était déjà explicitement contenu dans le début : une exposition plus prometteuse que ses

développements. Refrain, de Stockhausen, qui concluait le concert, est une œuvre concruait le concert, est une caure particulièrement subtile et délicate, composée en 1959, pour piano, cè-lesta et percussions. Un « refrain » caractérisé par des trilles au des traits rapides vient se glisser de sa-çon imprévisible dans une musique raréfiée. A prapos de son exécution, on serait tente de rappeler, à rebours, le conseil de la duchesse à Alice (au pays des merveilles): Prenez soin des sons, le sens prendra soin de lui-même. »

En effet, outre l'amplification désectueuse du célesta, on ne reconnaissait la partition que par ses caracteristiques extérieures, mais ni par son atmosphère spècifique ni par l'équilibre subtil et le jeu entre les trois partenaires. L'exécutian du Klavierstück X. par Alain Neveux, compte tenu des difficultés redouta-bles qu'elle comporte, était beaucoup plus satisfaisante; on regrettera seulement une certaine brutalité dans les attaques fortissimo, mais commencer un concert avec une pièce comme celle-là expose l'interprète à des dongers de cet ordre, d'autant qu'il s'agissait sans daute pour lui d'une première. GÉRARD CONDÉ.

a L'acteur de cinema américale Fernando Lamas est mort le 8 octobre à Los Angeles, Il était âgé de solvante-sept ans. Ne à Bueson-Aires, Il était de-renn célèbre dans les années 50 avec des emplois de seducteur ror actamment dans Rose Marie, de Mervyn Le Ray, et la Veure joyense, d'Ernst Lubitsch. Il avait également

OTRE TABLES

■ Ambiance musicale 
■ Orchestre · P.M.R. : prix moyen du repas - J... H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

J. 23 h. Grande Carte. Menu d'affaires : 100 F s.n.c. Menu dégustation : 220 F s.n.c., salons de 2 à 50 couverts, Cadre ancien de réputation mondiale.

J. 22 h. Cuisine périgourdine. Menu 140 F 1/2 vin de pays + café + alcool de prune, avec foie gras, cassoulet au confit. SA CARTE.

De 12 h à 2 h du main. Ambiance musicale. Spécialités alsaciennes. Vins d'Alsaçe. Son BANC D'HUITRES et sa CARTE DES DESSERTS.

#### VARIÉTÉS

#### Léo Ferré chante Beethoven et « le Bateau ivre »

Bien qu'il vive depuis maintenant douze ans dans la campagne toscane, Farre n'a pas eu le temps d'enfiler la manteau des habitudes. Ce début des convenances, Ferré ne peut pas le conneitre puisqu'il s'intéresse toujours au jour le jour, il comonue à mener son aventure avec la même énergie, avec les mêmes reves à travers la mer, la folie et la mort, avec les mots qui montent de la terre et forment des jeux d'éclat et de débordement. Ferré sort de son village toscan pour des tournées régulières dans les régions françaises : une centaine de l'écrtais par an avec ses bandes magnétiques, un piano, et Marie, sa ferrime, qui lui a donné trois enfants.

Ainsi récemment, Ferré était à Annecy et, comme c'est toujours le cas depuis 1968,malgré le renouvellement des générations, il a chanté pour un public de jeunes qu'il a entraines dans un imagi-naire au les épouvantails ne sont pas da mise, où l'éphémère se compte pour le plaisir.

Ferré, rempli de vie et de musique, quitte aussi sa maison pour le studio d'enregistrement à Milan, où il produit et réalise luimême des albums qui font ensuite l'objet d'un étrange ballet de la part des maisons de disques françaises, chacune voulant distribuer le e demier » Ferré et

faisant monter les enchères. Un triple album enregistré à Milan en décembre 1981 avec l'orchestre symphonique et les percussions de Milan vient ainsi da paraître chez R.C.A. Il contient toute la passion et les vertés mouventes de Ferré, tout ce besoin d'être traqué par quelque chose qui sente l'amour, toute cette liberté flévreuse qu'on lui connaît. Et la rage at l'orqueil. Ferré a mis en musique Ludwig, un beau chant d'amour sur Beethoven. Et il chante l'Imaginaire, le Bateau ivre et, bien sur, sa vie d'homme seul, et aussi les solitudes qui se rencon-

Ce triple elbum est dense, frémissant, En février prochain, c'est un autre triple album que Ferré enregistrera pendant vingt jours à Milan. « J'ei dit à Higelin : « Tiens, si on pouvait trouver le moyen de faire un disque ensemble ? ». Il m'a dit : « Oui ». Peut-être qu'il pourra venir à Milan en février. Il faut de temps en temps qu'an puisse se serrer la

CLAUDE FLÉOUTER. \* Triple album R.C.A. PL 37682.

mauvaise, qui est très demandée, et

lo bonne, que personne ne lit -, rap-pelait parfois Jean Paulhan, un

grammairies de l'Académie fran-

çaise qui pensait que le poète et le

joueur de boules sont indispensables

La première raisoa de la crise da

livre, c'est que toutes les maisons d'édition s'entêtent à publier de la

bonne littérature, strictement inven-

dable. Il ne faut pas leur en vouloir, elles font ça par inattention, par in-

compétence ou dans les hasards du

Les bons et vrais livres, e'est la

plaie. Ancun jnurnal, aucune télé

n'en parle. Aucun client n'en veut et

aucun libraire n'accepte de garder ca chez lui : il les renvoie à l'éditeur,

qui ne sait où les mettre. Un vrai

Jean-Claude Brisville, qui souffre beaucoup de cet étai de choses puis-

que depuis treate-cinq ans il n'écrit

et n'édite que de bons livres, propose

dans sa nouvelle pièce, le Fauteuil à

La première : imprimer les livres

sur du papier épbémère, du • papier

sympathique . du papier qui, an bout d'un délai à fixer selon le livre.

disparait. Fini : plus de livre, on peut

en acheter un autre pour le rempla-

vre de courte vie, qui va débarrasser

de lui-même le plancher, qui ne va pas eacombrer l'appartement pen-

dant des siècles, qui, cette idée pour-

rait peut-être, enfin, inciter les gens

Cette idée assez géniale da li-

bascule, deux solutions.

travail an jour le jour.

à l'Étar.

#### **ARTS**

## BOYAN AU MUSÉE DE LA POSTE

## Penser avec les mains

bre apprend su grand public le nom de Boyan. Il lui offre en même temps, sur quelques centimètres carrés, les grandes lignes, les courbes pleines et souples de sa sculpture. Pour qui veut en savoir davantage, le Musée de la poste rassemble le meilleur d'une œuvre féconde et volantiers monumentale. dont les réalisations géantes entre autres à Antony (l'Amitié des hommes), à Châtenay-Malabry (les Hommes et les Machines), à Naisyle-Sec (la Ville) : an en voit ici les répliques à l'échelle humaine, pièces tout aussi achevées que leurs agrandissements bravant les intempéries. Allégories élémentaires d'une formule nouvelle, comme celle du timbre-poste qui se contente en guise de a message » da trio familial. Boyan rajeunit et simplifie à l'extrême d'éternels symboles, mais ce sont de purs prétextes pour justifier cette spirituali-sation de la matière, bien qu'à quelques exceptions près - ces admirables bas-reliefs muraux en laiton martelé, par exemple - une telle sculpture sont mujours signifiante.

Elle révèle l'étrone parenté de l'homme et des choses. « Le monde qui m'entoure est ma raisan

Jean-Claude Brisville, c'est de virer

tous les responsables actuels des

maisnns d'édition, ennsidérés

comme des types pas surs, et de met-tre à leur pince des présidents et di-

recteurs enfin capables, c'est-à-dire

assez intelligents, assez cultivés, as-

sez perspicaces, assez vigilants, pour

ne jamais se tromper pour ne jamais

fditer up bon livre, un livre invenda-ble.

Solution moins utopique que celle du papier famone, et Jean-Claude Brisville sait fort bien que l'édition française en est déjà là, pour une

Le seul défaut de la pièce le Fau-

teuil d bascule, c'est que Brisville

aurait da nons montrer, nous mettre

en scène, ces nouveaux éditeurs.

jeunes, actifs, gais ; la pièce aurait été drôle et vivante, elle nous aurait

Au lieu de ça, nous voyons bavar-der durant cent minutes deux ra-seurs de l'ancienne école, deux édi-

tenrs incapables l'un s'est fait

fjecter de son poste l'avant-veille,

l'antre le sera demain matin. Ils sont

oués par Henri Virlojeux et Jean-

Pierre Miguel, et ils sont mortels

d'émui. Ah! comme on comprend

qu'ils aient encombré librairies et bi-bliothèques de romans illisibles!

Quant à la pièce elle-même, est-

elle bonne? est-elle mauvaise? A vrai dire, peu importe, parce que le

theatre est discret. il n'encombre pas

les maisons, comme les livres; quand une pièce est finie, elle cède

à place à une autre. On sait vivre.

\* Petit Odéon, 18 h 30.

MICHEL COURNOT.

donné le goût de la lecture.

« Le Fanteuil à bascule », de Jean-Claude Brisville

VERS LA FIN D'UN CAUCHEMAR

Le philatélie a du bon. Un tim- d'être », proclame-t-il. Il amalgame les corps avec leurs instincts. les impulsions de l'âme, les forces naturelles, dans leur élan, dans l'envol des volumes. La Vague, une famme incurvée lui donna sa farme. Sans âtre le moins du monde anecdocique, Boyan personnifie le chagrin, la désolution, l'es-poir, l'attente, la douleur de l'Homme blessé. Et l'amour, donc l Il le célèbre avec une sensualité que le bronze des Amants ne parvient pes è apaiser, pas plus que l'étain des Enlacés surpris, à la lettre. dans le feu de l'action.

Car le bronne est assez exceptionnel dans le production du scrip-teur, qui préfère s'en prendre directement, manuellement, à la masse. Bené Char est tombé en arret devant Un corps à corps en pleine taille, mêlée où le Conquérest a le dessus. Sans mépriser la pierre, ou le cuivre, ou même le plomb, Boyan le novateur a une prédifection pour l'étain. Il lui a. donné ses lettres de nablesse, et le matériau, jadis dédaigné, l'en a remercié en captant la lumière.

e Penser avec les mains... . Rarement l'expression, appliquée à Boyan, n'a paru plus juste, depuis la conception de l'œuvre jusqu'à son achèvement. La main à plume et à crayon l'a commencée. En font foi maints dessins préparatoires. La main à burin l'a poursurvie, toujours sur étain : en voici les plaques et les gravures exécutées peur Orion, les poèmes de Maurice Rinsenu, un bestisire moius schom-tisé que les humains sculptés.

En dépit d'une consécration docà Christian Zervos, qui dès 1963, lors d'une exposition aux « Cabiera dert ... « sept tendances de la sculpture contemporaine ». Bovan semblait renn plus ou moins à l'écart des trémux de la renommade. C'est à l'administration des poetes qu'il surs dù cette « reconnaissaure ».

JEAN-MARIE DUNOYER. ★ Galerie de Messager, Musée de la poste, 34, boulevard de Vasgurard.

#### TROISIÈMES ASSISES DU MÉCÉNAT D'ENTREPRISE

- Mécénat d'entreprise et initiative culturelle, tel sera le thème dé-veloppé lors des troisièmes assises du mécénat d'entreprise organisées Paris le 20 octobre par l'Admical (Association pour le développement du mécénat industriel et commer-

En annoceant le programme de cette journée, dont les travaux se-ront clos par M. Jean-Pierre Chevepement, ministre de la recherche et de l'industrie, après la remite des or-cars du mécénar 1982, M. Jacques Rigaud, président de l'Admiral, a précisé que les expériences menées en matière de mécénat d'entreprise sont de plus en plus sombrenses : l'idée de la collaboration des milieux culturels et des milieux économi-ques ne se heurte plus à la milion ap-préhension, eux mêmes préjugit que

par le passé. A l'occasion de ces assis sortir un ouvrage publié par l'Admir cal aux Editions Chotard et 2500 cies : On demande entreprises me

#### DANSE THÉATRE

#### Interruption d'« Esoterik Satie » an Casino de Paris

Les représentations d'Esorerik Satle, prevues jusqu'au 24 octobre au Casino de Paris, sont interrom pues. Selon la direction, l'auteur et étaile du spectacle. Lorca Massine, directeur du ballet de l'Opera de Rame, est victime d'une . Indispositian grave - qui - interdit malheureusement d'envisager la reprise du speciacle dans un délai déterminé ».

[N'ayant plus à braver le torticulis (le Monde du 1" octobre) et trômant majestueusement cette fois à l'orches-tre, j'ai va, enfin, l'Esoterik Satie que Lorca Massine a monté en l'houneur du petit maître de Houfleur. C'est dans des ditions ingrates que Lorca Massine a défendu, chaque soir, son spectacle. Or, maleré les vides crueis dans le public et l'Indigence du décor, cat Esote-rik Sacle est en lui-même plein de trouvailles. Dansé avec la même verve étourdie qui charma les salles de la Scala de Milan et da Metropolitan Opera, il constitue une petite comédie cocasse et étrange à la mesure exacte des notes perices que distilla l'Alphonse Allais de la mosique, tout à fait dans le mouvement de la commedia dell'arte.

#### **EXPOSITIONS**

- Le livre, plaisir de l'œil et plaisir de l'esprit », c'est le thème de l'exposition présentée au Spor-ting d'hiver de Monte-Carlo : quelque cent ouvrages parmi les plus prestigieux et les plus rares que comptent les bibliophiles.

Ainsi, la première édition du Discaurs de la méthode, de Descartes, date de 1637, voisine-t-elle avec un recueil de 1543 des pensées de Co-pernic et la Grande Encyclapédie, de Diderot et d'Alambert. A noter aussi la première édition d'un berbier de 364 planches paru à Nuremberg en 1613, le Grand Atlas de 1667 comportant 598 pages et au chapitre des œuvres d'art. Tartarin de Tarascon, d'Alphonse Daudet, il-



# à acquérir de la bonne littérature

ROCK

#### JAPAN AU PALACE

#### Chinoiseries

En un premier temps, ce qu'on peut the de Japan, e'est qu'ils ne sont pas dire de Japan, e'est qu'ils ne sont pas Japonais mais qu'ils aiment bien les chinoiseries. De la pochette de leur dis-que, Tin Drum, à des titres comme Custon, Visions of China. Cantonese Boy, le groupe anglais ne laisse ancum donte sur ses intentions.

Ce n'est pas un travail de puriste : ie fait, en néophyte, do folklare

Dans cette testative de mettre la technologie au service d'un brassage de custures, on reconnaît là l'influence de David Bowie. Celle de Bryan Ferry, le leader de Rexy Music, intervient dans

#### INSTITUT

#### A L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLÍTIQUES

cenes l

#### Poésie et métamorphoses

L'Académie des sciences morales et politiques s'ouvre aussi à la poésie. Un de ses correspondants. 'éminent universitaire grec Georges Maurėlas, est venu, le Ces résonances néo-asiatiques sont évo-quées par des ambiances. Sonorités si-menses fabriquées par les synthéti-seurs, voix de Yuka Fujii qui répond à celle de David Sylvian, filte africaine, l'important est de coller à l'idee qu'an genres grâce auxquelles l'idee poétique prend corps et se manifeste par image, par les sonorités et les rythmes, portés par les mors.

M. Mourélos choisi la mer évoquée par Eschyle, Rimbaud, Valéry (M. Le Lannou, intervenant, ajoutera le mot breton traduit par a la la façon de chanter de David Sylvian, de poser sa voix avec élégance sur les rieuse »). Il a opposé les « images mélodies en appayant les intonations et poétiques ouvertes », dont l'exemmétodies en app.

les trémotos. Deux modèles pour suner
ce groupe sophistique qui manque pentière escore de distance pour avoir l'esvergure de ses aspirations.

ALAIN WAIS.

pue par l'internité d'André Breaux
aux e images poétiques concentriques y itels les derniers vers de ;
Booz endormi de Vicjor finga. Il a 19 houres. Discographie chez Virgin. à un être ou attribut symbolique,

autre métamorphose. Quant à la musicalité poésique, elle procède de métamorphoses qui s'opèrent intérieurement, somme dans une stro-phe de L'Anabase de Saint-John Perse. Be in fonction métamorphique du suot est mise en lumière per Rimbaid (Larme, la Rimère de cossis), Shelley (The Cloud), Hilke (Ernste Stunde)

Au cours du débat qui a suivi la communication, et auquel out pris pair également MM. Triboules, Po-riers Pieure, Couhier, on retiendra l'intervention de M. Léopold Sédar Seighor. Se déclarant d'accord avec M. Mourélos, l'auteur de Nocturnes a fait état de sa double culture (rithat Paul Eluard) et développé les éléments apécifiques de la poésie africaire, fondée sur le chant et, dans l'assemblage des vers, essen-tiellement sur le rythme.

Land D. The state of the s The state of the second second

The state of the s L. Vitte New York Control of

# SPECTACLES

CHOLDER OF BUILDING

main.

T- 1.

#### LES SPECTACLES **NOUVEAUX**

Le Nuit des reis. - Cartoucherie, Théatre du Soleil (374-24-08). (sam. 18 h 30). Entretien avec Said Hammadi. - Chaillot, foyer (727-81-15), (sam.

20 h 30). Le Missathrope. — Marais (278-03-53) (sam. 20 h 30). Road comme or cabe. — Palais des Glaces (607-49-93), (sam. 20 h 30; dim. 17 h).

Les Horreurs de la victoire. - Tango (272-17-78), (sem. 20 h 30).

La Pantenii à basenie. — Petit Odéan (325-70-32). (sam. et d)m., 18 h 30).

Dow Quicketts. — Cité internationale, grande saile (589-58-52), (sam. 20 h 30).

La Belle Saison. — Petit TEP (797-96-06), (sam. 20 h 30; dim. 15 h.).

'Ambassade. — Rond-Point (256-70-80), (sam. 20 h 30 ; dim. 15 h.). L'Education de Rita. - Marigny, salid Gabriel (256-04-41), (sam. 21 h.). HORS PARIS

Villemento d'Asq : l'Odieux Percola-teur, par le Théâtre de la Décou-verte (20) 06-27-52, à La Rose des

vents.

Marsellie: Ma mère, par le TNM, coproduction, thélitre de l'Eventail à la
Criée (91) 54-74-54.

Autens: Schweich dans le denvière e
guerre mondiale, par la compagnie
Bonillo (22) 46-14-19, sons chapiteau, square Honri-Sené. Grenoble : Outrage au public 1966, par le Théâtre de la Potence (76) 44-70-11, à l'Enfer théâtre d'esszi.

Les salles subventionnées et municipales

Opera (742-57-50), Roméo et Juliette (sam. 19 h 30).

Comédie-Française (296-10-20), Marie
Tudor (dim. 20 h 30); Dom Juan (sam.
20 h 30; dim. 14 h 30).

20 h 30 ; dim, 14 h 30).

Odčen: (325-70-32) L'Echange (sum. 20 h 30, dim, 15 h).

Bensbeurg (277-12-33). Cintima-ridico:
Trente ans de cinema expérimental en France (1950-1980). (sam., dim. 16 h, 18 h, 20 h); Bisanale de Paria; section cinéma expérimental (sam., dim., 14 h.); Nouveaux, films. B.P.L. (sam., dim., 13 h., 16 h., 19 h.); Danse; Foram de la danse; 20% Festival international de deux de Paria; 20 h 30, dim, 15 h), ....

Théatre musical de Paris (261-19-83), Or-chestre Colonne: Airs d'opéra français et italiens (Dir., P. Dervaux; Sol., A. Maliporte)... Thetere de la Ville (274-22-77), (an Thetetre de Paris), perite salle ; la Fuite en Chine (sant. 20 h 30 ; thin. 14 h 30).

#### Les autres salles

Television of the

**2** 

4 - 4 - 1 - 1 - 1

Alliance Française (344-41-42) : le Livre des morts tibétains (sata, 20 h 30, dim. ) 7 h). Antoine (208-77-71) ... Comp. de soieil (sam., 20 h 30, dim., 15 h 30).

Artistic-Athéraies (271-51-00) : la Vallée de l'ombre de la mort (sam., 20 h 30, dim., 17 h).

tendu (sam., 20 h 30). Les Bonnes (dim. Atelier (606-49-24) ; le Nombril (sam.,

Atelier (606-49-24); le Nombril (sam., 21 h, dim., 15 h).

Athénée (742-67-27); léanismoiseile Eise (sam., 20 h 30),
Bouffes Paristens (296-60-24); Diable d'houme (sam., 21 h, dim., 15 h, dern.).
Cartoscherle, Atelier du Chaudron (328-97-04); Le brait de l'eau dit ce que je pense (sam. 15 h et 20 h 30, dim. 15 h).
Cestre Mandissa (589-01-60); Journal d'un fou (Sam., 20 h 45; dim., 15 h).
CISP (343-19-01); Oien nous gâne (sam. 20 h 30, dim. 15 h).

20 h 30, dim. 15 h).
Cité laterantionale, Galcrie (589-38-69):
Oncle Vania (sam., 20 h 30).
Comèdie Caussartia (742-43-41): Reviens dormir à l'Élysée (sam., 21 h, dim.,

15 h 30). 15 h 30).
Comédie des Champs-Elysées (723-37-21) : Ca ira comme ca (sam., 20 h 45, drm., 15 h 30).
Comédie italienne (321-22-22) : Manune

Comèdie italienne (321-22-22): Manune Marcia (sam., 20 h 30).
Comèdie de Paris (281-00-11): l'Éveil du printemps (sam., 20 h 30, dern.).
Constance (258-97-62): Appelez-mor Artur (sam., 20 h 30, dim., 17 h).
Dannos (261-69-14): La vie est trup courte (sam. 21 h, dim., 15 h 30).
A Dejazet (887-97-34): Varieta, par les clowns Maeloma (sam., 20 h 30; dim., 15 h 30).

clowns Macioma (sam., 20 n 30, 15 h 30).

Edouard VII (742-37-49) : la Dernière Nuis de l'été (sam. 21 h, dim. 15 h et Nuir de l'élé (sam. 21 h, dim. 15 h et 18 h 30) Escalier d'or (523-15-10): Vinavers (sam. 19 h); Diableries amouremes (sam. 21 h). Espace Gaffé (327-95-94): le Funambule

Espace Catte (22795-94); it Funnances unijambistes (sam., 18 h 30). Espace Marais (271-10-19); in Mouetie (sam., 20 h 30); Une chèvre sur un nuage; les Quatre Cubes; Une torme nommée Dostolevski (sam., 22 h 30, dım. 18 h 1.

ondation Deutsche de la Mearthe (805-03-23) : Tambours dans la muit (sam., 20 h 30). Fostaine (874-74-40) : Et mos amours (sam, 20 h 30, dim, 16 h).

Gathé-Montparmasse (322-16-18): Panque au centre cahurel (sam, 22 h)...

Galerie 55 (326-65-51): A View From a

Bridge (sam. 20 h 30).

Grand Hall Montorguell (296-04-06): Artaud et la peste (sam., 20 h 30).

Hucherte (326-38-99): la Cantatrice chauve (sam., 20 h 15); la Leçon (sam., 2

2) h 301. La Brayère (874-76-99) : An bois lacté (sam. 15 of 21 h. dim. 15 h).

(Sam. 15 et al. a. 15 nl. mecenaire 1544-57-34): Thélire Noir: l'Homme lige (sam 18 h 30), la Papesse américame (sam., 20 h 30); le Cri dans la chapelle (sam., 22 h 15). — Théâtre Rouge: Noces de sang (sam. 18 h 30); Tchoufz (sam. 20 h 30); Vacances écossames (sam. 22 h 15, dern.). - Petite salle: Parlons français (sam. 18 h 30) : le Fétichiste (sam. 22 h 15). Mudelelme (265-07-09) : Sodome et Go-

morrhe (sam. 15 h et 20 h 45, dim. 15 h).

Marigay (256-04-41) . Amadens (sam., 21 h, dim., 15 h et 21 h). Mathurius (265-90-00) : Emballage perdu

Matherius (265-90-00): Emballage perdu (sam., 21 h, dern.).

Michel (265-35-02): On dinera au Et (sam., 18 h 15 et 21 h 15; dim., 15 h 30).

Michodière (742-95-22): Joyeuses Pâques (sam., 20 h 30, dim., 15 h).

Montparansse (320-89-90): Trahisons (sam. 21 h, dim. 16 h): Petit Montparnasse: Lettre au père (sam., 21 h, dim., 16 h).

nasse: Lettre au père (sam., 21 h, dim.,16 h).

Palais-Royal (297-59-81): Pauvre France (sam., 19 h 15 et 22 h, dim., 15 h 30).

Péniche-Théâtre (245-18-20): Nuit de rève; Bertrand (sam., 21 h).

Plaisance (320-00-06): Confédie à deux voies (sam. 20 h 30, dim. 17 h).

voies (sam. 20 h 30; dim. 17 h).

Poche-Montparnesse (548-92-97): Flock (sam. 21 h).

Potimière (261-44-16): Soi = je m'egalomane à moi-même = (sam., 20 h 45; dim., 15 h et 18 h 30).

Saint-Georges (878-63-47): Charimari (sam., 20 h 45; dim., 15 h).

Stadio des Champs-Elysées (723-35-10): les Enfants du silence (sam. 20 h 45; dim. 15 h et 18 h 30).

T.A.L. Théâtre d'Essai (278-10-79): Huis clos (sam., 20 h 30): L'Ecume des jours (dim., 18 h 30); la Maison de poupées (sam., 20 h 30, dim., 15 h); A. Allais (sam. 27 h, dim., 17 h).

Théâtre d'Edgar (322-11-02): les Babas cadres (sam., 20 h 30); Nous on fait où on nous dit de faire (sam., 22 h et 23 h 30).

Théâtre en Read (387-88-14): Complet veston en trois essayages (sam., 21 h; dim., 15 h).

vestor en trois essayages (sam., 21 h; dim., 15 h).

Théâtre de Paris (274-22-77), petite salle: la Fuite en Chine (sam., 20 h 30; dim., 14 h 30).

Théâtre des 400 coups (633-01-21): Coutre ciel plus (sam., dim. 20 h 30): Pourquoi pas vous ? (sam., dim., 22 h 30).

-22 h 30).

Théâtre du Rond-Point (256-70-80): Fin de partie (sam., 20 h 30).

Théâtre du Tourtour (887-82-48): Un bain de ménage (Sam. 18 h 30); Le mai court (sam., 20 h 30; le Réseau 22 h 30; le Réseau 22 h 30; d'asphaite (sam., 22 h 30).

Théirte da Stadio Bertrand (783-64-66),
la Maimite (sam., 20 h 30; dim.,
15 h 30).

'ariêtês (233-09-92) : Chêri (sam., 20 h 30, dim., 15 h et 18 h 30.):

Les concerts

Hôtel Héronet : (Escure) (sam., 20 h 30) ;

Hötel Hérouet: (Escure) (sam., 20 h 30); trio Revival.
Radio-France, Anditarium 106: D. Tois-ter, L. Ziv-Li (Bach, Brahms, Bartok) (sam., 18 h 30).
Ste-Chapelle: A. Gniot (Gounod, Hacn-del, Cilca, Verdi...) (sam., 21 h).
Fejise Saint-Merri: Ensemble instrumental et chorale Capella Vocale (Lassus, Palestrina, Bach, Bruckner,) (sam.,

21 h).
Heure Masicale de Montmartre : E. Ri-chepin (Schumann, Chopin) (sam., la n.). Chapelle Saint-Louis de la Salpëtrière : Ad Artem de Paris, dir. ; D. Fanal (Charpentier, Poulenc, Vivaldi) (Sam.

Salle Gaveau : G. Casadesus, Trio Pasquier (Schumann, Casadesus, Fauré (sam., 17 h).
Notre-Dame; O. Latry (Titclouze, Grigny,
Tournemire, Dupné...) (dim., 17 h 45).
Eglise St-Morri.: Quintette à vents du Borinage (Danzi, Arnold, Souris...) (dim.,
14 h).

Théatre du Rond-Point: Th. Zehetmair, M. Frager (Bach, Mozart) (dim., 11 h). Théatre des Champs-Elysées: Concerts Pasdeloup (Bach, Shumann) (dim., 17 h 45) 17 h 45)

17 B 45).
Chapelle Saint-Louis de la Salpèrière :
F. Descriclos (Bach) (dim., 16 h 30).
Eglise adlemande : Gabrielli, Dupare (dim., 17 h).
Felira Saint V. ginm Musicum Saint-Martini, dir. : L. Stobel (Bach, Mendelssohn) (dim., 17 h).

Eglise des Billettes : J. Pontet, P. Sechet, Cl. Giardelli, J.-Ph Vasseur (Bach, Locatell, Telemann) (dim., 17 h).

Escalier d'or: B. Berstel (Bach, Scarlatti,
Rameau (dim., 17 h); R. Milosi,
M.-T. Chailley, Millint (Beethoven,
Chailley, Mozart) (dim., 19 h).

#### Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Hachette (326-65-05):
Maxim Sanry (sam., dim., 21 h 30).
Chapelle des Lombards (357-24-24):
Zaka percussion (sam., 20 h 30): lpomen (sam., 22 h) (dern.); Les diplomattes (dim., 22 h 30).
Dèpés-vente (637-31-87): Les rois fainéanis (sam., 21 h 30).
Danois (584-72-00): A. J./E. Watson (sam., 20 h 30): A.J./F. Ramanonjiarison, D. Levallet, J.-C. Montredon (dim., 20 h 30). 20 h 30). Gatte Montparansse (322-16-18) : Sapho (sam., 20 h 15). (sam., 20 h 15).
Gibus (700-78-83): lci Paris + Gangster Charles (sam., 22 h).
New Morning (523-51-41): Samba Trio (sam., 20 h 30; dim., 21 h 30).
Palace (246-10-87): Japan (sam. 20 h).
Palais des Sports (828-40-90): J. Hallydsy (sam., 20 h 30).
Pedir Forum (297-53-47): P. Abrial (sam. 21 h) Idern.). 21 h) 1dern.). Petit Journal (326-28-59): Preissac Jazz Quintet (sam., 21 h 30). Petit Opportus (236-01-36): Spirit Level

(sam.; dim., 23 h), (dern.). Slow Chib (233-84-30): R. Franc Orchestra. (dem.). Théâtre des 400 coups : (633-01-21) : les Peries (sam. ; dim., 18 h 30).

En région parisienne

ANTONY, Th. F. Gemier (666-02-74):
Amalia Rodrigues (sam., 21 h).
AUBERVILLUERS, Th. de la Commune (833-16-16): Purgatoire à ligoistadi (sam., 20 h 30; dim., 17 h).
BRETEUIL, Châtean (052-05-11): A la rencontre de Marcel Proust (dim., 17 h).
CHALIMES-EN-BRIE, Eglise: Forgues, J. Frisch (Couperin, Le Roux, Krebs, Mozart) (sam., 20 h 45).
CHOISY-LE-ROI, Cathédrale Saint-Louis: Orchestre de l'Illo-de-France, dir.; Louis: Orchestre de l'Ilo-de-France, dir.: J. Mercier (Mahler) (sam., 20 h 30). CLICHY-LA-GARENNE, Théâtre Rute-

heuf (731-11-53) : La-haut (dim., COURBEVOIE, Maison pour tous (333-63-52): Vantt Sant and the Lions (sam. 21 h). LA COURNEUVE, C.C. J. Hondremont

(836-11-44); Célimare le bien-aimé (sam., 20 h 30; dim., 16 h 30). GENNEVILLIERS : Voir Festival d'Au-IVRY, Studio (672-37-43) (D) : le Voyage immobile (sam., 20 h 30).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des sailes «LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES»

784.78.20 (lignes groupées) (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

#### Samedi.9 - Dimanche 10 octobre

Les festivals

FESTIVAL D'AUTOMNE

(296-12-27) Théatre Cérard-Philipe de Saint-Denis (243-00-59) : Intrigue et amour (sam., 20 h 30 : dim., 17 h). Faust/Foreman (sam., 20 h 45; dim., an Center (321-42-20) : Sister Suzy

FESTIVAL INTERNATIONAL DE MONTMARTRE (606-50-48)

Centre d'arts celtiques : (Thélitre Constance) : Appelez-moi Arthur on les Mystères de la table ronde (sam., 20 h 30 ; dim., 17 h).

Thirtre musical de Paris (261-19-83):
Dance Theatre of Harlem (sam., 20 h 30; dim., 14 h 30 et 20 h 30).
Centre Georges-Poundede (277-12-33):
Forum de la danse (sam., 18 h 30; dim., 15 h).

FESTIVAL DE L'ILE-DE-FRANCE (723-40-84)

Notre-Dame: Orchestre de l'Ile-de-France, dir.: Mercier (Mahler) (dim., 14 h 30). Villepreux, Théâtre du Val-de-Gally: Les petits chanteurs de Vienne (Gallus, Haydn, Mozart, Schabert) (sam., 20 h 30). Choisy-le-Rod, Cathédrale St-Louis: Or-chestre de l'Ile-de-France, dir.: Mercier (Mahler) (sam., 20 h 30).

SEMAINE DE LA MARIONNETTE FRANCAISE

(340-91-87) XX\* FESTIVAL INTERNATIONAL
DE DANSE DE PARIS
(723-47-77)
Palais des Caugrès (758-27-78): la Route
de la soie (sam., 15 h et 20 h 30; dim., 15 h).

Chapiteau de la Tournelle : Jules Farry
(sam., 20 h 30; dim., 16 h).
Théâtre de la Plaine : Tristan et Yasult
(sam., 20 h 30; dim., 16 h).
Théâtre Présent : Hansel el Gretel (sam., 20 h 30; dim., 16 h).
Stadio-Théâtre 14 : Duo perché (sam., 15 h).

# cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize aus, (\*\*) aux moins de dix-luit aus.

La Cinémathèque CHATLLOT (704-24-24)

SAMEDI 9 OCTOBRE Rétrospective de la Fox (1917-1935); 15 h : Cameo Kirby, de J. Ford ; Dante's inferno, de H. Otto; Rétrospective Festival de Biarritz; 19 h : la Mystérieuse Buenos-Aires, d'A. Fischerman, R. Wulicher, et O.B. Finn; 21 h : le Temps de la revanche, d'A. Aristarain.

d'A. Aristarain.

Rétrospective de la Fox (1917-1935); 15 h: Notre héros, de F. Borzage ; 17 h: l'Aigle blen, de J. Ford ; Rétrospective Festival de Biarritz ; 19 h : El hombre cuando es hombre, de Valeria Sarmiento ; 21 h :

Yawar fiesta, de L. Figuerora. BEAUBOURG (278-35-57)

DIMANCHE 10 OCTOBRE DIMANCHE 10 OCTOBRE

15 h: Le Chant des fleuves, de J. Ivens;
Réalisateurs rouennals; 17 h: Souvenirs de
quelques choses; les Cartes postales, les Papiars peints, de O. Choupaut et O. PascalPoupion; Oavid et Bethsabée, de J. Dieppois; les Manèges de l'imaginaire, du
J. Danau; Trente ans de cinéma expérimenple D. Ferres (1986, 1989).

J. Danan; Trente ans de cinéma expérimental en France (1950-1980): 19 h; J. Clareboudt, R. Bembaron, J.-D. Pollet, Erro; 21 h: Seandale à la cour, d'O. Preminger.
15 h: le Roi, de P. Colombier; Réalisateurs rouennals; 17 h: Poppée, de C. Duly; J'en bave, de C. Duty; L'esprit du temps, de J.-M. Mongredien; Trente ans de cinéma expérimental en France (1950-1980): 19 h: P. Foldes, R. Seve, J. Hill, M. Raysse, J.P. Prevost, J.-L. Godard, P. Kanler, M. Leruaitre, J. Monory; 21 h: les Cannibales, de L. Cavani.

#### Les exclusivités

AMÉRIQUE INTERDITE (A. vf.)

(\*\*): U.G.C. Danton, 6 (329-42-62);
Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); Rex., 2 (236-83-93); Rio Opéra, 2 (742-82-84); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Mistral, 14 (539-52-43); Miramar, 14 (320-89-52); Montpernos, 14 (327-52-37); Magic Convention, 15 (828-20-64); Murat, 16 (651-99-75); Paramount Montmartre, 18 (606-34-25); Tourelles, 20 (364-51-98).

A ARMES ÉGALES (A., v.f.): Lumière, 9 (246-49-07): Saint-Antoine, 12 (307-55-22).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.): George-V, 8 (562-41-46). – V.f.: 3 Haussmann, 9 (770-47-55). LE BEAU MARIAGE (Fr.) : Marais, 4

(278-47-86).

BLADE RUNNER (A., v.o.) (\*):
Gammont-Halles, 1st (297-49-70); Hantefeuille, 6s. (633-79-38); U.G.C. Danton, 6st (329-42-62); Normandie, 3st (359-41-18); Marignan, 8st, (359-41-18); Marignan, 8st, (359-41-18); Marignan, 8st, (359-41-18); Montagnasse, 15st, (544-25-02). – V.f.: Rex, 2st, (236-83-93); Impérial, 2st (742-72-52); Montagnasse Pathé, 1st, (322-19-23); Gammont Sud, 1st (322-19-23); Gammont Sud, 1st (322-48-50); Magic Convention, 1st (828-20-64); Wepler, 1st (522-46-01); Gaumont Gambetta, 20th (636-10-96).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.): Ciné Beau-

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.a.): Ciné Beau-bourg. 3º (271-52-36): Quintette, 5º (633-79-38): Marignan, 8º (359-92-82); Elysées Lincoln, 8º (359-36-14): Parnss-siens, 14º (329-83-11). V.f.: Berbitz, 2º (742-60-33): Montparnasse 83, 6º (544-14-27); Athéna, 12º (343-00-65): Gau-mont Sud, 14º (327-84-50): Clichy Pa-thé, 18º (522-46-01). LA CHÉVEF (Fr.): Français, 9º (770-

LA CHÉVRE (Fr.) : Français, 9 (770-33-88).

33-88).

CLASS 1984 (A., v.o.) (\*\*): U.G.C. Odéon, 6 (325-71-03); Ermitage, 8 (359-15-71). - V.f.: Rext. 2 (236-83-93); U.G.C. Boulsvard, 9 (770-11-24); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gohelina, 13 (336-23-44); Miramar, 14 (320-89-52); Mistral, 14 (339-52-43); Magic Convention, 15 (828-20-64); Murat, 16 (651-99-75); Paramount Montmartre, 18 (606-34-25); Secrétan, 19 (241-77-99);

COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Gaumot Halles, 1" (297-49-70): Quintette. 5' (633-79-38); Hautefenille, 6' (633-79-38); Gaumont Champs-Elysées, 8' (359-04-67); Parnassiens, 14' (329-(32) Fl. M. Saint-Jacques, 14 (589-68-42); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Mayfair, 16 (525-27-06).

V.f.: Français, 9 (770-33-83); Nations, 12 (343-04-67); Montparmasse Pathé, 14 (320-12-06); Gaurmoni Sud, 14 (327-84-50); Clichy Pathé, 18 (522-

DE LA VIE DES ESTIVANTS (50V., v.o.); Cosmos, 6 (544-28-80). LES DIPLOMÉS DU DERNIER RANG (Fr.) : Richelieu,2 (233-56-70) : Paris Loisirs Bowling, 18 (606-64-98).

DIVA (Fr.): Movies, 1" (260-43-99); Vendôme, 2" (742-97-52); Panthéon, 5" (354-15-04); Ambassade, 8" (359-

ELIA KAZAN OUTSIDER (A., v.o.) : Saint-Séverin, 5" (354-50-91). L'ÉTAT DE BONHEUR PERMANENT (Fr.) : J. Cocteau, 5 (354-47-62). H. sp. ET TOUT LE MONDE RIAIT (A.,

v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3<sup>s</sup>. (271-52-36) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15<sup>s</sup> (575-79-79). LA FÉLINE (A., v.o.) (\*): Hautefcuille, 6 (633-79-38): George V, 8 (562-41-46); Ambassade, 8 (359-19-08). – V.f.: Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).

LA FIÈVRE DE L'OR (A., v.o.): Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Publicts Champs-Elysées, 8 (720-76-23). – V.J.; Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Montparnasse, 14, (329-90-10). LES GAMINS D'ISTANBUL (Ture, v.o.) : Forum, |= (297-53-74). GEORGIA (A., v. o.) : Cluny Écoles, 5

LE GRAND FRÈRE (Fr.) (\*) : Richelieu E GRAND FRERE (Fr.) (\*): Richelieu 2º (233-56-70); Montparnasse 83, 6º (544-14-27); Colisée, 8º (359-29-46); Olympic Balzae, 8º (561-10-60); Fran-çais, 9º (770-33-88); Fauvette, 13º (331-60-74); Gaumont Convention, 15º (828-42-27); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15º (575-79-70); Cliche Pathé, 18º (522-6-01); Gaumont Gambetta, 20 (6.16-

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6. (544-57-34).

## LES FILMS NOUVEAUX

LE CAVALIER AU CHEVAL D'OR, film soviétique de Vassili Jouravliov. V.f.: Cosmos, 6 (544-

CHASSEUR DE MONSTRES, film italien d'Enzn Castellari. V.f.: Maxéville, 9º (770-72-86), Paramouat-Galaxie, 13º (580-18-03), Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00).

DEUX HEURES MOINS LE QUART AVANT JESUS-CHRIST, film français de Jean Yanne, Gaumont Halles, 1º (297-49-70), Gaumont Berlitz, 2º (742-49-70), Gaumont Berlitz, 2: (742-60-33), Gaumont Richelieu, 2: (233-56-70), Chuny Palace, 5: 1.254-07-76), U.G.C. Danton, 6: (329-42-62), Marignan, 8: (359-92-82), Biarritz, 8: (723-69-23), Gaumont Ambassade, 8: (359-19-08), St. Lazare Pasquier, 3: 1387-35-43), Français, 9: (770-33-88), Nations, 12: (343-04-67), Fauvette, 13: (33)-56-86). Monitographics Pathé, 14: 12" (343-04-67), Fauvette, 13" (331-56-86), Moniparnasse Pathé, 14" (322-19-23), Parnassiens, 14" (329-83-11), Gaumont Sud, 14" (327-84-50), Gaumont Convention, 13" (828-42-27), Victor Hugo, 16" (727-49-75), Wepler, 18" (522-46-01), Gaumont Gambetta, 20" (636-

LA FEMME TATOUÉE, film japo-LA FEMME TATOUÉE, film japomais (\*) de Yoichi Takabayashi. V.o.: Forum, 1\*\* (297-52-74). Saint-Germain Studio, 5\*\* (633-63-20). Elysées Lincoln, 8\*\* (359-36-14). Parnassiens, 14\*\* (329-83-11). V.f.: Saint-Lazare Pasquier. 8\*\* (387-35-43), Lamière, 9\*\* (246-49-07), Nation, 12\*\* (343-04-67), Clichy Pathé, 18\*\* (522-46-01). LE GENDARME ET LES GENDARMETTES, film français de Jean Girnuli assisté de Tony Aboyantz. Grand Rex. 2\*\* (236-83-93), U.G.C. Opéra. 2\*\* (236-32-71-08), Bretagne, 6\*\* (222-57-97).

71-08), Bretagne, 6\* (222-57-97), Normandie, 8\* (335-41-18), Biar-ritz, 8\* (723-69-23), U.G.C. Boule-vards, 9\* (246-66-44), U.G.C. Gare de Lyon, 12: (343-01-59), U.G.C. Gobelins, 13: (336-23-44), Mistral, 14: (539-52-43), Moniparnos. 14 (327-52-37). Masic-Convention, 15 (828-20-64). Murat, 16 (651-99-75), Paramouni Maillot, 17 (758-24-24), Images, 18 (522-47-94).

POLENTA, film suisse de Maya Si-mon. Marais, 4º (278-47-86). Studio Logos, 5 (351-26-12).

HAMMETT (A., v.n.) : Clnny-Palace, 5

L'HONNEUR D'UN CAPITAINE (Fr.) Forum, 1st (297-53-74); U.G.C. Opera, 2st (261-50-32); Paramount Marivaux, 2st (296-80-40); Paramount Odéon, 6st (325-59-83); Publicis St-Germain, 6-(222-72-80); Studio J.-Cocteau, 5- (354-(225-12-01) Surano 3-Corieau, 5 (354-47-62): Paramount Mercury, 8 (562-75-901: Monte-Carlo, 8 (225-09-831, Paramount Opéra, 9 (742-56-31): Para-mount Bastille, 12 (343-79-17); Para-mount Galaxie, 13 (580-18-03): Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10) Paramount Orleans, 14 (540-45-91) Convention Si-Charles, 15: (579-33-00); Paramount Maillot, 17: (758-24-24); Paramount Montmartre, 18: (606-34-25);

Secrétan, 19: (241-77-99). Secretan, 19 (241-77-99).

ILS APPELLENT CA UN ACCIDENT
(Fr.): Paramount Marivaux, 2- (29680-40): Paramount Odéon, 6- (32559-83): Paramount City, 8- (56245-76): Paramount Bastille, 12(343-79-17); Paramount Galaxie, 13(580-18-03): Paramount Montparnasse,
14- (329-90-10).

JAGUAR (Phil., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6 (633-97-77). JAMAIS AVANT LE MARIAGE 1Fr.):

KILLER OF SHEEP (A., v.o.) : Saim-André-des-Arts, 6- (326-48-181, LÉGITIME VIOLENCE (Fr.): Berlitz, 2º (742-60-33): Marignan, 8º (359-92-82): Montparnasse Pathé, 14º (320-120-61) LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE

(Fr.): Olympic, 14' (542-67-42). LA LOTERIE DE LA VIE (Fr.): Margis, 4- 1778-47-861 MAD MAX II (Austr., v.n.) ; U.G.C. Dan-

MAD MAX II (Austr., v.n.); U.G.C. Danton, 6\* (329-42-62); Normandie, 8\* (359-41-18) – V.f.; Bretagne, 6\* (222-57-97); U.G.C. Boulevard, 9\* (770-11-24); Maxéville, 9\* (770-72-86); U.G.C. Gobelins, 13\* (336-23-44).

LA MAISON DU LAC (A., v.o.); U.G.C. Biarritz, 8\* (723-69-23). – V.f.; U.G.C. Opéra, 2\* (261-50-32).

LE MARQUIS S'AMUSE (It., v.o.):
Quintette, 5° (633-79-38); Marignan, 8°
(359-92-82) - V.f.: Richelieu, 2° (23356-70); Moniparnasse 83. 6° (54414-27): Fauvette, 13° (33)-60-74). EURTRES EN DIRECT (A. VA.) Marignan, 8° (359-92-82).

MISSING (PORTÉ DISPARU) (A., v.o.): Saint-Michel, 5 (326-79-17). — V.f.: U.G.C. Opėra, 2 (261-50-32); Moniparuos, 14 (327-52-37). MOURIR A TRENTE ANS (Fr.) : 14 Juillet Racine, 6 (633-43-71).

14 Juillet Racine, 6° (633-43-71).

ON N'EST PAS SORTI DE L'AUBERGE (Fr.): U.G.C. Opéra, 2° (261-50-32); Ermitage, 8° (359-)5-71); Maxéville, 9° 1770-72-86); Montparnos, 14° (327-52-37); Montparnasse Pathé, 14° (322-19-23).

LA .PASSANTE DU SANS-SOUCT: (Fr.): Paramount Mariyany, 2° (296-

(Fr.) : Paramount Marivaux, 2º (296-80-40) : Paramouni Maillot, 17º (758-

24-24). PASSION (Fr.): Paramount Odéon, 6-(325-59-83]. LE PERE NOËL EST UNE ORDURE E PERE NOEL EST UNE ORDURE (Fr.): Gaumont Halles, 14 [297-49-70]; U.G.C. Odéon, 6\* (325-7)-08): Biarritz, 8\* (723-69-23); U.G.C. Boulevard, 9\* (246-66-44); Maxéville, 9\* (770-72-86); U.G.C. Gare de Lyon, 12\* (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13\* (336-23-44): Miramar, 14\* (320-89-52); Mistral, 14\* (539-52-43); Convention Saint-Charles, 15\* (579-33-00): Clichy-Pathé, 18\* (522-46-01).

Saint-Charles, 13° (379-33-00); Chemp-Pathé, 18° (522-46-01).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.):

Saint-Michel, 5° (326-79-171; Ambas-sade, 8° (339-19-08); Kinopanorama, 15°

(633-08-22); Mariguan, 8 (359-92-82).

V.f.: Richelieu, 2 (233-56-70): Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Fauvette, 13 (231-30-7). 13' (331-60-74).

POUR 100 BRIQUES, TAS PLUS RIEN (Fr.): Biarritz, 8: (723-69-23).

RIEN (Fr.): Biarritz, 8° (723-69-23).

LES 40° RUGISSANTS 1Fr.): Épée de Bois, 5° (337-57-47).

QUERELLE (All., v.o.) (°°): Forum. 1°′ (297-53-74); Quinterle, 5° (633-79-38): Olympie Saint-Germain, 6° (222-87-23); Pagode, 7° (705-12-15); Colisée, 8° (359-29-461; 14 Juillet Beaugrenelle. 15° (575-79-79). – V.I.: Impérial. 2° (742-72-52); Montparnasse 83, 6° (544-14-27); Clichy-Palbé, 18° (522-46-01), à partir de samedi.

cartir de samedi. QU'EST-CE QU'ON ATTEND POUR ETRÉ HEUREUX ? (Fr.) : 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81). REDS (A., v.o.): George V, 8 (562-41-46).

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.): U.G.C. Marbeul, 8 (225-18-45). ROX ET ROUKY (A., v.f.) : Napoléon. 17. [380-41-46].

LE SECRET DE VERONIKA VOSS (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 5º (354-34-831. 34-831.

TER GROUPÉ (Fr.) (\*): Paramount Marivaux, 2: 1296-80-40): U.G.C. Opéra, 2: (261-50-32): Studio Alpha, 5: 1354-39-471: Paramount Odéon, 6: (325-59-83): Paramount City, 8: (562-45-76): Publicis Champs-Elysées, 8: (720-76-23): Max-Linder, 9: (770-40-04): Paramount Opéra, 9: (742-56-31): Paramount Opéra, 9: (742-56-31): Paramount Bastille, 12: (343-79-17): Paramount Gahelins, 13: (707-12-28): Paramount Gahelins, 13: (580-18-03): Paramount Montparnasse, 14: (329-90-10): Paramount Orieans, 14: (540-45-91): Canvention Saint-Charles, 15: (579-33-00): Passy, 16: (288-63-34): Paramount Maillot, 17: (758-24-24): Paramount Montparte, 18: (606-34-251; Secrétan, (9: (24)-77-991.

LA TRUTTE (Fr.) : Gaumoni Halles, 1 (297-49-70): Hautefeuille. 6: (633-79-38): Pagode, 7: (705-12-151; Colisée, 8: (359-29-461; Olympic Balzae, 8: (561-10-60): Saint-Lazare Pesquier, 8: (387-35-43): Français, 9: (770-33-88): Nation, 12: (343-04-67): Montparnasse Pathé, 14: (322-19-23); Gaumont Convention 15: (382-43-77)

Convention, 15: (828-42-27). UNE HISTOIRE SANS IMPORTANCE nise par les pouvoirs publics . (Fr.): Marais, 4° (278-47-86).

LES UNS ET LES AUTRES [Fr.] : Pu-hlieis Mattgoon, 8' (359-31-97); Palace Croix-Nivert, 15' (374-95-04). LES YEUX DE LA FORET (A., v.o.) U.G.C. Marbeuf, 8: (225-18-45). — V.f.: U.G.C. Opera, 2: (261-50-32).

YOL (Turc. v.o.1: 14 Juillet Parnasse, 6-1326-58-00): U.G.C. Odéon, 6-(325-71-08): U.G.C. Champs-Elysées, 8-(359-12-151): 14 Juillet Bastille, 12-(357-90-81): 14 Juillet Beaugrenelle, 15-(575-79-79). - V.f.: U.G.C. Boulevard, 9-(246-66-44): Mistral, 14-(539-53-43): Biomeorific Monagement 52-43); Bienventte-Momparnasse, 15 (544-25-02).

# PRESSE

#### Le conflit des « Dépêches » de Dijon

#### **ECHEC DE LA RÉUNION** TRIPARTITE ET DIVERGENCES A LA C.F.D.T.

(De noire correspondant.)

Lyon. - La deuxième réunion tripartite entre les représentants du ministère du travail, des syndicats et de la direction du Progrès, pour ienier de dénouer le conflit des Dépéches de Dijon, s'est tenue vendredi 8 octobre à Paris ; elle n'a pas débouché sur un accord. Cette instance de conciliation ne devrait plus

se réunir. M. Jean-Charles LigneL P.-D.G. du Progrès, nous a déclaré avoir • pris acte • de l'absence de propositions de la Fédération française des travailleurs du Livre (F.F.T.L.-C.G.T.), après son offre de vente pour 15 millions de francs de l'immeuble et d'une rotative des Dépêches. De plus, le P.-D.G. du Progrès a fait savoir que sa proposition de vente ne restait valable que si les locaux étaient libérés et si les journaux étaiem - distribués normale

Les dernières propositions formu-lèes le 27 septembre par M. Lignel, au cours d'une première réunion, ont čié confirmées vendredi : les ou-vriers et les employés oni jusqu'au 15 octobre pour accepter leur nouvelle affectation hors de Dijon ; les licencies économiques ont une priorité d'embauche dans le groupe Progrès pendant dix-huit mois : les mutations inter-etablissements entre Saint-Elienne et Chassieu sont autorisées; un mois supplémentaire est ajouté aux indemnités de liceocie-

ment. D'autre part, la plainte pour in-fraction à l'ordonnance du 26 août 1944, déposée contre M. Lignel par le président du syndicat des journalistes français C.F.D.T. (le Monde du 8 octobre) provoque des divergences d'appréciation au sein de la centrale syndicale, Alors que la Fédération des travailleurs de l'information, de l'audiovisuel et de l'aclion culturelle C.F.D.T. (F.T.I.A.A.C.), qui regroupe differents syndicats (dont le S.J.F.). avait déjà souhaité une réflexion plus large en non ponctuelle sur les textes de la libération, ce sont des journalistes C.F.D.T. du Progrès de Lyon qui prennent leurs distances par rapport à l'initiative du S.J.F. Dans un communiqué, les journalistes C.F.D.T. du Progrès demandent que · les instances nationales des organisations plaignantes élar-gissent dans les plus brefs délais leurs actions judiciaires à l'ensemble des patrons de presse qui commettent quotidiennement eux aussi. grace à des artifices juridiques, des intractions à la législation sur l'infarmation dans la région Rhône-Alpes, conime dans l'ense

CLAUDE RÉGENT.

#### SEPTIÈME INCULPATION

DANS L'« AFFAIRE HERSANT » M. Eric Nobles, directeur de l'hebdomadaire le Courrier de l'Eure, édité au Neubourg, a été în-cul pé vendredi 8 octobre par M. Claude Grellier, juge d'instruction, d'infraction aux articles 4 et 7 de l'ordonnance du 26 août 1944, relative à l'organisation de la presse

francaise. Depuis le 1er février 1974, M. Noblet est directeur du Courrier de l'Eure, édité par la Société normande de presse républicaine dans laquelle la société Socpresse (groupe Hersant) est largement majoritaire. Il est donc cense avoir servi de - prete-nom -. C'est le septième inculpe de l' - affaire Hersani -. M. Noblet a choisi pour défenseur le même avocat que M. Robert Hersant, Me Albert Benatar.

## VIDÉO

l quitable •.

• Redevance sur les magnétoscopes : protestation des industriels de l'electronique. - Les industriels de l'électronique s'élèvent dans un communique contre le projet d'imposer une redevance annuelle de

47) F sur les magnétoscopes. - Le marché vidéo dans son entier serait affecté par une telle mesure -. compte ienu du - caractère dissuasif - de la redevance, qui - irait à l'encontre de l'effort de reconquete du marché national précoajoutent les industriels, qui qualifient en outre cette mesure d' . ine-

— (Publicité) -ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE 23, bd Vital-Bouhot, ile de la Jatte, 92, Neutly

Telephone: 747-51-35 Alain GOUTHIER

Centre officiel d'examen - Marine merchande TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE



en mere program and the control and the control of the control of

# RADIO-TÉLÉVISION

#### Samedi 9 octobre

PREMIÈRE CHAINE: TF.1

20 h 35 Droit de réponse

L'autoceusure, avec MM. Ivan Leval (Europe 1), B. Lan-glois (A 2). L. Bodard, écrivain, Ph. Boucher (le Monde). R. Liscia (Nouvelles littéraires), R. Giequel (TF 1).

21 h 50 Série : Dallas.

L'abominable J. R. se bat contre la paralysie et continue de contrôler de son itt d'hôpital toutes set affaires. Miss Ellie découvre le fusil qui a servi à tirer sur J.R.

22 h 45 Magazine d'actualité : Sept sur sept.

Au sommaire: La télévision des autres (République fédérale d'Allemagne): Le projet Paris-Lyon-Marseille; Mettez un rève dans votre moteur: Río, capitale de la violence: Le grand témoin de la semaine sera M. Bernard Hanon, P.-D.G.

23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAINE: A 2



20 h 35 Variétés : Champs-Elysées.

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

10 h 30 Le jour du Seigneur.

14 h 30 Série : Arnold et Willy. h Sports dimanche. Tiereé : cyclisme : Grand prix

Tiercé : cyclisme : Grand prix d'autor pionnat de France à Fontamebleau.

Jeu : Dira-dira pas.

Les animaux du monde.

h 35 Cinema: l'Emmordour.
Film français d'E. Molinaro (1973), avec L. Ventura, J. Brel, C. Cellier, J.-P. Darras, X. Depraz (rediffusion).
Un tueur à gages, chargé d'abattre un homme à Montpellier, est contrairé dans sa mission par un représentant de commerce qu'il a sauvé du suicide et qui l'encombre de sa reconnaissance et de ses malheurs.
La sèrie noire dans le vaudeville. Brillante adaptation d'une sière de Français Veler.

Coura de gymnastique jet à 10 h 45).

TINO ROSSI

**Nouvel Album** 

- Cinquante ans d'amour

SSI\ au Casino

de Paris

à partir

du 4 Novembre NUMBER OF THE PERSON

- Grand'mère on t'aime

- La chanson...

La course autour du monde.

20 h 35 Veriôtès : « La nouvelle affiche ».

Avec Alain Chamfort, Nicoletta, Charles Trenet, etc.

teto est maisace.

Neging, rolling, surfing, musculation. Nos contemporains courent, transpiron et extimem que « quand on est bien dans son corps, on est bien dans sa tête ». L'effort, régénérau le corps, régénère aussi l'ame. Parallèlement, le marché du sport explose, les saciologues et psychologues se penchent sur ce phénomème de societé. Alors ? Narctssisme effréné, ou libération de l'individu ?

22 h 30 Magazine: Concert-Actualités. Deux reportages: l'Orchestre français des jeunes et le tour nage du film de F. Zeffireili: Traviata.

17 h 30 Série : Starsky et Hutch.

18 h 30 Jeu : Qui êtes-vous ?

19 h 30 Jeu: J'ei un secret.

20 h Journal. 20 h 35 Cinéma : l'Emmerdeur.

22 h 25 Sports dimanche soir.

**DEUXIÈME CHAINE: A 2** 

10 h 30 Magazine du cheval.

13 h 20 Dimenche Martin (suita).

11 h 15 Dimenche Martin.

17 h 05 Série : Le journe

Stade 2. Journal.

19 h

12 h 45 Journal.

Journal.

13 h 20 Pour vous.

22 h 25 Pleins feux.

23 h 15 A Bible ouverte.

9 h 40 Cours d'anglais.

14 h 10 Varietes.

Presence protestante.

Avec Sheila, Julio Iglesias, Patti Layne, Frida, Louis de Funes, Michel Galabru, etc. Funës, Michel Galabru, etc. 21 h 50 Sèrie : Deuil en 24 heures.

D'après le roman de Vladimir Pozner, Réal. : F. Cassenti. Avec A. Cuny, R. Bohringer, P. Clementi,

Une série en quatre épisodes sur les six mois qui ont suivi la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France. Une adap-tation surprenante de ce roman reportage, rédigé dans le feu de l'action juste après la débàcle,

9 h 30 Foi et traditions des chrétiens orientaux.

22 h 50 La grande parade du jazz: Italian oli Stars. Emission de J.-C. Averty. K. Bluding. C. Puller. D. Diana (trombones), E. Pieran-munt (piano), G. Basso (saxo), G. Tommaso (contrebasse), T. de Piscopa (batterie).
23 h 20 Journal.



TROISIÈME CHAINE: FR 3

20 h 35 On sort ce soir : Un conseil de classe très

ordinaire.

De P. Boumard. Spectacle du Théâtre de l'Aquarum.

Un conseil de classe de terminale à la veille du bacca
une caricature teimée d'hun Un huis clos qui est une caricature teintée d'humour du milieu scolaire, des élèves au proviseur.

22 h 25 Journal.

22 h 55 Prélude à la nuit. Tableaux d'une exposition, de Monstoresky

FRANCE-CULTURE

26 h, Thestre owert: « Ecritures de femmes »; « Ulrich Hel-ger », fragments, avec M. Caccia, R. Jourdan, A. Marcon, I. Petit-Jacques, J.-J. Sheffer, E. Stochl.

Journal.

sang des hommes.

FRANCE-CULTURE

Père S. Bonnet. h, Regards sur la munique h 5, Allegro. h 45, Musique polonaise

14 h 5, Thèbes contre Thèbes.
16 h 5, Entretien avec Angélique Ions
17 h 30, Rescoutre avec... Hagues
Landère assassinée -.

Landire assassinfe ».

18 h 30, Ma nou troppo.

19 h 16, Le cinima des cinimates.

FRANCE-MUSIQUE

19 b. Jazz vivant

Invité: le professeur Jean Bernard. 21 h 25 Courts métrages français.

10 h 30 Mosaique. 13 h Les jeux de

TROISIÈME CHAINE: FR 3

images de...

Feuilleton: Rocambole.

Série : Bizarre, bizarre.

22 h Journal. 22 h 30 Cinéma de minuit : la Main noire.

Otrecture de - Genevière », de Schumann, par l'Orchestre symphonique de Lyon, sous la direction de Serge Bando.

9 h 10, Le Veda.

9 h 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : « La libre potaté française.

10 h, Messe, à l'église Saint-Maxime d'Antony, prédicateur : Père S. Bonnet.

anise d'aujourd'hui.

19 h 48, Le Cameran des canesacies.
20 h, Ahatron: de Robert Croeley, par Jacques Darras, avec P. Joris, J. Rouhand, J. Darras, J. Daive, D. Roche.
20 h 40, Ateller de création radiophonique: Prince de la min appelle mélodie.
23 h, Bundes passantes.

9 h 10, Les matinées de l'orchestre : L. Stokowaky ; œnvres de Rachmaninoff, J. Brahms et Tchatkoviki.
11 h, Concert (en direct du thélètre de Rood-Point des Champs-

Elyaces à Paris) : cenvres de J.-S. Bach, Mozart, par T. Zeheumar, volon, M. Frager, piano. 12 h S. Magazine international. 14 h 4. D'une oreille l'autre : ceuvres de Dvorak. Schubert,

Berg, Liszt, Stravinski. h, Comment Pentendez-vous?: Don Juan, par A. Bour-seiller: œuvres de R. Strates, Purcell, Glück, Dargomijski,

Les chants de la terre : magazine de musiques traditio 20 h 30. Concert : (donné le 29 janvier 1950) : les grande

concert : (counce et 2 janvier 1990) : Se grands concerts d'archives : « Symphonic n° 8 », de Bruckner, par l'orchestre philharmonique de Berlin ; dir. H. Knappertsbusch. 22 h 36, La mait sur France-Musique : Hommage à J. Doyen : denvres de Roussel, Franck, Chopin, Ravel : 0 h 5, Round about Midnight...

Ouvert le dimanche.

Dimanche 10 octobre

FRANCE-MUSIQUE

19 h 35, Les pêchears de perles : Toscanini, Gershwin.
20 h 30, Concert i (donné le 26 août 1982 à la faculté de droit d'Assas) : « Concert o grosse », de Haendel ; « Concerto pour violoncelle et orchestre, en ré majeur », de Boccherini ; « Grave, pour violoncelle et orchestre à cardes » ; « Prélude et fague », de Lutoslawski ; « Sounte pour cordes », de Rossini, par l'Orchestre de chambre de Pologae ; dir., J. Maksymiuk ; sol. M. Maisky, violoncelle.
22 h 30, La moit sur France-Musique : Musiques de mait ; 23 k, Entre guillemets ; 0 h 5, Poissons d'or.

# **CARNET**

Pascale et Julien, à Strasbourg, jeudi 7 octobre. le feu qui couve

Le document sevère mais lucide, riche, sérieux et solidement documenté sur le Mexique réalisé par Jean-Claude Buhrer pour la télévision suisse et présenté vendredi soir par FR 3 a été tourné en février 1982 (1). Depuis, le Mexique, qui détient le record peu enviable de pays le plus endetté du tiers-monde (la dette extérieure devrait atteindre près de 90 miliards de dollars à la fin de cette ennée), affronte une crise financière d'une ampleur sans précédent qui menace la stabilité.

jusqu'alors exemplaire, d'un pays

Mexique:

-**VU**-

dont la décendance de plus en plus grande à l'égard des Etats-Unis est lourde de révoltes. Le tableau sans complaisance dressé par Jean-Claude Buhrer prend un relief saisissant, bien que l'on puisse regretter quelques

lonqueurs, un commentaire qui suit trop l'image et une description trop ropido des closses moyennes. Ce sont elles, principales bénéficiaires de la a révolution institutionnalisée », qui sont la plus touchées par la crise et risquent de se rebeller les premières. Démographie galopante, lourdes inégalités sociales et disparités régionales, entassements humains du grand Mexico, poubeiles géantes de Netzahualcoyoti (record du monde du taux de croissance démographique), misère des paysans pauvres et de ceux a d'en bas » : la « tragédie cosmique » dénoncée par l'écrivain Fernando Benitez est connue. Mais les risques accrus d'explosion sociala et une dépendance aggravée par le boom pétrolier, lancent des défis redoutables à un système qui avait pu, depuis plus de soixante ans, absorber tous les remous et toutes les contesta tions, même les plus dures comme en 1968. Qui peut jurer aujourd'hul que la feu qui couve

MARCEL MEDERGANG.

ne peut se raillumer ?

(1) Mexico : les Braises rougeoient encore, FR 3, Le nouveau vendredi.

A Montréal

M. RÉGIS DEBRAY ATTAQUE LA « DICTATURE »

15 n Ouvert le dimanche.
Voix publique avec Jean Yanne; 16 h. A la découverte de Déodat de Séverac, auteur de la merveilleuse bercouse « Ma poupée chérie ne veut pas dormir... », de deux opéras et de pièces pour piano; 17 h, listérature.
18 h Magazine de la photo : Flash 3.
18 h 45 L'Echo des bananes.
J.-M. Laughlin, E. Wiener, les Civils, les groupes Ticket, Gougost Kangui, Doingo Bringo.
19 h 40 Spécial DOM-TOM.
20 h Séria : Birarra hivarra. EXERCÉE PAR M. PIVOT A « APOSTROPHES » M. Regis Debray, écrivain et Tel est pris, de R. Dahl, mise en soone R. Chapman, réal. C. Miles. 20 h 35 A la recherche du temps présent : Le

sion cáblée.

conseiller technique de M. François Mitterrand (notamment pour la culture), a accusé, vendredi 8 octobre à Montréal, devant l'Union des certvains quebécois, l'émission Apostrophes - de Bernard Pivot d'exercer - une véritable dictature sur le marché du livre -. 11 faut Il 30 Catestia de Richard Thorpe (1950), avec G, Kelly, J. Carroll Naish (v.o. sous-titrée, N.).

A New-York, au début du siècle, la communauté des émigrés italiens est terrorisée par l'association criminelle de - la Main noire -. Un jeune homme décide de venger son père · enlever à cette émission le monopole du choix des titres et des auteurs accorde à l'arbitraire d'un seul homme -, a-t-il notammeot declare. « Apostrophes » est diffusée Susassine.

Susassine.

Susassine original et mise en scène plus au moins inspirée du néoréalisme. Gene Kelly, qui ne danse pas, s'impose dans un rôle
dramatique. Un film surprenant, peu connu.

0 h 05 Préfude à la nuit. au Quebec, parmi d'outres émissions des chaînes françaises, par la télévi-

TRIBUNES ET DEBATS

DIMANCHE 10 OCTOBRE M. Henri Fiszbin, conseiller de Paris, président de Rencontres communistes, participe an journal de R.M.C., à 12 h 45.

- M. Anicet Le Pors, ministre de la fonction publique et des réformes admi-nistratives, est invité à l'émission « Le grand jury-R.T.L.-le Monde » sur R.T.L. à 18 h 15.

- M. Charles Flterman, ministre des transports, est reçu au « Club de la presse » d'Europe I à 19 heures.

LUNDI 11 OCTOBRE M. Brice Lalonde, animateur de Amis de la terre, est l'invité de l'émis-sion - Plaidoyer - de R.M.-C., à 8 h 30.

- M= Ernest Lemaire-Audoire, Naissances

Sophie et Nicolas DIENER ont la joie de faire part de la maissance de leurs sœur et frère

**Mariages** 

Décès

- Isabelle COMBARNOUS et Jess-Michel SAULNIER sont heureux de faire part de leur mariage, qui a été célébré à Paris, le 25 septembre 1982.

M= Yoheved Berwald-Netter, M. Jean-Patrice Netter, Et lours enfants Thomas-Nizan et Anne-Carole, ont le regret de faire part du décès de

mère, belle-mère et grand-mère, M= Tova BERWALD, née Munik, survenu à Zefat (Israël), le 12 septem-bre 1982.

Les obsèques ont en lieu à Tel-Aviv le 15 septembre. 18, rue Sainte-Croix, 75004 Paris. - M= Alexandre Leventis,
M. et M= Edmond Coppet,
M. et M= Jean Dann,
M. et M= Olivier Coppet,

Claudine Coppet, Maria Luz Vecino, ont la douleur de faire part du décès de

M. René COPPET. M. Kene CUPTE I, chevalier de la Légion d'hon croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, médaille militaire,

teur frère et oncle, survenu le 7 octobre 1982. 1982.
La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 12 octobre, à 14 henres, à la chapelle de la Mission espagnole, 51 bir, rue de la Pompe, Paris-16\*.
Cet avis tient lieu de faire-part,

96, rue de la Faisanderie, 75016 Paris. 30, avenue du Bois-de-la-Marche, 92420 Vaucresson.

Nous apprenous le décès de Marcel DELRIEU.

[Marcal Dehieu était né le 8 décembre 1900 en Alpérie, à Khroch, près de Constantine. Conseiller général de Constantine, il aveit siégé au Sérast de 1962 à 1961 comme éta de premier collège. Au Paties de Luxembourg, Marcal Dehieu s'estait inscrit au groupe des républicains indépendants que présidait M, Marcel Rogier, sénateur d'Alger.]

- Michel Fliess, son fils, - Michel Puess, son ins, Edith Gabelle, sa cousine, Sa famille, ses amis, at la douleur de faire part du décès de Mar Josée FLIESS,

née Selm, survenu à Bad-Schwalbach (Allemagne fédérale), le 10 septembre 1982 dans sa soixante dix-humième année. L'inhumation aura lieu le mercredi 13 octobre, à 11 h. 30, au cimetière de Gentilly, 5, roc Salote-Hélène, 75013 Paris.

Cet avis tient liea de faire-part.

Mª Irène JONKER,

Les obsèques ont eu lieu à Mentan dans la plus stricte intimité, le 5 octobre 1982.

- Vladimir et Liliane Cagan ct leurs enfants font part du décès de

M Jenane KAGAN, néc Ujazdowska, survenn brutalement le 4 octobre,

de Saint-Manr-des-Fossés (Val-de-Marne) dans l'intimité. Cet avis tient lieu de faire-part. 30, rue Claude-Decaen, 75012 Paris.

- M= Jacques Keller, son épouse, M. et M= Olivier Keller et leurs afants,
M. et M= Jean-Jacques Keller et M. et M= Gabriel Keller et leurs

M. et M. Daniel Quenandon et leurs M. Laurent Keller, M. Pascai Keller,

M. Rémi Keller,
M. Rémi Keller,
ses enfants et petits-enfants,
M\*\* Jeanne Keller, sa steur,
M\*\* Marcel Keller et sa fille,
M. et M\*\* Robert Umdeastock, le M. et M. Louis Vieu, leurs enfants et

ses beaux-frères et belles-s ont le chagrin d'annoncer le décès de M. Jacques KELLER,

ancien éleve de l'Ecole polytechniq survenu le 8 octobre 1982. « Je suis la Résurrection et la Vie, celui qui croit en moi vivra, quand même il scrait mort. 4, rue des Trois-Sœurs, 93220 Gagny.

M. et Mer Pierre Chapuis. M. et Mer Philippe Lemaire-Audoire, M. et Mer Kamil Avci,

M. et M= Jacques Constant M. et M.— Jacques Chapuis,
M. et M.— Richard Chambon,
Eric, Rémy et Philippe Chapuis,
Sandrine Lemaire-Audoire,
Erol Avei,

Nicolas Constact et Nathalic

Les familles Manière, Vanquier, Leroux et ses l'idèles collaborateurs, ont la douleur de faire part du décès de

M. Ernest LEMAIRE-AUDOIRE, officier de la Légion d'homesur, leur époux, père, grand-père, arrière-grand-père et parent, survenu le 8 octobre 1982, à l'âge de soixante-seize ans. La cértonoire religieuse sera célébrice en l'église Saint-François-Xavier (place du Commandant-Mithonard). à

Paris (7-), le mardi 12 octobre, à 14 heures, où l'on se réunira. L'inhumation aura lieu au cimestère du Pré-Saint-Gervais dans l'intimité

amiliale.
Cet avis tient lien de faire-part.
14, rue Duroc, 75007 Paris.
7, rue Antheaulme, 77140 Nemours.
38, boulevard Maillot,
92200 Neuilly-sur-Seine.
132, avenue Franklin-D.-Roosevelt,

- M= Janine Roy, son épouse, Jean-Louis et Marie-Sophie Roy,

Les familles Roy, Painreac et Bonnefou, Dabernat ont la douleur de faire part du décès, survenu en son domicile, le 6 octobre 1982, à l'âge de cinquante-sept ans, de

M. Roger ROY, directeur, rédacteur en chef de la vie des transports, vice-président de l'association française de la presse de l'automobile.

Les obsèques seront célébrées, ce jour, dans l'intimité familiale en la cha-pelle Notre-Dame-de-la-Paix à Bourges, dans le Cher.

Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lien de faire-part. Une messe à sa mémoire sera célé-brée dans quelques semaines et sera annoucée par voie de presse. 8, villa Renoir,

78290 Croissy sur-Seine. [Mé le 26 février 1925, licencie en circit, Roger Roy était un journalista spécialisé dans les questions de transport, très connu et appresente dans extre profession. Rédecteur en chef du mensuel « la Vie cles transports », il tensit, depuis 1960, la nutrique « Poids lourde » à « l'Equipe », il était vice-président de l'Association française de le presse automobile.

**Anniversaires** 

- Le 10 octobre 1957 nous quittait Jean DUVAL auteur des Cahiers, Coux qui l'out connu et aimé se sou-

- Le 10 octobre 1957 est décédé l'abbé J. MONCHANIN (Swami Paramerebyananda).
Il repose au cimetière de Bièvre

Avis de messes

- A la mémoire de M. Olivier LOYER. professeur à Paris-X-Nanterre une messe sera dite le jeudi 21 octobre 1982, à 18 h. 30, dans la crypte de l'église Notre-Dame-des-Champs, 27, rue du Montparnasse, Paris (6º).

Communications diverses

 Les Compagnons de la fraternité
Edmond-Michelet consacrent, cette
année, leur neuvième colloque au thème
Paix et liberté aujourd'hui ». Les

Compagnons de la fraternité
Edmond-Michelet consacrent, cette

Paix et liberté aujourd'hui ». Les débats seront ouverts par trois o accats scroot ouverts par trois commu-nications: « Nation et liherté » (R.P. Jacques Sonnet); « Le pacifisme à l'ère atomique » (M. Louis Terre-noire): « Résister aujourd'hui? A quoi? Pourquoi? Comment? » (MM. Etienne Borne et Pierre Marthe-

Le colloque a lieu samedi 9 et diman-che 10 octobre, à l'immenble consulaire de la chambre de commerce, 10, avenue du Maréchal-Leclerc, à Brive (Cor-

3 ..

塘

723

**SURVEILLANCE ALARME** PROTECTION 13:14 15 describe 1982 - 1982 Albert - Westernament

PROTEGEZ VOUS DU FROID ET DU BRUIT DANS LA JOURNÉE

NOUS BEMPLAÇONS VOS FENETRES

PRIX DIRECTS USINE \_ FENETRES ALU & P.V.C \_ VITRAGES ST GOBAIN

**C** 583.70.10

9 RUE BAUDOIN.75013.PARIS HALL D'EXPOSITION VISITE ET DEVIS GRATUITS

#### LES BELLES VENTES DU MOIS

li est rare que des ventes aux en- Braque, Chagall, Léger, Kandinsky. chères originales soient proposées en début de saison. Tel est cependant le cas en octobre au Nouveau Drouot on plusieurs vacations importantes avec catalogues sont à retenir.

La dispersion des collections Aimé Maeght feront l'objet de deux ventes spectaculaires :

- le 25 octobre, pour la haute curiosité, par le ministère de Mª Ader, Picard, Tajau, assistés de MM. Beurdeley, Raindre et Rouillon. (Céramiques, verres antiques,

arts africains et préhispaniques.
Orient et Extrême-Orient.)

— le 27 octobre pour une série
d'importants tableaux et de sculptures modernes par M. Guy Loudmer, les tableaux les plus remarque. bles portant les signatures de

\* Autres ventes:

Chartres, 16 octobre (16 heures) et 17 octobre (10 beures et 14 heures) : jouets anciens. L'Isle-Adam, 17 octobre : objets de vitrine, opalines. Enghieu, 24 octobre : ta-bleaux modernes. Lyon, 20 octobre : beaux livres anciens: Troyes, 10, 20 octobre: bijoux, armes. New-11 octobre: meubles, objets d'arts, York (Sotheby), 14 octobre: instrutableaux. Versailles (Chevan-Légers) 9, 10 octobre: monnaies, meubles et objets d'art. Versailles (Hôlel Rameau), 17 octobre

Pour les sculptures on retiendra notamment les œnvres de Giacometti (Tète de Diego, 1957) et de Calder (Mobile, 1969). Enfin des œuvres majeures de pennres vivants (Bazaine, Rebeyrolle, Riopelle, Ubac) font partie de cette vacation.

Parmi les ventes curieuses : l'ancienne collection de Bénédicte Rasami, « l'habilleuse du mu », sera of-ferte aux amateurs de théâtre et de music-hall. On sait que cette femme de goût conpait les costumes de scène de nombreuses vedettes telles que Mistinguett, Josephine Baker, Maurice Chevalier et même Colette, qui joua dans la Chatte à Mexico. Plus de deux cents dessins d'artistes (Erte, Gesmar, Zinoviev etc.) seront vendus par Me Francis Briest le 25 octobre (salle 7) ...

(14 heures), 23 octobre (15 heures) et 24 octobre (14 heures) : tableaux modernes, estampes.

Londres (Sotheby), le 12 octobre : art islamique, tapis d'Orient. 28 octobre : œuvres de Léon Bakst (ballet et théâtre). Londres, (Christie's), 19 octobre : art du Japon ; York (Sotheby), 14 octobre : instruments de musique. New-York (Christie's), 25 octobre : argenterie, montres, objets de vertu (collection Pierpout Morgan).

- VIVRE A PARIS-

#### 628-15-15 : le téléphone vert

En téléphonant au 628-15-15, fre (SO2) rejeté par les chau-es habitants de Paris et des dé-dières au fuel des installations les habitants de Paris et des départements voising penvent connaître l'état exact de la qualité de l'air qui les entoure.

Le répondeur du poste central du reseau automatique de surveillance diffusers un message d'une minute trente donnant principalement les teneurs dans l'atmosphère en dioxyde de sou-

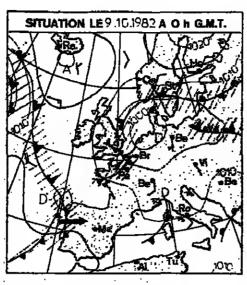
ACHATS PUBLICS. - Afin de mieux faire connaître aux petites et movennes entreprises de la ca-pitale les passibilités et les procédures d'accession aux marches publics, la préfecture de Paris organisa, le mardi 12 octobre, au d'information sur l'achat public.

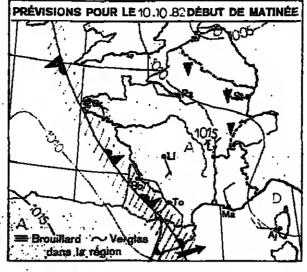
industrielles et celles du chauffage domestique.

Le réseau automatique de surveillance mis en place au debut de l'année couvre Paris, les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne et la vallée de la Seine jusqu'à

Pendant toute cette journée, des equipes d'acheteurs publics appartenant à des administrations ou à des établissements publics pansiens seront à la disposition des responsables des entreprises pour repondre à leurs questions dans les secteurs d'achats qui les

#### MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le samedi 9 octobre à 0 heure et . le dimanche 10 octobre à 24 heures :

Entre la dépression du nord de l'Allemagne qui s'éloigne vers l'Est et celle d'Espagne qui débordera un peu sur nos régions méridionales, la France sera remanvais temps.

Dimanche, sur la plupart des régions, un temps brumeux le matin, frais sur-tont dans l'intérieur du pays avec des menaces de galées blanches. Au cours de la journée, le ciel se dégagera un peu, muages et éclaircies se succéderont.

An nord-est de la Seine, il y aura eneore de sérieuses menaces d'ondées, mais assez espacées.

Près de l'Atlantique, sur les régions pyrénéennes et près de la Méditerranée, des muages plus abondants une partie de la journée avec quelques pluies proba-

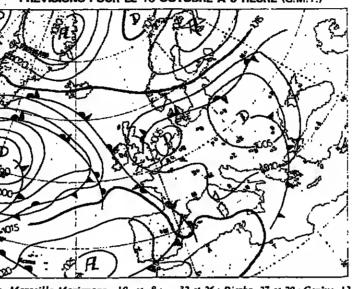
Températures toujours nettement en

dessous des moyennes saisonnières l'après-midi, 12 à 14 degrés sur la moitié nord, 16 à 17 degrés sur la moitié sud. La pression atmosphérique réduite

au níveau de la mer était à Paris, le 9 octobre à 7 heures, de 1 013,1 millibars, soit 759,9 millimètres de mercure. Températures (le premier chiffre in-

dique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 octobre : le second, le minimum de la nult du 8 au 9 octo-bre) : Ajaccio, 21 et 11 degrés ; Biarritz, 14 et 9 : Bordeaux, 15 et 10 ; Bourges, 13 et 8 ; Brest, 14 et 9 : Caem, 14 et 10; Charlouse 17. Cherbourg, 12 et 11; Clermont-Ferrand, 14 et 8; Dijon, 11 et 7; Greno ble, 14 et 7 ; Lille, 13 et 10 ; Lyon, 11 et

PRÉVISIONS POUR LE 10 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



7; Marseille-Marignane, 19 et 8; 32 et 26; Djerba, 27 et 20; Genève, 12 Nancy, 13 et 9 : Nantes, 15 et 8 : Nice-Côte d'Azur, 19 et 10 : Paris-Le Bourget, 16 et 11; Pav. 14 et 6; Perpignan, 19 et 8; Rennes, 15 et 10; Strasbaurg, 16 et 10; Tours, 12 et 9; Toulouse, 15 et 5 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 25.

Températures relevées à l'évranger : Alger, 24 et 11 degrés ; Amsterdam, 16 et 9 : Athènes, 24 et 19 ; Berlin, 15 et 10 ; Bruxelles, 13 et 11 ; Iles Canaries, 26 et 21 ; Copenhague, 14 et 12 ; Dakar,

et 16 : Londres, 14 et 9 ; Luxembourg, 12 et 9 : Madrid, 19 et 8 : Moscou, 13 et 5; Nairobi, 27 et 14; New-York, 24 et 19; Palma-de-Majorque, 23 et 12; Rome, 22 et 16; Stockholm, 10 et 9. Tozeur, 30 et 19; Tunis, 26 et 16.

(Document établi avec le support technique spécial

# de la Météorologie nationale.)

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

1

XIV

## MOTS CROISÉS

#### PROBLÈME Nº 3294 HORIZONTALEMENT

1. Ne tue pas, dit-on : c'est sans doute la cause de la surpopulation mondiale. Tel un milieu à l'opposé du milleu. - Il. Comme l'argent. Point d'aboutissement de ce qui n'aboutit pas. Doctrine égocentriste. - III. On le

préfère muni de griffes qu'arme de broches. Orientale des mille et un lustres. Copulative. - IV. Personnel. Endnit de coreme. Interjection. Devient contenu s'avère inu-tile. - V. Un service dont personne ne tient à beneficier. Ranimer une femme délirante en pratiquant le boucheå-bouche.

VI. Parcouru en dépit du bon sens. Préposition. Agent de liaison ou facteur de désunion. Dans les

vignes du seigneur. - VII. Il est rarement accommodé avec son homonyme. Donnait un aspect virginal à des affaires dou-teuses. - VIII. Bonne poire ou bonne pomme. Esprit fort, très capable d'en troubler un autre. Démonstratif. – IX. Célèbre pontonnier. Fermeture de sécurité à l'arrière d'un palais. Mer rouge. - X. Proposition pour Pascal; sommaire pour Bergson, Lle. Passa par la filière.

-XI. Ne saurait donc être large. Fruide imitation. Privatif. -XII. Porte-croix. On ne peut plus baroque. – XIII. On ne peut l'être qu'à la majorité, dans tous les sens du terme. Attribut pour un sujel sans verbe. Émission enfantine. XIV. Personnel. Ceux de la salle a manger peuvent conduire à la ebambre. Possessif. Société ayant fait faillite. – XV. Un amour de Dieu-lmages d'Orient.

VERTICALEMENT.

1. Cadeau du commerçant qui l'a préalablement récupéré sur le prix de vente. Complément actif du verbe. 2. Qui resteront toujours presents, même dans des lointains futurs. Cité. - 3. Duperie. Un soupir le provoque ou le fait fuir. - 4. Une fille toute simple. Les fleurs du male. - 5. Meurtri. Celle de Paris a fourni le titre d'une œuvre à un fils de général. Son Aigle ne manquait pas d'envergure. - 6. Oxyde d'un radioactif. Telle une fille d'Eve promise au paradis. Demonstratif. -7. Scie musicale. Lacher sur le macadam ceux qui ne poussent pas ou sur le champ ceux appeles a pousser. - 8. Un des organes essentiels d'une

xv machine à tricoter. Lettres d'Amérique. - 9. Pour Shakespeare, ce ne fut qu'un triste sire. Aussi indispensable à l'académicien qu'au cornichon. - 10. Possessif. Traitée par le menu en prévision du menu. Affaire que l'on obtenait, jadis, au prix de numbreuses mailles. - 11. Porte son vētement non sans noblesse. Pluiôt malsain quand il est hygienique. Carte qui n'est pas du genre menu. - 12. Activité de longue haleine. -13. Préposition. Vérification de bagage. Support pour un suppot de Bacehus. Participe passé. - 14. Une maladie peut l'affaiblir et une affec-tion le réconforter. S'enracine parfois au voisinage d'un oignnn. Va plus loin quand elle est courte. -15. Dépositaire de l'esprit faubourien. De bois, il connaît la musique ; de retour, c'est plus spécialement le violon. Charges faisant cnurber

#### Solution du problème nº 3293 Horizontalement

I. Sculpteur. - II. Auteur. Ni . 111. 1ris. Aa. - 1V. Nil. Edile. - V. Teinture. - VI. Muse. Us. - VII. Exagerer. - VIII. Trie. Re. - IX. Anier. Bec. - X. Rio. Eve. - XI. Dent. Allå!

Verticalement

1. Saint-Médard (deux mois). -2. Curieux. Nic. - 3. Utilisation. -4. Les. Nègre. - 5. Pu. Et. Eire. -6. Traduire, Va ! - 7. Air. Bel. - 8. Sept accord accord a land, stration Un. Leurre. - 9. Rite. Écho.

**GUY BROUTY.** 

#### PARIS EN VISITES -MARDI 12 OCTOBRE

La manufacture des Gobelins -, 14 h30, 42, avenue des Gobelins, M= Vermeersch.

- Hintel Lauzun -, 15 beures, 17, quai

- Musée de Monimartre -. 15 heures. 12, rue Cortot, M™ Bachelier. - Eglise Saint-Eustache -, 15 houres, entree de l'église, Mª Garnier-Ahlberg

« Hôtel de la Monnaie », 15 beures, II, quai Conti, Mar Hulot. - Faubourg Saint-Antoine -. 15 heures, 106-118, rue du faubourg Saint-Antoine, M. Legrégeois (Caisse

nationale des monuments historiques -. - La Sorbonne -, 15 beures, 46, rue Saint-Jacques (Approche de l'art). - He Saint-Louis -, 15 heures, 23.

quai d'Anjou, Mer Ferrand. Fauhnurg Saint-Germain
 t5 heures, mêtro Solférino, P. Y. Jaslet. - L'Opera - 13 h 45, marches (Tou-

#### CONFÉRENCES ---17 h. 30 : 18, rue des Batignolles, M. I. Cloulas : • Laurent le Magnifique,

politique et mécène .. 20 heures : 60, boulevard Latour-Maubourg, M. E Stacke : - Integration

de la globalité - (Université Holisti-20 heures : 26, rue Bergère, MM. S. de Mailly-Nesle, E. Guillet : « L'astrologie a-t-elle un support moléculaire dans la chaîne de l'A.D.N. en particulier ?

(L'homme et la connaissance). 20 h 30 : 68, rue de la Folie-Merienuri, M. L. Abramnwiez : U.R.S.S. d'hier et d'aujourd'hui : son antisemitisme, causes, formes, conse-

JOURNAL OFFICIEL— Sont publiés au Journal officiel du samedi 9 octobre 1982 :

Relatifs à l'organisation de l'enseignement français à l'étranger et créant

le conseil pour l'enseignement français à Relatif au renouvellement des personnels associés dans les établissements d'enseignement supérieur et de recher-

BREF-

#### **EXPOSITIONS**

JOYCE A POISSY. - La bibliothèlines) organise une exposition sur James Joyce et l'Irlande - Du 9 au 23-octobre.

\* 2 bd Robespierre, 78300 Poissy. Tel.: 965-56-40 (poste 379).

#### TEMPS LIBRE

ART DRAMATIQUE. - La direction régionale du temps libre, jeunesse et sports d'Ile-de-France organise du 25 au 31 octobre prochains un l'un de ses conseillers techniques et pédagogiques. Participation financière : environ 400 F. comprenant les cours, l'hébergement et les repas.

· 584-12-05 (poste 532).

#### Le Monde

5, rue des Italiens 75427 PARIS - CEDEX 69 C.C.P. Paris 4207-23 ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois FRANCE-D.O.M.-T.O.M. 273 F 442 F 611 F 780 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 533 F 962 F 1 391 F 1 820 F ÉTRANGER

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 313 F 522 F 731 F 940 F

IL - SUISSE, TUNISIE 386 F 667 F 949 F 1 230 F Par voie aérieque

Tarif sur demande.

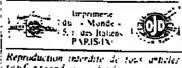
Les abonnés qui pasent par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus); nos abonnés sont invités à (ormuler leur demande une semaine au mous avant leur départ Joindre la dernière bande d'envoi à

Veuillez avnir l'abligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

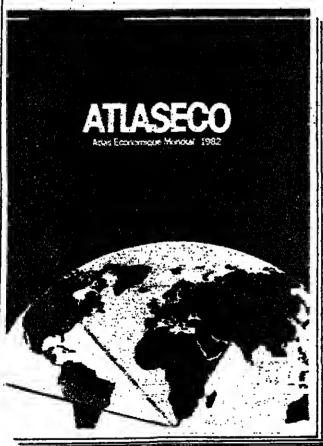
Edité par la SARL le Monde Rerant 1

André Laurens, directeur de la publication Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969)



Commission parameter in 17 417 ISSN 0026 - 4560







Une mesure rigourause de l'activité économique des différents pays du monde.

170 pays étudiés : de l'Afghanistan au Zimbabwe.





· Niveau des libertés dans tous les pays da monde selon Freedom House Planisphères fustoriques permettan! de visualiser les grandes conquêtes de

322 PAGES

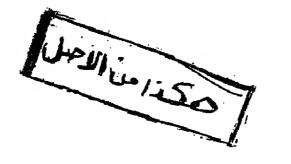


#### CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX : 48 F

Je deure recevou un exemplaire d' Atlasco 1982 et vous adresse ci joint un cheque de 55f (45f - 7f de pont) Litelle a l'urare de ISCB 9 rue d'Aboukir . 75002 Paris . .

Bon de commande

Nom Adresse ..... The contain pays themeter partial pay respired where value mattering for a subject





Page 16 - LE MONDE - Dimanche 10 - Lundi 11 octobre 1982\*\*\*

# Le Monde

#### SOCIAL

## Rupture des négociations sur l'assurance-chômage

- Les syndicats et le C.N.P.F. font appel à l'État
- M. Bérégovoy va recevoir les partenaires sociaux

Les syndicats et le C.N.P.F. ont fait appel au gou-vernement, après la rupture des négociations, vendredi 8 octobre, sur le redressement financier du régime d'assurance-chômage (UNEDIC). Economies insuffi-

santes, refus patronal d'accroître les cotisations, sont à l'origine de ce désaccord. M. Pierre Bérégoray, ministre des affaires sociales, doit receroir, au début de la semaine, les organisations syndicales.

mage.

#### Responsabilités patronales... et gouvernementales

Ecbec du paritarisme, cette me-thode qui consiste pour les syodicais et le patronat à gérer seuls et à égalité un régime de prestations so-ciales. Désaccord profond sur la révision de l'assurance-chomage puisque les partenaires sociaux font appel à l'État pour présider de nou-velles discussions, après avoir sensiblement degage le terraio; mais laurdes et graves responsabilités et du patronat et du gouvernement. Ainsi peuvent se résumer six réu-nions infructueuses entre partenaires sociaux, mais aussi six mois de quiproquo avec les pouvoirs pu-

- Un effort considérable - des syndicats. Ces derniers, mais aussi le patronat – foir play sur ce point – ont souligné et effort du monde sundical. Les discussions – n'ant pas été inutiles –, a ajouté M. Chotard, premier vice-président du C.N.P.F. C'est en effet un triple effort que les syndicats ont accompli:

 Pour la première fois sans doute, les cinq confédérations (C.G.T., C.F.D.T., C.G.C. et C.F.T.C.) se sont efforcées de présenter un plan commun de redressement et oot réussi jusqu'au dernier moment à faire front ensemble, symbolisant cette unité de propositions par plusieurs déclarations com-

- Fait exceptionnel et courageux, ils ont accepte de proce des « économies », terme qui signi-fie des réductions d'allocationschomage par le biais de révisions diverses sur le taux, le montant, l'indexation des prestations et sur les conditions d'ouverture des droits. Certes, des divergences demeurent : tous les syndicats ant suggéré - la C.G.T. avec plus de reserve - des économies se montant à 7 milliards de francs (co fait 8 à 9 milliards de fraocs réduits à 7 en raison de dépenses supplémentaires pour améliorer l'indemnisation des chameurs âgés). Mais certaines organisations

— la C.G.T. et F.O. — sont allees
plus loin en portant les économies à près de 11 milliards de francs ;

- Tous les syndicats ont enfin accepte de majorer les cotisations salaliards de francs). Au total, les confedérations de salaries ont mis au francs si l'oo tieot compte de la aurait un effet pervers, débouchant contribution de solidarité des fonctionnaires, alors qu'il faut trouver 30 milliards.

#### Le refus du C.N.P.F.

Le désaccord avec le patronat a donc essentiellement porté sur le refus du C.N.P.F. et de la C.G.P.M.E. d'accroître les cotisations patronales et aussi – conséquence directe - sur le plan d'économies que les employeurs voulaient porter à près de 20 milliards de francs, excluant plusieurs dizaines de milliers de chômeurs de l'UNE-

Pour les syodicats, le patronat porte entièrement la responsa-blité du désaccord final. Cette intransigeance patronale - • ô des moments aù Il faut savoir dire non •, a déclaré • avec regret • M. Brunet au nom de la C.G.P.M.E. - ne manque pas, il est vrai, d'argu-ments. Comme l'a indique M. Chotard, l'assurance-chômage à la française est à la fois « lo seule qu monde - à accorder en plus de l'allocation-chômage (un peu plus de 42 % du salaire moyen, 90 % pour les plus démunis) une allocation spéciale (75 % à 90 % selon les cas) en cas de licenciement économique, et l'un des rares régimes européens où la participation du salarié à son fmancement est si faible (23,3 % au lieu d'environ 50 % en R.F.A.).

Autre argument solide : de nombreux observateurs mais de plus en plus d'bommes politiques, et desormais M. Mitterrand lui-même, admettent que, face à la concurrence internationale, il faut allièger les ebarges sociales des entreprises. A proposition qu'uee révision en baisse des prestations - corrigeant certains abus ou supprimant certaines facilitées (acceptées en penode de croissance) est necessaire si l'on veut éviter, tous les ans, d'autres tractations, le patronat a donc ajouté un . niet . catégorique à toute majoration de cotisations. Refusant tout reproche de dramatisation mais démontrant que la situation financière des entreprises se dégrade, P.M.E. et C.N.P.F. expli-

pot commun 15 à 20 milliards de quent que toute nouvelle cotisation

Aux vils reproches des syndicats accusant les employeurs de oe pas vouloir faire, eux aussi, des sacri-fices , M. Brunet (C.G.P.M.E.) a calmement critiqué cette thèse : « 11 ne s'agit pas de partager les sacri-fices. Nous ne sommes pas des particuliers mais des entreprises, et notre devair élémentaire, notre responsubilité la plus stricte, est que l'entreprise reste compétitive. La solidarité ne peut être interpro-fessionnelle, mais nationale. » D'où l'appel à l'Etat.

Ces explications oe justificot pourtant pas le comportement patro-nal. Gestionnaire à parité avec les syndicats, le C.N.P.F. devait prendre des initiatives pour sauver et le finaocement et l'autonomie de l'UNEDIC, quitte à réclamer des compensations à l'Etat. Un geste était d'autant plus réalisable que, ces derniers mois, le gouvernement a pris des mesures (Sécurité sociale, investissement, aménagement de l'impôt sur l'outil de travail) qui pénalisent moins les firmes, et chacun sait qu'en 1923 le gouvernement va alléger les charges que le patronat supporte pour la Sécurité sociale.

L'appel du C.N.P.F. à l'Etat qui est une façoo trop habile de faire supporter à son gouvernement de gauche les choix difficiles - aurait pu être lancé il y a plusieurs se-maines. Le patronat a done joué au chat et à la souris avec ses parte-

Mais le même reprocbe que les syndicats ont d'ailleurs lance au gonvernement, avec une certaine virulence à la C.F.D.T., est tout aussi

#### Des déclarations contradictoires

Dès le printemps 1982, les services de Matignon et de M. Auroux avaient préparé officieusement un plan - 10 milliards de francs d'éco oomies au minimum, pouvaot aller jusqu'à 15, - mais aussi une majora-tion de cotisations et une aide de l'Etat. Or les dirigeants politiques qui connaissaient les difficultés pour les syndicats et patronat d'aller aussi loin dans l'effort n'ont pas osé - of-ficiellement au titre de la liberté contractuelle - intervenir, et surtout n'ont pas précisé l'effort de

l'Etat done des contribuables. Pire, les déclarations contradictoires se sont multipliées : alars que MM. Mauroy et Auroux avant l'été, M. Bérégovoy depuis, préconisaient un triple effort (Etal. syndicats et salariés, mais anssi patronat), M. Mitterrand a facilité le durcissoment patronal en se prononçant, sans autre précision, à Figese, pour un allégement des charges patro-nales... M. Chotard s'est alors rapidement abrité derrière cette » hante autorité » pour justifier son relus... alors que l'Elysée entendait parier d'allégement des charges au titre de la Sécurité sociale.

Tactique? Hypocrisie? Taut le monde sait, au devrait sevoir en tout cas, que paritarisme – toujours ac-tuel et efficace pour la gestion quoti-dienne de l'UNEDIC – n'existe plus depuis longemps au niveau fi-aancier puisque l'État contribue pour plus de 33 % au budget de ce regime, Fallait-il sauver les apparences ou laisser • murir • les syndicats pour qu'ils acceptent des économies quitte à ce qu'ils perdeot des adhérents, certains déchirant déjà leurs carles, ne comprenant pas le nouveau réalisme courageux de leurs centrales? Certains le pensent mais que de temps perdu à ce jeu de qui perd gagne - alors que l'UNE-DIC, co déficit, emprunte ou vit de subventions et que l'Etat aurait du jouer elairement son rôle de troisième partenaire.

Les erreurs et les désaccords d'hier ne sont pourtant pas un échec total. Les syndicats ont décidé de se revoir pour affiner leurs propositions d'économies : de 7 milliards de francs, ils pourraient passer à 10 voire 11 milliards de francs. M. Béregovoy, silencieux depuis quelques jours, s'est déclaré prêt à recevoir les gestionnaires de l'UNEDIC. Le principa d'une nègocialion tripartite ou – habite stratagème – d'une négociation paritaire présidée par M. Bérégovoy, comme l'ont proposé ou accepté F.O. et le C.N.P.F., est publéé par les autres Le programme de la complete par les autres les taléré par les autres. La partie n'est pas terminée » mais c'est desormais au gouvernement de jauer le

JEAN-PIERRE DUMONT.

#### ÉTRANGER

#### **AU JAPON**

#### Le gouvernement annonce un programme de soutien de 2 000 milliards de yens

Tokyo. - Pour relancer une croissance économique qui s'est ralentie au-delà de toutes previsions au cours du premier semestre de l'aunée fiscale, et malgre une forte aggravation du déficit hudgétaire, le gouvernemeot japonais a pris, vendredi 8 octabre, une serie de mesures de soutien limitées, pour la seconde fois depuis le printemps dernier. Tirant la leçon d'un marasme (stagnation de la demande intérieure, baisse des exportations, ralentissement des investissements et poussée du chômagel qui paraît devoir se prolonger, les dirigeants ont nettement révisé en baisse le taux de croissance initial pour l'angée fiscale 1982 (avril 1982-mars 1983), le faisant passer de 5,2 % a 3,4 % coviron.

Adopté dans uoc atmosphère de controverse économico-politique, le programme de soutien est chiffre à 2 000 milliards de yens, soit quelque 51 milliards de francs. Il porte sur l'accélération des dépenses budgétaires d'équipement et la reconstruction de zones récemment dévastées par des typhons, des facilités de crédit pour le secteur des P.M.E. et pour la construction de logements, des mesures en l'aveur des industries affectées par des problèmes structurels (aluminium, petrochimie, bois et papier), ainsi que sur des subven tions aux entreprises en difficulté pour la stabilisation de l'emploi et des facilités de crédit de l'Exim Bank pour les exportations. Le pro-jet d'une réduction de la l'iscalité pour les P.M.E. n'a finalement pas été retenu. Il convient de souligner que, faute de fonds dans l'immédiat une partie des dépenses sont engagées sur l'exercice liscal de 1983.

Ces mesures, estiment les experts. oe sont pas suffisantes pour susciter une véritable relance, compte tenu de la conjoncture internationale, mais elles devraient effectivement permettre d'atteindre le taux de croissance révisé de 3.4 %. Elles sont de nature à satisfaire le secteur des P.M.E. Pour sa part, le grand patronat, tout comme le ministère des finances, y était plutôt opposé du fait de leur incidence budgétaire.

#### Un compromis politique

Ce programme de soutieo apparaît, d'autre part, comme un compromis de type politique, à la veille des élections à la présidence du parti. libéral démocrate (L.D.P.) au posvoir, entre les tenants du maintien d'une politique budgétaire rigoureuse, tels que le premier ministre, M. Suzuki, et son ministre des finances, M. Watanabe, et les partisans d'une relance de l'activité économique, parmi lesquels se distinguent MM. Komoto, ministre de la

De notre correspondant planification, et Abe, ministre de l'industrie et du commerce exté-

Dans cette élection, où le président du parti conservateur devient automatiquement premier ministre, M. Komoto affrontera M. Suzuki. Ce dernier, qui avait solennellement lie, en 1950, son avenir politique à la resorption do deficit budgetaire avant la fio de l'exercice fiscal de 1984, se trouve dans une position délicate. Ses capacités de gestion sont ouvertement mises en cause - en particulier par M. Komoto.

En effet, non seulement l'objectif des 5.2 % de croissance sera loin d'être atteiot, mais cacore des - erreurs de prévision - en matiere de recettes fiscales vont vraisemblablement porter le déficit aux alentoors de 16 000 milliards de yens (400 milliards de francs), soit quelque 6 % du P.N.B. Le gouvernement de M. Sozuki avait prevu, au contraire, de le limiter à environ 11 000 milliards de yens (280 milliards de francs). La révélation, il y a peu, d'oo tel « trou » a placé le premier ministre dans une situatioo

politique très inconfortable, et l'a conduit, de façon assez dramatique, à déclarer l'e état d'argence » national en matière financière.

Au printemps 1982, pour soutenin une économie dési sur le déclin. M. Komoto avait obtems une première accélération de l'exécution du budget, portant sar un montant sensiblement supérieur à celui de train de mesures annonce vendredi 2 400 milliards de yens, soit plus de 60 milliards de francs.

Agnonçant ce programme au cours d'une conférence de presse. vendredi. le ministre des finances. M. Watanabe, en a profité pour résgir vivement aux propos tenus il y a quelques jours par le secrétaire américain au Trésor. M. Donald Reganavait estime que la chute de yen était en partie due aux mauvaises performances de l'economie nipoone et à son déficit budgétaire. M. Watauabe s'est attaché à démontrer que l'économie de son pays ne se portait, tous comptes faits, pas si mal, soulignant que, malgré la revision en baisse du taux de croissance, celui-ci restera bien superieur à ceux de la plupart des économies occider

R.-P. PARINGAUX.

#### Le Danemark condamne la dévaluation suédoise

De notre correspondante

valuation de la couroune sufdoise a suscité de très violentes réactions au Danemark, où l'on ne s'attendait guère à plus de 7 à 8 %. Le directeur d'une des grandes banques de Copenhague a déclaré qu'un réajustement aussi fort était l'expression d'un « déplorable égaisme », et l'un des porte-parole des milieux d'affaires a qualifié cette opération d'agressive parce qu'« elle consistait pour la Soède à exporter ses propres problèmes chez ses roi-

des finances, M. Christophersen, n'a pas mâché ses mois : pour lui, cette mesure est · déraisonnable, injustifiable et antisolidaire... J'ai peur que ce ne soit la le signal d'une guerre commerciale entre les pays industrialisés du genre de celle que nous avons connue au moment de la crise de 1930 où chaque pays croyait pouvoir se débrouiller aux dépens des autres ». Et il a ajouté : · Je pense que les dirigeants suèdois regretteront vite cette décision car rapidement if leur sera impossible de contrôler leur inflation...

Pour sa part, le ministre (libéral)

L'importante dé- M. Christophersen a expliqué par zilleurs que, maigré tout, il n'avait pas l'intention de convoquer le conseil des ministres des Dix - dont le Danemark exerce actuellement la présidence semestrielle, - mais que, bien sûr, d'autres membres de la Communanté pourraient peut-être réclamer une réunion d'urgence consacrée à cet événement. Cependant, en dépit des assurances données par le gouvernement Schlitter que la couronne ne bougerait pas, la monnaie danoise a été soumise, vendredi 8 octobre, à de très fortes pres sions : la Banque nationale aurait dé-pense 1,5 milliard de francs pour la

Cette journée du 8 octobre a été également le cadre d'une sèrie de manifestations et de grèves sauvages dirigées contre . les plans asociaux du cabinet noir ». Environ dix-neuf mille ouvriers de soixante-quinze entreprises out débrayé à Copenhague et en province. En outre, sur l'appel de plusieurs grands syndicats, quarante mille à cinquante mille personnes se sont retrouvées devant les bâtiments du Parlement pour crier Schlüter démission ! ...

CAMILLE OLSEN.

# DIPLÔME INTERNATIONAL DE GESTION ET MANAGEMENT

3º cycle

sous l'égide de :

# l'Institut Supérieur de Gestion

**PEUVENT ÊTRE CANDIDATS** 

les ingénieurs, titulaires d'une maîtrise, d'un diplôme IEP, d'un titre ou diplôme de l'enseignement supérieur

DATE LIMITE DES INSCRIPTIONS POUR LA SESSION D'OCTOBRE 1982

LE 13 OCTOBRE 1982

Programme international de gestion et management : cycle de 20 mois à PARIS et SAN FRANCISCO avec une alternance d'expérience professionnelle (possibilité de financement par prêt d'honneur personnalisé)

\_\_\_ INFORMATIONS

# DIPLÔME INTERNATIONAL DE GESTION ET MANAGEMENT

Institut Supérieur de Gestion 45 rue Spontini - 75116 PARIS - Tél. : 16 (1) 553.87.46

#### uneœuvre d'Amilcar Zanoni. Cinq cents personnes enfin ont bloque la gare de Jarny, lieu de passoge de plusieurs milliers de tonnes de mineral (De notre correspondant)

EN GRÈVE LE 8 OCTOBRE

Les mineurs de fer de Lorraine

s'inquiètent de nouveaux licenciements

La grève décidée par lo C.G.T. dans les mines de fer de Lorraine le 8 octobre a été largement suivie : 100 % aux mines d'Usinor, 75 % à celles de l'Arbed, et 60 % à Lormines (Sacilor). Des apérations cammandos ont

èté lancées à Jarny, en Meurthe-et-Moselle, où une rame de vingt-six

wagons de minerai mouritanien (1 500 tonnes) o été déversée au passage à niveau de lo R. N. 3 - la S.N.C.F. a porté plininte contre X et à la mine d'Anderny-Chevillon où les mineurs ont repris la statue du «Purgeur»,

Meiz. - Les mines de fer larraines, seize puits encore en activité, sont au bord de l'asphyxie. En huit ans la production a chute de plus de 60 %, passant de 51,9 millions de tonnes en 1974 à 20,4 millions de tonnes en 1981. Les engagements pris par le président de la République annonçant qu'aucune mine de fer ne serait fermée avant 1985 ne sont pas tenus et . ne seront pas respectes », répond le syndicat C.G.T. des mineurs de fer. » En effet, déclaret-il, les mines de Soizerais et de Rochonvillertes om été fermées depuis le 10 mai 1981 (...) Des menaces sérieuses pèsent sur d'autres explaitations (...).

importé par jour.

En 1982 l'exploitation des - minettes - lorraines a encorc chuté de 11.5 % durant les buit premiers mois de l'année, par rapport à 1981. Cette degradation cootinue de la situation des mines de fer lorraines est duc essentiellement à la crise de la sidérur-

La production de fonte lorraine est tombée depuis 1974 de plus de 45 %. Cette deterioration a encore été amplifiée par un double phéno-mène : le recul des exportations (18,5 millians de tonnes en 1974 et 6.3 millions de tonnes eo 1981) et un accroissement des importations

de minerai, suedois notamment. Le châmage partiel atteint dans certains sites treize jours par mois, malgre la fermeture depuis le début de la crise de l'acier de 14 puits en Lorraine et la suppression de plus de 3.500 emplois. Pour faire face à cet état de fait, la C.G.T. demande une diminution de 10 % des importa-

tians : « Ceci permettrait d'éviter de nouvelles fermetures ».

La déception et la colère des mi-neurs de fer se fonde également sur les dernières déclarations de M. Jean-Pierre Chevènement; - Le ministre de l'industrie a déclaré qu'il fallait adapter la capacité de production des mines de fer aux dé-bouchés prévisibles de la sidèrurgie... Et l'on sait qu'ils sont en baisse, déclare la C.G.T. . Si l'on ferme les mines de fer françaises, répond un syndicaliste on dépendra pour notre approvisionnement en minerai de l'etronger comme pour le pétrole, et on en connaît le résul-

La C.G.T. s'interroge aussi sur le devenir de la structure de coordination des mines de fer au sein de la-quelle Sacilar et Usinor devaieot, en liaison avec l'Arbed, faire des propositions concernant les enlèvements de minerai. Avec la chute de la production accompagnée d'un accrois-sement des stocks (5,8 millions de tonnes sur les carreaux correspondant à quatre mois de marche de hauts fourneaux), les mesures de chômage partiel s'averent au-jourd'hui insuffisantes.

C'est pourquai les pouvoirs publics ont accorde le . feu vert . à la suppression de 225 emplois d'ici à la fin de ce mois. Cependant, l'horizon s'assombrit encore avec la perspec-tive d'une réduction de 20 % de la production tant à Usinor qu'à Sacilor ; la seule résorptino du chômage partiel impliquerait en réalité sept à huit cents nouvelles suppressions

JEAN-LOUIS THIS.

vilain rôle.

# **RÉGIONS**

#### **AFFAIRES**

ne de soutie

#### Le gouvernement semble avoir renoncé à aider l'industrie du jouet

Annoncée il y a tout juste un an, la création d'une société parapublique chargée de faciliter l'innovation dans l'industrie du jouct ne se sera finalement pas.

L'Etat, qui devait apporter 850 000 francs an capital de l'entreprise (soit un tiers), s'est récusé, momentanément au moins. Le reste du capital devait être souscrit par trente-deux fabricants - de toutes tailles, de toutes régions, de toutes

Il était prévu aussi que les pouvoirs publics participeraient durant trois ans aux frais de fonctionnement de la société... Le dossier était définitivement mis au point en mai dernier. Depuis lors, la puissance publique s'est retirée discrétement.

Pour l'essentiel, le projet de création de la société visait à faciliter le passage à l'électronique de la profession. Elle avait trois objectifs principaux (le Monde du 20 novembre 1981);

- Regagner une partic du mar-

- Aider à lo mise au point d'inventions ou d'Innovations. Dans le domaine de l'électronique notamment, un secteur où la France a un très grand retard et où le développement est considérable en nouveautés et en productions.

- Servir de relais entre les fabricants de leux électroniques et les producteurs nationaux de composants (Thomson et Matra).

L'Etat paraît avoir renoncé définitivement à s'associer à la création de cette société. Il en avait été l'initiateur. Elle était pourtant l'axe de la «stratégie» du jouet (le «plan jonet =), pour reprendre la formule qu'avait employée il y a un an, le mi-nistre de l'industrie du moment, M. Pierre Dreyfus.

Grande est la déconvenue des industriels qui s'étaient associés à cette initiative, des petits et moyens entrepreneurs pour la plupart. L'industrie nationale du jouet regroupe environ cent soitante-quinze firmes dont le chiffre d'affaires total est de 3 milliards de francs. Elles emploient globalement vingt mille per-

**EN MARGE DU SALON DE PARIS** 

#### L'industrie automobile en Espagne : la fin des années noires ?

De notre correspondant. Madrid. – Pour l'industric espagnole de l'automobile, 1982 marquera-t-il ja fin des années noires ? Pour le première fois depuis le début de la crise, on se surpreod à espèrer au sein de l'ANFAC, l'Association nationale des fabricants d'automobiles et de camions : les chiffres indiquent une légère amélioration, tandis que les entreprises automobiles étrangères semblent à nouveau considérer l'Espagne comme une boune base de pénétration des marchés européens.

Deux géants du secteur, General Motors et Volkswagen, ont, en effet, décidé de tenter le pari espagnol ». Le groupe de Detroit a choisi ce pays (conjointement avec l'Autriche) pour construire son nouveau modèle de petite cylindrée, la Corsa, qui doit concurrencer directement les entreprises européennes : la G.M. table sur une vente de deux cent mille véhicules des 1983.

Par ailleurs, après une longue période de recherches infructuenses faisant suite à sa rupture avec la Fiat (Toyota et Nissan ont successivement décliné les offres reçues), la Seat de Barcelone a finalement troavé un partenaire qui lui permettra de relancer ses activités. Elle a signé avec Volkswagen à la fin du mois de septembre un accord prévoyant la construction en Espagne, à partir de la fin de 1983, de quatrevingt-dix mille automobiles du modele Polo, ainsi que le montage, à partir de pièces importées de R.F.A., de trente mille véhicules de

Les dernières statistiques indiquent par ailleurs une reprise de l'activité du secteur : durant les sept premiers mois de 1982, par rapport la même période de 1981, la production d'automobiles a augmenté de 6 %, les ventes sur le marché intéricur de 7%, les exportations de 8,5 %. On enregistre également une tendance encourageante pour les ca-

Ces chiffres som toutefois à apprécier avec prudence, car ils se rap-portent à une année 1981 qui avait eté catastrophique : production, ventes et exportations avaient baissé de 17%, 14% et 12% respectivement par rapport à 1980. Malgré la lègère récupération enregistrée en 1982, les ventes d'antomobiles seront encore inférieures de près de 30 % à ce qu'elles étaient en 1977, c'est-à-dire avant la crise.

Il est donc encore trop tot pour affirmer que cette amélioration, peut-être conjoncturelle, marque la fin d'une période de difficultés qui sont. elles, de caractère structurels.

#### Les crises du pétrole

La première crise du pétrole, en 1973, n'avait guère affecté l'industrie automobile espagnole : la politique de hausse salariale apppliquée par un régime franquiste en déclin et sur la défensive, les généreuses subventions accordées aux produits petroliers, s'étaient alors traduites par un maintien relatif de la demande. Les eatreprises du secteur avaient continué à produire au même rythme et à constituer des stocks sans se préoccuper des pers-

Le réveil n'en fut que plus dur au moment du second choc pétrolier, en

1978. La hausse rapide du prix de l'essence, la baisse générale du pouvoir d'achat et la montée du chomage firent chuter la demande intéricure. Les exportations commencerent à stagner : les entreprises étrangères (notamment françaises) qui s'étaient installées en Espagne dans les années 60 pour profiter des salaires peu élevés et de - paix sociale - que leur assurait le franquisme avaient perdu avec la fin de la dictature ces avantages comparés. La libéralisation de l'économie aidant, il fallut de plus comp ter avec la concurrence naissante des véhicules importés.

Malgré la baisse des ventes, la production n'en continua pas moins de croître jusqu'en 1980. Résultat : une accumulation d'invendus qui a mis en difficulté la comptabilité des entreprises. Ces dernières rendent responsables de cette absence de flexibilité les dispositions légales qui limitent les possibilités de licencie ments. L'industrie automobile, il est vrai, pourra difficilement équilibres ses comptes tant qu'elle devra supporter le poids d'une main-d'œuvre excédentaire par rapport à ses débouchés réeis.

Mais il est également indéniable qu'il y a actuellement en Espagne trop de producteurs et trop de modèles produits par rapport à un marché intérieur limité et à des exportations qui ne se basent plus sur une compétitivité de type « tiersmondiste ». Six constructeurs (1) poor un marché total d'un demimillion de voitures, à comparer à la France (deux groupes pour un marché de deux millions), à l'Italic (un groupe pour un marché d'un million), etc. Réduire cette dispersion s'avère anjourd'hui indispensable. L'entrée dans la C.E.E. ue pourra à cet égard qu'accélérer une restructuration qui pourrait être doulou-

THIERRY MALINIAK.

(1) Seat, Ford, Fasa-Renault, Citroen. Talbot et General Motors.

Pechiney an secours d'Aluminio Espanol. - Aluminio de Galicia, détenue à 65 % par le groupe français Pechiney Ugine Kuhlmann, va pouvoir honorer ses engagements vis-è-vis des créanciers d'Aluminio Espanol, dont elle est actionnaire minoritaire (le Monde dn 5 octobre). Dens un communiqué, le groupe français indique en effet oue Le conseil d'administration d'Aluminio de Galicia a été informe (...) que la société a effectue les transferts permettant, en ce qui la concerne, de remplir ses engagements de gorant d'Aluminio spanol pour l'échéance d'intérêts due au groupe de banques dirigé par Orion Bank -.

CHEFS D'ENTREPRISE

Le Monde

**VOUS PROPOSE** MARDI et MERCREDI DANS SA RUBRIQUE IMMOBILIÈRE DES BUREAUX, DES LOCAUX COMMERCIAUX et INDUSTRIELS

#### ÉNERGIE

#### LA FOURNITURE D'URANIUM ENRICHI A L'INDE

# Il est exclu que nous acceptions les conditions françaises

De notre correspondant

New-Delhi. - . Fermeté de la po- entièrement libre à l'échéance du sition indienne . . L'Inde n'acceptera aucune nouvelle condition .. · Pas question d'occepter lo clause de perpétuité ». Ainsi la presse locale résume-t-elle ce samedi 9 octobre les réponses du ministre indien des affaires extérieures aux questions posées la veille par plusieurs parlementaires au sujet des négociations en cours evec Paris pour une éventuelle fourniture d'uranium enrichi français à la centrale nucléaire de Tarapur, près de Bombay (le Monde des 1º et 10 septembre).

Intervenant vendredi au Rajya Sabha (la chambre haute du Parle-ment indien), M. Rao a réaffirme que, pour Delhi, cette question ne pouvait être réglée que dans le striet cadre de l'accord indo-américain de 1963 (complété en 1971 par un accord avec l'agence de Vienne).

Relevant les deux points qui, en cette affaire, pouvaient poser problème, M. Rao a noté que la France n'avait élevé aucune objection quant au retraitement éventuel du combustible irradié mais qu'elle entendait en revanche exercer un contrôle sur l'ensemble de la durée de vie des matières livrées (clause de perpé-tuité), alors que l'Inde entend être

déclare M. Rao, ministre des affaires extérieures

présent contrat, soit en 1993. Revenant sur la passé. M. Ran a estimé que la France avait effectivement modifié sa position initiale après avoir, dans un premier temps, accepté d'agir dans le cadre de l'accord de 1963.

Tout en se déclarant incapable de préciser pendant combien de temps la centrale de Tarapur pourrait fonc-tionner avec le stock existant (1). M. Rao a déclaré que l'inde n'aveit pas l'intention de - courir après la Lune - et qu'elle n'entendait pas attendre indéfiniment. Côté français, on parle toujours de - malentendu de caractère technique » et l'on insiste sur la « bonne foi » des deux in-

A l'ambassade de France, les choses paraissent être suivies avec sérénité, et on espère qu'une étude plus approfondie de la question permettra d'arriver finalement à une so-

PATRICK FRANCÈS.

(1) Intervenant à ce sujet le 6 octo-bre au Parlement, Mme Gandhi avail indiqué que le stock actuel de combustible devrait permettre le fonctionnement de la centrale jusqu'en 1984.

#### CONJONCTURE

## M. Claude Pierre-Brossolette prend la présidence de la banque Stern

M. Claude Pierre-Brossolette, qui avait du, en février dernier, quitter la présidence du Crédit lyonnais, comme tous ses collègues des autres établissements, prend celle de la banque Stern.

Cette petite banque, qui jous un rôle actif dans le développement économique du pays à la fin du siè-cle dernier et fut fondée en 1823. appartient à 95 % an groupe familial Stern, dont le représentant principal est M. Edouard Stern, âgé de vingt-sept ans, et à 5 % à M. François Caries, administrateur général de la Banque de l'Union européenne, qui, à titre personnel, en était resté prési-

La banque Stern, qui n'a pas été nationalisée, est une des principales banques privées à capital français,

avec 250 millions de francs de dépôts et un peu moins de 1 milliard de francs de bilan consolidé. Avec trois filiales, la Banque du Haut-Forez, la Socoga et le Crédit alsacien, elle a un en-cours de 700 millions de crédits (prêts personnels et moyen terme équipement).

En 1977, la banque Rothschild avait pris une perticipation de 48 % dans son capital, revendue ensuite. En 1978, c'était le tour de M. Jean-Baptiste Donmeng, président d'Interagra, qui achetait 15 % de la banque Stern, pour les recéder tout recemment. La même année. M. François Cariès devenait président de cette banque après avoir quitté la direction générale de la banque Rothschild.

#### Faits et chiffres

#### Agriculture

· Les Etats-Unis ont décidé de distribuer à des pays pauvres leurs surplus de beurre, de fromage et de soudre de lait écrémé, a ennoncé, le 8 octobre, le secrétaire à l'agricul-ture, M. John Block.

Cette décision n'a pas seulement des buts humanitaires : le soutien des produits laitiers coûte environ 2 milliards de dollars par an à l'Etat, qui achète les surplus. Ainsi, donner les surplus à l'étranger - réduira substantiellement le cout du stockage des importonts surplus laitiers accumulés -, e indiqué M. Block.

En outre, le secrétaire à l'agriculture a souligné que les surplus ne pouvaient pas être conservés éternellement. - Leur quantité augmente et une bonne partic pourrait se perdre s'ils n'étaient pas utilisés très rapidement. - - (A.F.P.)

· La récolte de céréales en Union soviétique est plus faible que prévu par le plan, a reconnu, vendredi 8 octobre, le ministre soviéti-que de l'agriculture, M. Valentin Messyats, an cours d'une conférence de spécialistes agricoles à Moscou. Il a souligné que les conditions météorologiques avaient été défavora-bles en 1982, mais qu'il serait - incorrect - de rejeter sur le temps la responsabilité des mauvaises performances agricoles.

Le ministre n'e donné aucun chiffre sur la récolte. Selon des estimations américaines. l'écart par rapport aux objectifs fixés atteindrait 60 millions de tonnes, soit plus du quart de la récolte prévue. C'est la quatrième année consécutive de mauvaise récolte en Union soviéti-

#### Commerce international

· Garantic des crédits britanniques à l'exportotion vers l'Iran. -Le service d'assurance-crédit à l'exportation du ministère du commerce britannique (équivalent de la Coface en France) a décidé de recommencer, après une interruption de plus de trois ans et demi. à garantir les facilités de crédit consenties a l'Iran par les exportateurs et banques britanuiques, a-t-on appris, le sement.

8 octobre, dans les milieux commer ciaux londooiens.

Ce service avait renoncé à cette garantie en l'évrier 1979 à cause des lourdes pertes que lui causait l'Iran, du fait de la défaillance de nombreux importateurs. La reprise de l'assurance résulte, explique-t-on, de l'amélioration de la situation économique et financière de ce pays.

La garantie restera cependant limitée aux facilités de crédit à court terme (180 jours maximum) et aux transactions accompagnées d'une lettre de crédit irrévocable délivrée par une banque approuvée par la Banque d'Angleterre. - (A.F.P.)

#### Social

 Les artisans vont manifester le 12 octobre. - L'Union profes-sionnelle artisantele (U.P.A.) organise, le mardi 12 octobre, une journée d'action dans toute la France. Des manifestations, suivies de dépois de motions, des revendications dans les préfectures, sont annoncées dans de nombreux départements. A Paris, un rassemblement est prevu, a 15 b 30, place de le Bastille. Il sera suivi d'un cortège jusqu'au ministère de l'économie et des finances. Une délégation devrait se rendre ensuite au ministère du commerce et de l'artisanat, rue de Lille, L'Li.P.A. regroupe environ 350 000 entreprises

 Un P.-D.-G. nancéien inculpé d'homicide par imprudence : le di-recteur des Vins de la graffe de Nancy (Meurthe-et-Moselle) a été inculpé vendredi 8 octobre d'homicide par imprudence à la suite d'un accident du travail qui avait coûté la vie à l'un de ses employés il y a quelques mois. La victime, âgée de vingt et un ans, était morte asphyxiée par les émanations provenant d'une

Une information contre X avait été ouverte par le parquet de Nency pour déterminer les causes de l'accident. Les résultats des expertises out permis d'établir que le directeur de la société, M. Chardot, avait commis une sèrie d'infractions au code du travail et que la sécurité n'était pas assurée dans son établisA PROPOS DE...

#### LE BUDGET POUR 1983

## L'urbanisme se décentralise

Avant même d'être votée par le Parlement, la décentralisation de l'urbanisme est inscrite dans les chiffres : le projet de budget du ministère de l'urbanisme et du logement (l'évolution des crédits concernant le logement a été analysée dans le le Monde du 30 septembre) prend en compte les nouvelles responsabilités qui seront dévolues aux communes.

Pour alimenter la dotation globale d'équipement (D.G.E.) isscrite au budget du ministère de l'Intérieur, 135 millions de francs sont pris en effet à la direction de l'urbanisme et des paysages (soit environ le quart de 54 dotation habitpelle.

Ainsi, les crédits pour la préparation des documents d'urbanisme diminueront da 47 millions de francs en eutorisatione de rogrammes, et de 17 millions de francs en crédits de paiement (c'est-à-dire les sommes qui devalent être dépensées l'en prochain). Les agences d'urbanisme perdent > 18 millions de francs sur les subventions que l'Etat leur verse, sane être assurées de tes retrouver, selon le bon vouloir des collectivités locales.

Le Fonds d'eménegement urbain et les crédits destinés à la rénovation urbaine eubissent une ponction importante et passent de 257 millions de francs (en eutorisation de programmes) à 155 millions de francs; meis une ligne nouvelle intitulée « qualité de l'urbanisme » est dotée de 36 millions de francs pour que l'Etat puisse donner des « coups de pouce » à des opérations « innovantes >.

A côté de ces réductions (ou de ces transferts), l'action foncière bénéficie en revanche d'une nette eugmentation: 60 millione de francs sont inscrits en eutorisations de programmes (au lieu de 40 dans le budget de 1982), se qui confirme une emélioration ébeuchée l'en dernier, eprès une longue période de stegnation.

Enfin, la protection du patrimoine, qui restera sous la res-ponsabilité de l'Etat eprès la décentralisation, bénéficie d'une augmentation: 47,8 millions de francs (en eutorisations de progremmas) eu liau de 37.6 en 1982 (en francs courants).

#### Les « Ponts » à l'industrie

Des transferts de personnel sont prevus, d'autre part, an faveur du ministèra de la rechercha et da l'industrie, secteur de pointe da la politique actuelle. Une cinquantaine d'ingéniaurs des ponts at chaussées seront mis à la disposition de ce ministère, qui en emploie déjà 46, comma M. Jaan-Pierre Chevenement l'a solennellement indiqué event le conseil général des Ponts, le 9 septembre demier, en présence de M. Roger Quilliot. ministre de l'urbanisme et du lo-

Les modalités précises de ces transferts, qui pourraient concerner eussi d'autres personnels techniques comme les ingénieurs das travaux publics de l'État (T.P.E.), ne sont pas encore arrê-

Le corps des Ponts (ingénieurs sortis de Polytechnique) comprend environ 1 500 personnes dont 1 200 sont employés dans l'administration ou des organismes para-publics. Quetre ministères (urbanisme et logement, traneports, mer, environt disposent au total de 830 incénieurs des ponte (dont 88 dans l'administration centrale et environ 350 dene les directions dé-

partementales de l'équipement]. Prive de bases locales puissantes, le ministère de l'industrie pourra progressivement faite aptaux réputés pour leur efficacité fleur colleboration vient d'être requise dene le domaine de la mercise des depenses d'énergie). Des mouvements de personnel vers les délégations régiode l'industrie. nouvellement créées, ont déjà commencé : einsi, M. Alain Villaret, directeur de l'équipement des Bouches-du-Rhone, devient délégué aux attaires régionales du ministère de la recherche et da l'industrie. Le trensfert de 50 « X-Ponts ». l'an prochain, marque un seuil et exprime, è sa maniere, le déclin des préoccupations d'eménagement urbain et territoriel de l'Etat, qui s'apprête à rendre cette responsabilité eux collectivités locales, tandis qu'il se préoccupe du sort de l'outil économique. Le grand ministère de l'équipement créé en 1986 par Edgerd Piseni a feit son

#### Architecture: un progrès relatif

Le budget de le direction de l'architecture eugmente de 18 % en autorisations de programmes (48 millions de francs) tandis que les crédits de peiement (34 millions (construction de nouvelles écoles, potamment) diminuerant

A part quelques titulerisatitins, aucun poste nouveau d'enseignement n'est créé, tandis qua les crédits augmantent pour les « vacations » destinées à la mise en place du troisième cycle.

Au chapitre de la pédagogie destinée à un public plus vaste, l'Institut frençais d'architecture, qui a pris, selon le ministère « un très bon départ en 1982 ». obtient des moyens supplemenlieu de 7], tandis que les conseils d'architecture [C.A.U.E.] devront compter sur la taxe levée dans chaque dépertement, leur enveloppe globele de subvention étant réduite de 4 millions de frencs.

Enfin, une dotetion de 23 millione de frencs est inecrite au hudost du ministère dans la perspective de son transfert dans la quertier de la Défense.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

#### Faits et projets

#### Le Touring continue

Le Touring Club de Frence (T.C.F.), mis en règlement judiciaire le 12 juin 1981 avec un passif estimé à 50 millions de francs, e enregistré pour l'exercice 1981-1982 des bénéfices de l'ordre de 2 millions de francs. M. Pierre Guédon, directeur général de l'association, a indi-qué le 8 octobre à Paris que le tribunal de grande instance evait eutoris le T.C.F. à poursuivre son activité pendant une nouvelle année.

L'équipe dirigeante espère être en mesure de présenter dès le printemps prochain un concordat qui lui permettra de sortir du cadre de l'assistance judiciaire evant l'échéance du 1= septembre 1983. Un dépôt de créances devrait lui permettre dès la fin de cette année d'epurer complètement son passif en vendant le ter-rain de camping du Dramont, dans le Var, déjà acquis par la Caisse des dépois pour une somme de 18 millions de francs, et le village de vacances de Prasmousquier, près du Lavandou, d'une valeur estimée è 20 millions de francs.

Le T.C.F., qui emploie aumer ses statuts et régioneliser les mettre eo place l'an prochain plusieurs produits nouveaux, tels qu'un nais seulement y travaillent. service d'assistance juridique ou un les prestations du T.C.F. sous un Boulogne jusqu'au 30 octobre. seul abonnement.

#### Boulogne-Billancourt à l'ombre de Renault

Le plan d'occupation des sols de la commune de Boulogne-Billancourt (616 hectares, 103 000 bebitants) est soumis à l'enquete publique jusqu'au 30 octobre. Ce POS a pour objectif essentiel de retrouver l'équilibre babitet-emploi - pour conserver à la ville sa richesse et son image, afin qu'elle ne devienne ni une cité dortoir, ni une banlieuc de Paris. -

En effet, les mutations industrielles et la proximité de Paris ont. depuis plusieurs années, attiré les promoteurs qui rachètent les terrains occupés jadis par des petites entreprises pour y construire des im-meubles chers. De là une dommageable évolution démographique qui voit disperaitre les ouvriers au profit des professions libérales ou des cadres movens et supérieurs et qui risque - de vider Boulogne-

Billancourt de sa substance de vie. . Le POS devra permettre le maintien voire l'implantation des industries et limiter la densification de ourd'hui quatre ceot soixante sala- l'habitat. Il devra aussi, à moyen riés dont cent soixante dans se filiale terme, favoriser la modernisation Tauring Secours, devra aussi modi- des installations de la régie Renault, fier ses structures, continuer à refor- pièce maîtresse du dispositif puisqu'elle couvre 74 hectares et reresponsabilités. Enfin, il devrait groupe 35 000 des 80 000 emplois boulonnais même si 4 600 Boulon-

Une exposition de présentation de forfair multi-clubs réunissant toutes ce POS se tient à l'bôtel de ville de



iestion

pstion

# LA REVUE DES VALEURS

#### **BOURSE DE PARIS**

ENOUVELANT son extraordinaire performance de la mi-soût, Wall Street rebondit brutalement, et l'indicateur Dow Jones des valeurs industrielles s'élance à l'assaut des 1.000 ; à Londres, en pleine ascension, l'indice du Financial Times, qui avait pulvérisé jeudi son record absolu, franchit le lendemain, et pour la première fois de son histoire, la barre des 600 ; Tokyo, de son côté, reçoit un formidable coup de fouet après l'annonce d'un important plan gouvernemental de relance économi-

Et Paris, dans tout ça? Eh bien Paris fait ce qu'il peut, c'est-à-dire pas grand-chose en ce moment. Bien calé au neuvième rang des places boursières internationales puisque telle est sa place actuellement, le marché parisien s'est contenté d'effectuer un saut de puce de 0,9 % pour l'ensemble de la semaine et encore ce gain a-t-il été enregistré au cours des deux dernières séances comme și le remords avait, soudain, gagné la corbeille.

Cette relative désuffection à l'égard des valeurs françaises s'explique, en partie, par le mouvement de bascule qui s'est opéré jeudi et vendredi en faveur des titres étrangers, dont le volume de transactions a largement excédé le chiffre d'affaires réalisé sur les actions de sociétés françaises.

#### **Toujours un peu timide**

Qu'importe le coût du dollar-titre pourvu qu'on ait l'ivresse, se disaient les boursiers parisiens en engrangeant dans leur carnet force actions américaines ou japonaises, voire encore des mines d'or, qui continuent à avoir le vent en poupe depuis plusieurs jours au palais Brongniart.

Le résultat est éloquent. En fin de semaine, les places étaient chères sur l'estrade au moment de la remise des prix et l'on retrouvait, au palmarès de la hausse, LB.M., Ford Motor, Minnesota Mining, Hitachi, Eastman Kodak, biez décidées à le disputer aux valeurs aurifères qui avaient pour nom President Steyn, Amgold, Dome Mines, East Rand on encore Harmony Gold.

Face à cette emphorie que ne parvenait pas à cal-mer un dollar-titre qui se négociaît à 8,70 F en fin de mine, les actions avaient bien du mal à abandonner l'air renfrogné qu'elles arborent depuis une quinzaine de jours, et, autour de la corbeille, ou conti-nuait à égrener la même litanie : l'avoir fiscal, ou plutôt son« ersatz», le crédit d'impôt, n'est pas assuré de l'emporter devant les députés ; la sortie du blocage des prix donne lieu à d'âpres marchandages Rue de Rivoli (on murmure que les constructeurs

#### Semaine du 4 au 8 octobre

d'automobiles pourraient toutefois obtenir un relèvement de leurs prix avant la date fatidique du 31 octobre qui doit marquer la fin du blocage des prix et des revenus) et, surtout, la reprise économique qui semble se profiler à l'horizon, outre-Atlantique, « serait différée de plusieurs mois » en France si l'on en croit

Tous ces éléments ont pesé incontestablement sur le marché alors que « Paris manque d'aliment et de raison », selon l'expression d'un professionnel. L'aliment, ce sont les capitaux dont disposera la Bourse de Paris jusqu'à la fin de l'année alors que le Parlement n'a pas encore voté les nouveaux produits d'épargne incorporés au projet de loi de finances 1983. La raison, c'est celle d'espérer et il faut bien admettre que la communauté financière aime bien jouer de temps en temps à se faire peur, même si elle dott faire amende bonorable peu après, comme ce fut le cas lors de la procédure d'indemnisation des actionnaires de sociétés nationalisées et de l'envolée

des cours qui s'ensuivit. « Pour l'instant, la cote n'accepte pas encore de faire le pari d'une reprise et il fandra attendre au moins jusqu'à la mi-novembre pour que ces motiva-tions, en partie psychologiques, cèdent la place à d'autres facteurs plus constructifs » confie un familier de la Rue Vivienne. Attendons.

Diff.

321 - 1 132 - 8,10 84 - 4 94 inch. 34,10 + 1,90 1 132 + 67

24,05 - 1,15 45 - 2,20 2,25 - 0,04 199 + 11 120,40 + 2,50

8 oct

71 821

Annep
Avions Dessault-B.
Chiers-Châtillon
Creusot-Loire
De Dietrich

Valeurs diverses

#### Valeurs à revenu fixe ou indexé

	8 oct.	. Diff.
41/2%1973	1 865	+ 66
7 % 1973	8 194,00	+214.00
10.30 % 1975	85.65	+ 0.45
P.M.E. 10.6 % 1976 .	83,75	
8.80 % 1977	100.85	
10 % 1978	80,90	
9,80 % 1978	80	+ 0,10
8,80 % 1978	8L01	
9 % 1979	76.90	
10.80 % 1979	82.30	
12 % 1980	91,79	
13.80 % 1980	94.60	
16.75 % 1981	104	+ 0.70
16.20 % 1982	100.80	
16,80 % 1982	100,45	
C.N.E. 3 %	3 090	+ 40
C.N.B. bq. 5 000 F.	100,50	- 0,35
C.N.B. Paribas		
5 000 F	100,50	
C.N.B. Suez 5 000 F	100,45	- 0,15
C.N.J. 5 000 F	100,40	- 9.30

#### Banques, assarances sociétés d'investissement

La restructuration du capital du groupe d'assurances Drouot se poursuit. Après la Compagnie financière de Suez, qui a pris une partici-pation de plus de 10 % dans la So-ciété nouvelle de participations qui détient directement ou indirecte-ment le groupe Drouot, la société Mutuelles unies IARD a informé la

#### DUNLOP: le piège

Suspendue le 5 octobre en raison - d'un projet d'offre publique d'achai simplifiée » la cota-tion des actions et ubligations convertibles en action de la société Duniup était rétablie un eatastrophe quarante-buit heures plus tard sur l'injunction de Dunlop Holdings P.L.C. qui détient 96 % du capital de Dunlop S.A., la firme britannique démentant catégoriquement les rumeurs d'une éventuelle offre publique d'achat simpli-fiée sur sa fikale française .

Apparemment, le têléphone tionnne mal entre la firme de Puteaux et le siège londonien mini-délégation de Dunlop S.A.
s'était bel et hien rendue au siège de la Chambre syndicale des agents de change pour l'informer de ce dossier. Prêoccupës par l'envolée du titre en bourse de Paris (l'action Dunlop S.A. était récemment - demandée - à 5,15 F contre un dernier cours coté de 4.85 F le 29 septembre dernier), les dirigeants de Dunlop S.A. avaient informé la Chambre syndicale de l'imminence d'une OPA simplifiée émanant de la maison-mère, une opération qui paraissait assez lo-gique puisqu'elle seuls 4 % d'ac-tions Dunlop S.A. restaient dans le public

Sur la soi de ces indications les autorités boursières décition, ce qui avail pour effet d'entraîner aussitôt un têlex de la société Dunlop Holdings, celleci exigeait la reprise des cota-tions sur les actions de sa filiale française et démentait toute idée d'OPA prenant à contre-pied les responsables de cette

dernière qui avaient cru au pro-Voilà sons doute la première fois que la Chambre syndicale se laisse pièger en annonçant, un jour, un prujet d'opération financière qui se trouve remis en cause dès le lendemain à la suite d'un évident malentendu dans la hiérarebie d'une société. En bourse. - la parole fait foi -, aiment à répéter les professionnels. Il est vrai que ce n'est qu'uu dicton.

Chambre syndicale des agents de change qu'elle avait également acquis plus de 10 % du capital de la Compagnie financière Drouot, autre société intégrée à la nébuleuse Drouot. Les Mutuelles unies détiennent déjà 36 % de la société holding Ufipar, dont les filiales contrôlent le groupe Drouot, et leur président, M. Claude Bébéar, n également été nommé à la présidence des compagnies d'assurances Drouot et Vie

	8 oct.	Diff.
Bail Équipement	186.50	- 1,50
B.C.T.	101	- 5
Cetelem	190	+ 4
Chargenrs Reunis	204	+ 15
Bancaire (Cie)	192	+ 15
C.F.F.	387	- 4
C.F.J	193	- 7
Eurafrance	356	+ 3,78
Hénin (La)	350	+ 0.50
Imm. Pl-Monceau	197	inch.
Locafrance	184	+ 2
Locindus	425	+ 7
Midi	600	- 23
O.F.P (Oma, Fin.	-	-
Paris)	722	+ 24
Parisiegne de réese.	283	+ 5
Pretabail	567	+ 17
Schneider	103	+ 2,50
U.C.B.	108.50	- 0,50
	100,00	04.70

	8 oct.	Diff.
André Roudière	72.80	+ 6,30
F.F. Agache-Willot .		
B.H.V	107,50	- 2
C.F.A.O	540	- 5
Damart-Serviposte	815	+ 13
Darty	858	+ 5
D.M.C	31,20	- 1,10
Galeries Lafayette	140.10	- 1.40
La Redoute	919	- 11
Nouvelles Galeries	78,89	- 3,76
Printemps	136	+ 0.40
S.C.O.A	27.50	- 1.7

Bâtiment, travaux publics Le groupe Bouygues estime que son chiffre d'affaires (TTC) pour l'ensemble de l'exercice 1982 devrait avoisiner les 14 milliards de francs, soit une progression de 33 % environ par rapport à l'année précè-deute, un chiffre d'uffaires de 17 milliards étant d'ores et déjà es-compté pour 1983 dont 43 % devraient être réalisés à l'étranger. Au 1ª octobre 1982, le carnet de com-mandes s'élevait à 21,4 milliards contre 17.6 milliards l'année der-

	8 oct.	Diff.
Auxil. d'entreprises .	935	+ 25
Bouygues	750	+ 37
Ciments Français	129	- 2
Dumez	1 165	+ 12
J. Lefebvre	179	+ 1
Générale d'Entrepr	276	- 7,50
G.T.M	369,50	+ 14,50
Lafarge	211	+ 0,90
Maisons Phénix	330	+ 30
Poliet et Chausson	785	+ 5
S.C.R.E.G.	101,90	+ 3

## Mines d'or, diamants

		<u> </u>
	8 oct.	Diff.
Amgold	714	+ 60
Anglo-American	108,50	+ 5,90
Buffelsfontein	348	+ 41
De Beers	44,80	+ 3,30
Driefontein	223.50	+ 25.50
Free State	318	+ 40
Goldfields	65.30	+ 3.90
Gencor	151,30	+ 9.30
Harmony	128	+ 14.50
Président Brand	330,20	+ 45.29
Randfontein	667	+79
Seint-Helena	286.50	+ 26.50
Western Does	332.10	+ 48.90
Western Deep	355	1 32

#### Produits chimiques

	8 oct.	·Diff.
Institut Mérieux	728 257 13,38 210,10 385 378 364 41 321	+ 3 + 3 - 0,70 - £1,90 - 9 + 6 + 3 - 0,10(1) - 9
_		

	8 oct.	Diff.
Elf-Aquitaine	100,10	- 1.70
Esso	156.20	- 0.80
Francarep	380	- 12
Pétroles française	96	- 3.10
Pétroles B.P.	40.80	+ 1,50
Primagaz	249,20	
Raffinage	74.20	+ 8.98
Sogerap	279	inch.
Exxon	250	+ 15
Petrofina	827	+ 7
Royal Dutch	278.58	

	8 oct.	Diff.
Géophysique	1050	inch.
Imétal	47	+ 3,50
Michelin	634	+ 4
M.M. Penarroya	46	+ 5,40
Charter	28,60	+ 1,80
INCO	80,50	+ 1,80
R.T.Z.	62,10	+ 0,60
Z.C.L.	2,07	+ 0,60

Beghin-Say	
Bongrain	
RSN G-Donne 1475 +17	
Carrefour 1 360 - 65	
Casino	
Cédis 624 - 17	
Euromarché 935 - 75	
Guyenne et Gasc 370 Inch.	
Lesiour	
Martell 789 +45	
Moet-Hennessy 739 - 30	
Mumm	
Occidentale (Gén.) . 397 + 11	
Olida Caby 153,50 + 6,7	3
Pernod-Ricard 364 + 13	
Promodès 1 165 - 25	
Source Perrier 174,29 + 3	
St-Louis-Bouchon . 162,50 + 3,50	3
C.S. Sampiquet 246 - 4	
Vertve Cliquot   1 140   - 60	
Viniprix	
Nestlé 14000 +440	

#### Matériel électrique services publics

	8 oct.	Diff.
Alsthom-Arlantique .	149,50	+ 9,70
C.E.M	28,50 725	- 2,50 - 7
Croszet	141	+ 0,80
Générale des Eaux	307,50	+ 6,50
Intertechnique Legrand	1 100 1 581	- 29 + 68
Lyonnaise des Eaux	396	+ 3
Machines Bull	27,50	+ 0,25
Matra	1 660	- 85
Merlin-Gérin Moteur Leroy-Somer	605 356	+ 50
Moulinex	53,10	- 0,10
P.M. Labinal	215	+ 0
Radiotechnique	314 235	+ 15 + 13
Signaux	435	+ 25
Téléméc. Electrique .	748	+ 16
Thomson-C.S.F	136,10 682	+ 0,10
1.B.M	242	+ 65
Schlumberger	313	+15,50
Siemens	835	+ 15

#### Métallurgie

construction mécanique

Du « rififi « chez Trailor dont les actions sont suspendues depuis le 27 septembre dernier à la Bourse de Paris dans l'attente d'un projet d'offre financière émanant de la société américaine Pullman Inc, qui détient 68 % de Trailor. Le président de cette dernière, M. René More, a en effet donné sa démission le 7 octobre, en estimant qu'il ne pouvait souscrire à la politique que le groupe Wheelabrator Frye Inc., actionnaire majoritaire de Trailor par l'intermédiaire de Pullman Inc. entendait assigner à la firme française. Le nommé M. Hans Koenders, administrateur, à la présidence de Trailor.

Francareo	386	<b>- 12</b>		
Pétroles française	96	- 3,10		
Pétroles B.P.	40,80	+ 1,50		
Primagaz		- 7,80		
Raffinage	74,20	+ 8,98		
Sogerap	279	inch.		
Exxon	250	+ 15		
Petrofina	827	+ 7		
Royal Dutch	827 276,58	+ 2		
Mines, caoutchouc,				

ontre	-mer	

	8 oct.	Diff.
Géophysique Imétal Michelin M.M. Penarroya Charter INCO R.T.Z.	1050 47 634 46 28,60 80,50	inch. + 3,50 + 4 + 5,40 + 1,80 + 1,80

La Compagnie parisienne de l'ais comprimé et la Société française
des distilleries de l'Indochine vont convoquer leurs actionnaires en as-
semblée générale extraordinaire au
mois de décembre afin de leur sou- mettre un projet de fusion entre ces
deux entreprises qui u'ont plus d'ac-
tivités industrielles depuis plusieurs années et qui se contentent du rôle
de société-holding. La fusion entre
ces deux firmes du groupe Empain- Schneider s'effectuerait sur la base
de trois actions Société française
des distilleries de l'Indochine pour cinq actions Compagnie parisienne
de l'air comprimé.

Faisant état de ses résultats provisoires pour le premier semestre 1982, la société l'Air Liquide S.A.

#### SERGE MARTI. annonce un bénéfice brut (avant amortissement, provisions et impôts) de 417 millions de francs contre 397 millions pour la même période de 1981, la Société d'oxygène et d'acétylène d'Extrême-Orient nyani caregistré un bénéfice brut de 9,9 (contre 9,3) millions de francs dans le même temps. Quant à la Société chimique de la Grande-Paroisse, elle affiche un bénéfice net de 3,6 (contre 4,2) millions de francs, Liquid Air Corp., autre fi-liale du groupe l'Air Liquide, ayant enregistré un résultat uet de 15,6 milliuns de dullars contre 16,9 millions au premier semestre

M. Gilbert Trigano, président du Club Méditerranée, a indiqué qu'il souhaitait l'introduction des titres de sa société à la Bourse de Francfort, les actions du Club Méditerranée étant déjà cotées à Paris, Bruxelles et Luxembourg.

	8-10-82	Diff.
Ag. Havas	322	- 3
A.D.G	135	
L'Air Liquide	449	+ 4
Arjomari	117,50 419	+ 16,70
Bic	150	- 1,30
Club Méditerranée	490	
Essilor	742	+ 450
Europe I	562.	+14
Gle Ind. Part	169,70	+ 4,50
Hachette	560	+25
J. Borel Int.	N.C.	N.C.
Orfal (L')	991	+ 15
Navigation Mixte	148	- 1,50
Nord-Est	41,60	+ 0,30
Skis Rossignol	770 534	+ 15
Sapofi	226.80	- 13,20
IIT A	176	- 13,20

# Jacques Borel: le dernier round

Jacques Borel International est régié. En décidant de présenter ses ti-tres J.B.L à l'offre publique d'échange lancée par la chaîne hâ-telière Novotel (le Monde du 9 oc-tobre), M. Michel Reignier, le pa-iron de Codee-UNA, assure pratiquement le succès de l'opéra-tion qui devrait déboucher sur la fu-sion entre Jacques Borel et Novotel pour donner naissance à un groupe de taille internationale qui « pè-sera » 40 milliards de francs dans la restauration et l'hôtellerie. Pour autant, rien n'indique one

Pour autant, rien n'indique que M. Pierre Bellon, le président de Sodexho, autre concurrent lancé à Sodexho, autre concurrent lancé à l'assaut de Jacques Borel international, ait définitivement jeté l'éponge. Avec tout au plus 18 % de capital de J.B.L., il lui sera tontefois difficile de faire contrepoids à Codec-UNA et au - tour de table » traditionnel de Jacques Borel, qui détiennent à eux deux 62 % de

J.B.I.

Pour l'instant, Sodexho n'a pas retiré son projet d'offre publique d'achat, actuellement examiné par les autorités boursières, lequel conserve son caractère « inrévocable », et une réanion du Comité de aurveillance des opérations en Bourse doit se tenir lundi 13 octobre afin d'avaniner à la foie bre afin d'examiner à la fois

modalités de l'O.P.E. de Novotel prorogée jusqu'au 6 novembre pro-chain.

Un « baroud d'honneur » pour Sodezho? Pent-être, toujours est-il que les 20 % de « petits» actionaires de Jacques Borel International répartis dans le public (le fameux « flottant «) risquent fort de faire les frais de l'opération. En annougant d'ores et déjà son ralliement à MM. Gérard Pélisson et Paul Dubrule, les dirigeants de Novotel (et de J.B.1. depnis mai 1981), uvant que soit comm le prix définif de l'O.P.A. de Sodezho, M. Reignier cherche surtout à conforter ses positions à la table du conseil de J.B.L., et c'est de bonne guerra. Indirectement, par contre,

guerre. Indirectement, par contre, sa décision remet en cause l'intérêt que pouvait susciter la compétition pour une fois « à armes égales » en-tre une offre en espèces (celle de Sodexho) et une contre-offre « en papier « (celle de Novotel).

Du coup, si Sodexho renonce à l'idée d'obtenir, dans le meilleur des cas, la minorité de blocage, les actionnaires de J.B.I. ne pourront plus présenter leurs titres à L'O.P.E. de Novotel ou revendre leurs actions dès la reprise de cotation de Jacques Borel International, mais avec une décote qui apparaît inévitable.

<del>,</del>					
LE	VOLUME	DES TRA	NSACTIO	NS (en fran	cs)
,	4 octobre	5 octobre	6 octobre	7 octobre	8 octobre
Terme	1			177601 196	i
R. et obl Actions	879755712 74399643	590 841 309 103 738 723	981 736 135 83 736 135	858 366 455 93 661 457	816350208 116527189
	1 029 846 232				
INDICES	QUOTID	ENS (INS	EE base 100	0, 31 décem	bre 1981)
Franç	102,3	101,7	101,7	102,2	]

Etrang. . 117,4 | 117,4 | 117,7 | 120,4 | COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1981)

	dance .									
Índ	lice gên. I	(b 98,9	ase 	1 <b>00, 31</b> 98,4	đếc 	98,2	1981 	1) 98.6	ł	99,1

## **BOURSES** ÉTRANGÈRES

NEW-YORK UNE SEMAINE

DE RECORDS Pour la seconde fois en moins de deux mois, Wall Street a inscrit une nouvelle moss, wall street a inscrit une nouvelle série de records, le marché new-yerkais étant littéralement « dopé » par la re-prise du processus de baisse des tanx d'intérêt et par les espoirs d'ane reprise économique à l'autie de l'amée 1983.

L'indice Dow Jones des valeurs indus L'indice Dow Jones des valeurs industrielles, qui avail gagné 58,78 points au cours des deux séances de mercredi et jeudi, instituant aihsi un record de hausse en un laps de temps nussi court, a encoré progressé de plus de 20 points le lendemain, portant à 79,10 points le gain total de cette semaine qui s'achève sur un indice à 986,84, bien parti pour franchir la barre des 1 000, pensent les observateurs. Dans le même temps, le marché s'est considérablement étoffé et la frénésie d'achats observée au Big Board a permis au volume des transac-Board a permis au volume des transac-tions d'atteindre, jeudi, plus de 147 mil-

L'annonce d'un taux de chômage qui a dépassé, pour la première fois depuis quarante deux ans, le senil de 10 % de la population active américaine en septem-bre, n's pas calmé l'ardeur des boursiers ore, n'a pas caime l'ardeur des bourners
pour lesqueis la baisse des taux d'intérêt
(concrétisée par la généralisation du
« prime rate « à 13 % et l'imminence
d'un abaissement du taux d'escompte de
10 % à 9,5 %) reste l'élèment moteur
d'une amélioration du climat économi-

	l= oct.	Cours 8 oct.
Alcoa	265/8	28 1/2
A.T.T.	573/4	61 1/8
Boeing	21 1/8	22
Chase Man. Bank	43	45
Du Pont de Nem	35 1/4	37 1/2
Eastman Kodak	83	92 3/4
Exxon	2778	29 1/8
Ford	27	28 7/8
General Electric	76 3/4	81.7/8
General Foods	38 5/8	437/8
General Motors	47 3/8	50 1/2
Goodyear	25	27 1/4
LB.ML	74 1/2	88 3/4
LT.T	26 1/4	28 1/4
Mobil Oil	24 1/2	26
Pfizer	72 3/8	78 5/8
Schlumberger	35 1/2	37 1/2
Техасо	29 1/8	30 1/8
U.A.L. Inc.	19 4/8	20 3/4
Union Carbide	473/4	54 1/2
U.S. Steel	1778	18
Westinghouse	31 3/8	36
Xerox Corp	333/8	35 1/4

#### LONDRES Le F.T. à 600 points

Stimulé par la frénésie d'achats qui s'est emparée de Wall Street, le London Stock Exchange a atteint de nouveaux sommets en fin de semaine et l'indice Financial Times (F.T.) u franchi la barre des 600 points pour la première fois de son histoire,

L'annonce d'un abaissement de 10 1/2 % à 10 % du tanz de base des banques britanniques a également joue dans le seus de la hausse, et les indices du F.T. s'établissaient ainsi : indús-trielles : 592.9 (après 600,1) contre 579.4 le vendredi précédent ; mines d'or : 401,1 contre 358.9 ; fonds d'Etat : 80.95 contre 79.54.

	Cours 1= oct.	Cours 8 oct.
Bowater Brit. Petroleum Charter Courtaulds De Beers (*) Free State Geduld* Gt. Univ. Stores Imp. Chemical Shell Vickers War Loan	198 282 188 77 5 33 1/8 623 282 282 392 119 34 1/4	197 286 185 78 5,26 37 3/ 588 286 396 116 -35

#### (\*) En dollars FRANCFORT Irrégulier

Le marché est resté très hésitant et l'indice de la Commerzhank s'emblis-sait, vendredi, à 711,3 contre 708,2 la semaine précédente.

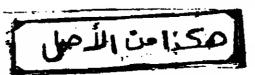
	Cours l= oct.	Cours 8 oct
A.E.G. B.A.S.F. Bayer Commerzhank Hoechst Mannesmann Siemens Volkswagen	33 116,80 111,30 121,50 107,90 139,90 247,50 134,00	31,1 114,0 107,5 126,0 105,7 137,1 247,3 132,7

#### **TOKYO**

Spectaculaire redresses Grâce à l'envolée de Wall Street et à la forte reprise du yen, la mounaie nip-pone réagissant très positivement à l'impone réagissant très positivement à l'im-portant plan de relance annoncé par le gouvernement, le Kabuto-Cho n opéré un redressement spectaculaire cette se-maine, les ordres d'achat des opérateurs étrangers se portant en priorité sur les valeurs-vedettes.

Du coup, l'indice Nikkel Dow Jones, qui avait abandonné plus de 150 points la semaine précédente, en gagne à pré-sent 480,2 pour s'établir à 7 358,10 tandis que l'indice générai progresse de 26,97 points, à 547,55.

	Cours 24 sept.	Cours 8 oct.
Akai Bridgestone Canon Canon Fuji Bank Honda Motors Matsushins Electric Mitsubishi Heavy Sony Corp Travets Motors	256 434 860 500 764 1 109 168 3 239 868	273 470 1 650 590 960 1 390 182 3 950



L'euromarché

# L'emprunteur français le plus imaginatif

Le plus imaginatif et le plus adaptable des emprunteurs français sur les marchés internationaux des capítaux en 1982 vient de réaliser une nouvelle première. Sur l'initiative de son trésorier, M. Jean Reboul, Gaz de France est le premier émetteur. français à s'adresser au marché de l'eurodollar canadien

L'habileté de M. Reboul à trouver des nouvelles sources de fonds normes de croissance de la masse s'était manifestée an début de cette année lorsque, par deux fois, il lança des emprunts à coupon O, levant par ce moyen 250 millions de dollars américains, un exploît qu'aucun au-tre emprunteur français u'a accomnis cette date. Une autre première fut l'appel fait au marché de . l'eurocouronne norvégienne (voir notre rubrique dans le Monde daté 5/6 septembre). Aussitöt après, Gaz de France se posa encore comme le premier débiteur français à lancer un emprunt obligataire libellé en ECU selon une formule nouvelle sur ce marché (voir notre rubrique dans le Monde daté 12/13 septembre). Enfire, the last but not the least, Gaz de France fut le premier emprunteur français à lever 150 millions de dollars dans une opération garantie par des acceptations bancaires libellées en dollars américains et en livres sterling. Dans tous les cas, Gaz de France réussit à obtenir des conditions conformes à celles qu'on peut attendre d'un emprunteur jouissant de la garantie de a République française et de la plus hante classification sur le marché. La dernière opération, à savoir l'em-prunt de 75 millions de dollars canaprévus), a pour échéance l'an-née 1989 et est assortie d'un coupon de 15 %. Elle a reçu un accueil très favorable de la part des investisseurs, auxquels aucune opération en eurodollars canadiens n'avait été offerte depuis juillet dernier. On note de très importants achats de la part des investisseurs traditionnels du Benelux et de la Suisse, ce qui garantit

da pair vendredi après-midi. Sous l'influence du climat de baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, le marché euro-obligataire a connu un bon niveau d'activité, qui est allé en s'accélérant à la fin de la semalne. La conviction des opératours est que le comité de l'open d'une durée de sept ans assortie d'un

un franc succès à cette émission, qui

ctait traitée à un cours très proche

market du Système de réserve sédé-rale est désormais tout à fait disposé à tolerer une croissance nettement plus forte qu'initialement prévu de la masse monétaire américaine.

· Aussi bien le marché des obligations que celui des actions voient dans l'attitude nouvelle des membres de ce comité le signe avantcoureur d'un assouplissement des monétaire et la promesse de nonniveau des taux d'intérêt.

Sur le marché de l'enrodollar, une autre société nationale française a été la première à exploiter les pouvelles dispositions du marché, Electricité de France a offert des obligations à cinq ans pour un montant de 150 millions de dollars américains. Le coupon porte un intérêt de 12 3/4 %. L'opération est « syndi-quée » sous la direction de la Dentsche Bank. L'émission a été un succès, les euro-obligations se trai-tant vendredi à 99 1/4 - 99 3/4 sur le marché secondaire.

Egalement promptes à saisir l'occasion favorable, ont été la Compagnie américaine d'assurances John Hancock, la Province du Québec et la Société de développement des exportations dn Canada (Export Development Corp. of Canada). Salomon Brothers a dirigé l'emission de John Hancock portant sur 75 millions de dollars américains assortie d'un compon de 12 %. L'intérêt a été vif pour les premières enro-obligations émises par cette compagnie. Les titres se traitent aux envi-rons du pair. L'émission du Québec, dirigée par S.G. Warburg, porte sur 125 millions de dollars. Elle est d'une durée de huit ans, le coupon est de 13 % nvec probablement un prix d'émission de 99. L'Export Development Corp. of Canada avait, pour sa part, le mois précédent levé 100 millions de dollars américains pour une durée de cinq ans avec un conpon de 13 1/4 %. Le nouvel emprunt qu'elle vient de lancer, d'une durée egalement de cinq ans, est aussi d'un montant de 100 millions de dollars, mais il est assorti d'un coupon beaucoup plus bas, soit de 11 3/4 %. Enfin, le dernier emprunfres, le marché a répondu de façon très positive.

Dans le compartiment des autres devises du marché international des capitaux, les effets bénéfiques du regain de confiance qui se manifeste aux Etats-Unis se sont également fait sentir à la fin de la semaine. L'Australie a lance sur le marche obligataire allemand un emprunt de 200 millions de marks remboursables en 1992 et comportant le plus bas coupon qu'on ait connu depuis deux ans : le taux est de 7 3/4 % seulement. Le marché a absorbé très volonuers les obligations offertes par un des rares emprunteurs qui peut aujourd'hui encore rivaliser avec les plus grandes sociétés américaines.

Dans le compartiment des émispéenne d'investissement, connue pour être un négociateur particuliéement coriace, a satisfait son ambition en offrant un conpon inférieur à 13 % pour une émission à buit ans, portant sur 50 millions d'ECU. Le coupon de 12 7/8 % a reçu un ac-cueil favorable dans le nouveau elimat d'optimisme qui prévant sur le

Le marché de l'eurosterling a été pareillement favorisé : un important fabricant britannique de boissons et de produits alimentaires. Allied Lyons, a lancé nn emprunt de 30 millions de livres sterling rem-boursable en 1992, assorti d'un taux d'intérêt de 12 5/8 %. Parmi les futurs emprunteurs en livres sterling. figure Renault, qui envisage de lancer le premier emprant à coupon O libellé dans cette monnai

CHRISTOPHER HUGHES.

 RECTIFICATIF. - Une erreur de transmission a dénaturé le sens de deux passages de la rubrique « Euromarché de la semaine dernière (le Monde daté 3-4 octobre). A propos de l'ouverture d'un marché des « Futures » à Londres, il était rappelé qu'à Chicago - fonc-tionne un marché de même nature, dont le chiffre d'affaires, colossal, est de l'ordre de 25 à 30 millons de dollars par jour . C'est 25 à 30 milliards de dollars qu'il fallait lire.

Un peu plus loin, il était dit qu'à Londres les montants respectifs de chaque contrat sont de 1 milliard de dollars et de 250 000 livres. C'est 1 million de dolLes devises et l'or

#### Très vifs remous

Les marches des changes ont été passablement agites cette semaine, soumis, une fois de plus, nux variations des taux d'intérêt américains (voir la rubrique « Marché monétaire et obligataire »). Le dollar a commence par s'élever vigoureusement aux dépens du mark et surtout du yen, tombé au plus bas depuis juin 1977, tandis que, à Paris, il battait un nouveau record à plus de 7,20 F. Puis il fléchissait sensiblement au profit du mark et du yen pour se raffermir un peu à la veille dn week-end dans un climat de grande nervosité. En Europe, l'évènement fut la très forte dévaluation (16 %) de la couronne suédoise, accueillie avec inquiétude par ses voisins scandinaves et par les membres du système monétaire européen, qui

redoutent une réaction en chaîne. En début de semaine, la monnaie américaine s'élevait au-dessus de 2,55 DM à Francfort, dépassait 275 yens à Tokyo, au plus haut depuis cinq ans, et battait tous ses re-cords à Paris à 7,21 F. Les interventions massives de la Banque du Japon s'effectuaient en pure perte. et, aux Etats-Unis, M. Donald Regan, secrétaire au Trésor, justifiait la baisse du yen par les difficultes qn'éprouve actuellement l'économie nippone. Puis, à partir de jeudi, la tendance s'inversa, à la suite de la baisse des taux aux Etats-Unis. Le dollar se mit à flècbir, tandis que le mark remontait vivement, de même que le yen, favorise par l'annonce d'un plan de relance au Japon (2 000 milliards de yens, soit 54 milliards de (rancs). Les banques cen-

trales européennes appuyèrent forte- S.M.E., le franc belge, que la Bandollar, y compris la Bonque de concerié. A Paris, le cours de la monnaie américaine retomba à 7.11 F pour se raffermir toutefois a la veille du week-end, M. Regan, secrétaire au Trèsor des Etats-Unis. ayant déclaré qu'- il ne voulait pas forcer le dollar à baisser .. Commo si c'était lui qui le faisait monter !

En Europe, l'èvènement a donc

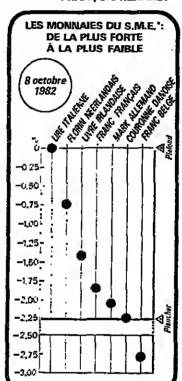
été la dévaluation de la couronne suédoise, décidée finalement par le gouvernement socialiste de M. Palme des son entrée en foncuons. Son ampleur (16 %) a désagréablement surpris les voisins scan-dinaves, qui espéraient 7 % et, dit-on, ont failli avoir 20 %. Cette dévaluation • de combat -, destinée à rendre à nouveau compétitive l'industrie suedoise, et qui intervient treize mois après la dévaluation (10 %) de septembre 1981, embarrasse fort le Danemark, qui a déjà dévalué deux fois cette année (3 % en février et 4,25 % en juin), la Norvêge, qui en a fait autant en septembre dernier (3 %1, et la Finlande, markka de 4 % et déclare vouloir recommencer. Le Danemark s'en defend, mais beaucoup pensent qu'il devra récidiver, ce qui ne manquerait pas de soumettre le système monétaire européen à de nouvelles ten-

Dèià, en fin de semaine, la remontèe du mark a étè fort préjudiciable à la monnaie la plus faible du

ment la tendance en vendant du que de Belgique a du soutenir à nouveau après avoir consacré plus de France, dans un mouvement 10 milliards de francs belges (1,4 milliard de francs français) à sa défense la semaine dernière. Le franc français, bien tenu ces jours derniers, a été un peu secoué à la veille du week-end, du fait précisément de la remontée du mark, qui, vendredi en sin d'après-midi, s'est éleve au-dessus du seuil faudique de 2.83 F. La veille, la Banque de France, sur les 300 ou 400 millions de dollars qu'elle aurait vendus pour appuyer la baisse du billet vert, en a consacré une partie à défendre le seuil de 2.83 F. - On commence déjà à entamer le magor - (de 4 milliards de dollars), ont murmuré les mauvaises langues. C'est très exagéré, d'autant que le premier urage n'est pas encore effectué, mais le problème du mark demeure, et des rumeurs, fantaisistes, de réévaluation de la monnaie allemande au sein du S.M.E. recommençaient à

courir à la veille du week-end. Sur le marché de l'or, le cours de l'once, retombé de 406 dollars à 387 dollars en raison de la hausse des taux et de la monnaie américains, a bondi brutalement à 438 dollars en fin de semaine. Outre la détente des taux et le repli du billet vert, l'annonce officielle d'une demande de tirage sur le F.M.I. de la part de la République Sud-Africaine pour rétablir sa balance des paiements a éloigné la possibilité de ventes de metal.

FRANÇOIS RENARD.



#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 1" AU 8 OCTOBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précèdente.)

					_			
PLACE	Livre	\$£.U.	Franc français	Franc autoso	D, mark	Franc belge	Florin	Lire Italienne
Londres		1,7080	12,1993	3,6722	4,3075	83,4699	4,7021	2439,62
	_	t,6990	12.1223	3,6885	4,2899	83,1660	4,6892	2412.5
New-York	1,7080		14,0007	46,5116	39,6510	2,0462	36,3240	0,0700
	1,6990	-	14,0154	46,0617	39,6039	2,0429	36,2318	8,0704
Paris ,	12,t993	7,1425	_	332,20	283,20	t4,6153	259,44	5,0017
	12,1223	7,1350	-	328,65	282,57	14,5760	258,5t	5,0246
Zarieh	3,6722	2,1500	30,1023		85,2498	4,3994	78,0966	1,5056
	3,6885	2,1718	38,4275	-	85,988t	4,4351	78,6594	1,5288
Franciert	4,3075	2,5229	35,3107	117,38	-	5,1686	91,6091	t.7661
	4,2899	2,5250	35,3894	1t6,38	-	5,1583	91,4855	1,7781
Brancelles	83,4699	48,87	6,8421	22,7302	19,3774	_	17,7515	3,4222
	83,1660	48.95	6,8605	22,5472	19,386t	-	17,7355	3,4471
Ameterdam	4,7023	2,7538	38.5445	128,94	109,15	5,6333		1,9278
	4,6892	2,7600	38,6832	127,13	109,30	5.6384		1,9436
Milan	2439,82	1428	199,93	664,18	566,21	29,2203	518,70	
	2412,58	t420	199,02	654,87	562,37	29,0098	514,49	
Tokyo	456,03	267	37,3831	124,18	105,86	5,4634	96,9851	0.1869
	457,37	269,28	37,7301	123,99	t06,6t	5,4994	97,5362	0,1895

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredl 8 octobre, 2,6750 F contre 2,6504 F

Marché monétaire et obligataire

#### Les matières premières

## Meilleure tenue des métaux

teur à s'adresser au marché vendredi

a été la Commerzbank, pour une émission de 100 millions de dollars

Comme les bourses des valeurs, les marchés commercianx ont accucilli avec salisfaction la détente des taux d'intérêt intervenn en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Les principaux bénéficiaires de la détente des teux d'intérêt ont été les métaux précieux, l'argent-métal ayant atteint son meilleur niveau depuis plus d'un mois.

Plus dépendantes des facteurs foudamentaux qu'est la situation de l'offre et de la demande, les denrées ont moins réagi à la baisse des taux. En revanche, elle a favorisé les có-

MÉTAUX. - Dans le sillage des métaux précieux (or et argent), les autres métaux ont généralement re-gagné du terrain. C'était le cas du cuivre, souteun par ailleurs par l'adoption d'un programme de stockage par le Congrès des Etats-Unis et le relèvement des prix des producieurs américains. Raffermissement de l'étain à la suite d'achats du stock régulateur, tandis que le zinc et le plomh affichaient, à l'unisson, de meilleures dispositions malgré l'an-nonce d'une diminution de, respectivement, 7 et 2,7 % de la consommation de ces métaux pour les sept premiers mois de l'année dans le monde occidental.

Dans sa dernière êtude économique, consacrée au marché mondial du plomb, la Banque Sudameris estime néanmoins que les prix pour-raient poursuivre leur baisse tout en n'excluant pas quelques soubres-sants à la hausse dus à des opérations spèculatives.

MARCHÉ LIB	RE DE	L'OR
	Cours 7" oct	Gours 8 oct.
Or fin (idle en burre)  — (idle en langet)  Prèce française (20 fr.)  Prèce trançaise (20 fr.)  Prèce trançaise (20 fr.)  Prèce trançaise (20 fr.)  Prèce transieres (20 fr.)  Prèce transieres (20 fr.)  Prèce transieres (20 fr.)  Prèce de 20 dellara  — 10 dellara  — 50 passa.  — 50 passa.	92 000 92 000 929 400 571 538 645 726 3 726 3 156 1 560 826,25 3 595	96 000 98 100 849 428 583 562 545 703 725 350 3 155 1 582,5 890 3 700
• - 20 marks - 10 floring • - 5 roubles	580 374	690 600 374

CAOUTCHOUC. - La faiblesse des cours semble donner raison à ceux que estiment que la déci-sion de la Malaisie de stocker 129 000 tonnes de caoutchouc naturel sur une période de six mois aura davantage pour effet de causer des frictions entre pays consommateurs et producteurs que d'enrayer le

mouvement de baisse.

ternational.

DENRÉES. - Le café n'a pu maintenir ses meilleures dispositions de la semaine dernière. Il est vrai que l'optimisme u'a pas été de rigueur au cours du septième Symposium international du café qui vient de se tenir à Montreux en Suisse. M. Alexandre Beltrao, directeur exécutif de l'organisation internationale du café, y a notamment déclaré que les stocks des pays producteurs atteindront quelque 60 millions de sacs à la fin de la saison 1983. Il a toutefois estimé que les cours ne devraient pas poursuivre leur glissade du fait de l'extension de l'accord in-

Irrégularité du cacao. L'annonce au début de la semaine d'une récolte record de 445 000 tonnes en Côted'Ivoire pour la saison 1981-1982 a alourdi la tendance. Pour sa part, le département de l'agriculture des Etats-Unis estime la récolte mondiale de la saison en cours à 1,70 million de tonnes, chiffre prati quement identique à celui de 1981-

La vente de 84 950 tonnes de sucre blanc par la C.E.E., dans le cadre de son offre hebdomadaire, a constitué un élément dépressif pour les contrats du sucre, de même que les prévisions du FIRS (Fonds d'intervention et de regulation du marehé du sucre) faisant état de stocks records de 37.4 millions de tonnes à la fin de la saison 1982-1983, L'ambiance était tellement maussade que la décision du Brésil de suspendre ses exportations tant que les cours ne remonteront pas à un nivean acceptable n'a en rien aidé la ten-

#### LES COURS DU 8 octobre 1982 (Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. - Londres (en sterling par toone) : cuivre (high grade cathode), comptant, 839 (811,50) ; à trois mois, 850 (829); étain comptant, 7 300 (7 310); à trois mois, 7 300 (7 260); (7 310); à trois mots, 7 300 (7 260); phomb, 294 (288,50); zinc, 446,50 (439); aluminium, 554,50 (550); nickel, 2 265 (2 390); argent (en pence par once troy), 524 (490,50).

New-York (en cents par livre): cuivre (premier terme), 63,55 (59,30); argent (en dellass par (59,20); argent (en dollars par once), 8,94 (8,30); platine (en dol-lars par once), 320 (286); ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), 53,50 (55,50); mercure (par bou-teille de 76 lbs), 360-375 (352-375). — Pesang : étain (en ringgit par

kilo), 29,15 (29,15). TEXTILES. - New-York (en cents par livre) : coton, décembre, 64,75 (64,30). - Londres (en nonveau pence par kilo), Isine (peignée à sec), octobre, 354 (350); jute (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, 240 (240). – Ronhaix (en francs par kilo), laine, octobre, 42 (42,70).

CAOUTCHOUC. - Londres (en nouvezux pence par kilo): R.S.S. (comp-tant), 48-51 (48,75-50,75). - Peeg (en cents des Détroits par kilo) : 196 (198,50).

DENRÉES. - New-York (en cents par ib ; sanf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, décembre, 1 525

tonne): cacao, décembre, 1 525 (1 535); mars, 1 602 (1 610); sucre, janvier, 6,30 (6,69); mars, 7,7,16); café, décembre, 143,40 (145,01); mars, 134,75 (137,45). — Londres (en livres par tonne): sucre, janvier, 98 (104); mars, 105,60 (108,20); café, novembre, 1 475 (1 527); janvier, 1 374 (1 401); cacao, décembre, 1 018 (995); mars, 1 035 (1 027). — Paris (en francs par quintal): cacao, décembre, 1 205 (1 210)); mars, 1 260 (1 255); café, novembre, 1 799 (1 848); janvier, 1 730 (1 665); sucre (en francs par tonne), novembre, 1 325 (1 340); décembre, 1 317 (1 332): tourteaux de soja. — Chicago [en dollars par tonne), octobre, 151,30 (151,40); décembre, 155,70 (155,60). — Loadres (en livres par tonne), octobre, dres (en livres par tonne), octobre, 113 (113,50); décembre, 115,50

CÉRÉALES. - Chicago (en cents par boisseau): blé, décembre, 318 1/4 (316 3/4); mars, 338 1/2 (337 1/4); mais, décembre, 222 (221); mars, 237 (236 1/4). INDICES. - Moody's, 970,50 (972,70); Reuser, 1 504,10 (1 508,60).

# Baisse « psychologique » aux États-Unis

taux d'intérêt américains, avec des renversements de positions, des rumeurs et de fortes variations sur des marchés d'une nervosité exceptionnelle !

La semaine avait commence sur une tension du loyer de l'argent ontre-Atlantique, l'eurodollar à six mois montait de 1/2 % à 12 1/4 % et l'argent entre banques s'élevait au-dessus de 10 %. Fâebeusement impressiconés par un gonflement de 400 millions de dollars de la masse monétaire (toujours elle), au lieu de la contraction de 1 à 2 milliards de dollars prévue à la veille du weekend les milieux financiers internauonaux s'attendaient que la Rèserve fédérale des Etats-Unis durcisse sa politique et fasse remonter les taux pour rameuer ladite masse sur les objectifs précédemment fixés (actuellement le dépassement est de 4 milliards de dollars). Circonstance aggravante, ils prévoyaient, en outre, une véritable explosion de cette masse (5 à 10 milliards de dollars pour la semaine se terminant au 29 septembre, du fait des verse-ments trimestriels de la Sécurité sociale. C'est une diminution - de 2,7 milliards - qui fut annoncée vendredi soir.

Dans ces conditions, les taux ne pouvaient que monter, et trois grandes banques relevaient les tarifs de leurs prêts aux courtiers. C'est alors qu'un véritable coup de théâtre se produisit. Des « fuites » en provenance de milieux - proches du Fed », et savamment organisces selon toute vraisemblance, laissaient entendre que les autorités monétaires pourraient assouplir leur politique et laisser la masse monétaire progresser plus vite que prévu, temporairement du moins. Cette possibilité était évoquée, et presque confirmée, par le secrétaire au Tré-

Quelle semaine sur le front des sor, M. Donald Regan, et le sous- restant fixé à 14 %. En fin de secrétaire, M. Sprinkel. Immédiatement, le loyer de

l'argent au jour le jour baissait en dessous de 10 %, les banques ramenaient toutes leur taux de base de 13 1/2 % à 13 %, comme l'avait fait toute seule la Bankers Trust dix jours auparavant, et Wall Street - explosait -, enregistrant la plus forte hausse de son histoire en deux séances consécutives. Sur le marché des obligations et des bons du Trésor, les rendements chutaient et les cours s'envolaient, tandis que l'eurodollar à six mois revenait en fin de semaine à 10 3/4 %, contre 12 1/4 % au début, soit 1,5 % de baisse. Vendredi, à New-York, une atmosphère fébrile régnait, sur la rumeur d'une très forte réduction du taux d'escompte du Fed, la réducuon fut annoncée en fin d'aprèsmidi; elle est d'un demi-point, le nouveau taux étant fixe à 9 1/2 % et les cours des valeurs à revenu fixe variaient assez violemment. Peutètre les milieux financiers prennentils leurs désirs pour des réalités, mais, actuellement, tout plaide en faveur d'un assouplissement de la politique du Fed.

Il est très probable qu'en Europe les banques centrales en profiteront pour réduire les leurs, afin de relancer des économies défaillantes. En Allemagne, notamment, la Bundeshank devrait prendre, prochainement, une décision en ce sens. En Grande-Bretagne, e'est déjà fait : sur l'initiative de la Banque d'Angleterre, qui a réduit par trois fois son taux d'intervention, les établissements bancaires ont ramené leur taux de hase de 10,5 % à 10 %, au plus bas niveau depuis novembre

En France, le statu quo a rêgnê, le loyer de l'argent au jour le jour semaine, quelques turbulences sur le frane rendaient prudents les autoritès monétaires.

Snr le marché obligataire, on attend que les taux baissent, suivant l'exemple qui pourrait venir d'Amé-rique via l'Allemagne. Pour l'instant, les rendements du marebé secondaire restent stationnaires : 15,61 %, contre 15,67 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, 15.47 %, contre 15,56 % pour ceux à moins de sept ans, et 15,90 % i 15,96 % pour le secteur public, selon les indices Paribas.

A l'émission, vont sortir un emprunt Fonds special des grands travaux, garanti par l'Etat, de 2 milliards de francs à 16.40 % nominal (16,56 % au règlement) sur buit ans (et 5,3 années de vie moyenne), et un emprunt de la caisse centrale des Banques populaires (artisans), de 450 millions de francs à 16.40 % (16,62 % au règlement) sur douze ans (et 8.3 années de vie moyenne). L'emprunt - grands travaux - est assez bien accueilli, notamment par les investisseurs insutuuonnels et certains étrangers : la garantle de l'Etat français devient rare dans ce domaine. Sont prévus, pour les prochaines semaines, quatre emprunts : un emprunt de la Caisse centrale de coopération économique (700 millions de francs à taux fixe), un de la Compagnie bancaire (800 millions de francs, moitié à taux fixe, moitié à taux variable (T.M.O.), un de la Caisse nationale de Credit agricole (2 à 3 milliards de francs placés dans le réseau) et, pour la sin du mois, un « gros » emprunt E.D.F. de 4 milliards de francs à taux fixe Lees modalités étant suscepubles d'être modifiées).

F. R.



# Le Monde

#### UN JOUR DANS LE MONDE

#### **ÉTRANGER**

2-1 EUROPE

— La crise palanaise. — GRANDE-BRETAGNÉ : la fis

3. AFRIQUE La conférence de Kinshaso at la visite de M. Mitterrand na Conga.

3. ASIE 4. PROCHE-ORIENT

 M. Wninbarger est oppnsé à l'en-voi de soldats américains dons le 4. AMÉRIQUES

 Le conseil des Églises canadiennes affirme qu'an grand nombre de réfugiés salvadoriens na Handaras 4. DIPLOMATIE

More Indira Gandhi a reçu le che da gauvernement du Bangladesh.

POLITIQUE 9. Les travoux parlementaires.

SOCIÉTÉ

10. Le meartre d'un jenne Algérin

SPORTS. 11. MÉDECINE.

- SCIENCES : le statut des ches cheurs de l'INSERM : . Le seul critère devroit être celui de la réassite scientifique», point de vue, par le professour Jean-Charles

#### **CULTURE**

12. MUSIQUE : les soixante-dix au d'Igor Markevitch ; Stockhause

VARIÉTÉS : Leo Ferni chor Beethoven at le Bateau ivre. - ROCK : Japan, on Palace

le Joon-Clando Brisville. ARTS : Boyan, au Musée de

14. RADIO - TELEVISION. - VU « Maxique : In feu qui couve ».

#### **ÉCONOMIE**

16, SOCIAL : rupture des négociation sur l'assorance-châmage. ETRANGER : le gouverne

Inpanais nannaca na progr 2 000 milliords de yens. 17. AFFAIRES : le gouverneme

ble avoir renoucé à aider l'indos-trie du jouet.

18. LA REVUE DES VALEURS. 19. CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS

RADIO-TELEVISION (141 INFORMATIONS - SERVICES - (151 : Rétromanie; Météorolo-gie; « Journal officiel » ;

Mots croisés. Carnet (141 : Programmes spectacles (13).

#### En Haute-Savoie et à Paris DÉMANTÈLEMENT D'UN RÉSEAL DE TRAFIC D'HÉROINE

(De notre correspondant régional.)

Lyou. — Saisie record pour les policiers rhône-alpins, 5,5 kilos d'héroine pure representant une valuer d'euvirou 5 600 000 franci ont été soustraits de marché de la drogue. A la suite de l'enquête du service des stupéflants do S.E.P.J. de Lyon, treixe personne ont été interpellées et placées sous mandat de dépôt par M. Lomende, juge d'instruction à Annecy. Le 26 sout, les douaniers et les

policiers avaient intercepté à Eu-milly (Hante-Savole), uon loin de la frontière suisse, un petit reven-deur, M. Jean-Luc Giaret. Grâce à cette arrestation, toute une fillère sera remostee à partir de premier fournisseur, M. Hons h Baccam, d'origine laotienne, arrêté le 6 sep-tembre, jusqu'à un groupe de trafiquants d'originn factienne, viet-namienne ou chinoise. L'un des principaux instigateurs du trafic principaux instigateurs du trafic qui alimentalt essentiellement la région Rhûne-Alpes et la Suisse, M. Yar Dathoa, n été interpellé le 8 octobre, à son domicile, à lvry-sur-Scine. La plupart des per-sonnes arrêtées étalent en posses-sion d'importantes quaufit en d'héroine pure destinée à la consom-mation. — C. B.

 Les commandos autonomes anticapitalistes (C.A.A., extrême gauchel ont revendique la rescoûté la vie, vendredi 8 octobre, au directeur d'nne mutuelle d'assurances de Pampelune (Na-varre), a annonce, samedi 9, le quotidien basque Egin. - (A.F.P.)

Le numéro du « Monde daté 9 octobre 1982 a été tiré à 510 108 exemplaires.

Avant la conférence nationale de décembre

#### Nouvelle purge au sein du P. C. roumain

Le plénum que le comité cen-tral du P.C. roumain a tenu jeudi 7 et vendredi 8 octobre, à Bucarest, a complété au niveau du parti le train de purges qui avait touché le gouvernement en mai dernier pour sanctionner les auteure de défaillances et d'errens dans le gestion de l'écod'erreurs dans la gestion de l'économie nationale.

d'erreurs dans la gestion de l'économie nationale.

La première victime de cette
purge, différente des « rotations
de cadres » de règle depuis longtemps dans le règlime, est
M. Cornel Burtica, un neveu de
M. Ceausescu. Déchu en mai de
ses fonctions de vice-premier ministre et de ministre du comité
politique exécutif et du comité
politique exécutif et du comité
central du parti en raison des
« grands préjudices » causés à
l'économie nationale.
Eu revanche, M. Hie Verdet,
heau-frère de M. Ceausescu, limogé le 31 mai de ses fonctions
de premier ministre, bénéficie
d'une sorte de reclassement : il
est nommé secrétaire du comité
central, de même que M. Miu
Dobrescu, membre suppléant du
comité politique exécutif; ils remplacent au secrétariat MM. Virgil

comité politique executir; ils rem-placent au secrétariat MM. Virgil Cazacu, membre du comité poli-tique exécutif, et Marin Enache, élu membre suppléant du comité politique exécutif, qui se verront confier « d'autres tiches».

confier e d'autres taches s.

MM Petre Danica et Gheorghin Dumitrache sont, d'autre part, relevés de leurs fonctions de membres suppléants du comité politique exécutif. Au collège central du parti, dont M. Ion Circei devient le vice-président, M. Andrei Cervenkovici se ra cappelé à d'autres fonctions s.

Enfin, M. Victor Zglobiu, responsable de l'entreprise agricole de Mangalia, est exclu du comité central et du parti pour capoir de Mangaila, est exciti du comité central et du parti pour « avoir commis des abus » et « transgressé les dispositions légales », tandis que M. Ovidiu Maltec perd son siège an comité central pour avoir « commis des actes incompatibles avec la qualité de membre du partie.

Devant le plénum, M. Ceausescu a dénonce sans ménagements ceux qui « ont gravement transgressé

Le - Journal officiel - va publier dans les prochains jours le décret relatif à la

composition et au fouctionnement des comités écono-miques et sociaux (CFS)

Ces organismes créés par la loi de 1972 verront désor-

mais leur composition et leur rôle profondément modi-fiés. Principale innevation :

les représentants des organi-sations syndicales de salariés

(et la FENI auront le même

nombre de sièges que coux

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisa-tion, avait déjà, le 25 mai, devant le Conseil économique et social au palais d'Iéna, donné quelques indications sur le rôle futur des CE.S., à partir des articles 61, 62, 63 de la loi du 2 mars 1962, a Droits et libertés des communes, décartements et régions ». Cette

a Droits et libertés des communes, départements et regions ». Cette loi dispose que les C.E.S., par leurs avis, concourent à l'administra-tion de la région. Ils sont, auprès du conseil régional et de son pré-sident, une « assemblée consulta-tive ». Mais leurs pouvoirs vont être réduits : ils ne seront plus consultés obligatoirement sur l'en-semble des affaires régionales.

semble des affaires régionales, mais seulement sur les documents relatifs au Pian et à la Prépara-

tion du Plan.
D'où un certain malaise qui s'est fait jour depuis un an chez la piupart des membres de ces assemblées (composées en majo-

la pinpart des memores de ces assemblées (composées en majorité de notables régionaux et qui sont, dans certains cas, présidées par des personnalités politiques ou économiques). « Qu'allons-nous devenir, serons-nous des assemblées bidon 7 », entendait-on. Sur-tent les de 2 mars 1989 dis-

blees bidon 7 s, entendait-on. Sur-tout, la loi du 2 mars 1983 dis-posait que daux un délai de trois mois — c'est-à-dire le 3 juin au plus tard — un décret fixerait la composition et les modalités de nomination des membres des C.R.S.

C'est ce décret, tant attendu dans les régions, qui va parafire incessament... avec quatre mois de retard. Ce retard s'explique par trois raisons :

categories de représen-

- des représentants des en-

treprises et des activités profes-sionnelles non salariées dans la

quatre tants

regionaux.

les lois de l'Etat et les statuts du parti », soulignant que n ceux qui sont responsables ont plus que quiconque le devoir de les respecter ». Le chef de l'Etat et du parti e'est employé à justifier e la justesse de la politique du parti depant l'aggravation de la crise mondale ».

parti depart l'aggravation de la crise mondiale n.

La Roumanie a-t-il dit, « envisage de réduire, en 1983, la dette extérieure d'environ 20 %, ce qui assurera l'équilibre et la possibilité de payer avant termo, dans les amées 1984-1985, une partie de la dette extérieure, de telle sorte que le pays n'ait plus de dette extérieure à la dette extérieure à la militards de doilars. M. Ceausescu, qui a présenté les grandes lignes du plan pour 1983, a présonisé un renforcement de la collaboration entre les pays accidistes. La Roumanie, e.t-il dit, « ne peut être satisfaite de la manière dont certains problèmes sont résolus au sein du Comecon, surtout dans les domaines de l'énergie, des matières precomecon, surtous anns us aomaines de l'énergie, des matières pre-mières et de la spécialisation pour la réalisation de certains pro-duits ». Ainsi, sous la pression de la conjoncture, la Roumanie réclame « une application sans jaille des dispositions du statut » du Comecon, un perfectionnemen de celui-ci et « le développemen

Ce plènum, essentiellement éco-nomique, n'est en fait que le lever de rideau de la conférence natio-nale (1) qui, du 16 an 18 décem-ire, examiners notamment e le stade actuel de l'édification du socialisme en Roumanie, des ques-tions théoriques et idéologiques, l'activité politique et éducative du parti ainsi que les tâches qui incombent cux organes et aux organisations du parti en vue de la formation de l'homme nouveau, artisan conscient du socialisme et artisan conscient du socialisme e du communisme ».

des relations avec tous les pays

Le gouvernement fixe la composition et les compétences

des comités économiques et sociaux régionaux

Parité entre le patronat et les salariés

- des représentants des organi-

représentatives au niveau national et de la Fédération de l'éducation

nationale (FENI : 35 % au moins des sièges ;

nismes qui participent à la vie collective de la région (mouve-ments coopératifs et mutualistes associations, économie sociale) : 25 % an moins des sièges;

- des personnalités (nommées par le premier ministre) qui, en raison de leur qualité ou de leurs activités, concourent au dévelopment de la région. Leur effectif a diminué de moitié par rapport su régime précédent : 5 % au plus des sières.

De quarante

à cent dix membres

En conséquence, le nombre des membres des C.E.E. pourra varier de quarante à cent dix dans les régions les plus importantes. Le plafond était fixé précédemment à quatre-vingt-dix. Ils seront désignés pour une période de aix ans. remouvelable, et les « nouveaux C.E.S. » pourront se réunir de plein droit à compter du 15 novembre.

Quant an fonctionnement, les C.E.S. se réuniront sur convocation de leur président pour donner des

avis aux élus du conseil régional

avis aux élus du conseil régional.
Mais le C.E.S. pourra également
être convoqué à la demande du
président du conseil régional (dépositaire du pouvoir exécutif),
chaque fois que celui-ci l'estimera
opportun ou dans le cadre des
consultations obligatoires prévues
par la loi.

par la loi. Les C.E.S. auront-ils des

noyens, notamment en person-nel 7 « Le conseil régional », est-il indiqué, « met les services régio-naux, ou une partie de ceux-ci, à la disposition du C.E.S., à sire permanent ou lemporaire. »

services des ministères dans le département ou la région, mais il

devra encore, pour apparaître comme le « vrai patron » de toute l'administration territo-

15 novembre.

de retard. Ce retard s'explique
par trois raisons:

— les difficultés inhérentes au
choix des multiples organismes
ou associations ayant vocation à
sièger dans les C.E.S.;

— la volonté de l'Elysée de
regarder de très près le texte de
ce dècret (il y en a plusieurs
versional;

— la leu teur administrative
lorson'il fant recueillir plus de
frage mulversel (en 1994?). Le

lorsqu'il faut recueillir plus de vingt coutreseings ministèriels.

Quelle sera la composition des futurs C.E.S. ? Ils rassembleront l'Etat, en dirigeant l'ensemble des

- des représentants des orga-

région (c'est-à-dire les professions libérales), quels que soient la et pratiques administratives. Ensature de leur activité et leur statut juridique : 35 % au moins des confère un rôle uon negligable, incarnent les forces économiques,

tisse;

calld :

CALABOVA:

#### LA PRÉPARATION DE LA LOI D'ORIENTATION

## La réforme de l'enseignement supérieur repose sur une augmentation de la population étudiante précise M. Alain Savary

Dans une déclaration vendredi publics ayant la possibilité de passe octobre, à la Sorbonne, devoni les présidents d'univorsité et des responsables d'écoles d'Ingénieurs, M. Alein Savary, ministre de l'éducation nationato, a exposé les grandes lignes de le future loi d'orientation de l'ensoignement eupérieur, qui fera l'objet d'une communication e u conseil des minietres du 13 octobre. Le minietre a confirmé que le projet corait - déposé, « commo prévu », avant le fin de le session d'automne au Parlement, pour être examiné lors de la session du printempo 1983.

Rompent avec se récerve habituelle lo ministra a livré our univeroltaires présents « le pien de masse « du projet, résultat des travaux de le commission animée depuie près d'un an por M. Claude Jeantet. Do grands principes apporaissent délé dans les propos du ministre : volomé d'accuellir devantage d'étudiants en luttant contre les inégalitée sociales et an excluant, per conséquent, la aélection à l'entrée, améliaration de la prise an charge at de l'orientation an premier cycle, at aurtout prise en compte de la nécessaire formation professionnalio finalisée.

ments. M. Savary propose de créor une seule catégorie d'établissements

#### Pas de sélection à l'entrée de l'université

Pour M. Savery, le projet de loi doit mettre l'accent a sur la sécessairs erpansion des enseignements supérisurs. Il exclut la sélection à l'entrée dans le premier 
cycle en dehors de réglementations particulières dont il limite 
le champ d'application, notamment pour certaines formations 
professionnelles couries. Il repose 
sur l'hypothèse d'une augmentation de la population étudiante... » Pour M. Savary, le projet de loi

sociales, associatives des régions, mais lie doivent désormais, dans

leur nouvelle formation, prouver qu'ils seront utiles pour éclairer les choix des élus, et qu'ils se

garderont d'apparaître comme un champ clos où s'affrontent, à armes égales, patrons et salariés.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

structures des universités et le mode de décionation de leurs présid Sar cestriues directions le ministra tions. Il est resté discret au suje des instances d'évaluation. En ce qu concerne les structures interm diaires que sont les unités d'ensel-gnement et de recherche (U.E.R.) le ministre semble critiquer leur fonctionnement = monodisciplinaire : male n'annonce pas leur suppres Dans les lours qui viennent, le ministre va transmattre oux président d'université une note de synthèse plus

des contrats et des conventions avec

des ontreprises. Il précise même les

procise et plus détaillée sur con projet. Dès lors, le débat public va 'instaurer, débat que les univers taires présents vendred ettenden serainement. . C'est un bon di qui laise présager que le loi corres-pond à nos souhaits », a déclaré M. Jacques Vaudiaux, vice-président de lo conférence des présidents, en quittant le Sorbonne. Certaine de se collègues partagealent son senti ment. D'autres se montraient plu réservés, regrettent « que le mi ciassas préparatoires eux grande

An sujet du premier cycle, qui doit être réorganisé profondément, le ministre précise : « Le maîtremot doit être l'orientation des étudiants. Il faudrait, semble-t-il, qu'ils recoisent une solide formation dans une discipline on dans une série de disciplines qui constituent, dans le programme qui leur est proposé, une sorie de do m in a n te liée à un secteur professionnel. Simultanément, l'accent devrait être mis sur l'apprentissage personnel des méthodes de travall (comme dans les classes préparatoires, précisé-An sujet du premier cycle, qui

methodes de travail (commas dans les classes préparatoires, précisément) et sur une meilleure connaissance du monde projessionnel dans lequel de devront choistr leur avenir, »

Pour la saite des études, le ministre propose « une formation projessionnelle finalisée out doit ministre propose eure formation professionnelle finalisée qui doit permetire aux étudiants de trouver des emplois correspondant à leur qualification. Le terme de professionnalisation qui a été lurgement employé ne me convient guère, précise M. Barary, mais, si je n'aime pas ce néologisme, je suis convaincu que le concept dont il est porteur est un êlément déterminant de Papenir de nas

je suis convaincu que le concept dont il est porteur est un élément déterminant de l'avenir de nos formations supérieures. Le second evele mettra donc l'accent sur l'acquisition d'un savoir névezsaire à l'exercice d'un métier.

Après evoir expliqué que la loi donnera aux obligations de service des enseignants un contenu plus proche de la réalité, M. Savary définit les établissements : a l'envisage la création d'une seuis catégorie d'établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel qui comprendront les universités, les écoles et aussi les grands établissements dont l'organisation sera fixée par décret. Certaines écoles restsront donc en dehors des universités, comme c'est le cas actuellement. Je souhaite qu'écoles et universités nouent des liens contractuels et se rapprochent, dans leur structure et dans leur mission, par des échanges de personnels et par des epasserelles n permettant aux étudiants de chacuns de ces voies de formation de profiter des enseignements on YINGT-DEUX PERSONNALITÉS Voici la liste des présidents des vingt-deux comités écose-Alsaco: M. Ernest Hell: Annitaine : M. Jacques Cas-Bourgogne : M. Charles Depermettunt mux étudiants de chacume de ces voies de formation de profiter des enseignements ou des recherches de l'ensemble. n Présentant l'organisation des futures universités. le ministre évoque l'administration et la gestion résultant des décisions du président, des délibérations du conseil d'administration, des propositions, evis et veux du conseil des études et de la vie universitaire : «Le président est étu par l'ensemble des trois conseils (...). Les personnalités extérieures selatte ; Bretagne : M. René de Fou-Centre : M. Pierre Trousset ; Champagne-Ardenne: M. Jao-ques Richard; Corse: M. Emile Arrighi de

Franche-Comté : M. le docteur Timpthée Franck; Languedoc-Rousellion: M. Phi-tippe Lamour; Limousin: M. Guy Chambou; Lorraine: M. François Guil-Midi-Pyrénées : M. Pierre Ma-

Nord-Pas-de-Calais : M. Pierre Delmou; Basse-Normandie; M. Pani Haute-Normandie : M. Jean-François Hervien; Pays de la Loire : M. Joseph

Arianz; Picardin: M. Claudn Perté; Poitou-Charantes: M. Michal Maury-Laribière : Provence-Alpes - Côte d'Azur : EL Paul Augier; Rhône-Alpes : M. Charles Montreall;

He-de-Prance : M. Roger Belin.

Dans cette liste ou relèvers, par exemple, les oams de MM. Michel Maury-Laribière (Poitou-Charentes), vice-président de C.N.F.F.; Hichel Debisse de la C.N.F.F.; batisse (Anvergne), nocles secrétaire d'Etat dans le gouvernement de M. Raymond Barre; Prançois Guillauma (Lorraine), président de la F.N.S.R. Philippe Lamour (Languedoc

A la fête de Force ouvrière « NOS ORGANISATIONS HE DOIVENT PAS ÉCARTER L'ÉVENTUALITÉ DE LA GRÈVE », déclare M. Bergeron

Les 9 et 10 octobre, Force Les 9 et 10 octobre, Force ouvrière organise une l'ête populaire sur la pelouse de Reully au bois de Vinvennes. Comme 11 l'a déjà fait le 18 septembre à la Mutualité, M. André Bergeron devait s'adresser à ses militants samedi à 15 heures. Pour le secrétaire général de F.O., « la marge des possibilités seru extrémement étroite » dans les uégociations de sortie du blocage des salaires, d'autant que dans le secteur public le premier ministre a donné a des instructions à ce point rigoureuses que, si elles devalent

donné a des instructions à ce point rigoureuses que, si elles devalent itre respectées à la lettre, elles laisseraient peu d'espoir de voir des accords conclus d'iei la fin de 1983 ».

a Je ne sais pas quelles initiations la confédération pourra être amenée à préndre, devait poursuivre M. Bergaron, en indiquant que la question serait à l'ordre du jour du prochain comité confédéral national (...). En tout cas, là où la négociation n'aboutirait pas, là où la combativité des salariés le permettrait, nos organizations ne doivent pas écarter l'éventualité de la grève! Naturellement, avant d'en arriver là, il faut épuiser toutes les possibilités de discussion (..).

Mine JACQUELINE NEBOUT EST EXCLUE DU PARTI RADICAL Le comité exécutif du parti radical, réuni vendradi B octobre à Paris, a pris diverses décisions de réorganisation interne qui se traduisent notamment par l'exclusion du parti de Mme Jacqueline Nebout, adjointe au maire de Paris, animatrice du club Unité radicale.

radicale.

Mme Nebout, élue conseiller de Paris sur la liste de M. Chirac, en 1977, avait anuoncé, à la fin du mois de septembre, qu'elle présenterait sa candidature à la présidence du parti radical en 1983, Elle a réagi, vendredi soir, en soulignant que son exclusion, dont la responsabilité, à ses yeux, incombe à M. Bariani, a été décidée « à la suite de l'unnonce de cette candidature ». « Une mocécidée « à la suite de l'annonce de cette candidature ». « Une procédure d'exclusion prise à l'encontre d'un challenger constitue un feit saus précédent, a-t-elle déclaré.

Le comité executif du parti radical a également annoncé la dissolution des fédérations du Pas-de-Calais, du Var et de l'Allier qui seront reconstituées « sur une base plus opérationnelle ». Le prochain congrès du parti aura lieu les 28, 29 et 30 janvier à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Selne).

#### Pour les accessoires de luxe

#### CARTHER EXPLOITERA LES MARQUES YVES SAINT-LAURENT ET FERRARI

La haute jouillerie, la haute con-ture et le sport automobile de course. Curieux assamblage. Pour-tant Cartier, Yves Saint-Laurenz et Ferrari scront désormais liés dans le domaine des a accessoires » de mode et de luxe : briquets, styles, mode et de luxe: briquets, stylor, montres, etc. Cartier, la premier, a innové en lançant par le monde ses a must ». fabriqués sous son contrôle et commercialisés par des canaux différents du set traditionnels produits du jouilierin: bontiques, duty tree shop, aéroports, etc. Succès l'obdroyant, les a must a représentent aujourd'hut plus de la moltié (51 %) du chiffre d'affaires total du la marque dans le man d a (plusieurs milliards du frances).

4

2

Snutant un nouveau pas, Cartier s'apprête à metire son expérience s'apprête à mettre son expérience an service d'autres marques. Premier a grand nom > désormais exploité par la maison da la place vendème : Yves' Saint-Laurent — jusque-là moins heureur qu'elle dans le développement de ses accessoires, qui lui confie toutes ses activités dans les briquets, stylos, montres, maroquinenie, bijour st arts de la table par un accord de licence pour la fabrication et la distribution. Les produits seront créés en collaboration avec le grand countries et distribués dans des réseaux parallèles indépendants des boutiques parallèles indépendants des boutiques Cartier. Ferrari, in célèbre construc-teur de voitures de course a égale-

Mme Khadija Allaonah Bourequat a été une uouvelle fois
entendue, vendredi 8 octobre, par
les policiens de la brigade criminalle, sur les conditions de sa
disparition depuis le 28 septembre (le Monde du 9 octobre).
Rétablie après vingt quatre
heures de soins à l'hôpital de
Saint-Cloud, elle e'est rendue an
siège de la brigade criminelle où
elle a été interrogée toute la
journée. Elle a maintenu ses précédentes déclarations et a indiqué qu'elle avait été enlevée par
deux hommes alors qu'elle téléphonait d'une cabine publique
proche de l'avenue de Breteuil,
dans le septième arrondissement.

rensemble des trois conseils (...).
Les personnalités extérieures seront désignées par les organismes
qu'elles représentent. Les autres
membres du conseil seront étus à
la représentation proportionneile
avec liberté de candidature et panachage, par trois collèges: celui
des étudiants, celui des personnels administratifs, techniciens,
ouvriers et de service, et enfin,
c el ni des enseignants-chercheurs. »

Toutefois, la version des faits de Mme Bourequat présente toude nime sourequat présente tou-jours les lacunes et les contra-dictions qu'avalent relevées les policiers, lors d'un précédent entretten. Les cnquêteurs cher-chent toujours à comprendre les relations des membres de la famille de Mme Bourequat et à confirmer certaines informetiesfamille de Mme Bourequat et à confirmer certaines informations faisant état d'une brouille, la veille de la disparition entre Mme Bourequat et son frère Taha. Ce dernier avait été placé eu garde à vue, jeudi soir, pour permetire aux policiers de vérifier son témoignage. Il a été relâché dans la soirée de vendreti.